LA NOUVELLE

CONFESSION DE FOI

DU DOCTEUR STRAUSS

Der alte und der neue Glaube (L'ancienne foi et la nouvelle),
par David Friedrich Strauss, Leipzig 1872.

Le 21 décembre 1872, M. Gladstone, s'adressant à un auditoire en grande partie composé de jeunes gens, les prévenait en termes très vifs contre un livre allemand publié depuis peu, et les engageait à ne pas le lire, « car, disait-il, le livre est détestable, et, si l'apôtre enseigne qu'il faut examiner toute chose, c'est seulement pour qu'on retienne ce qui est bon. » De quelle manière M. Gladstone s'y est-il pris pour interpréter ainsi l'une des paroles les plus claires de saint Paul, ce n'est pas à nous de l'expliquer. Si nous rappelons cet incident, qui défraya quelque temps la presse quotidienne du royaume-uni, c'est pour nous justifier d'avance aux yeux de ceux qui s'étonneraient de nous voir attacher tant d'importance à un livre dont l'existence est à peine connue en France, et qui seraient tentés de s'écrier : Que de bruit pour un livre allemand! Quand un personnage tel que M. Gladstone prend à tâche de dénoncer *urbi et orbi* un ouvrage écrit hors d'Angleterre, c'est sans doute que ce livre et l'écrivain en valent la peine. C'est uniquement aux tristes préoccupations qui nous absorbent qu'il faut attribuer notre inattention. Ce livre est un événement, et l'auteur, M. Strauss, occupe un rang trop distingué dans l'histoire des idées

religieuses contemporaines pour que nous affections d'ignorer son œuvre. S'il nous déteste d'une des plus cordiales haines qui aient jamais fait bouillir un cœur de philosophe, c'est une raison de plus pour que nous ne lui refusions aucun des égards auxquels il a droit par son savoir et ses rares talens. Les mises à l'index, de quelque part qu'elles viennent, n'ont jamais été valides en France, et, si notre jugement sur le livre en question se rapproche beaucoup de celui de M. Gladstone, ce ne sera pas faute de l'avoir lu ni d'avoir engagé les autres à en faire autant.

I.

Pour comprendre la sensation produite en Allemagne et hors d'Allemagne par la dernière confession de foi du docteur Strauss, il faut s'orienter en résumant le passé et la position récente encore du fameux critique. C'est son livre sur la *Vie de Jésus* qui dès 1832 lui assigna une place à part dans le monde théologique. Les ignorans seuls aujourd'hui s'imaginent encore que M. Strauss niait dans cet ouvrage l'existence réelle de Jésus; mais il est constant qu'il réduisait tout ce qu'on en pouvait savoir avec certitude à un minimum bien mince à côté des pétrifications mythiques dont, selon lui, l'histoire évangélique était presque entièrement composée. On sait les tempêtes que souleva cette audacieuse entreprise, et comment, pendant nombre d'années, l'auteur de la *Vie de Jésus* se vit condamné à l'isolement le plus complet. Toutes ses espérances d'avenir furent brisées. Né pour le professorat, il vit se fermer toutes les chaires auxquelles il aurait pu prétendre. La Suisse républicaine lui fut aussi inclémente que l'Allemagne monarchique et princière. Son autre grand ouvrage, *Die christliche Glaubenslehre*, qui traitait de l'histoire des doctrines chrétiennes et tendait à montrer que chacune de ces doctrines, ayant terminé son évolution, ne laissait pour résidu que les thèses hégéliennes correspondantes, n'était pas fait pour lui ramener les sympathies du grand nombre. Pour comble de malheur, les enfans perdus de l'hégélianisme, au lieu d'épauler le sapeur des traditions les plus révérées, firent chorus à leur manière avec les coryphées de l'orthodoxie, et rangèrent le docteur Strauss, bien trop conservateur à leur gré, parmi les rétrogrades et les bigots qui retardaient le progrès humanitaire. Pendant toute cette période et quelque opinion que l'on professe, on doit rendre hommage au calme, au courage tranquille avec lequel il subit cette position de paria, et à la dignité de son attitude en face des passions, souvent aussi injustes que violentes, que ses écrits avaient déchaînées.

Cependant cette situation d'isolement complet ne dura pas toujours. Le malheur de la *Vie de Jésus*, c'est qu'elle était tombée comme une bombe au milieu d'un public religieux où l'influence de Schleiermacher était toute-puissante. Obéissant à l'impulsion que cet éminent théologien lui avait imprimée, la théologie allemande de cette époque se faisait fort de compenser toutes les ruines amoncelées par les démolitions historiques et critiques en mettant la personne de Jésus pour ainsi dire hors du débat. Une communion mystique et continue avec le fondateur du christianisme, saisi, par-dessus l'histoire, par la conscience religieuse, devait dans le culte et dans la vie tenir lieu des dogmes scolastiques et des pratiques pieuses qui avaient si longtemps servi d'aliment à la foi traditionnelle, mais dont la science indépendante avait démontré le vide ou l'insuffisance. Les conclusions du jeune docteur frappaient d'estoc cette figure divine que l'on prétendait maintenir dans les régions de l'idéal, tout en la composant de fragmens empruntés à la réalité historique. Le temps, le progrès des sciences bibliques, vinrent, sinon confirmer la thèse fondamentale de M. Strauss, du moins diminuer la distance qui le séparait des représentans les plus attitrés de la science religieuse. L'école de Tubingue, Fr.-Chr. Baur en tête, renouvela l'histoire du Ier siècle chrétien. En particulier, la grande question du quatrième évangile fut résolue scientifiquement. On comprit mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'alors ce que Jésus avait dû être et avait dû dire pour que le développement de l'église aux temps apostoliques fût ce que nous savons qu'il a été. Si d'un côté cette réduction de l'histoire évangélique à sa logique interne ne permettait plus de soutenir les vieilles doctrines sur la personne et l'œuvre de Jésus, d'autre part cette personne et cette œuvre sortaient positivement du nimbe dont la tradition les avait enveloppées, du clair-obscur d'une critique purement négative, et revêtaient des contours décidés, des formes palpables.

M. Strauss ne prit point de part ostensible aux recherches de ses anciens maîtres ou compagnons d'étude, — car, pour lui aussi, Tubingue avait été l'*alma mater*, et Baur, récemment nommé professeur quand il entra lui-même à l'université, avait été l'un de ses premiers maîtres. Grand fut donc l'intérêt que suscita en 1864 la publication de sa nouvelle *Vie de Jésus*, élaborée *en vue du peuple allemand*, et qui parut quelque temps après que M. Renan eut publié son célèbre ouvrage sur le même sujet. Il est douteux que « le peuple allemand, » quelle que soit l'instruction dont il se vante, ait beaucoup lu le gros livre que M. Strauss avait écrit exprès pour lui. L'ouvrage était, même pour le peuple allemand, un peu lourd et trop technique; pour les hommes compétens de tous les pays, ce n'en fut

pas moins une œuvre fort remarquable. L'auteur avait voulu mettre à profit tout le travail opéré dans l'intervalle qui séparait sa première *Vie de Jésus* de la seconde. Sur plus d'un point, il avait redressé ses premiers jugemens avec la plus louable impartialité. Ses conclusions, il est vrai, n'avaient pas essentiellement changé; pourtant on pouvait signaler un effort sincère pour faire au christianisme toutes les concessions que la conscience historique de l'auteur pouvait approuver, et cet effort à son tour ne pouvait être inspiré que par l'amour de la vérité, mieux connue et mieux appréciée. M. Strauss ne faisait point amende honorable; il persistait à regarder comme incomplet l'idéal chrétien, tel qu'on peut le définir d'après Jésus lui-même, sur le domaine surtout de la vie sociale, de la politique, de la science, des beaux-arts; mais il ne niait pas que l'on pût légitimement le compléter en lui adjoignant, pour répondre aux besoins des temps nouveaux, des élémens empruntés à d'autres grandeurs morales. Il voulait élargir le christianisme plutôt que rompre avec lui. Il ne rétractait pas ce qu'il avait dit dans son premier ouvrage quand il représentait Jésus comme le plus extraordinaire et le plus sublime des génies religieux, comme celui dont la religion, prise en elle-même, devait se retrouver nécessairement dans toute vraie piété. La plupart des âmes croyantes et beaucoup de théologiens pouvaient trouver ces déclarations insuffisantes; mais, dans les temps de crise que nous traversons, l'étroitesse est mauvaise conseillère, toutes les opinions ont droit à leur place au soleil, et l'on doit seulement se féliciter quand celles qui nous déplaisent sont présentées avec sérieux, compétence et dignité. Enfin cette haute impartialité ne pouvait qu'augmenter l'estime pour le caractère du savant, et elle fortifiait ses raisonnemens sur un domaine où le parti-pris, dès qu'il s'affiche, énerve d'avance toutes les démonstrations.

Les œuvres que l'auteur publia dans les années qui suivirent ne contenaient rien qui fît soupçonner qu'un changement de quelque gravité se fût opéré dans sa manière de voir. Il semblait s'occuper moins de théologie, un peu plus de littérature et d'art, et il traitait ce nouveau genre d'études avec infiniment d'esprit et de goût. Ses appréciations d'Ulrich de Hutten, de Lessing, de Voltaire, sont très intéressantes. Survint la guerre de 1870. M. Strauss se révéla à nous, Français, sous un jour très peu favorable. Non pas que nous lui reprochions la vivacité de son patriotisme, nous savions depuis longtemps qu'il ne nous aimait pas; toutefois il y a plusieurs manières de combattre, il en est de bonnes et de mauvaises, et ce ton méprisant, ce manque absolu d'égards pour des ennemis vaincus qu'on achevait d'égorger, cette incapacité totale de se mettre, ne fût-ce qu'un instant et pour rendre la discussion profitable, au point

de vue de son loyal adversaire, cette haine passionnée qui suintait en quelque sorte de chaque ligne, révoltèrent tous les Français qui suivaient sa controverse avec M. Renan. Ceux d'entre nous surtout qui avaient auparavant beaucoup aimé l'Allemagne et salué dans M. Strauss un de ses fils les plus éminens se sentirent déçus et blessés. Qu'avait donc fait le docteur Strauss de cette hauteur de vues, de cette conscience historique, de cette méthode froidement impartiale, qui lui permettaient naguère de peser si scrupuleusement le pour et le contre sur les questions les plus délicates?

Ce n'est pas un paradoxe que nous allons énoncer : M. Strauss est décidément une des victimes de la dernière guerre. Il est devenu un homme nouveau, mais non un homme meilleur. On dirait que ces événemens gigantesques, la commotion qui bouleversa les esprits lors de la folle déclaration de guerre du gouvernement impérial, les succès inespérés des armes allemandes, l'annexion violente de l'Alsace et de la Lorraine, l'humiliation du pays naguère le plus fier de l'Europe, la fondation de l'empire allemand, on dirait que tout cela lui est monté à la tête et la lui a tournée. Il a perdu cette possession de lui-même qui faisait sa force au temps où il devait tenir bon contre les orages théologiques fondant sur lui de tous les coins de l'horizon. Il y avait en lui comme une poche de fiel qu'il avait longtemps comprimée, et qui s'est épanchée à la suite d'un grand trouble moral. Quelque chose de batailleur, de brutal, des procédés à l'emporte-pièce et pas toujours loyaux, parfois même des plaisanteries de corps de garde, ont remplacé les allures posées d'autrefois. Ce n'est plus un philosophe ni un critique, c'est un pamphlétaire, et, si l'on ne savait que M. Strauss a dépassé l'âge où l'on porte les armes, on serait tenté de croire qu'il a fait la campagne et qu'il est revenu avec ces manières soldatesques, que l'on supporte chez un militaire de profession, mais qui chez tout autre provoquent le blâme ou le rire.

On dirait aussi qu'au fond M. Strauss souffrait moins qu'il n'aimait à le faire croire de cette position de paria que ses premiers travaux lui avaient faite. Il est des attitudes de Siméon Stylite qui sont pénibles d'abord, mais auxquelles on finit par prendre goût. Depuis que le contraste entre ses opinions radicales et celles que professe le protestantisme avancé avait diminué, il éprouvait, semble-t-il, l'impérieux besoin de se distinguer des *philistins* qui, dans l'église, cherchaient à maintenir le vieil édifice tout en faisant à la raison moderne les concessions légitimes qu'elle réclame. Il en voulait surtout à ses voisins. Quel malheur si, à la suite des transformations récentes de l'Allemagne, on allait voir se constituer une église évangélique assez élargie pour qu'il y eût lieu de se deman-

der s'il n'y aurait pas encore place pour lui dans son enceinte! C'était à frémir de peur. Il était donc urgent de creuser un nouveau fossé, que dis-je? un nouvel abîme, et de prouver aux plus concilians qu'il ne fallait pas un instant compter sur lui. De là cette profession de foi nouvelle, qui, rendons-lui cette justice, le rapproche singulièrement de M. C. Vogt, que pourtant il n'aime guère, et l'éloigne d'autant des protestans libéraux.

M. Strauss s'est posé quatre questions. En premier lieu, sommes-nous encore chrétiens? Il faut savoir que ce *nous* représente les hommes que les querelles entre protestans orthodoxes et protestans libéraux, entre vieux et nouveaux catholiques, laissent très froids parce qu'ils ne veulent plus entendre parler d'association religieuse, de culte public ni de Dieu. Non, répond-il carrément, nous ne sommes plus chrétiens, parce que nous avons rompu sans retour possible avec tout ce qui fait le contenu positif de la religion chrétienne. — Seconde question : avons-nous encore de la religion? Cela dépend. Non, si l'on entend par là une foi quelconque en un Dieu personnel ou conscient; oui, si l'on consent à reconnaître que la religion des temps modernes se confond avec le sentiment du rapport que nous soutenons individuellement avec l'Univers. L'univers, qu'on veuille bien se le rappeler, est désormais le dieu de M. Strauss. — En troisième instance, comment comprenons-nous le monde? Non plus, comme autrefois, sous la forme d'un ensemble de choses se succédant dans le temps, originaires d'une volonté créatrice et menées à bonne fin par cette même volonté, mais comme l'organisme éternel, dont le fond permanent est une substance toujours identique, se manifestant par des évolutions locales et temporaires qui se répètent, se ressemblent, se compensent, se suppléent, de telle sorte par exemple que, si la vie disparaît sur un point, elle reparaît sur un autre, que, si la conscience est anéantie dans un système planétaire, elle s'éveille dans d'autres régions : il n'y a en réalité que de la matière et des lois qui la régissent. Le monde, à proprement parler, n'a pas de but. A chaque moment de son existence, il est ce qu'il doit être, et chacune de ses parties, après avoir produit ce qu'elle pouvait, rentre dans la mort pour faire place à d'autres qui naissent. — Comment donc réglons-nous notre vie? Telle est la quatrième question que provoquent naturellement de semblables prémisses. Eh bien! de la manière la plus simple. Abjurant toute participation à des formes surannées, l'homme moderne se nourrit intellectuellement et moralement de science, de politique, de beaux-arts, surtout de littérature et de musique, et il ne tiendra qu'à lui de puiser dans cette manière de concevoir les hommes et les choses autant de consolations et de

mobiles salutaires qu'il en pouvait trouver dans les rêves religieux où naguère il avait encore la naïveté de chercher les alimens de sa vie spirituelle. Dans cette dernière partie, qui forme la conclusion pratique du livre, nous remarquons un salmigondis politique aussi réactionnaire d'esprit et de tendance que les premiers chapitres étaient radicaux, puis une appréciation détaillée des mérites transcendans de Lessing, Goethe et Schiller, de Haydn, Mozart et Beethoven, les deux trinités littéraires et musicales qui doivent remplacer désormais la vieille trinité, décidément passée de mode. Il n'est pas dit un mot de M. Wagner. Quel est donc ce mystère? Dérangerait-il par hasard la symétrie? ou bien serions-nous peut-être du passé en musique, hostile à la musique de l'avenir?

L'apparition du livre n'eut pas tout de suite le retentissement qu'on aurait pu croire. L'Allemagne, elle aussi, a ses préoccupations. Il y eut d'ailleurs un moment d'indécision. Les amis politiques de l'auteur ne sont pas, tant s'en faut, ses amis religieux, et réciproquement. Toutefois l'explosion ne tarda guère, et elle ne fut pas précisément à l'avantage du docteur. Vieux et nouveaux catholiques, protestans de toute nuance, rédacteurs de la presse quotidienne et périodique, philosophes et même naturalistes, tous furent d'accord pour repousser ses principes et ses conclusions. En Suisse et en Hollande, des théologiens connus par le caractère très avancé de leurs opinions religieuses, tels que le professeur Rauwenhoff, de Leide, et M. Lang, de Zurich, exprimèrent avec énergie leur déception profonde. On peut même remarquer que les critiques les plus véhémentes sortirent, non des orthodoxies de noms divers qui se partagent les églises, mais des tendances libérales, dont les représentans pressentirent, et avec raison, qu'un tel livre ne pouvait servir que les intérêts de la réaction politique et religieuse. C'était un *spectre* tout trouvé pour elle, et qui pourra longtemps la fortifier.

La mauvaise étoile de M. Strauss voulut aussi qu'à peu près en même temps parût un discours de M. Dubois-Reymond, de Berlin, l'un des représentans les plus notables de l'école naturaliste, qui n'est certainement pas suspect de tendresse exagérée pour la France, patrie de ses ancêtres, ni pour les vieilles idées philosophiques, et qui démontre avec une incontestable compétence que les explications purement physiques et chimiques sont profondément incapables de rendre compte des faits de conscience. En réalité, cela rouvre à deux battans la porte à cet odieux spiritualisme dont on voudrait si bien, et dont on ne peut jamais se débarrasser tout à fait. Il est facile de comprendre le parti que les adversaires de M. Strauss tirèrent de cette coïncidence. Seuls, quelques organes du socialisme radical se montrèrent de bonne composition.

Sans doute la politique préconisée dans le livre est loin de leur plaire; cependant le vieux docteur en théologie rend un tel hommage à leur manière de voir favorite en religion, c'est-à-dire au nihilisme, qu'ils n'ont pas jugé à propos de faire les dégoûtés. Pourquoi se fâcherait-on à cause de quelques applications arbitraires, quand en principe on vous accorde l'essentiel? Il est pourtant douteux que ces approbations suspectes aient paru une compensation suffisante à l'aristocratique écrivain. — Bien que bourgeois en effet et fier, dit-il, de l'être, M. Strauss, par ses goûts, ses tendances et, on peut l'ajouter, par ses petites faiblesses, est un aristocrate de la plus belle eau; mais si, comme nous nous permettons de le soupçonner, M. Strauss éprouvait le besoin de se sentir encore une fois bien isolé avant de quitter la scène de ce monde, on ne peut lui contester le mérite d'avoir parfaitement réussi.

Cependant on se tromperait en partant simplement du fait de cet isolement actuel pour affirmer que la confession d'un théologien qui a formellement rompu avec l'église, le christianisme et toute foi religieuse, sera sans effet sur l'opinion. M. Strauss aurait le droit de rappeler, comme il le fait du reste dans un opuscule publié en guise de préface de la quatrième édition de son livre, qu'il n'était pas moins isolé il y a quarante ans après l'apparition de sa *Vie de Jésus*, et que, depuis lors, le développement de la science religieuse a rapproché de lui bien des esprits qui avaient commencé par se tenir soigneusement à l'écart. S'il faut reconnaître un second mérite à son dernier ouvrage, c'est la réunion en un même corps de doctrine de thèses plus ou moins avouées, plus ou moins dispersées, ici proposées par un matérialisme dépourvu de tout discernement philosophique, et qui ne se doute pas même des énormités psychologiques qu'il se permet, là repoussées trop souvent au nom d'un spiritualisme étranger aux progrès récens des sciences naturelles. M. Strauss est toujours fort habile dans l'art d'exprimer ses idées avec une clarté incisive, rare chez ses compatriotes, d'une manière originale, humoristique et portant coup. L'espèce de brutale franchise avec laquelle il coupe le dernier câble qui le rattachait encore à la réforme plutôt qu'à la révolution religieuse vaudra à son manifeste une popularité que ses travaux scientifiques n'ont jamais eue. Le livre sera traduit, connu en France, et si selon nous la valeur de ce livre est fort mince, nous tenons à dire pourquoi.

II.

S'il y a dans cette confession du docteur allemand un chapitre qui nous montre qu'il est tombé au-dessous de lui-même, c'est sans

contredit le premier, celui où il se demande : sommes-nous encore chrétiens?

La question en effet ne se pose pas pour un docteur en théologie comme pour un écrivain ordinaire. Il est censé savoir pertinemment ce dont il parle. Qu'un philosophe, étranger à toute étude approfondie du dogme et de l'église, tranche tout bonnement la question en montrant qu'aucun des *credos* officiellement en vigueur dans les différentes églises chrétiennes ne peut tenir contre les objections de la raison moderne, cette manière commode d'esquiver une discussion difficile se comprend et, jusqu'à un certain point, s'excuse; mais le docteur Strauss, l'auteur de la *Vie de Jésus*, peut-il se contenter à si peu de frais? Il est aujourd'hui bien des manières d'être chrétien, et il doit le savoir. On peut l'être par exemple sans convictions bien arrêtées, uniquement par sympathie pour la religion en général et pour la forme historique la plus pure qu'elle ait revêtue dans l'humanité. On peut l'être d'une façon qui ne permet pas de se rattacher à l'une quelconque des églises actuelles, et d'ailleurs il n'est pas d'idée plus fausse que celle qui identifie la notion de christianisme avec celle d'église. On peut être chrétien tout en pensant qu'il ne devrait y avoir aucun culte organisé. On peut l'être même sans le savoir, en s'imaginant qu'on ne l'est pas et en rappelant à ceux qui s'y connaissent mieux cette parole de Jésus, d'après laquelle on peut « parler contre le fils de l'homme, » et cependant ne pas s'opposer sciemment à l'esprit divin. On peut l'être enfin en adhérant soit par le fait de l'éducation, soit par choix délibéré, à l'une des sociétés chrétiennes existantes qu'on appelle des églises. Le christianisme de nos jours s'est manifesté sous une multitude de formes distinctes; il est probable que leur nombre augmentera encore, et il faut y regarder à deux fois avant d'affirmer qu'une personne ou une doctrine ne peuvent plus passer pour chrétiennes. Que doit donc faire le penseur, le critique, l'historien, qui ne consent pas d'autre part à se payer de mots et qui veut savoir ce qui constitue essentiellement le chrétien, ce qui fait qu'on l'est ou qu'on ne l'est pas?

La méthode à suivre peut être laborieuse, mais elle est clairement indiquée. Il faut remonter jusqu'à l'enseignement personnel de Jésus, en le dégageant de tout ce que la tradition a pu lui ajouter ou lui intercaler : M. Strauss sait parfaitement comment on doit s'y prendre. Puis, quand on est arrivé à résumer cet enseignement dans ses traits généraux, on ne va pas se butter contre tel ou tel point de détail qui pourrait être tout autre sans rien changer au fond, on saisit le principe essentiel qui commande tout le reste et qui constitue l'originalité individuelle, le germe fécondant de cet

enseignement. Puisqu'il s'agit de religion, il est clair que ce principe sera l'expression d'un certain rapport entre l'homme et la Divinité, et, puisque cette religion est fille non pas du raisonnement abstrait, mais d'une inspiration, d'une intuition du cœur (nous parlons toujours au point de vue strictement historique), il faut s'attendre à ce que ce rapport sera plutôt senti que défini; seulement la réflexion saura bien formuler pour l'intelligence le principe latent sous les manifestations du sentiment. Or, s'il est quelque chose de personnel, d'inaliénable, de permanent dans l'enseignement de Jésus, c'est le sentiment *filial* qu'il a de Dieu, et dont il s'attend à rencontrer l'écho dans les consciences humaines. C'est de là que découlent toutes les notions qu'il se fait de la vraie piété et de la moralité pure, et, si nous voulons traduire ce sentiment dans notre langue philosophique moderne, nous dirons que le principe essentiellement et authentiquement chrétien, c'est la parenté ou l'affinité essentielle de l'esprit humain et de l'esprit divin. Il est visible que cette formule intellectuelle coïncide exactement avec le sentiment du rapport filial de l'homme avec Dieu. Voilà ce que livre en dernière analyse l'histoire évangélique scrutée jusque dans ses profondeurs, et il n'est pas permis à l'historien sérieux de rétrécir arbitrairement la portée de ce principe aussi vaste que fécond. Par conséquent la première question que se pose M. Strauss revient tout entière à celle-ci : reconnaissons-nous encore que la nature humaine et la Divinité sont dans ce rapport d'affinité que suppose le sentiment chrétien du Dieu-père? La réponse pourra différer selon la philosophie religieuse que l'on préfère, mais on n'aura pas le moindre droit de contester le caractère chrétien des associations ou des personnes qui se rattachent plus ou moins directement à ce principe chrétien.

Au lieu de procéder ainsi, comme la logique, la loyauté, sa conscience de théologien consommé lui en faisaient un devoir, qu'a fait M. Strauss? Il a emprunté leur méthode à ces orthodoxies étroites qui veulent toujours ramener le christianisme à un *credo* dogmatique bien déterminé, c'est-à-dire au leur, et qui, au nom de cette mesure arbitraire, excluent de la chrétienté tous ceux qui ne sont pas de leur avis. Il a pris le symbole dit des apôtres, sachant très bien qu'il ne remonte pas si haut, il y a inséré quelques dogmes traditionnels dont ce symbole ne parle pas; puis il a sonné la fanfare triomphale en montrant que chacun de ces dogmes, que chacun des articles du symbole a succombé sous les coups de la science ou de la raison modernes. Eh bien! il existe par milliers en Europe et en Amérique des chrétiens qui lui donneront à chaque instant raison en détail, et qui pourtant persisteront à se dire chrétiens,

par la raison toute simple que la plupart de ces critiques de détail passent par-dessus le christianisme qu'ils professent. Que leur prétention soit légitime ou non, cela pour le moment ne nous regarde pas, il suffit qu'ils l'émettent pour que toute la peine que s'est donnée M. Strauss dans cette première partie ait été dépensée en pure perte. Nous en dirons autant du paragraphe où il s'attaque à la liturgie luthérienne de son pays, comme si toute la chrétienté était tenue de s'y soumettre, pour démontrer qu'elle repose sur une conception de la personne de Jésus que la théologie moderne a dépassée. Nous pourrions penser qu'il a parfaitement raison dans ce genre de critiques, en conclure qu'il serait urgent de réformer ou d'élargir cette liturgie, mais de grâce qu'est-ce que cela prouve pour tant d'autres communautés chrétiennes dont la liturgie est tout autre ou même qui n'ont pas de liturgie du tout? Tout cela, c'est de la petite et mesquine guerre, c'est la plus étrange confusion de l'accessoire et de l'essentiel dont un théologien passant pour émancipé de la tradition se soit jamais rendu coupable. Tout au plus la comprendrait-on chez un traditionnaliste, ne sachant se faire à l'idée que le christianisme persiste au travers de ses transformations les plus disparates; pour lui, la forme que le christianisme revêt de son temps et dans son église est la seule forme possible, la seule acceptable, la seule qui ait jamais eu le droit d'exister. M. le docteur Strauss, si expert dans l'histoire de l'église et du dogme, lui qui savait longtemps avant nous que, sans parler des autres évolutions de la pensée chrétienne, l'orthodoxie a bien au moins trois fois changé de nature et de formes officielles avant de se présenter telle que nous la connaissons aujourd'hui, le docteur Strauss recourir à ces raisonnemens de sacristain piétiste ou d'évangéliste ambulant! c'est à n'y rien comprendre. On s'explique aisément les sentimens de déception, de stupéfaction et même de dépit des théologiens libéraux de Suisse, d'Allemagne et de Hollande quand ils se sont vus en face d'une pareille argumentation. Des médecins sérieux de nos jours ne seraient pas plus étonnés en voyant une question médicale traitée par un des maîtres de la science d'après les méthodes en vogue au temps de Molière. Nous le répétons, il y a là un indice fort triste d'affaiblissement intellectuel, ou, ce qui au fond revient au même, d'une passion mal gouvernée, et qui aveugle sur les moyens de combattre loyalement un adversaire détesté.

Peut-être M. Strauss répondrait-il qu'il a refusé d'entrer dans le vif de sa propre question, qu'il n'a pas voulu analyser une fois de plus les origines chrétiennes pour en extraire le principe vital du christianisme, et que, pour aller plus sûrement à son adresse, il

s'est attaqué au résidu laissé par les formes successives du christianisme, y compris la dernière, celle de Schleiermacher, en arguant de faux les articles du symbole des apôtres et les dogmes tels que la trinité et la chute, que l'on peut greffer sur quelques-uns d'entre eux. Si toutes les formes qui nous ont précédés sont démontrées fausses, semble-t-il nous dire, que demandez-vous de plus? Mais c'est précisément là le sophisme qu'il n'a pas vu ou voulu voir, et qui consiste à reconnaître que le christianisme a pu se présenter sous diverses formes, et à s'imaginer en même temps que la dernière pour nous est la dernière de l'histoire. Sur quoi fonder une pareille présomption? Certainement Schleiermacher restera dans les annales de la religion l'un de ces penseurs originaux et réformateurs qui font époque et ouvrent à leur génération des horizons nouveaux; mais enfin il ne fut pas infaillible, et nous connaissons de par le monde plus d'un chrétien de bonne maison qui, tout en l'admirant beaucoup, se permet de trouver qu'il n'est pas toujours clair, et que, lorsqu'il est clair, il est souvent bien paradoxal. M. Strauss n'a-t-il donc pas vu qu'à chaque moment du passé où le christianisme dépouilla sa forme antérieure pour en prendre une nouvelle, on n'aurait eu qu'à raisonner comme lui pour déclarer qu'il était fini, condamné, qu'il allait mourir, et qu'il n'y avait plus rien à en attendre? Il faut s'armer de circonspection avant de proclamer la fin d'une religion, surtout quand le principe de cette religion, comme c'est le cas ici, n'est autre chose au fond que le principe religieux lui-même conçu avec une énergie et une pureté sans rivales, car, si les religions passent, la religion reste, comme l'humanité dont elle est le premier titre de noblesse.

A dire vrai, M. Strauss aurait pu laisser de côté sa première question, puisque la réponse à lui faire dépendait tout entière du sens qu'il faut donner à la seconde, celle qui concerne la religion en général. Si nous avons insisté nous-même sur cette première question, c'est qu'elle mettait en plein jour la disposition plus hargneuse que philosophique dont il était animé en rédigeant son manifeste. Cette première partie était évidemment une machine de guerre. Elle s'adressait à une classe moyenne de lecteurs assez éclairés pour la comprendre et trop peu exercés à ce genre de controverse pour en discerner les défauts techniques. A la guerre, tous les moyens contre l'ennemi sont bons, dit-on parfois, et les vertueux compatriotes de M. Strauss nous ont suffisamment appris qu'ils prenaient cette maxime au sérieux, comme toutes les maximes, surtout quand elles leur profitent. Toutefois il en résulte aussi que, lorsqu'on voit employer certains moyens, on a le droit de conclure qu'on est sur le pied de guerre et non plus sur le ter-

rain de la discussion désintéressée. Si M. Strauss s'indigne à l'idée que de tous côtés on lui reproche de n'avoir pas procédé selon les règles du *fair play*, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même.

III.

Avons-nous encore de la religion? se demande M. Strauss après avoir déclaré que nous ne sommes plus chrétiens. Avant de répondre, il remonte aux origines psychologiques de la religion dans l'histoire. Il les trouve avec Hume dans la recherche du bien-être, dont la nature fournissait ou refusait à l'homme les conditions. L'homme personnifia les phénomènes naturels, les conjurant ou les invoquant selon les circonstances. De là le polythéisme, au milieu duquel surgit le monothéisme, mais d'abord comme l'adoration exclusive d'un dieu national et simplement inspiré par le sentiment exalté qu'une tribu nomade, aux besoins très restreints, avait d'elle-même et de sa supériorité. Quand le platonisme alexandrin a fait son œuvre en se greffant sur le monothéisme juif, on se trouve en face d'une notion de la divinité qui associe l'absolu, d'origine platonicienne, à la personnalité, d'origine juive. C'était, continue M. Strauss, une contradiction latente, car le propre de l'absolu est d'être sans limite, et celui de la personnalité d'être une limitation. D'ailleurs la manière dont il faut concevoir le monde depuis Copernic, Galilée, Newton, en reléguant dans le domaine des chimères le ciel des anges, le trône de Dieu, le paradis des bienheureux, a enlevé toute valeur positive à l'idée d'un Dieu personnel. La nécessité reconnue des lois naturelles et de la connexion fatale des phénomènes a du même coup tué la prière; peut-on prier un Dieu inexorable? Les anciennes preuves alléguées pour démontrer l'existence d'un Dieu conscient sont contradictoires ou insuffisantes, même celle que Kant déduisait de la nécessité d'un restaurateur de l'ordre moral; il n'arrivait en fin de compte qu'à un *Deus ex machina* que l'on peut désirer, mais que rien ne démontre. L'idée suprême à laquelle nous puissions nous élever sans dépasser les données positives que le monde fournit à notre intelligence, c'est celle de la substance dont les êtres particuliers sont les accidens, ou, pour mieux dire, de l'Univers, immuable et toujours identique dans son essence, se réalisant dans une éternelle série de phénomènes, mais n'ayant nulle part conscience de lui-même. Les spéculations de Fichte, de Schelling, de Hegel, aboutissent en fait au même résultat, ou, quand elles n'y aboutissent pas, se perdent dans le vague ou le contradictoire. Il faut raisonner d'une manière analogue sur la question de l'immortalité individuelle, cet autre

fruit de l'égoïsme humain, et dont « l'hypothèse constitue la plus monstrueuse prétention qui se puisse concevoir. » C'est par une regrettable faiblesse qu'un Goethe lui-même a pu croire à sa vie future. La physiologie moderne nous a appris que l'âme est inconcevable sans le corps et ne saurait en être séparée. Il résulte de tout cela que le domaine de la religion dans l'esprit humain ressemble à celui des Peaux-Rouges d'Amérique, obligés de reculer toujours devant les envahisseurs venus d'Europe et destinés fatalement à disparaître. Toutefois, en face de l'Univers, nous restons dépendans à bien des égards. Il a droit à notre vénération par son infinité, sa majesté, sa beauté. Il est la source éternelle, le laboratoire mystérieux du rationnel et du bien. Le pessimisme est une impiété, un blasphème. « Nous réclamons pour notre Univers la même piété que celle dont les hommes pieux du vieux style se sentaient animés pour leur Dieu. » Et voilà comment il se fait que nous avons encore de la religion, ou que nous n'en avons plus : cela dépend du sens qu'on attache aux mots. Telle est la dernière confession de foi du docteur Strauss.

C'est, je crois, M. Renan qui disait qu'il ne fallait jamais plus se défier d'un Allemand que lorsqu'il faisait profession d'athéisme : on pouvait être sûr d'avance de retrouver un peu plus tard quelque coin de sa pensée pieusement réservé au mysticisme. Cette observation se vérifie dans cette seconde partie, que nous avons résumée parce qu'elle est la plus importante du livre et la clé de tout le reste. M. Strauss est donc un adorateur dévot de l'Univers, et ne souffre pas la moindre critique libertine sur la divinité de son choix. L'école de Schopenhauer, l'ingénieux pessimiste, n'a qu'à se bien tenir : quand elle énumère tous les griefs que le pauvre individu humain fait valoir contre une nature qui le traite si souvent en marâtre, M. Strauss s'indigne, se scandalise, un peu plus il se signerait, et, s'il ne s'agissait pas de questions aussi sérieuses et de solutions aussi tristes, ses susceptibilités ombrageuses en matière de religion tiendraient un rang distingué parmi les excentricités les plus comiques de notre siècle.

Est-il possible en effet de s'imaginer que l'homme, tel que la nature l'a fait, va se sentir animé de sentimens bien respectueux pour cette substance ou cette mécanique aveugle qui lui fait à tour de rôle du bien et du mal sans le vouloir ni le savoir? Pour le théiste, la piété est un devoir, car son Dieu est vivant, conscient, et se révèle à lui comme saint et juste. Il ne peut être question de devoirs qu'entre des êtres semblables, nous ne disons pas égaux. Nous avons des devoirs envers les animaux, parce qu'ils nous ressemblent par la sensibilité physique et la capacité de souffrir; nous

n'en avons pas envers le sol que nous labourons, bien qu'il nous fournisse nos alimens. Nous avons des devoirs envers Dieu malgré la distance immense qui sépare notre infirmité de sa perfection, parce que nous sommes avec Dieu dans un rapport d'esprit à esprit, parce qu'il est l'idéal-réel vers lequel nous aspirons ; mais nous n'en avons pas envers l'océan, quelque majestueux qu'il nous paraisse. Si la mer était une personne, si ses colères et ses apaisemens étaient autre chose que des figures poétiques, si c'était avec sa permission consciente et dotés par elle des moyens d'y parvenir que nous entreprissions de voguer à sa surface, de sonder ses abîmes, d'étudier ses courans, ses marées, ses tempêtes, nous ressentirions des mouvemens de crainte et de reconnaissance pour une personnalité aussi imposante, à qui nous devrions tant, et dont le courroux serait si redoutable; mais évidemment, partout ailleurs que dans les chants des poètes, il ne saurait être question d'obligation morale vis-à-vis de cette énorme masse d'eau. M. Strauss, en remontant aux origines religieuses, a oublié de nous dire pourquoi l'homme avait instinctivement personnifié les objets de son adoration. Du moins il n'en donne d'autre raison que le désir qui l'aurait poussé à transformer les phénomènes naturels en êtres semblables à lui-même pour qu'il pût espérer de rester en bons termes avec eux. C'est attribuer à l'homme à peine sorti de l'animalité une singulière habileté dans l'art de se faire illusion à soi-même. Rousseau et son *Contrat social* sont dépassés. Pourquoi donc ne pas s'incliner devant ce fait patent, sans exception, qui s'élève à la hauteur d'une loi de la nature humaine, savoir que l'homme personnifie nécessairement ce qu'il adore, que c'est une condition absolue de la foi religieuse, que, si cette condition manque, la foi religieuse tombe avec elle? Que l'on tire de ce fait, démontré par toute l'histoire religieuse, les conséquences que l'on voudra, là n'est pas en ce moment la question ; mais il faudrait commencer par reconnaître ce fait élémentaire, bien plus certain, bien plus facile à constater que n'importe quel postulat de la métaphysique, et ne pas nous présenter sous le nom de religion ce qui n'en saurait être que la caricature.

Ce n'est pas au nom d'un système métaphysique que nous protestons contre les assertions de M. Strauss. Les profondeurs de la Divinité restent pour nous l'insondable. Ce ne sont pas les impuissances de la métaphysique qui nous étonnent, c'est bien plutôt l'illusion qui a permis à plus d'un penseur de croire qu'il était parvenu à formuler Dieu; cela ne revenait-il pas à dire que son esprit fini s'était trouvé capable de contenir l'infini? Mais, disciples plus dociles de la nature que M. Strauss, interrogeant avant tout la na-

ture humaine, partant du principe que ce sont ses tendances, ses aspirations instinctives, qui contiennent le secret de ses destinées, nous posons d'avance comme constant que la réalité inconnue est nécessairement d'accord avec ces tendances et ces aspirations, qui sans elle ne seraient pas et ne seraient pas ce qu'elles sont. La religion, au sens général du mot, est un fait de la nature humaine; l'homme ne peut se sentir religieux, à moins de se faire violence, qu'en face d'êtres ou d'un être personnel, ou du moins conscient, voilà un autre fait, d'une importance, selon nous, capitale comme indice de la réalité transcendante. Par conséquent nous disons que les systèmes métaphysiques qui ont maintenu la personnalité divine sont plus vrais sur ce point que ceux qui l'ont niée. Cette affirmation suffit à la piété et n'inflige aucune torture à la raison.

Un des reproches que M. Strauss nous adresse le plus souvent, à nous Français, c'est que nous serions à chaque instant les dupes de la « phrase. » Hélas ! je crains que le reproche ne soit parfois mérité; mais nous pourrions sans malice le retourner souvent à nos vainqueurs. Seulement la « phrase » qui gouverne des esprits allemands diffère en genre de celles qui fascinent nos pauvres esprits gaulois. Le Français se laisse prendre à la phrase brillante, clinquante, spirituelle, vide en dedans, chatoyante au dehors. L'Allemand, moins impressionnable et si sérieux, est la victime, bien plus souvent qu'il ne pense, de la formule pédante. Il s'imagine aisément que des eaux sont profondes par cela seul qu'elles sont troubles, et la tyrannie de certains prétendus axiomes de philosophie, de droit ou de politique, à la condition qu'ils affectent une apparence scolastique et pour ainsi dire professorale, est bien plus prolongée en Allemagne que chez nous. L'argumentation panthéiste de M. Strauss nous en fournit plusieurs curieux exemples. Il semblerait, quand on le lit sans y réfléchir, que la thèse de la personnalité divine a été pour toujours anéantie par la découverte que la personnalité ne se conçoit pas sans limitation, et que par conséquent un Dieu personnel équivaut à un Dieu limité, c'est-à-dire à une contradiction dans les termes. On pourrait déjà se demander si un Dieu impersonnel n'est pas encore bien plus limité qu'un Dieu personnel. Il y a plus : en Allemagne comme en France, depuis nombre d'années la philosophie théiste en a rappelé de cet arrêt, plus décisif dans la forme que vrai au fond. On a fait remarquer que c'était pour l'homme et l'homme seul que la limitation était inhérente à la personnalité. En fait, nous n'arrivons à la conscience de notre moi que par le contact du non-moi. C'est là ce qui a donné une apparence d'axiome à la phrase : toute personnalité inclut la limitation de la personne. Et pourtant ce n'est qu'une phrase.

En effet, quand on serre les choses de plus près, on ne tarde pas à découvrir que cette expérience du non-moi, nécessaire à la formation en nous de la conscience personnelle, n'est pourtant pas la cause première de la personnalité elle-même : elle en éveille la conscience, elle la dégage, elle ne la crée pas. La lumière extérieure est bien nécessaire à l'usage que nous avons à faire de nos yeux, mais ce n'est pas elle qui nous fait des yeux et leur communique leur pouvoir visuel. Cela n'empêche que la phrase susdite a défrayé et défraie encore une foule d'élucubrations plus ou moins philosophiques. Elle n'est pourtant vraie que si l'on entend formuler par là la manière dont la personne humaine arrive à la conscience d'elle-même. Seulement, une fois ramenée à cette signification seule légitime, il est clair qu'elle n'est plus d'aucune application à l'être divin, et que nous aurions le droit de demander à M. Strauss lui-même : En supposant que le seul vrai Dieu soit cette substance que vous dites seule digne de nos adorations, d'où savez-vous qu'elle n'est pas consciente? Cela rendrait l'adoration de votre grand Pan un peu plus facile, un peu plus rationnelle, on s'étonnerait moins de voir le roseau pensant s'incliner devant l'Univers, qui penserait aussi, et on ne murmurerait pas involontairement, quand le docteur Strauss ferait ses dévotions, cette épigramme de son poète favori :

Der Professor ist eine Pe
Gott ist keine.
(Le professeur est une personne,
Ce que Dieu n'est pas.)

Un autre exemple du pouvoir de la phrase sur l'intelligence du célèbre docteur nous est fourni par la notion qu'il se fait des origines de la religion dans l'âme humaine. Schleiermacher, qui tenait surtout à établir, contrairement à la philosophie du XVIIIe siècle, que la religion n'est pas une chose artificielle plaquée sur la nature humaine par des prêtres ou des législateurs, avait eu l'heureuse idée d'en analyser les élémens constitutifs, afin de faire voir qu'ils étaient naturels à l'homme à tous les degrés de son développement sur la terre. Cependant il y eut quelque chose de trop étroit dans sa définition de l'essence du sentiment religieux; il le ramenait à la dépendance pure, *Abhängigkeitsgefühl*. Cela ne dit pas tout; le sentiment de dépendance n'explique bien que les formes primitives de la religion, il ne suffit pas pour en expliquer les manifestations supérieures. Feuerbach, qui aimait à ramener toute religion à un sentiment égoïste, objecta avec raison qu'il y avait dans le sentiment religieux, à côté d'un sentiment de dépendance, la notion d'un

rapport actif avec l'objet de la foi; mais il en résulta simplement pour lui que l'homme n'avait jamais eu de religion que parce qu'il croyait réagir sur la Divinité pour l'exploiter à son bénéfice. Depuis que ces théories, si diverses par la tendance et l'idée directrice, sont entrées dans le domaine public de la philosophie religieuse, il n'a pas manqué de travaux qui en ont fait ressortir l'insuffisance. On a pu relever au nom de la logique et de l'expérience que ces formules du sentiment religieux étaient trop étroites, que, si la religion revenait simplement à une crainte et à un calcul, sa persistance serait inimaginable dans les cas où elle se montre à nous sous les traits de l'amour le plus intense et le plus désintéressé, qu'il fallait de toute nécessité faire rentrer dans la définition et mettre même tout au centre le plaisir mystérieux que l'homme puise dans l'adoration et, ce qui y correspond, le besoin spontané qu'il éprouve de se sentir en communion avec la toute-puissance, la beauté suprême, l'idéal réel, que par conséquent le sentiment religieux ne doit pas être réduit à un ou deux sentimens déterminés, qu'il ressemble plutôt à une gamme intérieure, où la crainte et l'amour, l'admiration et le respect, la terreur tragique et la volupté mystique se font entendre tour à tour et même simultanément. Tout cela a été dit, professé, imprimé; un écrivain dont les études religieuses sont la spécialité devrait le savoir mieux que personne. On s'imagine peut-être que le docteur Strauss, sectateur de l'Univers, a tenu compte de ces rectifications commandées par le bon sens et l'amour du vrai. Nullement. La formule de Schleiermacher, très sincère dans la pensée de l'illustre théologien, mais qui n'est plus aujourd'hui qu'une phrase, — celle de Feuerbach, autre phrase plus creuse encore, sont restées pour lui l'alpha et l'oméga de la philosophie religieuse. La peur et l'intérêt, voilà, selon notre docteur, les seules génératrices de la religion dans l'humanité. C'est superficiel au possible, et, s'il lisait une pareille théorie dans un livre français, il y trouverait une occasion nouvelle de nous reprocher notre incurable légèreté; mais elle se présente en allemand, avec tout le sérieux allemand, M. Strauss l'accepte les yeux fermés, et il conclut... en proposant une piété pleine d'humilité, de renoncement, de dignité, de confiance et de désintéressement, dont l'objet doit être désormais l'Univers aveugle et sourd, seulement avec un grand *U*. Là-dessus nous l'enfermons dans ce dilemme, dont nous le défions de sortir : ou bien ces sentimens si distans de la peur et du calcul constituent une religion, et alors il est faux que la religion soit par essence fille de la peur et du calcul; ou bien c'est par un abus du langage qu'il leur donne le nom de religion, et alors à sa seconde question : avons-nous encore de la religion? il devait

répondre carrément : non! Mais une telle déclaration eût probablement trop coûté à ses pieux scrupules.

C'est encore une belle phrase que celle où il nous annonce gravement que, selon l'idée moderne, « la constitution du monde n'est pas l'œuvre d'une raison suprême (*nicht angelegt von einer hœchsten Vernunft*), mais qu'elle tend à la raison suprême (*angelegt auf die hœchste Vernunft*). » Notre langue ne sait pas rendre comme il faut ces phrases profondes. Une intelligence ordinaire partirait de là pour penser que, si tel est le but vers lequel marche le monde, son principe premier doit contenir en lui-même la sagesse et la raison suprême, car comment concevoir que de l'irrationnel pur puisse jamais surgir une raison quelconque? Ce qui est dans l'effet doit avoir été dans la cause; mais non, ce raisonnement sent son philistin. Pour bien concevoir les choses, il faut se dire que l'univers est à la fois, en même temps, cause et effet, qu'il n'a pas à proprement parler de but, qu'il réalise à tous les momens de la durée, en des points quelconques de l'espace, cette raison suprême vers laquelle tout à l'heure on nous disait qu'il tendait, qu'il en est la source, le laboratoire éternel. Tout cela paraît un peu difficile à démontrer; cependant ne chicanons pas. Qu'il nous soit seulement permis de faire observer que nous n'avions donc pas tout à fait tort quand nous disions, à notre modeste point de vue théiste, que nous adorions la raison suprême qui pénètre et domine le monde. Comment? il y a tant de sagesse que cela dans l'univers, et il serait suranné de croire en Dieu! Que M. Strauss y prenne garde, à force de diviniser son univers, il finira par en faire une divinité à peu près acceptable. Si le vieux nom de Dieu lui déplaît, nous lui passerons son faible pour le nom nouveau qu'il préfère. Il est vrai qu'une raison suprême qui ne sait pas plus qu'elle est raison que le nuage qui passe ne sait qu'il est vapeur inflige à notre intelligence un problème aussi dur à résoudre que les mystères les plus ardus de l'ancienne orthodoxie. Toutefois il faut tenir compte des bonnes intentions, se rappeler que le sujet est des plus difficiles à bien traiter, et admirer pieusement la facilité avec laquelle il est possible en allemand, à la seule condition d'être ferré sur les belles formules, d'être dévot sans croire à rien et athée avec onction (1).

(1) M. Strauss ayant touché dans son livre à tous les sujets philosophiques et religieux, sans compter la politique, le socialisme, la littérature et la musique, on ne peut exiger de nous que nous le suivions partout; mais notre silence ne veut pas dire que nous sommes de son avis sur les points négligés dans ce travail. Ainsi nous laissons de côté l'argumentation puérile qu'il dirige contre la doctrine de la vie future : aussi bien ce n'est pas là une question isolée; la solution à lui donner dépend tout entière de la notion qu'on se fait de Dieu et de la destinée humaine. Le lecteur voit,

IV.

Dans sa réponse à la troisième question qu'il s'est posée, M. Strauss est passé avec armes et bagages du côté, non pas du positivisme, qu'il affecte d'ignorer, probablement parce qu'il est d'origine française et très circonspect dans ses conclusions, mais du matérialisme dogmatique, qui nie l'âme, réduit la vie à un simple mécanisme physico-chimique et fait de la pensée un pur produit du cerveau. Il est vrai que, s'il faut l'en croire, le matérialisme et l'idéalisme se livrent simplement une guerre de mots. Leur ambition commune, c'est d'expliquer l'univers au moyen d'un seul principe, et ils ont pour adversaire commun le dualisme philosophique et chrétien qui oppose l'âme au corps, le créateur à la création, l'esprit à la matière. La science moderne nous permet enfin de concevoir le développement successif des choses sans qu'on ait besoin de faire intervenir une seule fois la volonté créatrice. Kant, dans un de ses ouvrages les moins connus, et Laplace, nous ont appris comment les mondes ont pu se former par une simple application des lois mécaniques, et, ces lois étant applicables à la matière universelle, nous pouvons facilement étendre à l'univers la démonstration fournie pour le système planétaire dont nous faisons partie. Quant à notre terre, le seul globe céleste que nous puissions étudier de près,

aisément de quel côté penchent nos préférences. Il est toutefois encore un point que nous tenons à relever ici, car il s'agit d'un préjugé qui tend à se répandre. Dans son antipathie passionnée contre le christianisme, M. Strauss adopte à la légère la thèse mise à la mode par quelques écrivains sur les immenses mérites du bouddhisme et son équivalence, sinon sa supériorité, quand on le compare au christianisme. Rien pourtant de plus paradoxal. Le bouddhisme est sans doute un phénomène de première grandeur dans l'histoire des religions; il a devancé de cinq siècles l'Évangile dans la doctrine du pardon des injures, de l'amour des hommes et du renoncement. C'est un titre d'honneur qu'il serait injuste de lui contester, et la personnalité de Bouddha est fort attachante; mais le bouddhisme, sous sa forme native, n'est pas une religion, c'est une morale sans Dieu; il n'est devenu une religion, ou plutôt des religions, qu'en s'amalgamant avec une masse de superstitions très grossières, dont il n'a jamais su se dégager. C'est pourquoi sa morale est restée lettre morte, et laisse croupir dans l'indolence et l'ignorance les peuples qui l'ont adoptée pour la forme. Il est fondé sur l'insignifiance de la vie personnelle, le christianisme sur l'incomparable valeur de l'âme humaine. Si les deux principes, dans leur application historique, tombent aisément dans un ascétisme contre nature, il y a entre eux cette différence essentielle, que le bouddhisme y arrive en parfaite conformité logique avec son principe, et que le christianisme s'en émancipe d'accord avec le sien. Le christianisme, qui part du rapport filial de l'homme avec Dieu, tend au déploiement de la vie humaine; le bouddhisme travaille du mieux qu'il peut à l'anéantir. Le christianisme a pu se réformer souvent, le bouddhisme en est incapable. Sans faire tort aux mérites réels du bouddhisme, il est temps qu'on en finisse avec cette manie d'égaler la religion de la mort à celle de la vie.

on a longtemps invoqué le phénomène de la vie pour prouver qu'une intervention créatrice avait dû nécessairement avoir lieu pour que l'être vivant surgît de la matière inorganique. Nous n'en sommes plus là. La science moderne, remontant aux origines des faits vitaux, est arrivée à la cellule organisée primitive, puis aux êtres sans structure et déjà vivans, gelées amorphes qui pourtant se nourrissent, se propagent et qui nous mènent par d'insensibles transitions aux organismes plus compliqués. Avec cette formule magique : petits progrès s'ajoutant indéfiniment les uns aux autres et espaces de temps immenses, la science vient à bout de tous les problèmes. Inutile d'ajouter que M. Strauss est enthousiaste du système de M. Darwin. Il reconnaît bien que ce système souffre encore de nombreuses lacunes, mais enfin il est dans le vrai, il doit y être. Ce n'est pas seulement M. Darwin, c'est aussi M. C. Vogt qui est dans le vrai. Ce dernier pourtant « n'est pas son homme, » nous dit-il par acquit de conscience (je crois bien ! M. Vogt a eu le malheur de penser et d'écrire que l'Allemagne avait sa bonne part de torts dans l'abominable guerre de 1870) ; pourtant sur la question de l'âme humaine M. Vogt a parfaitement raison. L'âme distincte du corps, c'est une hypothèse inutile, la pensée est purement et simplement une production du cerveau. Qu'on ne se récrie pas ! La science contemporaine démontre que le mouvement dans de certaines conditions se transforme en chaleur; pourquoi, dans d'autres conditions, ne se changerait-il pas en sensation ? Qu'on ne nous parle plus de téléologie, de causes finales, d'intentions voulues dans la nature pour nous forcer à reconnaître l'action d'une intelligence consciente et sage. Ne voyons-nous pas à chaque instant des forces inconscientes, telles que l'instinct, agir avec les apparences de la conscience? L'univers n'est autre chose qu'une matière qui se meut à l'infini, moyennant une foule de mélanges et de décompositions, s'élevant à des formes et à des fonctions toujours plus compliquées et décrivant un cercle éternel de formations, de dissolutions et de formations nouvelles. Voilà comment il faut désormais concevoir le monde.

Ce chapitre est à la fois le plus faible et le plus fort du livre. M. Strauss, dans son engouement pour certains résultats récens des sciences naturelles, s'est aventuré avec une ardeur juvénile sur un domaine où sa compétence est mince. Il a fait de la cosmologie et de la physiologie en amateur, et dans son pays il n'a pas manqué de contradicteurs de ses hérésies scientifiques. Par exemple, on lui a fait observer qu'il n'avait pas même l'air de se douter de la vraie nature du problème posé par l'apparition de la vie sur le globe. Il nous parle des *bathybius* trouvés par Huxley, des *monères* décrits

par Hæckel, êtres informes, dépourvus de tout organe, qui cependant se nourrissent et croissent, formant ainsi la transition entre le règne inorganique et la nature vivante. Comment! il n'a pas vu que la difficulté était déjà là tout entière? car le prodigieux mystère de la vie ne consiste pas essentiellement dans la plus ou moins grande complication des organes, il repose sur ce fait nouveau d'un principe de mouvement intérieur en vertu duquel l'être vivant se forme, s'organise et s'accroît en s'assimilant des substances extérieures à lui, qu'il élimine ensuite et en vertu de la même force interne. Il y a donc dans le plus simple phénomène vital une téléologie, une finalité, dont aucune théorie purement mécanique et physico-chimique ne parvient jamais à rendre compte. Sans doute, une fois la vie commencée, les phénomènes successifs ou simultanés dont se compose l'existence de l'animal ou de la plante rentrent tous, selon toute apparence du moins, dans le domaine de la physique et de la chimie; mais il y a évidemment un *quid ignotum* qui a déterminé cette série de phénomènes, qui gouverne leur succession, préside à leur concours et les plie à sa fin individuelle qui est de se constituer et de se conserver. Ni gaz, ni liquide, ni solide, pas même le cristal, ne présente un pareil état, et il n'est pas besoin d'une forte dose d'esprit philosophique pour constater le mystère et pour comprendre qu'il est tout aussi profond s'il ne s'agit que d'une cellule vivante que si on l'étudie chez les vertébrés les plus compliqués.

Cette même facilité à passer d'un pied leste à côté des problèmes, comme un novice qui les ignorerait, si étonnante chez un critique émérite, se retrouve dans la bravoure avec laquelle M. Strauss tranche la grande question posée par le fait de conscience. M. Dubois-Reymond s'avoue hors d'état de la résoudre; le docteur Strauss n'y voit pas, lui, l'ombre d'une difficulté. Puisque le mouvement de la matière peut se transformer en chaleur, pourquoi, dit-il, dans d'autres conditions, ne deviendrait-il pas sensation? Si la solution n'est pas très claire, elle est du moins naïve. Que signifie en effet cette transformation du mouvement en chaleur démontrée par la physique moderne? Elle signifie qu'un mouvement imprimé à un corps et ne produisant à la vue qu'un phénomène de déplacement simple se change dans certaines circonstances en cet autre mouvement de la matière qui échappe à notre vue, mais qui produit sur nos organes cette impression spéciale que nous appelons chaleur. En d'autres termes, le mouvement initial se transforme en un autre genre de mouvement, et s'il n'y avait pas d'être sensible, ayant conscience de ses sensations, il n'y aurait pas non plus la moindre raison de parler de chaleur, il y aurait simplement une

modification du mouvement, — absolument comme l'onde sonore suscitée dans l'air par le mouvement d'un corps vibrant n'est sonore qu'à la condition qu'il y ait des oreilles pour la percevoir. Donc le fait de conscience est déjà renfermé dans le fait physique auquel M. Strauss en appelle pour indiquer un mode possible d'explication de la conscience. Ce qui est presque aussi difficile à expliquer, c'est qu'un raisonneur tel que lui ait pu commettre une pareille pétition de principe.

Cependant, qu'on veuille bien y faire attention, M. Strauss a pu se méprendre dans cette occasion et dans quelques autres que nous omettons, cela n'annihile pas le point de vue général auquel il se place pour décrire le monde à la lumière de la science moderne. Des erreurs de détail en pareille matière peuvent être corrigées sans altération grave de l'ensemble, et en réunissant souvent avec une admirable clarté, toujours avec un grand bonheur d'expression, les rayons épars des sciences de la nature, M. Strauss a mis en plein jour un principe avec lequel la philosophie et la théologie sérieuse doivent désormais compter. Je veux parler du principe de la *continuité* des choses, principe qu'on ne peut encore vérifier partout, mais qui s'impose toujours plus partout à mesure qu'on avance dans l'étude de l'histoire et du monde. Les amis du surnaturel doivent enfin se le dire, et cela dans l'intérêt des meilleures causes qu'ils puissent défendre : de ce que l'esprit humain se voit incapable jusqu'à présent de préciser sur tous les points la connexion des phénomènes, de ce que certains grands faits qui ont une fois commencé sur la terre, tels que la vie ou la conscience, se dérobent complétement à nos essais d'explication d'origine, il n'y a pas la moindre raison d'en appeler au miracle, qui d'ailleurs est tout le contraire d'une explication. Il y avait autrefois tant de choses que l'ignorance antique attribuait directement au doigt divin, et qui sont 'effet très régulier des lois naturelles, tant d'événemens qui à distance ressemblaient à des ruptures miraculeuses de la logique de l'histoire, et qui se sont ou bien évaporés au souffle de la critique, ou bien rattachés tout naturellement à leurs antécédens mieux connus, que l'esprit humain a fini par conclure que là où il ne parvenait pas à saisir la connexion des faits, c'est qu'il s'y prenait mal ou qu'il en était peut-être incapable, mais que cette connexion existait de fait. L'axiome que *tout tient à tout*, la conviction que les choses se succèdent en vertu de causes, tantôt cachées, tantôt visibles, mais toujours naturelles, est devenu le fond même de la philosophie et de toutes les sciences sans exception. M. Strauss n'a donc pas eu tort d'opposer cette grande et lumineuse résultante des sciences de la nature aux vieilles théories philosophiques et

religieuses qui recouraient soit au miracle continuel, comme la théologie traditionnelle, soit à des oppositions, inadmissibles à cause de leur caractère radical, de corps et d'esprit, de matière et de force, de monde et de Dieu, comme le cartésianisme. Si donc M. Strauss s'était borné à mettre en relief ce principe, qui de bonne heure a dû sourire à son défunt hégélianisme, nous laisserions à d'autres la tâche de corriger ces solécismes scientifiques; c'est contre les conséquences philosophiques et religieuses qu'il en tire que nous nous insurgeons. Est-il donc vrai qu'en vertu du principe de continuité des choses on doive admettre un monde sans Dieu et des hommes sans âme? Voilà ce que nous nions.

L'esprit conçoit la continuité; il se la représente mal. Quand on parle de progrès continu, on conçoit très bien que ce progrès est autre chose qu'une simple superposition de choses nouvelles à des choses anciennes, qu'il est autre chose qu'une pile formée successivement de nouveaux ajoutés; mais, quand on veut se le représenter, on l'imagine toujours comme une addition prolongée. Cette infirmité de notre imagination ne saurait toutefois prévaloir contre l'expérience qui nous montre des développemens procédant par le progrès continu et non par addition successive. Si donc le développement général des choses nous amène à constater des réalités sorties de leurs antécédens, mais qui en diffèrent, il ne faudra ni contester qu'elles en diffèrent parce qu'elles en sortent, ni nier qu'il y ait une connexion parce qu'elles s'en distinguent. Il en résultera que dans les antécédens se trouvaient à l'état latent, encore inerte, des propriétés ou des forces qui n'ont pu se révéler ou paraître au grand jour que dans les conséquens. Ceci est d'autant plus vrai que nous n'avons pas le moindre droit de prétendre que nous connaissons la totalité de l'être. Ce n'est pas en réalité l'idée de substance qui se présente à nous comme la plus haute à laquelle nous puissions atteindre, c'est l'idée de force. La matière n'est que l'apparition sensible de la force, et la force fondamentale de l'univers se brise, se subdivise, irradie en un mot en une multitude de forces grandes et petites. Nous les voyons se grouper à nos yeux sous trois formes générales en série ascendante, la matière, la vie organique, la vie consciente et rationnelle. D'un côté on voit très clairement que chacun de ces degrés a pour supposition nécessaire celui qui le précède : sans matière préexistante, point de vie organique; sans vie organique, point de vie rationnelle. D'autre part on se heurte contre l'impossibilité d'expliquer la vie organique par le jeu pur et simple des forces physico-chimiques, et de ramener les faits de la vie rationnelle à des phénomènes purement organiques. Lorsqu'un matérialiste nous dit naïvement que la pensée est

une sécrétion ou une vibration du cerveau, il faut simplement lui demander s'il se moque de nous ou s'il rêve. Quel rapport au monde peut-il y avoir entre une pensée et une vibration quelconque? C'est de la logomachie pure; mais alors pourquoi ne pas admettre que, dans les profondeurs inconnues de l'être, il se trouvait des forces dont l'heure de manifestation a dû attendre le moment propice, que par exemple, dans le globe encore dépourvu d'organismes vivans, il y avait des forces capables d'organiser la vie et qui, à l'heure où les conditions de leur apparition seraient réalisées, devaient surgir du milieu des forces physico-chimiques et les subordonner à leurs fins? Pourquoi ne pas recourir à la même hypothèse pour la force rationnelle qui n'a pu s'épanouir que dans l'organisme humain? Dans cette hypothèse, le principe de continuité n'est nullement méconnu, il est seulement mieux compris. Nous constatons la connexion des choses, sans identifier pour cela des faits, voisins sans doute et même en étroit rapport, au point qu'on ne saurait concevoir les uns sans les autres, mais qui proviennent de causes originelles parfaitement distinctes. Et nous y gagnons le précieux avantage de nous rappeler toujours qu'il y a plus de choses au ciel et sur la terre qu'on n'en a jamais rêvé dans aucune philosophie.

On voit sur-le-champ l'application que nous pouvons faire de cette théorie à la nature humaine. Cette nature a pour base et pour condition la nature animale; nous le reconnaissons avec saint Paul, non parce que saint Paul l'a dit, mais parce que cela est patent pour nous comme pour lui. Au sein et au-dessus de cette nature animale vient s'épanouir la vie de l'esprit : impossible de nier que, dans la vie actuelle du moins, celle-ci dépend de celle-là; elle croît avec le cerveau, elle faiblit et s'altère avec lui; il n'en est pas moins impossible d'affirmer qu'elle est un produit du cerveau, ou plutôt la seule affirmation d'une pareille thèse frise l'absurde. Quelle conclusion logique faut-il tirer de ces deux évidences? Uniquement celle-ci, que la force inconnue qui nous permet de vivre comme des êtres rationnels et non plus comme des animaux devait, avant de se manifester, avoir à sa disposition un organe tel que le cerveau humain. Pour qu'elle continue de produire ses effets, il faut que ce cerveau continue d'être bien constitué. Ainsi s'expliquent les vagues et fugitives lueurs de vie rationnelle que l'on peut observer dans le règne animal. La force latente commence à agir, mais elle ne s'épanouira réellement que dans l'homme (1). Voilà un terrain sur lequel la

(1) On comprend aussi avec quelle complète indifférence, au point de vue religieux et moral, nous assistons à la discussion relative à l'origine de l'humanité. Que nous importe que l'homme compte ou non un singe parmi ses ancêtres, puisque, selon le principe que nous exposons, jamais singe n'a pu être homme? A partir du

physiologie et la psychologie peuvent travailler chacune de son côté, à la fin se rencontrer, et sans jamais avoir à se combattre. Nous nous rapprochons ainsi beaucoup de la monadologie de Leibniz, ou du système dans lequel chaque monade indivisible possède virtuellement la capacité du développement le plus complet; mais on peut exécuter beaucoup de variations sur cette intuition du génie, on ne peut en bonne philosophie la répudier absolument.

Il est encore une règle logique dont il faut tenir grand compte quand on veut interpréter sainement les révélations de la nature. On a usé et beaucoup abusé des causes finales. Surtout on a eu le grand tort de les ériger en explications scientifiques. On disait par exemple : si l'œil de l'animal est constitué de telle et telle façon, c'est qu'il est fait *pour que* l'animal puisse voir; si l'estomac digère de telle et telle manière, c'est *afin que* le corps soit nourri. C'est parfaitement vrai; pourtant cela ne nous donne pas l'ombre d'une explication de la constitution de l'œil ni des opérations de l'estomac. Qu'est-il arrivé? Les savans se sont insurgés contre les causes finales en tant qu'explication des phénomènes, et ils ont eu raison. Ils sont parvenus à montrer sur une foule de points les séries inconscientes, mécaniques ou chimiques, de causes et d'effets qui, partant d'un point donné, aboutissent à des résultats en apparence intentionnels ou voulus; mais, comme toute la série dénotait l'inconscience, ils ont nié la finalité, et c'est là qu'ils ont outre-passé leur droit. Ils oublient que d'une intention voulue peut provenir toute une série d'actes inconsciens aboutissant à une fin voulue. Quand par exemple, avant de m'endormir, je remonte un réveille-matin pour être certain de me réveiller à une certaine heure, l'acte initial du remontage et le fait final de mon réveil sont voulus et consciens tous les deux, et pourtant tout ce qui passe dans l'intervalle est inconscient. J'oublie entièrement pendant mon sommeil ce que j'ai fait; les rouages de mon instrument fonctionnent conformément aux lois mécaniques, les aiguilles marchent par leur impulsion, elles marquent successivement les heures à intervalles égaux, et, lorsque arrive l'heure fixée, un échappement joue, une sonnerie carillonne, le bruit me réveille, c'est ce que j'avais voulu. Voilà deux faits intentionnels reliés ensemble par une série de faits où la conscience n'entre pour rien. Celui qui étudierait cette succession de phénomènes sans connaître l'usage de ce genre d'horloge et

moment où le singe hypothétique qui nous aurait servi d'ancêtre aurait servi de champ d'action à la force nouvellement apparue qui devait faire l'humanité, il y eut une espèce nouvelle dans le monde, l'espèce humaine. Nous raisonnons ici, qu'on veuille bien l'observer, d'après l'hypothèse naturaliste : en fait nous croyons la question encore loin d'une solution définitive.

sans savoir ce que j'ai voulu se croirait en droit de dire que je me suis trouvé réveillé par le dernier terme d'une série toute fortuite de causes et d'effets, et il se tromperait. Si l'on veut bien ennoblir quelque peu cet exemple vulgaire, on comprendra pourquoi d'une part il est parfaitement licite aux sciences naturelles de bannir les causes finales de leurs explications, et pourquoi d'un autre côté la philosophie sensée dira toujours qu'il y a des fins dans la nature. Si par impossible l'homme parvenait à décrire la connexion, la génération logique de tous les faits de l'univers, sans rencontrer une seule fois un fait intentionnel et voulu, il suffirait de réfléchir sur le dernier terme de la série, l'esprit humain, pour affirmer l'intelligence et la volonté du premier. Naturellement cette affirmation influerait sur l'idée qu'on doit se faire de la série totale. La plus grande objection philosophique au système de M. Darwin, que d'ailleurs tant de faits recommandent, une objection qui tend plutôt à lui reprocher d'être incomplet que d'être faux, c'est qu'il voudrait ramener tout le développement organique à des causes fortuites qui auraient pu tout aussi bien ne pas être. La concurrence vitale et la sélection sexuelle, voilà, en y joignant l'hérédité (cet autre profond mystère), les seuls facteurs qu'il assigne à ce prodigieux déploiement de la vie qui aboutit par une série de transformations innombrables à l'éclosion du génie humain. Eh bien! c'est trop de hasard pour une pareille fin. Tout ce qu'il a dit peut être vrai, mais ne saurait détruire le sentiment qu'il a dû y avoir plus d'intention, plus de raison que cela dans le cours des choses; il le faut pour qu'à l'extrémité de la chaîne la raison humaine ait pu se dégager, consciente et réfléchie, du dernier anneau.

Il a paru dans ces derniers temps en Allemagne un ouvrage de philosophie très intéressant et très instructif, *la Philosophie de l'inconscient*, par M. Hartmann, l'un des disciples les plus distingués de Schopenhauer. A l'exemple de son maître, M. Hartmann considère le monde comme gouverné par une volonté qui s'ignore. Son dieu, ou plutôt son monde est inconscient, mais il *veut*. A l'appui de ce panthéisme d'un nouveau genre, il cite des faits sans nombre pour montrer combien la science révèle de finalités voulues dans la nature. C'est au point que M. Strauss, que la seule idée des causes finales exaspère, le semonce assez vivement et lui remontre que, lorsqu'on voit tant de causes finales dans le monde, on a mauvaise grâce à nier l'intelligence et la volonté consciente de sa cause première. C'est une partie curieuse engagée entre les deux panthéistes; il se pourrait bien qu'ils la perdissent tous les deux. Pour nous, il nous suffirait du monde tel que M. Strauss le décrit pour y trouver la confirmation de la thèse essentielle du

sentiment religieux, celle d'un Dieu vivant, conscient, adorable. Laissons à la métaphysique, si jamais elle y parvient, le soin de préciser le rapport de l'unité créatrice avec la pluralité des forces et des êtres qui constitue le monde. M. Strauss reconnaît lui-même que l'univers est source de tout bien, de toute vérité, de toute justice; il dit ailleurs que son développement tend à cet idéal. Sainte substance indéfinissable, qui fais jaillir de ton sein le progrès et la raison, qui travailles à réaliser l'idéal par le développement des choses, que tu as de puissance, de sagesse et d'esprit, et comme au fond tu ressembles au bon Dieu que les bonnes gens adorent!

V.

Dans la dernière partie de son manifeste, M. Strauss passe à l'application pratique. Il s'agit de savoir comment de nos jours il faut régler et remplir sa vie. Sans se souvenir des thèses matérialistes énoncées dans les chapitres précédens, il admet la réalité d'une aptitude morale *sui generis* en l'homme. Quel rapport y a-t-il entre un cerveau, quel que soit le nombre de ses circonvolutions, et l'impulsion qui fait que l'animal humain vit pour autre chose que son bien-être physique, c'est ce qu'on oublie de nous dire. En admettant que la vie des premiers hommes, à peine éclairés par le crépuscule de l'intelligence, ait été d'abord purement égoïste, et que l'aurore de la moralité ait coïncidé avec l'expérience des maux dérivant de la violation de l'ordre moral, cela ne nous explique en aucune façon comment le sens moral individuel a pu se former. Je peux parfaitement concevoir que l'intérêt général et permanent ait pour condition fréquente le sacrifice de mon intérêt personnel et passager; mais, tant qu'on ne fera pas intervenir autre chose que le calcul intéressé dans mes mobiles d'action, je défie qu'on me prouve qu'il importe à mon bonheur de faire abnégation de mes désirs particuliers. Nous renonçons à la tâche de relever toutes les incroyables faiblesses de cette psychologie. Nous entrons sur le domaine pratique, et c'est pour éprouver de nouveau ce genre de déception que l'on subit quand, d'un principe en lui-même légitime, on arrive à des applications bizarres et continuellement paradoxales.

M. Strauss est dans le vrai lorsqu'il part de l'idée que l'homme de nos jours a autre chose à faire qu'à remplir sa vie de pratiques dévotes, comme faisait l'homme du moyen âge. Il faut qu'il déploie pleinement et largement les tendances élevées de sa nature, qu'il se dirige « conformément à l'idée du genre, » formule hégélienne

signifiant que nous devons nous efforcer de réaliser notre idéal humain, que la pratique du bien dans nos rapports quotidiens avec nos semblables, le soin de notre dignité dans notre conduite privée, la politique, la science et l'art doivent désormais prendre la place qu'occupaient auparavant les œuvres pies, regardées comme garanties seules valables du bonheur futur. Nous n'avons rien à objecter en principe ; seulement on se demande en vain pourquoi cette manière d'entendre la vie serait contraire au christianisme bien compris. La vieille parabole du levain disait déjà quelque chose de très semblable. La religion n'est pas appelée à pétrir la vie selon les exigences d'une de ses formes temporaires, mais elle doit la pénétrer, la purifier, l'ennoblir du dedans et en quelque sorte par-dessous. Pourquoi donc, sans renoncer ni à la politique, ni à la science, ni à l'art, l'homme de nos jours ne ferait-il rien pour cultiver un sentiment aussi essentiel, aussi bienfaisant que le sentiment religieux? Pourquoi devrait-il renoncer aux avantages qui, sur ce terrain comme sur tous les autres, résultent de l'association? Nous ne demandons pas mieux que de voir partout l'église cesser de régenter l'état, mais cela ne signifie pas que l'église ou l'association religieuse soit désormais un hors-d'œuvre.

Ce qui n'est pas moins curieux, c'est la politique développée par ce célèbre représentant de la science allemande. Jamais confirmation plus éclatante n'a été donnée de ce que M. C. Vogt avançait dans ses lettres sur la guerre franco-allemande, quand il parlait de l'étroitesse de vues et du servilisme en face de la *Herrschaft* qui caractérisent trop souvent les érudits allemands les plus audacieux dans leurs livres, dès qu'il s'agit d'un conflit possible avec les puissances établies. Du reste pourquoi parler de la politique de M. Strauss? Il a, sur ce domaine, des préjugés, des haines, des peurs, pas une idée, et si ce n'était la sincérité de son patriotisme, que nous respectons, même quand il s'égare, nous aurions le droit de dire qu'il n'est pas possible à un homme d'esprit de faire plus piteuse mine devant la galerie qui l'écoute. On remarque dans cette partie du manifeste le dithyrambe de rigueur en l'honneur des Hohenzollern; il fallait s'y attendre. Le *hohenzolléranisme*, — pardon de l'affreux mot, — prend en Allemagne la place que le *napoléonisme* a occupée longtemps chez nous. On apprend que les peuples latins, en dépit des lois Grammont et autres semblables, maltraitent les animaux bien plus brutalement que les peuples germains, bien que ceux-ci aient encore quelques progrès à faire. Nous lisons que la guerre est aussi nécessaire à l'humanité que l'agriculture et le commerce : créer des sociétés de la paix, c'est comme si l'on en fondait pour l'abolition du tonnerre, et

l'*ultima ratio* des peuples, tout aussi bien que celle des rois, sera dans l'avenir, comme dans le passé, le canon. « Mesdames et messieurs, dit M. Strauss aux orateurs et oratrices du congrès de Lausanne, savez-vous quand vous parviendrez à faire que l'humanité concilie ses différends uniquement au moyen des conventions pacifiques? ce sera le jour où vous aurez trouvé l'institution qui permettra à cette humanité de se propager uniquement par le moyen des discours de haute sagesse (*dass dieselbe Menschheit fortan nur noch durch vernünftige Gespræche sich fortpflanzt*). »

Ah! qu'en termes galans ces choses-là sont mises!

Nous apprenons que, si Napoléon III a déclaré la guerre à l'Allemagne, c'est qu'il a eu la main forcée par son peuple. Malheureusement cette erreur grossière, due en tout premier lieu aux déclarations intéressées du vaincu de Sedan, a encore cours dans une grande partie de l'Europe; c'est la thèse officielle en Allemagne, et pourtant il faut ignorer le premier mot de ce dont on parle pour la soutenir encore; mais passons. Nous arrivons aux préférences de l'auteur en matière de gouvernement. En théorie, nous dit-il, il est naturel de préférer la république à la monarchie; en fait, dans l'état présent de l'Europe et de l'Allemagne, il faut préférer la monarchie. Sans doute « il y a dans la monarchie quelque chose d'énigmatique, d'absurde même en apparence; c'est précisément en cela que consiste le secret de sa supériorité. Tout mystère paraît absurde, et pourtant sans mystère rien de profond, ni la vie, ni l'art, ni l'état. » Pourquoi donc ne pas ajouter : ni la religion? Car enfin, s'il est un domaine où le mystère soit pour ainsi dire indigène, c'est bien celui-là; mais l'auteur sans doute a ses raisons. A l'entendre, la république n'a jamais été en France qu'un régime transitoire entre deux despotismes, et elle n'a réussi qu'en Suisse et aux États-Unis. Encore faut-il observer qu'aux États-Unis le peuple n'a pas de caractère national (se serait-on jamais attendu à une pareille critique?), et qu'en Suisse on tombe insensiblement dans la démocratie grossière, la pire forme de gouvernement. M. Strauss ne tient pas à être noble lui-même, cependant il aime qu'il y ait une noblesse privilégiée. Le suffrage universel est l'objet de son antipathie profonde, et son seul grief contre M. de Bismarck, c'est de l'avoir introduit en Allemagne. Le socialisme lui fait une peur atroce, et il ne saurait trop encourager les gouvernemens à lui courir sus, aussi bien qu'à l'ultramontanisme, cet autre ennemi juré du nouvel empire. Surtout qu'on se garde bien d'abolir la peine de mort pour faire plaisir aux utopistes, c'est un rempart indispensable à la sécurité sociale.

Mais enfin, diront nos lecteurs impatiens, quelle est sa conclusion quant au gouvernement qu'il faudrait à l'Allemagne? — De conclusion, il n'y en a pas, à moins qu'on ne donne ce nom à l'amphigouri de la page 272 : « Une monarchie entourée d'institutions républicaines, c'est une *phrase* française dont j'espère bien que nous sommes débarrassés. Arborer la bannière du parlementarisme, ce serait adopter un idéal étranger. Pensons plutôt que du caractère du peuple allemand et de la situation de l'empire allemand, avec la coopération du gouvernement et de la nation, il surgira des institutions de nature à concilier la force de cohésion avec la liberté du mouvement, le progrès spirituel et moral avec le bien-être matériel. » Je ne sais pas si une pareille solution paraîtra satisfaisante aux Allemands, ou plutôt j'en doute, car elle ne résout rien. C'est une *phrase* qui n'a pas même le mérite d'avoir l'air de dire quelque chose, et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que, si la monarchie désirée par M. Strauss n'est pas absolue, elle sera nécessairement entourée d'institutions représentatives, donc plus ou moins républicaines, et que, si son pouvoir est limité par la représentation nationale, cette monarchie sera forcément parlementaire. Ce sont là des vérités élémentaires qui n'ont pas de patrie, qui sont aussi évidentes à Berlin qu'à Londres ou à Paris.

Il n'en reste pas moins que nous sommes en face d'un de ces étranges phénomènes dont l'Allemagne a le monopole, celui d'un philosophe, d'un critique, poussant l'audace de la négation jusqu'au cœur même des principes religieux et spiritualistes, en même temps du moyen âge en politique et rendant des points à nos réactionnaires les plus timorés. M. de Bismarck et l'empereur Guillaume vont être bien contens du docteur Strauss; sa politique lui vaudra un bon point et diminuera la mauvaise humeur que le radicalisme irréligieux des premières parties inspirerait peut-être à ces puissans personnages, fort pieux comme l'on sait. Comment se fâcher contre un homme qui formule, il est vrai, un vœu timide en faveur du mariage civil, mais qui n'élève d'autre grief contre le chancelier de l'empire que d'avoir introduit le suffrage universel, et contre le grand-duc de Bade que de faire grâce de la vie aux assassins condamnés à mort? En vérité, tant de soumission désarme. On ne peut en vouloir fortement à un écrivain qui rétablit le droit divin sur des bases assez nouvelles, je l'avoue, car c'est un droit divin sans Dieu, mais enfin un droit fondé sur l'incompréhensible, le mystérieux, l'absurde apparent; dans la pratique, on ne verra pas la moindre différence. Le nouveau césarisme allemand a tous les bonheurs, il lui vient des séides enthousiastes de tous les côtés, des régions même où l'on s'attendait le moins à en trouver.

Nous devons nous sentir bien humiliés en France, où nous n'avons rien à présenter qui fasse pendant.

A notre avis, cette triste confession politique achève de caractériser le livre que nous avons entrepris d'apprécier. Ce livre fait et fera encore beaucoup de bruit, d'abord à cause de la réputation méritée de l'auteur, puis parce que, dans la philosophie religieuse qu'il déroule, il y a un mélange brillant de vrai et de faux, de principes légitimes et de conséquences erronées, de profondeur et de jugemens superficiels, de nature à troubler beaucoup d'intelligences. Pour nous, ce livre nous afflige, parce qu'il est toujours triste de voir un homme de talent trahi par son caractère, et M. Strauss s'est révélé dans son manifeste comme un homme de passion haineuse, non plus comme le critique froidement impartial, maître de son sujet et se possédant lui-même, que ses écrits antérieurs nous avaient fait connaître. M. Strauss s'est survécu. Il se flatte, dans l'opuscule que nous avons cité plus haut, qu'un jour viendra où les jugemens, presque partout hostiles à son livre, seront remplacés par des adhésions plus ou moins explicites. Nous pensons qu'il se trompe; nous nous refusons à croire que l'avenir soit aussi désolé, aussi terne, aussi laid qu'il le prédit. L'expérience et la philosophie conduiront l'esprit humain dans une tout autre voie. Bien loin d'inaugurer une ère nouvelle, son livre est la fin d'une période et d'une école; il signifie la banqueroute de l'hégélianisme. Sans doute, le passé est bien passé et ne reviendra plus; mais ou bien l'avenir sera voué à l'impuissance, ou bien il verra la conciliation, satisfaisante pour l'esprit et le cœur, des vérités que nous ne savons pas toujours concilier, qui s'imposent pourtant aux consciences droites. A sa politique inspirée par un doctrinarisme puéril, nous opposons les grandes idées libérales, généreuses, démocratiques, dont la France a eu la grande initiative et dont nous souhaitons à l'Allemagne de se pénétrer mieux qu'elle n'a pu le faire jusqu'à présent. Aux oracles du matérialisme athée, nous continuons de préférer les révélations de la conscience et du cœur, qu'une connaissance plus exacte du monde peut rectifier, épurer, rendre plus rationnelles, plus majestueuses encore, mais qu'elle ne saurait détruire. Enfin, au lieu de dire comme lui que nous ne sommes plus chrétiens, nous pensons que, lorsque nous aurons tous bien compris le principe chrétien dans sa pureté native, nous nous apercevrons que c'est tout au plus si nous commençons à l'être.

ALBERT RÉVILLE.

LES

MISSIONS EXTÉRIEURES

DE LA MARINE

III.

LA STATION DU LEVANT (1).

IV. — LES SOULIOTES. — ALI-PACHA. — CANARIS.

I.

Au mois d'août 1821, la station du Levant, renforcée par des envois successifs, se composait des frégates la *Guerrière*, la *Jeanne d'Arc* et la *Fleur de Lis*, de la corvette l'*Écho*, des bricks le *Rusé* et l'*Olivier*, des goëlettes l'*Estafette* et la *Levrette*, des gabares l'*Active*, la *Chevrette*, la *Truite*, la *Lamproie*, la *Lionne*, l'*Émulation*, le *Loiret*, des flûtes la *Bonite*, l'*Ariége* et le *Lybio*, en tout dix-huit bâtimens. Les capitaines avaient appartenu à la marine de l'empire; l'un d'eux, le chevalier de Viella, avait même fait ses premières armes sur les vaisseaux de Louis XVI. Les officiers et les aspirans constituaient, sauf de rares exceptions, une génération nouvelle. Quelques-uns avaient pris part aux combats de la dernière guerre; le plus grand nombre, sortis des vaisseaux-écoles que l'empire avait institués en 1812, en étaient à leurs débuts : ils allaient former avec les volontaires, auxquels depuis 1816 ils se trouvaient associés, et avec les élèves provenant du collége d'Angoulême, ce qu'on peut réellement appeler la marine de la restau-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1872, du 15 janvier et du 15 février 1873.

ration, marine glorieuse, marine laborieuse et instruite à laquelle nous devons, nous autres officiers du gouvernement de juillet et du second empire, ce que nous avons appris et ce que nous sommes. Les voilà ces noms qui devaient figurer à la tête d'un corps dont ils furent l'honneur, les voilà les Hamelin, les Desfossés, les Jacquinot, les Pellion, les Clavaud, les Du Bourdieu, les Lugeol, les Deloffre, les Jehenne, tous réunis à la même époque dans la même station! Tels étaient les hommes à qui une heureuse fortune avait en 1821 confié dans les mers du Levant le drapeau de la France. Une chance non moins favorable les rassemblait sur un terrain où ils devaient promptement acquérir l'expérience que toute autre navigation leur eût fait longtemps encore attendre. « Il y a plus à manœuvrer, écrivait en 1817 le chevalier de Rigny, pendant un mois de séjour dans l'Archipel que pendant toute une campagne des colonies. » Les événemens, en se précipitant et en augmentant les inquiétudes des consuls, allaient tenir nos navires, si nombreux qu'ils fussent, constamment en haleine, et contribuer ainsi indirectement à hâter l'instruction de nos officiers. Il fallait d'ailleurs, dans ces parages infestés de croiseurs novices et prompts à se méprendre, se tenir toujours prêt à exécuter rapidement le branlebas de combat, naviguer pour ainsi dire les boutefeux allumés, ne négliger en un mot aucune des précautions qu'on eût prises en temps de guerre. Sous tous les rapports, l'école était excellente, l'enseignement complet. La discipline, la tenue militaire de nos bâtimens, ne tardèrent pas à s'en ressentir. Un seul exemple suffira pour montrer le rôle honorable que s'était assigné dès cette époque notre marine, la fermeté et la modération qu'elle mettait à le remplir.

La gabare l'*Active* et le brick le *Rusé*, commandés par les lieutenans de Reverseaux et Quernel, officiers déjà connus, déjà signalés parmi les plus distingués, étaient sortis de Smyrne avec plusieurs Grecs réfugiés à leur bord. Ces deux bâtimens prirent en échange à Tine 11 Turcs, dont un aga et sa famille, sauvés par les soins généreux du sieur Spadaro, agent consulaire du roi dans cette île. De ce point, l'*Active* et le *Rusé* se portèrent à Naxos, où les capitaines se firent remettre, après de longues discussions, 17 Ottomans retirés chez le consul de France et seuls restes de 111 prisonniers. Le départ de ces malheureux fut le signal d'un soulèvement presque général. L'archevêque, le consul, la population catholique, se virent menacés. M. de Reverseaux montra en cette occasion une remarquable énergie. Il se jeta de sa personne au milieu des mutins, et les fit reculer en les invitant à ne point provoquer imprudemment la colère de la France. Ce fut à Marmorice et à Rhodes que les Turcs furent rendus à leurs coreligionnaires. Les deux na-

vires français opéraient leur retour après avoir visité Chypre et les divers consulats de Syrie lorsqu'ils furent subitement attaqués de nuit par sept bâtimens grecs. L'engagement n'eut pas de suite, car dès les premiers coups de canon le capitaine de Reverseaux parvint à se faire reconnaître; mais une pareille insulte exigeait une réparation. Le capitaine de Reverseaux en détermina lui-même la nature et en dicta les termes.

Les services journaliers que rendait notre station navale avaient enfin fait comprendre aux plus incrédules le prix de notre concours. Le temps était passé où un agent du ministère des affaires étrangères pouvait écrire au duc de Richelieu : « Voici donc cinq bâtimens armés à grands frais, un état-major nombreux avec environ 700 hommes à nourrir et à solder pour protéger un commerce dont votre excellence connaît le peu d'importance. Ce luxe d'armement est bien peu en harmonie, sous tous les rapports, avec notre situation actuelle. » Ce même agent, très ému des dangers que les troubles du Levant pouvaient faire courir aux intérêts confiés à sa protection, tenait en 1821 un tout autre langage. Il réclamait à grands cris l'envoi et l'assistance d'un navire de guerre. Assiégé par ces sollicitations, l'ambassadeur de France à Constantinople, M. de Latour-Maubourg, ne voyait de moyen suffisant d'y répondre que dans un accroissement notable de nos forces navales. Il demandait avec instance que l'escadre de l'amiral Halgan fût portée à vingt-six bâtimens au moins. « Je ne puis, écrivait de son côté l'amiral, partager à ce sujet l'opinion de M. de Latour-Maubourg. Tant que la France voudra se borner à protéger ici son commerce et ses nationaux, sans prendre une attitude hostile, dix ou douze navires sont plus que suffisans. Aller au-delà quand l'Angleterre se borne à quatre grands navires et dix petits pour la station de toute la Méditerranée, à trois ou quatre corvettes seulement pour le service spécial du Levant, ce serait annoncer des projets, éveiller des inquiétudes. Je persiste à croire que c'est à Toulon qu'à tout événement nos moyens d'action devraient, s'il y avait lieu, se tenir sans bruit disposés. M. l'ambassadeur m'a prié d'appuyer ses réclamations. En lui répondant, je me hâte, sans sortir de la réserve qui convient à ma position, de l'engager à ne point accorder une foi explicite à toutes les appréhensions manifestées depuis des mois entiers par plusieurs de nos agens diplomatiques. Il y a tel résident français dans les îles qui ne cesse de demander une division entière, une frégate au moins, et cependant le point qu'il occupe est parfaitement tranquille. Je ne sache pas qu'à l'exception de M. le consul d'Acre, un seul Français ait été réellement molesté, même dans la première effervescence de la crise. » Heureux le gou-

vernement qui trouve pour le servir des officiers animés de ce zèle consciencieux, des chefs de station dont le regard sait aller au-delà de l'horizon étroit de leur mission locale, des fonctionnaires qui, justement préoccupés des conséquences que leur avis peut avoir, songent moins à grossir l'importance de leur situation personnelle qu'à épargner à leur pays de fausses démarches et des embarras!

En repoussant la pensée d'une augmentation de forces, l'amiral Halgan s'était imposé le devoir de ne laisser aucun intérêt en souffrance et de suppléer par l'activité de ses capitaines au chiffre limité de ses bâtimens. Ce devoir, il n'y faillit pas. Le 6 août 1821, le consul-général de Russie à Smyrne, « repoussé, nous dit M. David, par les commandans anglais et hollandais, qui craignaient de se compromettre, s'embarquait à bord de la flûte du roi l'*Ariége.* » Le même jour, l'amiral Halgan partait pour Salonique avec la frégate la *Guerrière,* sur laquelle il venait d'arborer son pavillon; le chevalier de Viella, commandant la *Fleur de Lis,* quittait les îles d'Ourlac et allait chercher M. Fauvel à Zea pour le reconduire à Athènes; la *Bonite* revenait de Chypre et de Rhodes; la *Jeanne d'Arc* retournait à Alexandrie. Sur tous les points de l'Archipel, notre escadre était en mouvement, notre pavillon, redouté ou appelé, se montrait à l'improviste. On retrouvait la France, et c'était sa marine qui la montrait ainsi renaissante, secourable à tous, généreuse et fière, inspirant tour à tour l'espoir aux opprimés, la terreur aux forbans. Tous nos officiers ne supportèrent pas sans dommage cet excès de fatigues; plusieurs payèrent de leur vie les services que notre drapeau rendit alors à la cause de l'humanité. Les fièvres paludéennes infestaient tout ce littoral, où les fleuves s'étaient endormis comme le peuple somnolent qui était venu dresser ses tentes sur leurs rives. Le commandant de la *Chevrette,* le lieutenant de vaisseau Gay, succombait le 23 septembre 1821 à une fièvre maligne. « C'est dans l'atmosphère de Salonique, écrivait M. David, que ce brave officier a pour ainsi dire aspiré le principe de sa maladie. Il est mort le lendemain de son entrée en rade de Smyrne, le onzième jour de sa maladie. Il est inhumé à côté du capitaine Serval que nous avons perdu trente-huit jours auparavant. »

La fièvre! voilà ce qui fera plus de ravages dans les rangs des armées grecques que le sabre des Turcs! voilà ce qui jettera bientôt sur les quais de Smyrne, dans le dénûment et dans le désespoir, une foule de jeunes enthousiastes, entraînés par l'ardeur à laquelle obéissaient alors les chrétiens, les sceptiques et les poètes; minés par la maladie, on les verra, au bout de quelques mois, venir demander aux consuls le pain dont la Grèce les laissera manquer, aux amiraux un passage sur nos bâtimens. Aucune souffrance ne trouva

dans cette cruelle guerre nos agens ni nos officiers insensibles, et, ce qu'il faut citer aussi à l'honneur de notre gouvernement, jamais la générosité qu'ils montrèrent ne leur fut reprochée, bien que cette générosité eût rarement l'occasion de s'exercer envers les amis politiques de la maison de Bourbon.

La fin de l'année 1821 fut marquée pour les Grecs par d'importans succès, et cependant un observateur clairvoyant aurait pu reconnaître que déjà le moment des premières épreuves approchait. La capitulation de Navarin avait suivi de près celle de Monembasia. Elle eut lieu le 19 août 1821. Si les Turcs voulaient sauver le peu de places maritimes qui restaient encore entre leurs mains, il fallait qu'ils se décidassent à faire sortir leur flotte. La saison était favorable. Les vents à cette époque sont généralement frais dans l'Archipel sans avoir la violence qui les fait redouter en automne. Les bricks grecs étaient rentrés le 24 août à Hydra. Dans la nuit du 6 septembre, le brick l'*Olivier*, commandé par le capitaine Bégon de la Rouzière, rencontra devant La Canée la flotte du capitan-bey. Composée de trois vaisseaux de ligne, de cinq frégates et d'environ trente corvettes ou bricks, cette flotte fut bientôt ralliée par les divisions égyptienne et algérienne. On comprend l'émotion qu'une semblable nouvelle dut causer dans les îles. Le chevalier de Viella, qui commandait, sous les ordres de l'amiral Halgan, la frégate la *Fleur de Lis*, fut témoin du découragement qui parut atteindre alors quelques-uns des chefs de l'insurrection d'Hydra. C'était moins la force des escadres ottomanes que la mutinerie de leurs propres équipages qui les faisait désespérer d'une cause « que, dans la première ferveur de leur enthousiasme, ils avaient appelée immortelle et sainte. » On peut se résigner à bien des sacrifices quand il s'agit d'affranchir sa patrie ; ce qu'il y a de plus difficile, c'est de triompher du dégoût qu'inspire à tout cœur bien né l'aspect irritant du désordre. Les îles albanaises n'avaient pas encore épuisé leurs ressources. Hydra se vantait de posséder 10,000 matelots et 80 navires. Il existait 60 bâtimens à Spezzia, 30 à Ipsara, mais les armemens étaient paralysés, les campagnes souvent interrompues au moment même où il eût fallu redoubler d'activité. Pendant qu'un des plus opulens primats d'Hydra dénonçait à l'amiral Halgan cette situation navrante et le sollicitait d'accorder à sa famille un asile, un sauf-conduit à ses capitaux, Kara-Ali jetait des provisions et des munitions dans les forteresses de Coron et de Modon. Il préservait ainsi ces deux places d'une reddition devenue imminente, et se gardait bien d'entrer dans aucun des golfes d'où ses navires peu alertes auraient eu quelque peine à sortir. Cette prudence de l'amiral ottoman déconcertait les Grecs. Sûrs d'incen-

dier avec leurs brûlots la flotte du sultan, si elle s'offrait à leurs coups au fond de ces entonnoirs, ils ne savaient plus comment l'attaquer depuis que les vaisseaux turcs s'obstinaient à rester sous voiles. « Les Grecs, écrivait l'amiral Halgan, attribuent cette habile manœuvre aux conseils d'officiers anglais embarqués sur l'escadre turque, et ils en ont conçu une très forte irritation contre l'Angleterre. » Le 18 septembre, le capitan-bey mouillait enfin, mais c'était sous le canon de Patras qu'il jetait l'ancre. Le 1er octobre, il envoyait dans le golfe de Corinthe le commandant de l'escadre égyptienne, Ismaël-Gibraltar, et le chargeait d'y détruire l'établissement que quelques pêcheurs grecs avaient fondé à Galaxidi, sur la côte occidentale de la baie de Salone.

Les Algériens furent mis à terre dès le point du jour. Forbans de profession, ils étaient plus que d'autres habitués à ce genre de coups de main. En quelques heures, ils avaient brûlé la ville, massacré les habitans et emmené à Kara-Ali trente-six bricks ou goëlettes. Fier de pareils trophées, Kara-Ali ne songeait plus qu'à rentrer à Constantinople; le 14 octobre, au moment où il sortait du golfe de Patras, Miaulis apparaissait à la tête de soixante voiles. L'amiral ottoman, dont les forces se composaient alors de quarante-deux navires de guerre, jugea néanmoins prudent de se réfugier dans les eaux de Zante. Pour quitter cet abri, il crut devoir attendre un vent favorable et frais qui le conduisît rapidement dans l'Archipel. Le 21 octobre, la flotte turque fut aperçue de Zea; elle faisait route sous toutes voiles pour les Dardanelles. Quelques jours après, Kara-Ali entrait dans le Bosphore traînant triomphalement après lui les trente-six prises d'Ismaël-Gibraltar, et montrant aux Turcs enthousiasmés 30 prisonniers pendus aux vergues du vaisseau-amiral. Constantinople était dans l'ivresse; Kara-Ali lui rendait un nouvel Hassan. Le sultan ne décerna pas encore au capitan-bey le surnom de victorieux; il le récompensa du succès de cette campagne par le grade de capitan-pacha.

La sortie de la flotte turque avait sauvé Modon, Coron et Patras; elle ne pouvait sauver ni Tripolitza, ni Corinthe. La ville de Tripolitza, bloquée depuis six mois, fut prise d'assaut le 5 octobre 1821 : 13,000 Turcs se trouvaient dans la place; 1,500 Albanais, réclamés par Ali-Pacha, en sortirent la vie sauve. On estime à 8,000 âmes au moins le nombre des musulmans qui périrent dans le sac de Tripolitza; ni le sexe, ni l'âge ne trouvèrent grâce devant les vainqueurs. Échappé par miracle au massacre général, un malheureux enfant fut recueilli dans ce désordre affreux par un capitaine philhellène. Amené en France par son sauveur, Mme la princesse Adélaïde se chargea de le faire élever; il est devenu un des

officiers les plus estimés de notre marine. 30,000 Moréotes environ s'étaient réunis devant Tripolitza; ils se partagèrent en trois corps. On avait trouvé dans la ville conquise vingt pièces de canon, plusieurs milliers de fusils et des munitions; c'en était assez pour serrer de plus près Modon, Coron et Patras, mais non pas pour tenter des approches régulières contre Nauplie, « sorte de Gibraltar respectable même pour de bonnes troupes, » ou contre Corinthe, dont la citadelle gardait les trésors du Timariote Kiamil-Bey, évalués à plusieurs millions. Cette dernière place céda, le 22 janvier 1822, aux promesses d'une capitulation trompeuse. La cruauté que montrèrent les Grecs en cette occasion, leur manque de foi, ne contribuèrent pas peu à prolonger la résistance des forteresses qui se défendaient encore.

Les principales opérations des insurgés avaient lieu en Morée. Sur tous les autres points, la révolution était tenue en échec ou ne poursuivait qu'avec une extrême lenteur ses progrès. Le 4 juillet 1821, la grande île de Candie avait pris les armes. A la suite du massacre de 400 Grecs, les Turcs, repoussés par les habitans des montagnes, qui étaient descendus dans la plaine pour prêter main-forte aux chrétiens, se trouvaient rejetés dans les trois villes de Candie, de La Canée et de Rethymo. Le 10 août, ils tentaient une sortie générale et ne réussissaient qu'à perdre quelques centaines d'hommes. « Ces succès, écrivait l'amiral Halgan, encouragent les Grecs, qui paraissent avoir dans cette île environ 30,000 hommes en âge de porter les armes; mais le tiers seulement est muni d'assez médiocres fusils. J'ai lieu de penser que les Candiotes seraient bien aises d'appartenir à une puissance européenne qui leur procurât des garanties pour leurs biens et pour leur liberté. A l'égard des Turcs, ils s'estimeraient heureux qu'on les tirât du mauvais pas où ils sont engagés en les transportant sur quelque autre point de la domination ottomane. »

L'amiral Halgan, qui soupçonnait les Anglais de convoiter secrètement la Morée, songeait-il donc aussi à trouver dans le grand naufrage quelque épave qui fût de nature à dédommager la France? Je n'affirmerais pas qu'une pareille pensée n'ait point un instant traversé son esprit, cependant il est certain qu'il ne s'y arrêta pas. Il n'était pas besoin d'ailleurs de préoccupations égoïstes pour chercher avidement le moyen d'arrêter ce terrible conflit. La Grèce, ravagée, menaçait de devenir bientôt une solitude. Le 7 août 1821, pendant son séjour au mouillage de La Mandri, le chevalier de Viella avait vu se précipiter vers le rivage, avec une partie de leurs troupeaux, les malheureux habitans de l'Attique, qui fuyaient devant le pacha de l'Eubée. Athènes, retombée aux mains des Alba-

nais, offrait l'affreuse image d'une place deux ou trois fois prise et reprise d'assaut. Les maisons demeuraient ouvertes à tout venant. Les portes, les fenêtres, les planchers, avaient disparu. En beaucoup d'endroits, il ne subsistait que les murs noircis; des débris immondes, des restes d'hommes et d'animaux souillaient les rues, où régnait un profond silence, à peine troublé par le pas des patrouilles. La population, qui avait été jadis de 10 à 12,000 âmes, s'était presque tout entière retirée dans l'île de Salamine, où, sous l'abri de quelques arbres chétifs, les habitans de Thèbes, d'Éleusis et de Condouri avaient également cherché un asile. Tel était le spectacle que présentait au mois de novembre 1821 la ville qui avait connu de si heureux jours sous la protection du chef des eunuques noirs, le kislar-aga. Les peuples ne marchent pas à la transformation de leurs destinées par des chemins de fleurs, et la génération qui a jeté le grain de blé dans le sillon ne doit guère s'attendre à le voir germer : trop heureuse si elle peut emporter l'espoir de léguer une tardive moisson aux enfans qu'elle laisse après elle!

Les rapides succès des insurgés en Morée ne faisaient que mieux ressortir l'impuissance relative de leurs efforts dans la Grèce continentale. Ces succès avaient lieu de surprendre tous ceux qui connaissaient les allures généralement timides des Moréotes, et qui les avaient vus quelques années auparavant se courber tout tremblans sous le sabre des Turcs. Leur meilleure fortune peut s'expliquer par deux circonstances qui les favorisèrent singulièrement au détriment des autres parties de la Grèce. Ces circonstances, qu'il importe de ne pas perdre de vue, furent la résistance opiniâtre du pacha de Janina et le plan de campagne adopté par le sultan Mahmoud. Avant de songer à étouffer la révolution dans le Péloponèse, le sultan avait voulu raffermir son autorité en Thrace et en Macédoine. Toute l'année 1821 fut employée par les Turcs à circonscrire l'insurrection et à lui opposer une barrière infranchissable de Janina au mont Pélion. Par cette conduite habile, Mahmoud s'exposait à sacrifier une parcelle de son vaste empire, mais il faisait avorter la conspiration qui avait osé espérer l'extinction de la domination ottomane en Europe.

Salonique et le territoire qui l'environne dans un rayon de dix à douze lieues formaient une sorte de place d'armes où les Turcs s'étaient établis en force pour s'opposer à la jonction des montagnards du Pélion, de l'Ossa et de l'Olympe avec les Stylites du mont Athos. Dès les premiers jours du mois d'août 1821, le chef militaire de Salonique avait détruit les villages dont il suspectait la fidélité. Chassée de ses demeures, la population s'était retirée dans la presqu'île de Cassandre et avait coupé l'isthme étroit qui sépare le

golfe de ce nom du golfe de Salonique. Des milliers de Grecs et quelques centaines d'Albanais chrétiens étaient venus l'y rejoindre; les Hydriotes avaient prêté leur appui, et les Turcs avaient dû assiéger cette nouvelle place de guerre avec environ 8,000 hommes. Le 15 août 1821, un assaut général fut repoussé; les massacres et les exécutions en masse vengèrent sur-le-champ cet échec. Les juifs de Salonique comme ceux de Constantinople et de Smyrne prêtèrent encore en cette occasion leur sanglant ministère; c'est à eux que revient l'honneur d'avoir relevé dans les états du sultan le pal, qui y était oublié depuis un demi-siècle. Une nouvelle attaque infructueuse, tentée le 3 octobre, avait coûté beaucoup de sang de part et d'autre. Un pacha plus habile fut chargé des opérations; des renforts considérables lui furent envoyés, et dans la nuit du 10 au 11 novembre la presqu'île de Cassandre fut enfin enlevée d'assaut. Cette victoire décisive, bientôt suivie de la soumission du mont Athos, arrêta court le soulèvement de la Roumélie.

II.

Au nord des golfes de Volo et d'Arta, les Turcs n'avaient plus d'autre ennemi à combattre que le gouverneur rebelle de l'Épire. Dès que ce pacha aurait succombé, la Porte serait en mesure de recommencer contre la Morée la foudroyante campagne d'Ali-Kumurgi. Le soin de leur propre sûreté conseillait donc aux Grecs de tenter une diversion en faveur du vieux lion de Tépédélen. Le plus utile secours qu'ils lui pussent donner eût été d'interrompre les communications de Kurchid avec la flotte ottomane, les îles ioniennes et l'Adriatique. Pour atteindre ce but, il eût suffi d'occuper les villes de Prevesa et d'Arta. Tel fut le projet qui, vers la fin du mois d'octobre 1821, réunit à Missolonghi les Albanais partisans d'Ali et les capitaines étoliens. La guerre de race se superposait ici à la guerre de religion. Les Tosques musulmans, associés aux Souliotes et aux Grecs pour combattre les Albanais de la Guégarie et les Slaves de la Macédoine, en étaient encore à découvrir les dangers que cette alliance pouvait faire courir à l'islamisme. Ce fut le récit des horreurs commises à Tripolitza et la vue des mosquées en ruines de Vrachori qui leur dessillèrent les yeux.

Quand Amurat II avait, vers le milieu du XVe siècle, conquis Janina, toute la contrée jusqu'aux rivages de la mer ionienne avait reconnu la domination musulmane, et plusieurs tribus chrétiennes avaient, pour prix de leur soumission, conservé le privilége de porter les armes. Dans l'Albanie du nord, ces tribus étaient catholiques; dans l'Albanie du sud, elles étaient orthodoxes, et entre

ces orthodoxes se distinguaient par leurs vertus guerrières les Souliotes, que devait immortaliser le siége de Missolonghi.

La montagne de Souli est située à 8 lieues de Sainte-Maure, 10 de Prevesa, 12 de Janina, 8 d'Arta. C'est une forteresse naturelle, défendue de trois côtés par des précipices perpendiculaires. Il n'existe qu'un étroit passage pour en gagner le sommet. Ce passage, de 3 milles environ de longueur, était gardé par trois tours distantes de 1 mille l'une de l'autre. En 1730, on comptait tout au plus 100 familles souliotes autorisées à porter les armes; en 1792, cette communauté recrutée peu à peu dans les tribus voisines se composait de 450 familles et pouvait mettre jusqu'à 1,500 hommes sur pied. L'habitude de la domination et le dédain des travaux manuels contribuent beaucoup à développer cette fierté martiale dont s'honoraient jadis les habitans de Sparte, et qu'on retrouvait encore, il y a quelques années, dans le Nouveau-Monde, chez les Virginiens. Les Souliotes n'avaient ni esclaves ni ilotes, mais ils étaient devenus, avec le consentement tacite des pachas albanais, les gardes armés d'un district chrétien sur lequel ils exerçaient l'autorité de chefs féodaux. Des paysans de race grecque cultivaient le sol pour la caste militaire qui les protégeait. Souvent en lutte avec leurs voisins, les agas musulmans, le butin que faisaient les Souliotes dans ces expéditions était chargé sur les épaules de leurs femmes, habituées à transporter les plus lourds fardeaux dans des sentiers qui eussent été impraticables même pour des mules. Les gouverneurs vénitiens de Parga et de Prevesa fournissaient des armes et des munitions aux guerriers de Souli, comme les gouverneurs de Cattaro en fournissaient aux sujets du Vladika.

Toutes les attaques dirigées contre les Souliotes depuis la reprise de la Morée par les Turcs avaient été repoussées avec perte. En 1792, le sultan Selim III donna l'ordre à Ali d'en finir avec ce repaire de brigands. Plus de soixante villages chrétiens avaient à cette époque consenti à leur payer tribut. Le pacha de Janina se mit immédiatement en campagne; mais il était de ces gens avisés qui n'hésitent jamais, « quand la peau du lion est trop courte, à y coudre un lopin de celle du renard. » Il avait attiré dans son camp un des capitaines souliotes les plus renommés, Zavellas, et il s'obstinait à le retenir prisonnier. La trahison n'a rien qui surprenne ces peuplades sauvages; c'est une manœuvre de guerre à laquelle leur état de civilisation les a de longue date habitués. Sans perdre son temps à s'indigner de la félonie du pacha, Zavellas ne songea qu'au plaisir qu'il éprouverait à tromper lui-même un trompeur. Ulysse pris au piége n'eût pas déployé plus d'astuce; Agamemnon ne se fût pas montré plus pénétré des droits que confère l'autorité

paternelle. Ali demandait au capitaine souliote de lui servir de guide à travers la montagne : à ce prix, il lui laisserait la vie et lui rendrait bientôt la liberté. Zavellas offrit davantage; il promit de déterminer ses compatriotes à se soumettre. Pour gage de sa foi, il fit venir son fils, et, partant pour Souli, le laissa derrière lui en otage; mais à peine eut-il mis le pied dans les gorges natales, qu'il adressa la lettre suivante au pacha. « Je suis heureux, Ali, d'avoir pu abuser un traître. Je pourrai donc défendre mon pays contre un voleur. Je sais que mon fils sera mis à mort, mais je le vengerai avant de succomber moi-même. Vous autres Turcs, vous m'appellerez un père cruel et inhumain; vous me reprocherez d'avoir sacrifié mon fils à ma propre sûreté. Voici ce que je vous réponds : si vous aviez pris la montagne, mon fils eût été tué avec les autres Souliotes, et personne n'eût vengé sa mort. Si au contraire nous sommes victorieux, j'aurai d'autres enfans, car ma femme est encore jeune, et les Turcs paieront amplement le sang que tu vas verser. » Zavellas fut tué dans la campagne, mais l'armée d'Ali fut battue.

Le rusé gouverneur n'était pas homme à rester sur un échec. Il appela de nouveau la diplomatie à son aide. Grâce aux querelles intestines qui ne cessent d'armer les membres de ces tribus indomptées les uns contre les autres, il lui fut facile de diviser ses ennemis. Photo-Zavellas, cet otage remis entre ses mains et qu'il avait épargné, devint son partisan; George Botzaris entra à son service. En 1799, il reprit les hostilités; la lutte finale eut lieu en 1803. Le 3 septembre, un traître vendit sa patrie pour douze bourses, environ 7,500 francs. Les sentiers de la montagne furent livrés à Veli-Pacha. Le 12 décembre, les Souliotes capitulèrent et obtinrent la faculté de se diriger sur Parga. Depuis trois ans, les îles ioniennes avaient été placées sous la dépendance de la Russie. Les Souliotes passèrent à Sainte-Maure et à Corfou; là ils vécurent pendant dix-sept ans de la charité publique ou s'enrôlèrent au service des maîtres que leur donnèrent successivement les vicissitudes de la politique. En 1820, quand Ismaël attendait de la flotte ottomane sa grosse artillerie et ses munitions, il songea, pour garder ses communications souvent attaquées par les partisans d'Ali, à rappeler de Corfou les Souliotes. Les exilés traitèrent avec le capitan-bey et furent débarqués en Albanie; mais bientôt l'or du vieil Ali les gagna. Le pacha de Janina leur fit compter 2,000 bourses, environ 1 million de francs, et promit de leur rendre les positions fortifiées qu'avaient occupées leurs pères. Dans la nuit du 12 décembre 1820, les Souliotes quittèrent subitement le camp du séraskier et marchèrent rapidement vers Souli. Huit jours après, ils étaient en possession du

fort de Kiapha. Au mois d'octobre 1821, les Albanais musulmans, les Souliotes et les Grecs, réunis au nombre de 3,000 hommes, pénétrèrent dans Arta et réussirent à y bloquer la garnison turque. La défection des musulmans rendit ce succès inutile : dès que les troupes envoyées par Kurchid pour dégager Arta se montrèrent, les Albanais déclarèrent aux Souliotes qu'ils s'étaient alliés aux Grecs pour délivrer Ali, mais non pas pour faire la guerre à la Porte; ainsi s'évanouissait le dernier espoir du pacha. L'alliance conclue entre ses partisans venait de se dissoudre, Ali de Tépédélen était livré à son sort.

Ali avait alors, suivant la version la plus probable, soixante-douze ans. Rien n'est plus difficile que de connaître exactement l'âge d'un Turc, à plus forte raison l'âge d'un Albanais. Dans les montagnes de l'Épire, comme dans celles où régnaient le prince des Mirdites et le Vladika, les naissances n'étaient constatées par aucun document authentique. On en rattachait généralement le souvenir à quelque événement dont la mémoire du peuple était restée frappée. « Je suis né, répondent encore les Monténégrins, au temps où un tel est mort. » Ali aimait, dit-on, à se rajeunir. Ceux qui l'ont vu en 1804, abusés peut-être par l'activité de ses allures et par la vivacité de son regard, lui donnèrent alors de cinquante à cinquante-cinq ans. Il était déjà très chargé d'embonpoint, et la longue barbe blanche qui lui descendait jusqu'à la poitrine l'eût fait prendre, quand il était accroupi sur ses riches coussins de velours, pour le plus placide des patriarches. Son air franc et ouvert, le son argentin de sa voix, la simplicité familière de ses discours, contribuaient encore à augmenter l'illusion. Le récit de ses cruautés avait cependant déjà ému l'imagination des contemporains, et en 1821 la France voyait en lui, suivant l'expression d'un critique, « une des plus belles horreurs que la nature eût produites. » On l'appelait le moderne Jugurtha; on prêtait à ses forfaits vulgaires des proportions épiques. Ali n'était, si l'on veut le juger de sang-froid, qu'un chef de bande dont il est facile aujourd'hui de prendre la mesure. Sa dissimulation, son impassibilité, la ténacité qu'il montra si souvent à poursuivre sa vengeance, ou à s'approcher pas à pas du but de ses ambitions, sont des traits communs à plus d'un guerrier montagnard.

« Je dois tout à ma mère, disait Ali; c'est elle qui m'a fait homme et qui m'a fait vizir. » Voici par quels conseils la matrone albanaise avait formé le cœur de cet enfant. « Souviens-toi, lui répétait-elle sans cesse, que celui qui ne défend pas son patrimoine mérite qu'on le lui ravisse. Le bien des autres n'est à eux que parce qu'ils sont forts. Sois plus fort qu'eux, le bien qu'ils possèdent t'appartien-

dra. » Telle fut longtemps la loi, telle est peut-être encore la morale de l'Albanie. En s'y conformant de bonne heure, Ali fit preuve d'une audace plutôt que d'une perversité précoce. A l'âge de quatorze ans, aidé de quelques vagabonds, il avait volé un troupeau de chèvres; à vingt-quatre, il occupait un rang distingué parmi les beys du pays. En 1787, on lui confiait, dans la guerre que la Porte soutenait alors contre l'Autriche, un commandement important. Les services qu'il rendit dans cette campagne lui valurent le pachalik de Tricala, en Thessalie. Sur ces entrefaites, le pacha de Janina vint à mourir et laissa son gouvernement en proie à des dissensions sanglantes. Ali leva des troupes, franchit la chaîne du Pinde et tomba comme un vautour au milieu des compétiteurs; quelques jours après, il entrait dans Janina. Gagnée par ses présens, la Porte, vers la fin de 1788, consentit à reconnaître cette usurpation, et lui imprima le sceau de l'autorité légitime. Dès ce moment, Ali n'eut plus qu'une pensée, agrandir ses domaines et anéantir les chefs qui eussent été tentés de suivre son exemple. La politique profondément habile de Venise aurait contrarié ses projets; la révolution française déblaya devant lui le terrain en faisant disparaître la puissance qui lui aurait jusqu'à la dernière heure contesté l'accès de la mer. Ali trompa successivement la France, la Russie, l'Angleterre; c'était jeu d'enfant pour un Albanais. Dès 1804, il avait élevé le chiffre de ses revenus à 10 ou 12 millions de francs. Ses moyens de gouvernement étaient simples. « Les Albanais, disait-il, me regardent comme un être extraordinaire. Voici les trois prestiges que j'emploie pour me les attacher : l'or, le fer et le bâton. Avec cela, je dors tranquille. » Il ne disait pas tout : au besoin, l'astucieux despote savait employer aussi la flatterie. L'amour-propre a autant de prise que la cupidité sur le cœur d'un Albanais. « Je connais votre courage, écrivait Ali aux capitaines souliotes, et j'ai grand besoin de votre secours. Rassemblez tous vos palikares, et venez me joindre. Votre paie sera double de la paie que j'accorde à mes Albanais, car je sais que votre valeur est supérieure à la leur. » C'est ainsi qu'il trouva des traîtres jusque parmi ses ennemis chrétiens, et qu'après quinze ans de diplomatie et de guerre il parvint à faire régner, à la façon de Rollon, le bon ordre dans son pachalik. Quand les voyageurs s'indignaient au récit de ses injustices, de ses perfidies, de ses férocités, il se rencontrait toujours à sa cour quelque philosophe pour tempérer leur exaltation.

« La conduite du pacha, disait-il, vous paraît atroce. Je le conçois; mais, il y a dix ans, si vous étiez venu dans la basse Albanie, vous y auriez été assassiné ou vendu comme esclave par ces mêmes gens qui vous servent aujourd'hui d'escorte, et qui vous offrent avec

tant de courtoisie l'hospitalité. » Pouvait-on, quand un pareil langage n'était que trop fondé, quand la sévérité du pacha justicier avait eu de tels résultats, s'étonner du calme imperturbable dont sa facile conscience faisait preuve et lui reprocher la faiblesse de se croire « aimé de ses peuples? » Il est certain que jusqu'à la dernière heure il trouva des dévoûmens dans les rangs de ceux de ses sujets sur lesquels sa tyrannie avait le plus durement pesé. S'il fut abandonné, ce fut par ses enfans et par ses favoris; les Albanais en général lui demeurèrent fidèles. Déclaré par le grand-seigneur *fermanly*, portant le poids terrible de sa proscription, il résista pendant dix-huit mois à toutes les armées de la Porte, et, même en succombant, laissa la révolution grecque comme un trait empoisonné au flanc de son maître. Ses intrigues avaient préparé ce soulèvement; son or l'entretint, sa ténacité lui donna le temps d'aboutir. Terminé plus tôt, le siége de Janina eût amené la ruine infaillible de l'insurrection. C'était au mois d'août 1820 que l'ennemi personnel et implacable du pacha, Ismaël, était venu camper sous les murs de Janina. Le cadi avait alors donné lecture de la sentence qui déclarait Ali excommunié, un marabout avait proclamé l'anathème qui retranchait le rebelle du nombre des mahométans orthodoxes; mais ces imprécations répétées par toute une armée n'avaient arraché qu'un sourire de dédain au gouverneur maudit. Ali avait encore 12,000 Albanais à sa solde, trois forteresses, 250 bouches à feu, des tonnes d'or et 300 ou 400 milliers de poudre, des alliés en Grèce et en Servie, des vivres en abondance.

Janina était à cette époque une ville de 40,000 âmes. Ali l'avait fait entourer d'une ligne de circonvallation; il n'avait point cependant l'intention de la défendre. Ce qu'il voulait disputer aux Turcs, c'était la possession des trois châteaux dont chacun pouvait exiger à lui seul un long siége. Une de ces citadelles était bâtie à l'extrémité orientale de la ville, une autre, composée de trois tours distinctes, défendait la presqu'île qui, touchant d'un côté à la ville basse de Janina, a ses trois autres faces baignées par le lac d'Achérusie. C'est dans cette péninsule qu'Ali avait établi son sérail et vivait d'ordinaire, entouré de ses gardes et de son harem, complétement isolé de ses sujets. Le lac d'Achérusie, alimenté par les eaux du Cocyte, couvre du nord au sud un espace de 4 lieues 1/2 environ. Les géographes lui attribuent de l'est à l'ouest environ 7 kilomètres de largeur; ses eaux baignent à l'orient la base inaccessible des derniers contre-forts du Pinde. Presque au milieu, plus rapprochée cependant de la rive orientale, s'élève une île, jadis couverte de sept monastères et d'un village, qu'Ali avait fait raser pour le remplacer par une troisième forteresse.

Le premier soin d'Ali, quand les troupes d'Ismaël s'étaient approchées des murs de Janina, avait été de faire évacuer cette ville par les habitans, de la livrer en pillage à ses arnautes, de l'accabler d'une grêle de projectiles pour la détruire et pour l'incendier. Il s'était ensuite retiré dans son château du lac, où il avait accumulé des vivres pour plus de quatre ans.

Tant qu'il n'eut à lutter que contre Ismaël, Ali put opérer plus d'une sortie heureuse. Les bestiaux des environs affluaient dans ses forteresses. Les choses changèrent de face lorsqu'au mois de mars 1821 Kurchid vint prendre le commandement de l'armée ottomane. Les deux vieillards étaient également opiniâtres, également intrépides et surtout également rusés; mais Kurchid avait de son côté toute la puissance religieuse du sultan. Au mois d'octobre 1821, le séraskier, déjà maître de la première citadelle, s'empara des forts de la presqu'île. Les canonnières qui assuraient au pacha la possession du lac durent se retirer devant le feu des batteries établies sur la péninsule, les bombes incendièrent les magasins établis dans l'île du lac. Les 450 femmes qui composaient le harem d'Ali furent obligées de chercher un abri sous des blindages où le scorbut et la fièvre exerçaient des ravages affreux. La fermeté stoïque du pacha ne se démentit pas; son embonpoint disparut. « Ses yeux ne brillaient plus que d'un feu sombre; » ses mains, dont l'élégance aristocratique le rendait si fier, étaient devenues les doigts décharnés d'un squelette. Le sommeil l'avait fui, et il ne s'y abandonnait que brisé par l'excès de la fatigue. Retiré au fond d'une casemate, il voyait peu à peu la défection lui enlever ses derniers défenseurs, il ne restait plus autour de lui que quelques séides ou des hommes trop compromis pour conserver l'espoir du pardon. Le 13 novembre 1821, Kurchid reçut un nouveau renfort de troupes asiatiques : l'armée de blocus se trouva ainsi portée à 25,000 hommes. Kurchid fit armer sur-le-champ une flottille dans l'intention d'attaquer l'île du lac. Vers la fin de décembre, le débarquement était opéré; 450 soldats albanais ouvrirent à Kurchid les portes de la forteresse. Ali fut réduit à s'enfermer avec une soixantaine de ses serviteurs dans la tour où il avait fait transporter des vivres, ses trésors et une énorme quantité de poudre. Là, il menaçait de se faire sauter et d'anéantir tout cet or que ses ennemis ne convoitaient pas moins que sa tête. C'est une des singularités de notre nature qu'il ne soit jamais plus rare de renoncer à la vie qu'à l'heure où la vie n'a plus rien à nous promettre; nous nous y cramponnons alors avec une ardeur sans égale. Ali avait cent fois bravé la mort sur le champ de bataille; il se laissa séduire par des promesses de clémence. Il quitta son asile et vint s'établir dans le couvent de Satiras, un des monastères bâtis sur l'île du lac, où le sé-

raskier lui avait fait préparer un logement splendide. Là, pendant sept jours, Ali, déjà au pouvoir de ses ennemis, n'en fut pas moins traité par eux avec la plus grande déférence. Il fallait lui arracher l'ordre de livrer aux troupes du sultan la tour où il avait placé sous bonne garde ses millions. Un autre lui-même, Sélim, veillait sur ce dépôt, et la mèche qui pouvait sur un signe du maître faire tout voler en éclats restait allumée. Ali céda; ce n'était plus qu'un enfant, jouet de ces artifices grossiers qu'il avait lui-même mis tant de fois en usage. Le 5 février 1822, il consentit à donner à Sélim l'ordre de faire évacuer par la garnison le réduit qui renfermait son trésor. Le premier soin des Turcs en entrant dans la citadelle fut de poignarder Sélim. Vers cinq heures du soir, Ali, entouré de ses officiers défaits et accablés, attendait l'acte de pardon qui lui avait été promis. Il vit entrer Méhémet-Pacha, qui avait succédé à Kurchid dans le pachalik de la Morée, Omer Brioni, un de ses anciens partisans qui, dès le début de la campagne, l'avait abandonné, le seliktar de Kurchid et quelques autres officiers de l'armée turque. L'entrevue se passa en paroles courtoises; mais au moment où les deux pachas allaient se séparer, marchant de front vers la porte de l'appartement, comme le voulait l'étiquette musulmane pour deux vizirs du même rang dans la hiérarchie officielle, à cet instant où Ali s'inclinait pour prendre congé de son hôte, Méhémet tira son kanjiar et le plongea dans le sein du pacha; puis, s'avançant avec calme vers la galerie extérieure : « Ali de Tépédélen, dit-il à ses suivans, Ali de Tépédélen est mort. » Le capidji de la Porte entra, sépara la tête du tronc et se dirigea vers la citadelle pour la montrer aux troupes. Les Albanais et les Turcs ne virent pas la chose du même œil, une rixe s'ensuivit dans laquelle il y eut de part et d'autre du sang versé; mais Kurchid, accouru, rétablit bientôt l'ordre. Il annonça aux mutins que la solde arriérée allait leur être payée et que dans quelques jours l'armée passerait en Thessalie pour se préparer à envahir la Grèce. Là, on trouverait du butin et des esclaves en abondance. Un semblable discours ne pouvait être accueilli qu'avec enthousiasme. Albanais et Turcs firent retentir l'air des mêmes acclamations : « Le chien Ali est mort. Longue vie au sultan Mahmoud et à son vaillant séraskier Kurchid! » Ainsi passe la gloire de ce monde! Ainsi en tout pays les masses oublieuses applaudissent au succès!

III.

Au mois de mars 1822, voici quelle était la situation générale des choses dans le Levant. Les Albanais étaient sans gouvernement; la Morée, la Grèce continentale, l'Archipel tendaient à se constituer

en corps de nation. Navarin, Monembasia, Tripolitza, Corinthe, étaient passées aux mains des Grecs; Coron, Modon, Nauplie, les châteaux de Patras, d'Athènes, celui de Caristo, dans l'Eubée, résistaient encore. Les Turcs se maintenaient dans Larissa et dans les vallées de la Thessalie. Les Grecs gardaient les défilés des Thermopyles; les montagnards de la chaîne de l'Olympe et du Pélion donnaient la main aux bandes armées de la rive droite du Vardar. Ces bandes, grossies des Albanais chrétiens que le vizir de Janina avait pris jadis à sa solde, ne se retiraient plus devant le pacha de Salonique; elles commençaient à le resserrer dans la ville. Fier du succès qu'il avait obtenu le 15 juillet 1821 sur les troupes de Kara-Ali, profitant de l'absence de la flotte ottomane, rentrée depuis le 4 novembre dans les Dardanelles, le monothète de Samos, Logothétis, avait débarqué à Chio le 22 mars 1822 avec environ 2,500 hommes. Après une escarmouche insignifiante, il était entré dans la ville, avait brûlé la douane, détruit deux mosquées et pris ses dispositions pour investir la citadelle. A cette nouvelle, les paysans que Tombazis n'avait pu décider à prendre les armes étaient accourus en foule sous les drapeaux du vaillant dictateur. Ainsi l'ensemble de l'Archipel était grec, à l'exception des trois villes de l'île de Candie, de la citadelle de Chio, des îles de Rhodes, de Cos et de Métélin. Le moment était venu de donner un gouvernement à cette agglomération; l'insurrection jusqu'alors s'en était passée. Les intérêts du fisc avaient surtout préoccupé les conquérans turcs quand sous Mahomet II ils avaient confirmé dans leur autorité les magistratures locales. Le souverain avait droit au dixième des récoltes. Les municipalités furent investies du soin de recueillir cette dîme territoriale qui devait se payer en nature. Les primats ou kodja-bachis furent avant tout des collecteurs de taxes. Chaque village élisait son représentant sous le nom de démogéronte; les démogérontes et le peuple des villes choisissaient à leur tour les proëstes, à qui était confiée en dernier ressort l'élection des primats. Des fermiers-généraux achetaient les revenus d'un district et les revendaient à ces agens. Forts du patronage que leur accordait le gouvernement ottoman, les kodja-bachis ne tardèrent pas, en dépit de ces apparences de suffrage populaire, à former en Grèce une aristocratie nouvelle et à mériter par leur insolence le nom qui leur a souvent été donné de « chrétiens-Turcs. » Deux fois l'an, ils se réunissaient à Tripolitza pour y arrêter, de concert avec le gouverneur et avec les évêques, les mesures relatives aux impôts et à la police. Telle était l'administration qui avait dirigé les premiers efforts des insurgés, pendant que le commandement militaire était successivement dévolu au bey Petro-Mavromichali et au prince

Démétrius Ipsilanti. Ce gouvernement rudimentaire eût pu à la rigueur suffire à la Morée; il ne convenait plus à la Grèce, désormais composée de quatre provinces distinctes, la Morée, les îles, la Grèce occidentale, la Livadie, comprenant la Béotie et l'Attique.

Le prince Alexandre Mavrocordato était arrivé au camp de Tripolitza le 8 août 1821. Né en 1787, descendant d'une famille de Phanariotes originaire de Chio qui avait fourni deux hospodars à la Valachie, le prince devait à sa longue carrière politique une notoriété qui le désignait au choix de ses compatriotes. On lui donna la direction politique de la révolution dans la Grèce occidentale. Un autre Phanariote, qui avait été représentant de la Porte à Paris, Théodore Négris, fut chargé d'organiser les provinces orientales. Le désordre et la dissension n'en gagnaient pas moins du terrain. On crut obvier à tout en édifiant une constitution provisoire et en créant une sorte de gouvernement représentatif dont le centre d'action serait établi à Corinthe. La première assemblée générale eut lieu à Argos au mois de décembre 1821; la constitution, promulguée le 13 janvier 1822, reçut du nouveau siége choisi pour les séances le nom de constitution d'Épidaure. Cet acte établissait un congrès national investi de l'autorité législative et un pouvoir exécutif composé de cinq membres. Le prince Alexandre Mavrocordato, président de ce conseil, fut en même temps le premier président de la Grèce; le Phanariote Négris devint son chancelier. La Grèce libre, — telle fut l'appellation par laquelle on désigna l'état qui devait lutter sept années encore pour sa liberté, — fut divisée en quatre provinces, les habitans furent partagés en quatre classes, suivant leur fortune. Ceux du cens le plus élevé furent invités à verser immédiatement 1,000 piastres dans le trésor public; les autres classes se trouvèrent également taxées en proportion de leur revenu. C'est ainsi qu'on espérait pourvoir à des besoins chaque jour plus pressans.

On voulait établir l'unité dans le gouvernement politique, mais cette unité ne présidait pas même à la direction des opérations militaires. L'armée grecque n'avait plus de commandant en chef. Colocotroni, « déjà célèbre par l'atrocité de ses brigandages, » s'était porté avec un corps de Moréotes vers Patras. D'autres corps opéraient sous les ordres du chef des Maniotes et des commandans des différens blocus. Le prince Démétrius se tenait isolé à Zeitouni. Pendant ce temps, une division de la flotte turque, composée en majeure partie de navires barbaresques et chargée de troupes de débarquement venues à sa rencontre dans le golfe d'Arta, se préparait à effectuer une descente dans le golfe de Lépante. L'Hydriote Condouriotti fut à cette nouvelle déclaré commandant en chef de la flotte. Il réunit de soixante à soixante-dix bâtimens et courut,

sans perdre un instant, à la recherche de cette division ottomane. Le 15 février 1822, le convoi turc, au nombre de soixante-six voiles, vint jeter l'ancre sur la rade de Zante; le 22, il se dirigeait vers Patras. Le 27 se montraient à leur tour les bâtimens grecs, « bien faibles, nous dit le rapport de l'agent consulaire de France, M. Reinaud, bien faibles et presque tous bricks marchands armés en guerre. » Avertie par les avis qui lui furent envoyés de Zante, la force turque activa ses opérations, laissa en arrière un bon nombre de ses transports et mit précipitamment sous voiles. Près du cap Papa, elle rencontra les Grecs; l'affaire se termina par une vive canonnade. Un vent très violent de nord et de nord-est sépara les combattans. Le lendemain, la division turque mouillait de nouveau devant Zante, et, trompant la surveillance des Grecs, s'échappait furtivement à la faveur de la nuit. Le désappointement fut extrême à Hydra et dans toute la Grèce. Rien n'avait plus contribué au succès de l'insurrection que la suprématie navale. Qu'arriverait-il si l'on venait à la perdre? Les bâtimens grecs étaient « chargés d'hommes entreprenans et capables, » mais impuissans à se mettre en travers de la flotte de Constantinople. Allaient-ils trouver dans les Barbaresques des adversaires en état de lutter d'agilité et d'adresse avec eux? Le découragement parut à cette époque faire de sensibles progrès, particulièrement dans les îles. Pendant que le blocus d'Athènes se poursuivait sous les ordres d'un ancien aspirant de la marine française, M. Voutier; pendant qu'un autre Français, le lieutenant de grenadiers Ballestre, homme de résolution, poussait vigoureusement la guerre en Candie, qu'un Alsacien dirigeait l'artillerie à Chio, que quelques autres Français, des Allemands, un ou deux Anglais allaient prendre place dans les rangs des palikares, l'amiral Halgan adressait au ministre de la marine, le 12 mars 1822, la copie de deux lettres « relatives à une proposition des principaux insulaires de l'Archipel. » — « Voici, disait l'amiral, l'objet de leurs sollicitations : ils demandent la protection de la France, ou, si cette requête est rejetée, la facilité pour les chefs de se rendre à Marseille avec leurs capitaux. J'ai écrit à M. le marquis de Latour-Maubourg à Constantinople que, sans entrer dans le fond de la question, sans même penser que le protectorat demandé pût être utile à la France, je croyais qu'il y aurait de l'inconvénient à abandonner absolument les Grecs à la vengeance de leurs anciens maîtres. L'une des conséquences immédiates de cet abandon serait sans doute une série de meurtres dont l'opinion publique s'irriterait en Europe, et dont probablement la Russie saurait tirer parti pour troubler le repos du monde. » Les Grecs, on le voit, n'étaient pas seuls découragés à cette heure; leurs protecteurs les plus sympathiques ne parlaient plus déjà que

de leur salut : ils n'auraient pas osé leur prédire le triomphe. La mort d'Ali-Pacha, le rassemblement de forces imposantes en Thessalie, l'activité des escadres légères envoyées au secours du sultan par les régences de la côte d'Afrique, le bonheur avec lequel le gros de la flotte ottomane avait réussi, depuis l'expédition infructueuse de Samos, à se soustraire aux attaques des brûlots, l'épuisement des ressources financières, la turbulence des masses, les divisions des chefs, tout se réunissait pour paralyser la défense, tout tendait à démoraliser les cœurs. Ce fut en cet instant critique, un des plus graves qu'ait traversés la Grèce, qu'on vit l'héroïsme d'un simple capitaine ramener la confiance et l'ascendant sous les drapeaux de la patrie.

Le gouvernement de Corinthe avait fait passer quelques pièces de canon à Logothétis; le monothète n'avait pu obtenir que la flotte grecque vînt s'opposer à l'envoi des troupes de la Porte. Le 11 avril 1822, le capitan-pacha Kara-Ali arrivait dans le canal de Chio; le lendemain, il mettait à terre 7,000 hommes. Les Grecs cette fois firent peu de résistance. Logothétis et ses soldats trouvèrent un refuge à bord de quelques navires ipsariotes; la malheureuse population qu'ils avaient compromise demeura tout entière à la merci des Turcs exaspérés : 40,000 personnes massacrées sans pitié ou vendues comme esclaves sur les marchés de l'Asie-Mineure payèrent le succès éphémère de Logothétis. Quand le dictateur de Samos avait débarqué à Chio, il y avait trouvé près de 100,000 habitans; quand les Turcs se retirèrent de cette île, on y eût à peine compté 30,000 âmes. Les Samiens, indignés, dégradèrent et exilèrent le chef dont la téméraire tentative avait eu cette effroyable issue; plus tard, le gouvernement d'Hydra rendit à Logothétis son autorité. Il fit bien, car les Hydriotes étaient assurément plus coupables que cet homme énergique; si Chio avait été dévastée, c'était moins parce qu'on l'avait soulevée que parce qu'on ne l'avait pas secourue.

Ce ne fut que le 10 mai 1822 que la flotte grecque, attirée par les désastreuses rumeurs qui s'étaient répandues dans tout l'Archipel, prit la mer à son tour; elle se composait de cinquante-six voiles et était commandée par André Miaulis. Confiant dans la désorganisation de la marine grecque qu'il avait appris à braver, le capitan-pacha vit approcher sans crainte, le 31 mai 1822, la flotte de Miaulis. Il appareilla sur-le-champ, et se porta au-devant de l'ennemi. Pendant trois jours, les deux flottes s'observèrent, se canonnèrent, le tout sans résultat. Plusieurs brûlots furent lancés contre la flotte turque; la brise était fraîche, aucun brûlot ne réussit à incendier un vaisseau ottoman. Les Grecs retournèrent découragés à Ipsara, les Turcs allèrent achever leur ramazan au mouillage

de Chio. Le 18 juin, les principaux officiers de la flotte ottomane se trouvaient réunis à bord du capitan-pacha : le ramazan finissait, les Turcs s'apprêtaient à célébrer la fête du baïram; la nuit était sombre et sans lune, la flotte turque s'était pavoisée de fanaux. Deux navires grecs entrèrent dans le canal. L'un gouverna sur le vaisseau de quatre-vingts canons que montait le capitan-pacha, l'autre s'attaqua au vaisseau de soixante-quatorze qui portait le pavillon du riala-bey. Ces deux navires étaient des brûlots; le premier appartenait au port d'Ipsara, le second avait été armé à Hydra. Le brûlot hydriote, qui avait accroché le vaisseau du riala-bey, s'en détacha, entraîné par la brise, et fut poussé tout en flammes au milieu des vaisseaux turcs sans en accrocher aucun. Le brûlot ipsariote était commandé par Constantin Canaris, le héros de la révolution grecque, un des plus rares courages dont les temps modernes aient offert l'exemple. Canaris introduisit le beaupré de son navire dans un sabord ouvert, et le brick fut ainsi amarré solidement au vaisseau turc à quelques pieds en arrière du bossoir. De cette façon, le vent devait porter les flammes vers le grand-mât du vaisseau ennemi. Ce fut alors, mais alors seulement, que Canaris alluma la mèche de sa propre main et sauta dans l'embarcation où ses compagnons l'attendaient. Trente-deux volontaires s'étaient offerts pour prendre part à cette expédition, tous avaient communié le matin. Le vaisseau turc fut bientôt une fournaise. Les flammes, en jaillissant par les écoutilles, avaient gagné les tentes établies pour ce jour de fête. Kara-Ali se jeta dans une embarcation; un débris de mâture vint l'atteindre à la tête. On le transporta mourant sur le rivage. Plus de 2,000 hommes étaient rassemblés à cette heure sur le vaisseau amiral; presque tous périrent dans cette nuit. Les canons échauffés partaient par intervalles et tenaient à distance les embarcations de secours; les chaloupes du vaisseau sombraient l'une après l'autre sous leur charge. La confusion était effroyable, la consternation serait impossible à décrire. Les chaloupes des brûlots traversèrent sans être inquiétées toute la flotte. A l'autre extrémité du canal, des bricks grecs les attendaient. Ces bâtimens reçurent les trente-deux volontaires revenus de leur mission sains et saufs, et les ramenèrent triomphans à Ipsara. Le capitan-bey avait pris le commandement de la flotte ottomane après la mort du capitan-pacha; il ne se crut plus en sûreté dans l'Archipel, et au lieu d'aller attaquer Ipsara ou Samos, comme on l'appréhendait, il s'empressa de regagner, poursuivi par la flotte grecque, l'asile habituel des Turcs découragés. Le 2 juillet, les vaisseaux ottomans jetaient l'ancre sous le canon des châteaux des Dardanelles. Les Chiotes étaient vengés, et de nouveau la mer appartenait aux Grecs.

IV.

Le contre-amiral Halgan avait quitté l'Archipel avant qu'on y apprît la catastrophe de Chio. Rappelé en France par ses devoirs parlementaires, — il était député, — il partit de Smyrne le 5 avril 1822, après avoir remis le commandement de la station au capitaine de la *Jeanne d'Arc*, M. le vicomte de La Mellerie; il arriva en rade de Toulon le 1er mai, y purgea sa quarantaine, et fut reçu le 31 mai à Paris par le ministre de la marine, qui était alors M. le marquis de Clermont-Tonnerre. Les derniers jours passés par l'amiral à Smyrne y avaient été signalés par de nouveaux services rendus à la cause de l'humanité. Constantinople était calme, mais à Smyrne « les tueries partielles » avaient recommencé. Le 1er octobre 1821, l'amiral avait reçu dans son propre canot trois malheureux Grecs que l'on poursuivait; le 4 novembre, il avait fait passer sur l'*Active* 192 réfugiés qui assiégeaient la maison du consul, et les avait fait transporter dans une des îles de l'Archipel. C'était aux soldats candiotes que l'on attribuait les désordres : ces misérables avaient attaqué de nuit la maison du pacha et l'avaient contraint à capituler; ils demandaient à être ramenés à Candie. L'amiral consentit à les faire escorter, espérant qu'il pourrait ainsi rendre quelque tranquillité à Smyrne; mais, les Candiotes partis, les meurtres continuèrent. L'attaque tentée par les Samiens sur Chio le 23 mars 1822 avait réveillé toute l'irritation de la milice. Les Grecs ne pouvaient plus sortir de leurs maisons. Des femmes, des enfans, tombaient à chaque instant sous les coups de la populace. La terreur de 93 n'était rien auprès de ce régime de barbarie. Plus de 2,000 familles durent alors la vie à l'intervention du consul-général de France, à la vigoureuse attitude de l'amiral. Souvent au milieu du calme le plus profond on entendait des cris, des pas précipités; c'était une femme en pleurs qui fuyait devant une patrouille, ou qui allait s'abattre toute sanglante, atteinte par la balle d'un pistolet. L'amiral Jacquinot était enseigne de vaisseau sur la gabare la *Lionne;* il me racontait, il y a quelques jours à peine, ces scènes déplorables dont un triste hasard l'avait rendu témoin. Nos navires de guerre n'avaient jusqu'alors fait de leur droit d'asile qu'un usage en quelque sorte timide et clandestin; ils l'exercèrent désormais au grand jour sans se soucier des Turcs et sans se mettre en peine des conventions diplomatiques du Bosphore. Le roi sage et prudent que les hommes d'état appelaient à cette heure le Nestor de l'Europe ne désapprouva pas cette conduite; il lui donna au contraire son assentiment le plus chaleureux. Lorsque le 3 juin 1822 l'amiral Halgan lui fut présenté, voici les propres paroles que

Louis XVIII lui adressa : « Je regrette, amiral, que nous ayons renoncé aux usages de l'antiquité; je vous aurais surnommé Halgan le Sauveur. » Le 4 juin, ouvrant la séance des chambres, il rappela, non sans émotion, les services rendus par les forces navales du Levant aux infortunés « dont la reconnaissance était, dit-il, le prix de ses sollicitudes. » Les paroles royales trouvèrent de l'écho dans cette grande assemblée. « La France, s'écriait M. de Bonald, a fait ce qu'elle devait faire. Secourable au malheur, le pavillon blanc l'a cherché partout; dans ces déplorables événemens, il n'a vu que des victimes. » Le général Foy, Lafayette, unirent leurs suffrages à celui de l'orateur monarchique. La France était contente d'elle-même, et elle avait raison de l'être. Son tort, ce n'est pas, comme toute une école politique voudrait le prétendre, d'avoir été trop souvent généreuse, c'est d'avoir imprudemment compté sur la générosité des autres. A quelques années de là, livré aux pensées un peu sombres qu'inspirent aux plus résignés la retraite et le crépuscule de la vie, l'amiral Halgan relisait son journal de bord. « Je sens, disait-il, que ces réminiscences n'ont plus d'attrait que pour moi. Les événemens de 1821 et de 1822 se sont déjà effacés de la mémoire des hommes; ils ont passé dans le courant du fleuve d'oubli, emportés par ces flots que pressent tant d'autres flots. » Puissé-je à mon tour en avoir rajeuni le souvenir pour l'honneur d'un brave amiral, pour la gloire de la marine et pour la consolation de la France!

M. le vicomte de La Mellerie conserva peu de temps le commandement de la station du Levant. Une dépêche ministérielle du 18 juin 1822 vint bientôt appeler à ce poste important M. le chevalier de Viella, commandant de la *Fleur de Lis;* mais déjà un autre officier, l'ancien capitaine de l'*Aigrette*, le chevalier de Rigny, qui commandait alors la frégate la *Médée*, avait reçu l'ordre de se rendre dans l'Archipel et d'y aller remplir une mission temporaire. Cet officier était investi d'une confiance qu'il méritait à tous les titres et à tous les degrés. Fils d'un ancien capitaine au régiment de Penthièvre, neveu de l'habile ministre qui rétablit le premier l'honneur de nos finances, il avait à la fois le mérite et la faveur. A l'âge de quarante ans, il avait déjà fait plus de campagnes de guerre, assisté à plus de combats, mieux appris à cette école son métier de soldat et de matelot que beaucoup de ces vétérans qui affectaient de le traiter encore en officier de cour. Né en 1782, entré dans la marine en 1798, le chevalier de Rigny était sur la *Bravoure* dans l'engagement que soutint cette frégate contre le navire anglais la *Concorde*, sur le *Muiron* pendant le combat d'Algésiras. En 1803, il entrait dans le corps des marins de la garde; en 1806 et 1807, il suivait les mouvemens de la grande armée en Prusse,

en Pologne, en Poméranie. Il prenait part aux batailles d'Iéna et de Pultusk, aux siéges de Stralsund et de Graudentz. En 1808, il se distinguait en Espagne aux combats de Rio-Seco, de Somo-Sierra, de la Sepulveda, à la prise de Madrid. L'année suivante, il faisait la guerre en Autriche. La restauration le trouva capitaine de frégate depuis 1811; ses services lui avaient valu sous l'empire, peu prodigue de pareilles préférences, un avancement exceptionnellement rapide. A ceux qui eussent été tentés de le lui reprocher, le capitaine de Rigny aurait pu raconter ses campagnes, l'enlèvement du village de Borselen, près de Flessingue, le commandement du brick le *Railleur* et de la frégate l'*Érigone*; il aurait pu au besoin leur montrer trois blessures. Le gouvernement connaissait son tact, sa prudence, sa sûreté d'appréciation; il l'envoyait dans le Levant non pas précisément pour contrôler les rapports du contre-amiral Halgan, mais pour avoir deux impressions indépendantes au lieu d'une. C'est ainsi que le gouvernement anglais, tout en laissant à l'amiral sir Graham Moore la haute direction des affaires, avait cru devoir placer sous ses ordres un jeune commandant qui fut pendant six ans le rival du capitaine et plus tard de l'amiral de Rigny, qui lui disputa la faveur des Grecs et ne s'éclipsa que devant la gloire du vainqueur de Navarin. Le capitaine Hamilton avait paru sur la rade de Smyrne le 18 août 1821 avec la frégate anglaise la *Cambrian*. « Dans les visites que nous avons échangées, écrivait le consul-général M. David, il m'a dit qu'il était né à Paris de la famille du fameux comte. Il est allié par conséquent à celle des Grammont, et il a soin de le faire remarquer. C'est un bel homme, froidement poli. » Tel était l'officier que nous verrons l'Angleterre opposer parfois avec succès, le plus souvent avec désavantage, à un homme dont rien n'a jamais pu troubler la ferme et honnête raison, qui, suivant les expressions d'un illustre ministre, bien digne de le juger, « savait conserver dans les crises politiques le sang-froid du capitaine et élever l'art de commander jusqu'à l'esprit de gouvernement. »

Partie de Toulon le 28 mars 1822, de Palerme le 16 avril, la *Médée* arrivait à Milo le 2 mai. Le 12 août, elle quittait Smyrne pour rentrer à Toulon. En trois mois, elle avait visité l'Archipel, la côte de Syrie et l'Égypte. Le chevalier de Rigny vit d'abord les Grecs abattus par leurs revers; il les retrouva en revenant d'Égypte exaltés et retrempés par l'héroïsme de Canaris et de Nikétas. Ses rapports font foi de ce double mouvement d'opinion. « Les Grecs, avait-il écrit de Milo le 9 mai 1822, ont été aiguillonnés jusqu'ici par l'espoir d'une puissante diversion en leur faveur. On peut croire, si cet appui leur manque, que la plupart d'entre eux se soumettront plus facilement encore qu'ils ne se sont soulevés. Pour se

faire une juste idée de la mesure et de la durée de leurs succès, il faut examiner comment et sur qui ces succès ont été obtenus. Aux premiers rangs de l'insurrection figurent d'abord les insulaires d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara. Les habitans de ces trois rochers, qui fournissaient annuellement une partie des équipages de la flotte turque, ont tourné contre la Porte les forces qu'ils mettaient autrefois à son service. Agissant dans une mer semée de détroits, ils ont pu, par le nombre de leurs bâtimens, intercepter tous les passages, fermer les communications et bientôt, isolant les châteaux du Péloponèse, les faire tomber les uns après les autres aux mains des Moréotes. Ceux-ci, favorisés par l'occupation que donnait aux Turcs Ali-Pacha, ont pu s'emparer de Corinthe, de Tripolitza, remuer l'Attique, rejeter les Turcs dans la citadelle d'Athènes, et lier ces mouvemens à ceux des Grecs du Pinde et de la Macédoine; mais tout a bien changé depuis que la chute d'Ali-Pacha laisse au sultan la disposition de ses troupes et que la flotte turque est sortie des Dardanelles. Les Grecs ne paraissent plus compter sur la Russie; ils se plaignent des Anglais et quelques-uns commencent à parler du désir qu'ils auraient de porter à sa majesté leur hommage incertain. »

A Cos, où la *Médée* mouillait le 16 mai; à Rhodes, où elle touchait le 18, le chevalier de Rigny n'entrevoyait aucun danger pour la domination du sultan. « La population grecque, disait-il, y balance à peine la population turque. » A Chypre, des désordres graves avaient éclaté, le mousselim s'était retiré à Nicosie, et les troupes d'Abdullah, pacha d'Acre, qui formaient seules la garnison de l'île, y mettaient tout à feu et à sang. Le 19 avril étaient arrivés à Larnaca 1,500 hommes expédiés d'Alexandrie par le pacha d'Égypte : le commandant de ce nouveau corps, Salik-Bey, avait jugé prudent de se débarrasser à tout prix des mutins; il leur avait fait un pont d'or et les avait renvoyés en Syrie sur les bâtimens mêmes qui l'avaient amené, au risque de les y voir prendre parti pour le pacha d'Acre, en ce moment rebelle à la Porte et contre lequel marchaient les pachas d'Adana, d'Alep et de Damas.

La puissance de Méhémet-Ali avait considérablement grandi depuis le jour où le commandant de l'*Aigrette* lui rendait visite au mois d'août 1817. Sentant la nécessité d'avoir des troupes sur lesquelles il pût compter quand il plairait à la Porte de le déclarer rebelle à son tour, le pacha d'Égypte, après avoir composé un corps de mamelouks dans la Haute-Égypte, cherchait à constituer de nouveaux bataillons avec les noirs qu'il tirait du Darfour et du Dongola. Dans ce corps, dont il avait confié l'organisation à un officier français, le colonel Sève, il venait d'introduire des fellahs. C'est ainsi qu'il avait pu envoyer 1,500 soldats à Chypre, 5,000 hommes

en Candie, et qu'il gardait encore tout prêt à s'embarquer un contingent semblable. « Le port d'Alexandrie, écrivait le capitaine de Rigny à la date du 20 juin, présente un spectacle des plus animés. On y compte près de deux cents bâtimens de diverses nations, dont quatre-vingts autrichiens. »

De retour à Smyrne le 4 août, M. de Rigny n'y rencontra pas le nouveau commandant de la station, le chevalier de Viella, occupé avec la *Fleur de Lis* à visiter les îles; mais il eut des nouvelles de la *Cambrian*. Le capitaine Hamilton avait déjà fait parler de lui. Il venait de réclamer « avec les formes les plus impératives, » 25 Grecs passagers sur un bâtiment ionien que l'escadre algérienne avait arrêtés. « Après quelques difficultés suivies de démonstrations hostiles de la part du capitaine anglais, le commandant algérien, autorisé par le capitan-bey, avait fait la remise des Grecs. »

C'est sous la préoccupation d'un dernier effort qui les pouvait trahir que le capitaine de Rigny, visitant Hydra et le golfe de Nauplie avant d'opérer son retour en France, trouva les Hydriotes. « L'observateur le plus froid, dit-il, ne fût pas resté insensible au spectacle de cette population émue, s'agitant sur son rivage, bientôt peut-être désert, préparant ses armes et ses vaisseaux; décidée, si celles-là sont impuissantes, à chercher sur ceux-ci un refuge et à transporter ses pénates sur une rive étrangère. » Quelques chefs insurgés pouvaient se bercer de l'idée que la chrétienté assemblée en congrès à Vérone allait s'occuper de leur sort; les plus avisés méditaient tristement sur la sanglante exécution de Chio et jetaient un regard suppliant vers le rivage hospitalier de la France. Quant au peuple, il avait recouvré tout son enthousiasme. Ce n'était plus seulement le nom de Canaris qui volait alors de bouche en bouche. Les delhis de Dramali-Pacha avaient rencontré leur maître; Nikétas venait de mériter le nom de turcophage. La campagne de 1822 avait débuté par une immense et générale inquiétude; le mauvais emploi que les Turcs firent de leur armée en changea subitement le cours. Les fautes de Dramali et du nouveau capitan-pacha donnèrent à la Grèce la citadelle d'Athènes et Nauplie.

V.

L'acropole d'Athènes, ravitaillée par Omer Vrioni vers la fin de l'année 1821, ne se rendit aux Grecs que lorsque l'eau des citernes se trouva complétement épuisée. La garnison capitula le 21 juin 1822. Il y avait alors 1,150 personnes dans l'acropole; 180 seulement étaient en état de porter les armes. Malgré les efforts des consuls de France et d'Autriche, MM. Fauvel et Gropius, la plupart des prisonniers furent massacrés. Les Grecs auraient même violé

les demeures des consuls, où 325 personnes s'étaient réfugiées, si deux navires français, la gabare l'*Active* et la goëlette l'*Estafette*, n'étaient, par un heureux hasard, venus mouiller au Pirée. Les capitaines de Reverseaux et Hargous n'hésitèrent pas à mettre à terre une partie de leurs équipages. Nos marins, dirigés sur Athènes, escortèrent de cette ville au Pirée, les armes chargées et la baïonnette au bout du fusil, les malheureux qui avaient cherché un asile sous la protection de notre drapeau.

La capitulation d'Athènes eut un grand retentissement en Europe. Ce nom magique trompait les imaginations sur l'importance d'un événement qui passa presque inaperçu à Constantinople. Le sultan Mahmoud se croyait alors assuré de reconquérir la Grèce, et l'orage de son courroux s'amassait en Thessalie. L'armée rassemblée à Larissa par le séraskier de Roumélie se montait à plus de 20,000 hommes: 8,000 cavaliers, milice féodale commandée par cinq pachas et par les beys de la Thrace et de la Macédoine, s'étaient joints à l'infanterie albanaise qui venait d'achever le siége de Janina. Aussitôt que les chevaux eurent mangé au printemps l'orge verte, suivant la coutume immémoriale des Timariotes, le pacha de Drama, chargé par le vieux Kurchid de diriger l'invasion, franchit le Sperchius. Jamais, depuis le temps où Ali-Kumurgi reprit la Morée sur les Vénitiens, la Grèce n'avait vu pareille pompe militaire. Saisi de terreur, le commandant de l'Acro-Corinthe fit massacrer les prisonniers turcs laissés à sa garde et abandonna la forteresse dont la défense lui avait été confiée. Le 17 juillet 1822, Dramali établit son quartier-général à Corinthe, le 24 il campait dans la plaine d'Argos; mais le commandant turc avait compté sans la détresse de la contrée qu'il envahissait. La Morée n'était pas un pays qui pût nourrir une armée imprudemment séparée de ses magasins. La disette, les fièvres et la dyssenterie ruinèrent plus sûrement que la guerre les troupes qui s'étaient crues victorieuses parce qu'elles n'avaient point eu à combattre. Il n'y avait pas quinze jours que Dramali occupait Argos qu'il dut songer à se replier sur Corinthe. Les Grecs sous Nikétas l'attendaient à la sortie du Dervend. Je l'ai visité en 1833, ce sombre défilé où s'engouffra la cavalerie turque: sur les deux flancs de la montagne, les pierres amoncelées, dont la crête abritait les assaillans embusqués et soutenait le canon des longues carabines, subsistaient encore. Il était facile d'apprécier l'habileté des préparatifs accumulés pour arrêter les Turcs et de s'étonner de l'incurie du chef qui avait négligé de garder un pareil passage. Les Delhis entassés au fond du ravin essayèrent vainement de pousser plus avant. Il leur eût été plus difficile encore de rétrograder; Ipsilanti, Dikaïos, s'étaient longtemps à l'avance postés sur leurs derrières. Les Tima-

riotes jonchèrent de cadavres le clair ruisseau qui serpente doucement au milieu des myrtes et des lauriers-roses. Ce fut alors qu'ils voulurent gravir les pentes d'où les Grecs presque sans péril les fusillaient. Le courage du désespoir ne les sauva pas. Le carnage fut horrible, le butin fut immense.

Le 8 août 1822, Dramali, à la tête d'une seconde colonne, prenait une autre route. Il fut également attaqué par Nikétas et par Ipsilanti. Trop heureux de pouvoir échapper à de tels adversaires en laissant entre leurs mains ses bagages, il regagna Corinthe avec les débris de sa cavalerie; là le reste de son armée ne tarda pas à se fondre. Le fier pacha, qui avait rêvé la gloire de rendre à l'islam la péninsule rebelle, ne résista pas à la douleur et à l'humiliation de sa défaite. Son patron et son protecteur, le séraskier Kurchid, s'était empoisonné; il mourut lui-même à Corinthe dans la fleur de l'âge le 8 décembre 1822.

Après la retraite désastreuse de l'armée de Roumélie, il ne restait plus d'espoir à la garnison de Nauplie que dans les secours que pouvait encore lui apporter la flotte. Déjà les vaisseaux turcs partis des Dardanelles sous les ordres du capitan-bey s'étaient montrés à l'entrée du golfe; mais ils avaient bientôt poursuivi leur route vers Patras. Là le nouveau gouverneur de la Morée, l'exécuteur impitoyable des ordres du sultan, l'assassin du pacha de Janina, Méhémet, promu par sa hautesse à la dignité d'amiral, avait pris le commandement de la flotte ottomane. Le 20 septembre 1822, cette flotte revenant de Patras fut signalée par la vigie d'Hydra. La frégate la *Fleur de Lis* avait quitté le matin même le mouillage de la baie de Saint-Jean, où s'était réfugié le gouvernement grec. Elle passa au milieu de la flotte hydriote qui sortait à la hâte du canal d'Hydra pour se porter à la rencontre de l'escadre turque. « Tout était à Hydra dans la plus grande rumeur; la population entière se tenait sous les armes. » Quatre-vingt-quatre voiles ottomanes se dirigeaient vers le golfe de Nauplie. Les Grecs n'avaient que soixante voiles, la plupart bricks de huit à quatorze canons, à leur opposer. Le lendemain, 21 septembre, on aperçut distinctement du pont de la *Fleur de Lis* « les deux flottes aux prises par pelotons, un brûlot se consumant, une scène, nous dit M. de Viella, remplie d'émotion. » Le brûlot était un brick grec qu'une frégate algérienne avait abordé, le prenant pour un brick de guerre. Avant de se jeter dans l'embarcation qui suivait à la traîne, l'équipage du brûlot prit le temps de mettre le feu à la mèche. Les voiles de la frégate s'enflammèrent et 50 hommes périrent dans ce commencement d'incendie.

Le lundi 23, quelques heures avant le coucher du soleil, la *Fleur de Lis* sortait des passes d'Hydra; la tête de la flotte ottomane était

déjà engagée dans le golfe. « La flotte grecque de l'arrière se rassemblait en groupes. » Six vaisseaux de ligne, plus de quatorze frégates ou corvettes, quarante ou cinquante bâtimens de guerre, favorisés par la brise régulière qui souffle tous les jours en été du large, abandonneraient-ils la place affamée qui leur tendait les bras? Se laisseraient-ils barrer le chemin par une flottille dont le plus fort bâtiment, construit pour le commerce des blés, ne portait pas à cette heure vingt canons?

La nuit se passa tranquillement. Au point du jour, la *Fleur de Lis* était à petite distance de l'escadre turque. A huit heures du matin, le chevalier de Viella envoya un de ses officiers, le lieutenant de vaisseau Graëb, présenter au capitan-pacha les complimens d'usage. Un drogman de l'ambassade de France servait d'interprète. Le capitan-pacha congédia tous ses familiers; quand il se vit seul avec l'officier français : « J'ai dans mon escadre, lui dit-il de sa voix la plus caressante, un brick autrichien chargé de grains pour l'approvisionnement de Nauplie; ne pourriez-vous pas lui donner l'escorte jusqu'au fond du golfe? » M. Graëb ne put contenir l'expression de son étonnement. « Je ne crois pas, dit-il, mon commandant disposé à se charger de la protection d'un bâtiment neutre. » — Le capitan-pacha insistait. — Si ce navire était placé sous le pavillon de la France, il était bien sûr que personne n'oserait y toucher. — M. Graëb s'inclina respectueusement et se retira.

Le golfe offrait alors le plus beau spectacle. La flotte turque avec ses quatre-vingt-quatre voiles en remplissait l'entrée. Devant cette flotte se dressait, à moins de 10 ou 12 milles, la citadelle de Nauplie, dont les défenseurs croyaient déjà toucher le secours promis. A gauche, les bricks grecs, en panne sous leurs huniers, n'attendaient qu'un signal pour se couvrir de voiles. Le calme venait de succéder au vent de terre qui avait régné toute la nuit. Vers dix heures, les premières bouffées de la brise du large commencèrent a se faire sentir. L'immense flotte allait donc entrer triomphante à Nauplie et y ramener l'abondance! Les officiers de la *Fleur de Lis* virent avec stupéfaction les Turcs serrer le vent et prendre une direction tout autre que celle qui les eût conduits vers les assiégés. Un brick couvert des couleurs autrichiennes s'était au même instant détaché du milieu de l'escadre. Il passa près du capitan-pacha et courut vent arrière vers le fond du golfe. Ce brick n'alla pas loin : deux croiseurs grecs, cachés sous l'île Tolon, parurent tout à coup et lui donnèrent la chasse. L'autrichien se dirigea d'abord vers la baie de Saint-Jean, où venait de mouiller la frégate française; bientôt il reprit sa route; au bout de quelques instans il hésitait encore, enfin, après avoir montré une extrême indécision dans sa manœuvre,

il se résigna et mit en panne pour attendre les deux grecs, qui l'amarinèrent.

Le 26 septembre, à la pointe du jour, la *Fleur de Lis* appareillait de la baie de Saint-Jean. Soixante-quinze voiles ottomanes croisaient à l'entrée du golfe dans un désordre qui ne permettait pas de pressentir les intentions du capitan-pacha. Les Grecs, alertes et vigilans, se tenaient entre Spezzia et la côte de Morée. « La disproportion de leurs forces, écrivait le chevalier de Viella, leur a suggéré la pensée d'équiper une partie de leur flotte en brûlots. Ils en ont à peu près quarante, dont la moitié au moins est pourvue de véritables artifices. L'essai qu'ils en ont fait sur le vaisseau du dernier capitan-pacha et quelques autres tentatives du même genre ont tellement intimidé les Turcs que les vaisseaux ottomans n'osent plus prendre un mouillage en présence de leurs ennemis; ils se laissent harceler le jour et la nuit sans savoir comment se délivrer des agiles navires qui les guettent. On ne peut voir avec indifférence la création presque magique de ces escadrilles qui réussissent si bien à paralyser les flottes ottomanes. »

Le soir même, la *Fleur de Lis* quittait ces parages; le capitan-pacha faisait voiles vers La Sude, le plus vaste mouillage de l'île de Candie, laissant la garnison de Nauplie en proie à une affreuse famine. Le 9 avril 1822, 20 livres de blé avaient été données pour dernière distribution à chaque soldat turc. Le capitan-pacha eût pu détacher son convoi à Nauplie sous l'escorte de ses bricks et de ses corvettes, les frégates et les vaisseaux de la flotte ottomane auraient suffi pour couvrir le mouvement; mais Méhémet se sentait surveillé par des ennemis dont il connaissait l'audace. Le cœur lui manqua. De tous les services que Miaulis devait rendre à son pays, le plus grand, le plus considérable par ses conséquences, ce fut assurément celui qu'il lui rendit en ce jour. Sans commettre l'imprudence de s'engager à fond, il sut tenir en échec toutes les forces navales de la Turquie rassemblées à grands frais pour secourir le Gibraltar de la Morée. Il fit ainsi tomber cette place réputée imprenable. Nauplie, que les habiles manœuvres de la flotte d'Hydra allaient donner à l'insurrection, serait aux mauvais jours le boulevard de la Grèce, le dernier obstacle contre lequel viendrait se briser la puissance d'Ibrahim. La garnison de La Palamide, véritable nid d'aigle qui domine du haut de ses escarpemens la ville de Nauplie, ne recevant pas de vivres, montrait peu de penchant à défendre plus longtemps cette forteresse. Les Grecs l'occupèrent le 12 décembre 1822, à la suite d'une escalade tentée par surprise.

A cette nouvelle, Colocotroni accourut de son camp d'Argos.

Des négociations s'engagèrent et la ville consentit à capituler. Le capitaine Hamilton, de la *Cambrian*, qui commandait la station anglaise, se trouvait alors à Hydra; il quitta précipitamment ce mouillage. La conduite de nos officiers, à l'occasion de la capitulation d'Athènes, avait éveillé dans son cœur une noble émulation. Ses sympathies pour la cause des Grecs n'étaient pas douteuses, et il n'avait jamais pris soin de les dissimuler; mais il ne croyait pas qu'il pût mieux servir cette cause sainte qu'en la préservant, fût-ce par une violence salutaire, des excès auxquels on l'avait vue trop souvent se laisser emporter. La *Cambrian* mouillait sous les murs de Nauplie au moment même où, sans s'inquiéter des engagemens souscrits, les bandes moréotes voulaient pénétrer de vive force dans la place. Hamilton représenta aux Grecs qu'accusés en mainte occasion d'avoir enfreint et ensanglanté leurs traités, il leur importait de changer sur ce point l'opinion de l'Europe. Les Grecs murmuraient; le capitaine anglais offrit son assistance aux Turcs. Un article de la capitulation stipulait que les assiégés seraient transportés à Scala-Nova, sur la côte d'Asie, par des bâtimens grecs. Hamilton jugea plus prudent de se charger lui-même de ce transport. La *Cambrian* reçut à son bord 450 Turcs, et les débarqua, le 13 janvier 1823, à Smyrne; 37 de ces malheureux étaient morts d'épuisement pendant la traversée. L'attitude du gouvernement anglais avait semblé jusqu'alors indécise. On pouvait croire ses vues intéressées; on avait à coup sûr sujet de les trouver vagues et ambiguës. La démarche toute personnelle du capitaine Hamilton rapprochait très sensiblement la politique du cabinet de Saint-James de celle dont le cabinet des Tuileries avait, avec une remarquable netteté, tracé à nos chefs de station la marche et les limites. Les puissances chrétiennes ne pouvaient, dans un pareil conflit, admettre qu'un désir, adopter qu'une conduite : elles se devaient à elles-mêmes d'abjurer hautement toute pensée de convoitise sur de sanglantes dépouilles. Au lieu de songer à profiter de ces affreux malheurs, il valait cent fois mieux s'occuper de les faire cesser, il fallait se jeter entre les combattans, non pas pour les piller, mais pour les inviter, pour les contraindre même à s'épargner mutuellement.

Après être resté quelque temps à La Sude, le capitan-pacha était venu mouiller entre Ténédos et la côte de la Troade. Le 10 novembre 1822, la flotte ottomane était à l'ancre devant Bezika dans une sécurité complète. Ses éclaireurs, qui surveillaient l'approche de l'armée de Miaulis, ne lui avaient rien signalé de suspect; deux brûlots profitèrent des premières lueurs incertaines du jour pour se glisser sans bruit entre les vaisseaux turcs. C'était encore Cana-

ris, le destructeur de Kara-Ali, le vainqueur de Chio, qui ne croyait pas en avoir assez fait. Le brûlot de cet intrépide Ipsariote accrocha le vaisseau du capitan-bey et l'enveloppa en quelques minutes dans un tourbillon de feu et de fumée. L'incendie fut si rapide que peu d'hommes, sur 800 dont se composait l'équipage, réussirent à y échapper. L'autre brûlot fut cette fois encore moins heureux. Il avait abordé le vaisseau du capitan-pacha, mais il s'en détacha, entraîné par le courant dont le capitaine qui le conduisait avait mal jugé la force et la direction. Canaris seul était dans ce genre d'attaque infaillible : héros digne de faire battre le cœur des poètes, marin que tout homme de mer ne se lassera pas d'admirer, Canaris avait en moins de six mois détruit deux vaisseaux et anéanti 3,000 hommes. Son nom prononcé suffisait pour faire fuir les escadres.

La flotte de Méhémet avait coupé ses câbles et mis dans le plus grand désordre à la voile; ce ne fut qu'au bout de quelques jours qu'elle parvint à se rassembler de nouveau devant les Dardanelles. Une corvette s'était jetée à la côte sous Ténédos; une autre, abandonnée par son équipage, flottait comme une épave au milieu de l'Archipel. La gabare l'*Active*, envoyée à sa recherche sur les pressantes instances du pacha de Smyrne, parvint à la retrouver, après cinq jours d'inutile croisière, dans les environs de Tchesmé.

Justement indigné de la conduite qu'avait tenue sa flotte, le sultan avait songé à lui défendre l'approche de la capitale, mais l'engagement des équipages était expiré. Le sultan s'apaisa, et dès les premiers jours de décembre la flotte reçut l'ordre de remonter jusqu'à Constantinople. Grands et petits, tous les bâtimens se trouvaient dans un fâcheux état. On les jugea sagement incapables de reprendre la mer avant le printemps prochain. Les Grecs, de leur côté, firent l'éconòmie de la majeure partie de leur flotte. Ils ne conservèrent que quelques corsaires qui, après avoir infesté les côtes de Caramanie, de Syrie et d'Égypte, après avoir été attaquer les bâtimens turcs jusque dans le port de Damiette, donnèrent à la navigation neutre de si justes sujets de plaintes, que les stations européennes, occupées à prévenir ou à poursuivre leurs déprédations, trouvèrent dans cet ingrat service l'occasion d'un redoublement d'activité. Ce fut alors que de toutes parts, à Marseille, à Malte, à Trieste, sur nos bâtimens même, on se mit à maudire la Grèce; mais la Grèce était désormais à l'abri des caprices de l'opinion étrangère. Les derniers succès de ses flottes et de ses armées avaient consacré ses droits à l'indépendance.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

L'ÉDUCATION DES FILLES

EN RUSSIE

ET LES GYMNASES DE FEMMES.

I.

La grande Catherine est le premier souverain russe qui se soit préoccupé de l'instruction des femmes. En 1764, elle fonda sur les bords de la Neva, dans le couvent de la Résurrection, bâti par l'impératrice Élisabeth, une maison d'éducation pour les jeunes filles. Elles étaient au nombre d'environ cinq cents, moitié de la noblesse, moitié de la bourgeoisie; on y entrait à six ans, et on en sortait à dix-huit. Une directrice française d'origine, Mme Lafond, avait sous ses ordres huit inspectrices et quarante institutrices ou maîtresses de classe. Non-seulement les élèves étaient admises gratuitement, mais l'impératrice leur fournissait une dot à la sortie : 2,000 roubles pour les jeunes filles de l'aristocratie, 100 pour celles de la bourgeoisie. Une distinction aussi tranchée entre les jeunes filles nobles et roturières à une époque où la noblesse russe avait déjà perdu toute signification politique était surtout vicieuse dans une maison d'éducation. Les unes étaient vêtues d'étoffes fines, les autres de tissus grossiers : aux premières, on enseignait les « arts d'agrément, » les autres apprenaient à coudre, à blanchir, à faire la cuisine. On ne voit pas que Catherine II ait obéi à une préoccupation d'un ordre plus haut que le point de vue pratique. « Nous les élevons, écrivait-elle à Voltaire, pour les rendre les délices des familles dans lesquelles elles entrent; nous ne les voulons ni prudes ni coquettes, mais bonnes mères de famille et capables de prendre soin de leur maison. » Un autre caractère de son système d'éducation, c'était la crainte des influences de la maison paternelle. L'idéal de l'éducation

russe, c'était un rigoureux internat qui supprimait autant que possible les vacances et les rapports avec la famille; on eût dit que Catherine considérait la société de son temps comme en proie à une contagieuse corruption, et qu'elle croyait ne pouvoir élever une génération pure et chaste qu'à cette condition. Elle entourait d'une tendresse presque maternelle cette jeunesse captive, elle comblait d'honneurs et de caresses les élèves les plus distinguées, et les autorisait à porter toute leur vie, pendu à leur côté, le chiffre en or de l'impératrice. Elle prenait plaisir à venir se délasser ou se purifier au contact de ces innocences; comme Mme de Maintenon, elle aimait à leur faire représenter devant elle des pièces françaises. En un mot, l'existence que menaient les jeunes élèves de la Résurrection, c'était la vie du cloître avec une échappée sur les splendeurs et les séductions des cours, — la vie du couvent, mais d'un couvent qui avait pour abbesse la grande Catherine.

Son œuvre n'était donc point parfaite : elle nourrissait chez ses élèves des rivalités, des prétentions, déjà surannées, de castes et de classes; elle voulait se passer de la collaboration des parens dans l'éducation des enfans, elle obéissait à une préoccupation trop étroite des exigences immédiates de la vie. Pourtant c'était un progrès. Le luxe même que déployait Catherine II dans toutes ses créations, luxe qui pouvait avoir une influence fâcheuse sur de jeunes personnes pauvres, à qui une dot de 2,000 roubles ne devait point assurer la fortune, servait du moins à évellier l'opinion et à relever aux yeux de la nation russe l'importance d'une question si négligée jusqu'alors, l'éducation des femmes. En outre, malgré ce mot de couvent, il ne faut pas perdre de vue que nous assistons ici à la première tentative d'éducation laïque. On ne concevait alors en Russie, même après Pierre le Grand, que l'enseignement donné par le clergé. Les parens pleuraient quand on les forçait à conduire leurs enfans dans d'autres écoles, comme au temps de saint Vladimir les mères russes se désespéraient de voir pour la première fois leurs fils obligés d'apprendre cette dangereuse espèce de sorcellerie, la lecture et l'écriture.

Une autre impératrice donna un développement plus considérable à l'idée de Catherine. Maria-Feodorovna (Sophie de Wurtemberg), la veuve de Paul Ier, se consacra tout entière à la fondation d'hôpitaux, de salles d'asile, surtout d'établissemens d'éducation pour les jeunes filles. L'immense fortune qu'elle attribua par testament à ces œuvres de bienfaisance est aujourd'hui entre les mains d'une administration spéciale, le *département de l'impératrice Marie,* qui constitue la quatrième section de la chancellerie de l'empereur.

Pendant longtemps, on ne parut se soucier que de l'éducation des jeunes filles nobles; alors s'élevèrent les *instituts*. Ils sont aujourd'hui en assez grand nombre; il y en a sept principaux à Saint-Pétersbourg, l'*Institut patriotique* et l'*École d'Élisabeth* au Vassili-Ostrof, la *Société d'éducation des demoiselles nobles* et l'*École d'Alexandre* au couvent de Smolna, les *Instituts de Paul, de Nicolas* et *de l'ordre de Sainte-Catherine*. Il y en a quatre à Moscou, ceux de Sainte-Catherine, d'Alexandre, d'Élisabeth, et l'*Institut Nicolas* pour les orphelines, qui se trouve dans les bâtimens de la Maison d'éducation (*Vospitalnyi dome*), création grandiose de Catherine, le plus colossal édifice de Moscou. Enfin il y en a une quinzaine dans les villes de gouvernement; on en trouve un à Irkoutsk, en Sibérie. Ces établissemens ont conservé quelques-uns des caractères de la première fondation de Catherine II. On leur a reproché de négliger la partie scientifique de l'instruction, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles et mathématiques; aujourd'hui leurs programmes et leur enseignement se rapprochent de plus en plus du plan d'études des gymnases. En revanche, on y a toujours appris les langues vivantes et surtout le français avec une perfection qu'on ne saurait atteindre ailleurs : les élèves, grâce à l'internat, sont en rapports continuels avec des maîtresses qui s'entretiennent avec elles en français, en allemand ou en anglais; des élèves externes au contraire oublient facilement au foyer domestique les langues étrangères.

Ces instituts, nous venons de le dire, sont des internats; pour certains d'entre eux, par exemple pour les orphelines Nicolas, on ne saurait même imaginer un autre régime. Or on a tout dit sur les inconvéniens de l'internat en général. Quels que soient le dévoûment, la supériorité même d'éducation des personnes qui sont appelées à suppléer les parens, il est impossible, dans la plupart des cas, qu'elles les remplacent complétement. Il y a quelque chose de factice et d'anormal dans cette vie claustrale, privée des consolations, des conseils, de l'expérience qu'on trouve dans la famille. Cette règle uniforme, qui promène son inflexible niveau sur les caractères et les organisations les plus diverses, détruit à la longue l'individualité. Ce n'est pas impunément que pendant quinze ans on a été condamné à travailler, à dormir, à manger, à s'amuser à une heure fixe qui est la même pour des centaines d'autres enfans. Depuis quelques années, dans les instituts de Russie, on s'est un peu relâché de la rigueur première de ce régime : on admet les parens à des heures déterminées au parloir; presque partout on a institué des vacances.

On pourrait encore reprocher aux instituts d'avoir conservé le

caractère exclusif du premier établissement de Catherine II ; n'entre pas qui veut à l'institut. Pour ne parler que de ceux de Saint-Pétersbourg, on n'admet, à la Société d'éducation pour les demoiselles nobles, que les filles dont le père a pour le moins le grade de colonel ou le titre de conseiller d'état. A Sainte-Élisabeth, on ne reçoit, même à titre de pensionnaires payantes, que les filles dont les pères ont acquis la noblesse héréditaire : les bourses de la couronne sont réservées aux filles des dames qui sont chevalières de l'ordre de Sainte-Élisabeth et aux filles de militaires qui ont au moins le grade de capitaine d'état-major. A l'école d'Alexandre, on exige au moins le *tchin* de lieutenant-colonel ou de conseiller titulaire. L'institut Paul est le plus démocratique de tous : on exige encore un certain *tchin* pour les bourses, mais l'on reçoit comme pensionnaires des filles de toute condition, pourvu que le père ne soit pas soumis à l'impôt de la capitation. Un bourgeois (*mèchtchanine*) dont la bourgeoisie est bien constatée, un marchand dûment inscrit dans une *ghilde*, peuvent donc y envoyer leur enfant ; mais la fille du paysan même libre, du cultivateur même riche et aisé, s'en trouve exclue. En admettant que quelques instituts aient entr'ouvert la porte à des jeunes filles non nobles, on peut poser en principe que les instituts ne sont pas faits pour les filles de la bourgeoisie, sans parler de la répugnance que le bourgeois pourrait avoir à se séparer de ses filles et à les voir élever dans des idées étrangères à leur condition. Toutefois on ne saurait refuser son tribut d'admiration à l'œuvre de l'impératrice Maria-Feodorovna : vingt-six grandes maisons d'éducation sont ouvertes aujourd'hui aux filles de la noblesse russe, une classe si nombreuse, et qui en somme, grâce à l'anoblissement que confèrent les services administratifs et militaires, se recrute perpétuellement dans les rangs de la bourgeoisie.

Les femmes de la dynastie de Romanof ont donné là un grand exemple. Elles ont employé au relèvement de leur sexe non pas seulement les revenus de l'état, mais leur fortune particulière. Elles ont surtout payé de leur personne, et rendu à leurs pupilles le bienfait de l'éducation plus cher encore par de délicates attentions. Les solennités des instituts sont des fêtes à la fois pour l'école et pour le palais. L'impératrice, l'empereur, les princes de la famille impériale, assistent aux distributions de récompenses, tiennent à fêter à tour de rôle les élèves qui sortent du couvent pour entrer dans la vie. Dans les résidences des environs de Saint-Pétersbourg, à Tsarskoe-Sélo, à Péterhof, il n'est pas rare de rencontrer dans les appartemens impériaux des portraits d'élèves sorties de l'institut, des photographies de promotions entières qui ont voulu offrir un

souvenir collectif aux protecteurs de leur maison d'éducation. Ces jeunes filles qui souvent, en sortant du palais impérial paré en leur honneur, sont obligées de se mettre en quête d'une place fort modeste, emportent de cette splendeur d'un jour, dans leur condition nouvelle, un précieux souvenir, un encouragement, parfois aussi des regrets, des illusions. N'importe; rendons cette justice aux souverains russes : déjà dans la fondation des instituts, ils ont montré qu'ils faisaient de l'instruction des femmes une affaire de cœur, bien plus, une affaire d'état.

En attendant, la bourgeoisie semblait oubliée : l'institut lui étant à peu près fermé, il ne lui restait que les pensions particulières. Il est peu probable que ces établissemens privés fussent supérieurs, sous le rapport des programmes et des méthodes, aux instituts; le grand mouvement d'études et de progrès pédagogique ne date guère que du commencement du règne actuel. Rappelons-nous un des plus malicieux passages de Gogol dans ses *Ames mortes*. Il nous fait pénétrer dans l'intérieur du gentilhomme campagnard Tchitchikof et de sa femme Manilova, nous trace le portrait des deux époux, nous décrit leur bonheur tranquille et les « surprises » dont l'épouse régale périodiquement son mari, par exemple à l'anniversaire de sa naissance un bonnet grec brodé de ses mains ou un étui à cure-dents enrichi de grains de verre. « Manilova a reçu une bonne éducation; or la bonne éducation, comme chacun sait, se donne dans les *pensionnats*, et dans les pensionnats, comme chacun sait, il y a trois choses qui font la base des perfections humaines : la langue française, indispensable pour le bonheur de la vie de famille, le piano pour faire passer d'agréables momens à son époux, enfin, ce qui constitue spécialement la partie économique, savoir broder des bourses et faire des surprises. Du reste, on a introduit divers perfectionnemens et diverses modifications dans les méthodes, surtout en ces derniers temps; tout dépend de la sagesse et de la capacité des chefs de pensionnat. Il y en a où l'on procède de cette façon : d'abord le piano, puis la langue française, et alors seulement la partie économique. Ailleurs c'est par la partie économique que l'on commence, c'est-à-dire par la broderie et les surprises, puis la langue française, enfin le piano. Il y a diverses méthodes. » Diverses méthodes sans doute; mais avouons qu'elles semblent toutes avoir pour point de départ celle de Catherine II.

Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1855. A cette époque, l'impératrice actuelle, Maria-Alexandrovna (Maximilienne de Hesse-Darmstadt), prit conseil de pédagogues russes distingués, et résolut de faire pour la bourgeoisie ce que Maria-Feodorovna avait fait pour la noblesse. Le nouveau règne s'annonçait par de vastes projets de

réformes; pendant qu'Alexandre II préparait l'affranchissement des serfs, sa femme se vouait, elle aussi, à une œuvre d'émancipation.

C'est en Allemagne et en Suisse qu'il fallait chercher les modèles que la Russie allait dépasser. Un des plus beaux types d'écoles de filles (*Töchter-Schule*) est celle qui s'ouvrit à Berne vers 1836 sous le nom d'*École pour les filles de la ville* (*Einwohner-Mädchenschule*) et dont Frœhlich prit la direction vers 1840. Elle avait été fondée par une société d'actionnaires. Frœhlich y organisa en même temps l'enseignement secondaire (six classes) et l'enseignement primaire (quatre classes). Il compléta son système en créant une *école d'enfans* et une école de perfectionnement. Cette dernière était une sorte d'école normale où les jeunes filles se formaient aux fonctions d'institutrice; à côté de celles qui se destinaient à l'enseignement venaient s'asseoir d'autres jeunes filles qui voulaient s'initier à la science pédagogique pour se consacrer plus utilement un jour à l'éducation de leurs propres enfans. Le cycle total des études pouvait donc comprendre une quinzaine d'années : l'enfant entrait à l'école vers quatre ou cinq ans, la jeune fille en sortait à dix-neuf ou vingt ans. Frœhlich a formulé dans une série d'axiomes les principes du système nouveau, opposés de tout point à ceux de la grande Catherine II. « Le but de l'éducation féminine, dit-il, *est le même pour toutes les classes*. Riche ou pauvre, l'enfant ne doit être rien de plus, ne doit être rien de moins qu'une fille obéissante, une bonne sœur, une jeune fille vertueuse, et, dans le reste de sa carrière féminine, une épouse fidèle, une mère dévouée, une intelligente maîtresse de maison... Il s'agit d'*éveiller toutes ses forces intellectuelles* et de leur donner un développement suffisant pour qu'elle soit capable de poursuivre par elle-même le but de la vie dans les conditions qui lui sont imposées par son sexe... L'éducation des jeunes filles se fait *à la fois dans la maison et dans l'école*; à la famille incombe surtout le devoir de l'élever pour son rôle futur dans la maison et dans la famille, à l'école le devoir de cultiver son esprit... Dans les rapports de l'école et de la maison, il n'est pas douteux que le rôle de la famille ne soit prépondérant (1). » Frœhlich, aidé par une pléiade d'excellens maîtres et maîtresses, a formé un grand nombre d'élèves, qui allèrent porter dans toute la Suisse et l'Allemagne ses principes et ses méthodes.

L'impératrice Maria-Alexandrovna, qui sans doute avait assisté dans sa patrie d'origine au développement de ces institutions, chargea le professeur Wychnegrobski d'aller étudier en Allemagne les écoles de filles. Son rapport ayant été favorable, on se mit à

(1) *Die Einwohner-Mädchenschule in Bern;* Berne 1861.

l'œuvre. Le conseiller de l'impératrice eut à combattre les objections financières; il fit remarquer que les pensionnats existans vivaient de leurs propres ressources, que par conséquent les *écoles pour les jeunes filles externes* (tel fut le premier nom des gymnases féminins), tout en faisant mieux, ne coûteraient pas plus à proportion; illusion que l'expérience devait détruire. Dans tous les gymnases de filles, le produit de la rétribution scolaire est insuffisant à couvrir les grandes dépenses de matériel et de personnel qu'un établissement de ce genre doit s'imposer lorsqu'il veut répondre dignement à sa destination. Pour l'année 1872, il y a un excédant de dépenses sur les recettes qui varie pour les gymnases de Saint-Pétersbourg entre 4,000 et 8,000 roubles; le déficit est comblé au moyen des fonds que fournit le *département de l'impératrice Marie* (1). Toutefois, comme on y est encore sous l'influence des premières illusions, on a quelque peine à s'habituer à ces continuelles demandes de fonds. Jusqu'à présent, il n'y a pas de budget régulier pour les gymnases féminins dépendans de la quatrième section; pour chaque exercice, pour chaque dépense imprévue, il faut s'adresser au *département*.

De son côté, le ministère de l'instruction publique n'a pas voulu rester en arrière : sous ses auspices, surtout depuis le règlement du 24 mai 1870, se sont élevés 54 gymnases et 108 progymnases. Il faut y ajouter 2 écoles supérieures qui par leurs programmes se rapprochent des gymnases, et 22 écoles secondaires qui se rapprochent des progymnases. C'est un total de 186 établissemens scolaires comprenant 23,400 élèves, et d'où sortent annuellement, avec le certificat d'études complètes, un millier de jeunes filles.

Un certain nombre de ces gymnases, surtout de ceux qui sont situés dans les provinces allemandes, lithuaniennes et polonaises, sont entretenus exclusivement aux frais du trésor; le gouvernement n'épargne pas l'argent lorsqu'il est question de faire prévaloir la langue ou les idées russes dans les *provinces frontières*. Il y a neuf gymnases de filles, rien que dans l'arrondissement universitaire de Varsovie; chacun d'eux a 14,000 roubles par an pour son entretien. La somme totale des dépenses pour l'entretien des 54 gymnases et 108 progymnases de filles, en y ajoutant les 22 écoles de second ordre, s'est élevée en 1871 à 624,100 roubles (2 millions 1/2 de francs). Le gouvernement ne fournit que 50,000 roubles; le reste est couvert par les allocations des villes, celles des états provinciaux et la rétribution scolaire. Ces établissemens sont en

(1) La dépense totale des six gymnases et du cours pédagogique est de 150,670 roubles, sur lesquels le *département* en fournit 43,600. En somme, ces établissemens se suffisent à eux-mêmes dans une très large mesure.

progrès; dans le seul arrondissement de Kazan, le chiffre des élèves est monté de 3,224 à 6,776; mais revenons aux gymnases qui dépendent de la quatrième section.

Aujourd'hui les gymnases féminins qui ressortissent au *département* sont à Pétersbourg au nombre de six : Marie, Kolomna, Alexandre, Liteinaïa, Pierre et Vassili-Ostrof. Le gymnase Marie, qui est le plus ancien et le plus considérable, compte cette année 605 élèves, les autres en ont moins (1). Il faut ajouter aux six gymnases le progymnase de la Nativité; il diffère des gymnases en ce qu'il n'a pas les trois classes supérieures. Enfin au gymnase Alexandre est joint un établissement d'un caractère particulier, les *Cours pédagogiques*. A Moscou, il y a quatre gymnases féminins qui comptent ensemble 1,275 écolières. Néanmoins ces établissemens sont déjà considérés comme absolument insuffisans; on est à l'œuvre pour de nouvelles créations. Outre les gymnases des deux capitales, on en trouve déjà quinze dans les villes de gouvernement, à Kief, à Kamenetz de Podolie, Jitomir, Mohilef, Minsk, Vitepsk, Kovno, Grodno, Riazan, Simbirsk, Astrakhan, Vychneï, Volotchek (gouvernement de Tver), Tsarskoe-Sélo et Gatchina. Ces deux derniers pourraient rentrer dans la liste des gymnases de Saint-Pétersbourg. On remarquera que les huit premiers de ces gymnases sont situés dans la partie occidentale de l'empire; la quatrième section s'est inspirée sans doute des mêmes motifs que le ministère de l'instruction publique pour la multiplication des écoles dans « les provinces occidentales de la Russie (2) : » aussi les Russes de l'intérieur se plaignent-ils sans cesse que les « frontières » absorbent à leur détriment tout le budget de l'instruction publique. La plupart des établissemens de province portent le nom de gymnases Marie : double hommage à Maria-Feodorovna, dont la libéralité a fourni leur dotation, et à Maria-Alexandrovna, fondatrice des gymnases féminins en Russie.

Si la création du premier institut, au temps de Catherine II, avait semblé une nouveauté hardie, quel a dû être l'effet produit il y a une quinzaine d'années par l'apparition des gymnases? Les instituts au moins étaient encore des demi-couvens; si l'instruction y était donnée par des laïques, le régime intérieur ne différait pas trop de celui du cloître. Ils avaient du couvent la vie en commun, la règle sévère, l'internat rigoureux; quelquefois ils occupaient d'anciens cloîtres, et se trouvaient à l'ombre sacrée de quelque tem-

(1) Marie 605, — Kolomna 536, — Alexandre 348, — Liteinaïa 307, — Vassili 278, — Pierre 270, — Tsarskoe-Sélo 115, — Nativité 101, — Cours pédagogiques 156.

(2) Euphémisme qui, dans la langue administrative, sert à désigner la Pologne.

ple. Les gymnases féminins au contraire étaient essentiellement fondés sur le principe de l'externat. Ces établissemens se chargent de l'*instruction* des enfans; pour leur *éducation*, ils réclament la collaboration de la famille. Ainsi dans cette Russie où, jusqu'à Pierre le Grand, les femmes étaient condamnées à la réclusion du *terem*, on verra, comme en Allemagne, les jeunes filles coudoyer la foule et fréquenter les écoles publiques. Un second principe non moins essentiel des gymnases féminins, c'est qu'ils sont ouverts aux jeunes filles de toute condition et de toute religion. Dans un pays où les préjugés de classe ne sont pas encore éteints, cette nouveauté ne pouvait manquer de faire scandale; comment le conseiller privé actuel se résoudra-t-il à laisser son enfant fréquenter une école où elle rencontrera des jeunes filles dont les pères n'ont même pas obtenu le huitième rang du *tchin*, qui confère la noblesse héréditaire? Le *tchinovnik* même de dixième ou de douzième rang sera-t-il flatté de voir son rejeton fréquenter des filles de marchands et d'artisans? Parmi les négocians, il n'y a pas moins de distinctions : on est marchand de première ghilde et marchand de troisième ghilde, et l'on aime à « garder son rang. » Sans parler de ces petites misères de la vanité, ne pouvait-on pas craindre que les jeunes filles ne fissent à l'école de mauvaises fréquentations? Les prêtres des différens cultes ne devaient-ils pas alarmer les parens de cette promiscuité légale des religions? Enfin jusqu'alors on avait enseigné dans les établissemens d'éducation ce qu'on regardait comme indispensable pour tenir un salon ou une maison. Les nouveaux maîtres étaient plus ambitieux; ils proclamaient qu'une femme n'est pas nécessairement et exclusivement épouse, mère, maîtresse de maison. Avant de la *spécialiser* pour telle ou telle destination, il fallait s'appliquer à donner tout le développement possible à toutes ses facultés intellectuelles et morales.

On se rappelle quelle tempête a soulevée chez nous, il y a quelque cinq ou six ans, une tentative bien plus modeste pour faire participer les jeunes filles à quelques-unes des connaissances que l'enseignement secondaire assure à leurs frères. Les choses se sont passées plus paisiblement en Russie : pas de polémique, pas de brochures épiscopales; le clergé s'est tenu entièrement au second plan et n'est point parti en guerre pour « défendre et venger la femme orthodoxe et russe. » On a procédé plutôt par insinuation : on a essayé d'exploiter les répugnances, les scrupules de conscience, les faiblesses et la vanité des parens; surtout on a profité des fautes et des folies commises par des partisans exaltés du mouvement. Beaucoup de ces enfans perdus allaient dans leurs

vœux bien au-delà du possible et du désirable (1). Il y eut de jeunes extravagantes qui, dans leur passion exagérée pour la science libre et l'indépendance de la femme, quittèrent la maison paternelle, se mirent en tête de vivre à leurs risques et dépens, formèrent des sociétés d'étudiantes, affectèrent un costume bizarre qui était la négation de leur sexe : cheveux courts, lunettes bleues, casquette ou chapeau d'étudiant. Les timorés ne manquaient pas de prononcer le grand mot de *nihilisme*, qui remplace en Russie celui de *matérialisme* dans les aménités de la polémique. La police, qui jusqu'alors ne savait comment mettre les poucettes à l'insaisissable doctrine, se trouva plus à l'aise quand le nihilisme prit un corps et un costume. On commença la chasse aux cheveux courts et aux lunettes bleues. Plus d'une honnête personne, à la fois très myope et très orthodoxe, fut victime de l'effet produit sur la police par ces instrumens d'optique. A la fin, le mouvement de propagation des gymnases féminins, le mouvement des esprits sérieux qui cherchaient l'émancipation de la femme ailleurs que dans de vaines théories, encouragé par le gouvernement et soutenu par l'opinion, prit un tel éclat et une telle ampleur que toutes les discordances et les excentricités furent comme emportées et englouties dans le courant. La *jeune Russie* avait jeté sa gourme; sur ce terrain encore, la nation nouvelle s'avançait de ce pas à la fois prudent et audacieux, inexpérimenté et irrésistible, qu'Antakolski a si bien rendu dans son beau groupe du *Premier Pas.*

II.

Il nous reste à donner une idée de l'organisation des gymnases de filles. On a vu qu'un comité d'enseignement était installé au sein du département de l'impératrice Marie. Le prince Alexandre-Pierre d'Oldenbourg, mari d'une nièce de l'empereur, porte le titre de grand administrateur. Il montre le plus grand zèle pour ces établissemens et ne manque à aucune de leurs solennités scolaires; il n'est pas rare de le rencontrer dans tel ou tel gymnase, occupé de détails d'organisation et d'enseignement. Dernièrement il publiait une circulaire où il se plaignait que beaucoup de ses écolières ne connussent pas la métrique des vers qu'elles récitaient. A la tête de chaque gymnase se trouvent une inspectrice (*nadziratelnitza*) et un personnage qui prend généralement le nom de

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1872, l'étude de M. H. Baudrillart sur *l'Agitation pour l'émancipation des femmes.*

supérieur (*natchalnik*); à Saint-Pétersbourg, où il y a déjà un *natchalnik* chargé de la haute surveillance des huit établissemens, il porte simplement le titre d'*inspecteur des classes*. A Moscou, les quatre gymnases sont placés sous la surveillance d'un seul *supérieur*. On croira sans peine que sa fonction n'est point une sinécure: les gymnases sont dispersés dans tous les quartiers de la ville; il faut, pour les visiter avec quelque régularité, passer des heures entières en voiture, par le froid, par la neige, à travers les rues tortueuses, boueuses, souvent défoncées de la grande capitale. Moscou, d'un tiers moins peuplé que Paris, l'égale au moins en étendue : les courses y constituent de véritables voyages.

Le *natchalnik* et l'inspectrice répondent à peu près au proviseur et au censeur de nos lycées. La mission du *natchalnik* consiste à choisir les maîtres et les maîtresses pour les différentes classes, à surveiller l'exécution des lois et règlemens, et, dans les cas extrêmes, à suspendre les fonctionnaires ou même les destituer, à charge d'en donner avis aux curateurs des gymnases. L'inspectrice doit prendre soin de la santé des enfans, veiller au maintien de la bonne tenue et des bonnes mœurs; mais ses attributions se confondent sur bien des points avec celles du supérieur : de là quelquefois des tiraillemens. Ces inspectrices ont été choisies avec un soin extrême, bien qu'elles n'aient pas toutes fait de la pédagogie une étude particulière. A une époque où il s'agissait de bien poser les gymnases dans l'opinion, on a tenu à y mettre des femmes d'une éducation et quelquefois d'un rang supérieurs. Il y a parmi elles des princesses, et l'on s'est efforcé de relever encore leur situation par des distinctions de toute sorte. Par la suite, il deviendra désirable que ces places soient exclusivement réservées aux membres mêmes du corps enseignant; elles seront pour les maîtresses une espérance, le stimulant énergique d'une légitime ambition, la récompense de loyaux services.

Au-dessous du prince d'Oldenbourg, les souverains ont le droit de nommer auprès d'un ou de plusieurs gymnases un *protecteur* ou *curateur* (*papëtchitel*) distingué par son rang ou par sa naissance. Telle est la situation occupée par le prince Troubetzkoï auprès des gymnases de Moscou. Pour empêcher les conflits d'attributions, le curateur ne doit agir que par l'intermédiaire du *natchalnik :* c'est celui-ci qui doit lui proposer les mesures à prendre, c'est lui qui est l'exécuteur nécessaire de ses décisions. Suivant le règlement, le curateur a le droit de nommer les *natchalniks* et les inspectrices, sauf confirmation par l'impératrice; à leur tour, ces fonctionnaires choisissent les maîtres et les maîtresses du gymnase, sauf confirmation par le curateur. Une autre catégorie de colla-

borateurs bénévoles à l'œuvre des gymnases, ce sont les *surveillans* (*nablioudite*). Ils sont choisis par le curateur parmi les personnes qui sont disposées à consacrer une partie de leur temps et de leur fortune au bien de l'établissement; le choix doit être approuvé par l'impératrice. C'est une façon d'intéresser les hommes riches et influens à la prospérité de ces établissemens. Parlons encore de deux autorités collectives, de deux conseils qui prennent part dans certaines limites à l'administration des écoles, la *conférence* et le *comité d'administration*. La conférence se compose du *natchalnik*, de l'inspectrice, des maîtres et maîtresses de l'établissement; c'est la réunion du corps enseignant. Elle statue sur la rédaction et les modifications du tableau des classes, le choix des manuels et des livres de bibliothèque, les notes et récompenses à décerner aux élèves, les examens de sortie et de passage, et en général sur tout ce qui peut intéresser l'éducation morale et intellectuelle des écolières. Le comité d'administration, qui a également pour président le *natchalnik* se compose de l'inspectrice, des *surveillans* bénévoles, quand il s'en trouve, et de deux maîtres ou maîtresses délégués par la conférence. Il règle le budget de la maison, approuve les dépenses extraordinaires, veille à l'entretien du matériel et à l'exacte tenue des livres.

En règle générale, il devrait y avoir pour chaque classe ce qu'on appelle une sous-inspectrice ou *dame de classe*; mais, comme le plus souvent elles sont suppléées par les maîtresses qui enseignent des matières spéciales, il n'est pas nécessaire qu'elles soient en si grand nombre. Toutefois la dame de classe n'a la liberté de s'absenter que lorsqu'elle est remplacée par une maîtresse; elle est tenue en général d'assister à la leçon quand c'est un maître qui la donne. On a voulu ôter tout prétexte à la malveillance. Beaucoup de ces maîtres sont déjà professeurs dans des gymnases de garçons; il y a parmi eux des savans très distingués, qui honoreraient les chaires de l'enseignement supérieur, et qui ont préféré se consacrer à une œuvre éminemment utile et patriotique. Quant au personnel des maîtresses, il provient de sources assez différentes : les unes sont des élèves des instituts, et elles excellent surtout comme maîtresses de langues; les autres sortent des pensions particulières, ou se sont formées elles-mêmes à une époque où l'on n'avait encore rien fait pour la bourgeoisie, quelques-unes sont sorties de ces mêmes gymnases féminins où elles enseignent aujourd'hui. A l'origine des gymnases, on confiait exclusivement à des hommes l'enseignement dans les classes supérieures; on réservait aux maîtresses les classes inférieures. La rétribution annuelle des premiers est calculée au taux de 50 roubles pour chaque heure de leçon par se-

maine, celle des autres au taux de 25 roubles. Pendant quelque temps, cette différence de traitemens, motivée sur la distinction entre les hautes classes et les basses classes, a paru vouloir s'attacher à la différence de sexe; il était presque passé en règle qu'une maîtresse n'avait droit qu'à la moitié du traitement d'un maître. Cette injustice tend à disparaître; les maîtresses qui, par leur science et leur talent, ont paru dignes d'enseigner dans les classes supérieures touchent le même traitement que leurs collègues masculins.

Ce qui a le plus contribué à doter les gymnases d'un excellent personnel de maîtresses, c'est l'institution de *cours pédagogiques* à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Les cours pédagogiques de Saint-Pétersbourg se font dans le gymnase Alexandre, sous la direction du *natchalnik* de tous les gymnases, M. Osinine, qui est lui-même un des professeurs. Le jour où nous lui avons fait notre visite, il venait de faire une leçon sur le *syllogisme considéré au point de vue pédagogique*. Le cours complet dure deux années; la première est employée à perfectionner les connaissances générales des élèves; dans la seconde, elles étudient les méthodes d'enseignement appliquées aux langues, à l'histoire ou aux sciences. Aux cours pédagogiques est annexée une école, distincte du gymnase, ouverte à de jeunes enfans auprès desquels les élèves peuvent commencer leur apprentissage d'institutrices et faire succéder la pratique à la théorie. Aux heures des récréations, on voit ces jeunes maîtresses se promener avec les petits enfans qui se suspendent à leur bras ou ne veulent pas quitter leur main.

En France, les établissemens qui servent à former des maîtres pour l'enseignement secondaire ou primaire sont presque toujours gratuits. En Russie au contraire, les 156 élèves des cours pédagogiques paient une rétribution de 60 roubles par an, somme considérable pour un budget modeste. Elles n'y sont reçues que comme externes : leur entretien reste donc tout entier à leur charge. Le règlement des cours pédagogiques est fort sévère. Ils ne sont accessibles qu'aux jeunes filles qui ont subi un sérieux examen d'entrée devant la *conférence* des maîtres du cours; mais les élèves des gymnases qui ont mérité à l'issue de leurs études un *attestat* sont dispensées d'une nouvelle épreuve. Pour passer de la première année dans la seconde, autre examen; les jeunes filles qui ne se sont pas présentées pour subir l'épreuve de passage recommencent le cours de première année. Celles qui n'assisteraient pas régulièrement aux cours et ne feraient pas exactement les travaux que l'on y prescrit seraient exclues par une décision de la *conférence*.

La plupart des jeunes filles qui fréquentent ces cours ont de dix-sept à vingt ans, l'âge auquel on termine les études secondaires. Les unes viennent des gymnases, les autres des instituts; le cours

pédagogique est ainsi un centre auquel aboutissent ces deux systèmes d'éducation. La plupart des élèves sont là pour leur propre compte; d'autres y sont entretenues par les états provinciaux (*zemstva*) désireux de propager dans leurs gouvernemens les meilleures méthodes d'enseignement. Enfin, à leurs pèlerines blanches, on reconnaît les pensionnaires de la Société philanthropique de Saint-Pétersbourg.

On voit que la science pédagogique est prise au sérieux en Russie : de même qu'il y a des méthodes pour découvrir les vérités scientifiques, de même on croit qu'il existe une méthode pour les communiquer aux enfans. Grâce à ces cours, une jeune fille sortie à seize ou dix-sept ans d'un gymnase peut devenir à dix-huit ou dix-neuf ans une excellente maîtresse pour ce même gymnase. Malheureusement cette carrière s'est fort encombrée. Pour une seule place, il peut se présenter jusqu'à cent candidats; de là cette tendance à donner aux maîtresses, à mérite égal, moitié moins qu'aux maîtres, tendance qui pourrait se justifier par le principe économique de l'offre et de la demande, mais non par les principes d'équité. Beaucoup de jeunes filles pauvres, après s'être imposé des privations pour subvenir pendant les deux années de cours pédagogiques à leur entretien et à la rétribution scolaire, arrivées à l'issue de leurs études, trouvent porte close au gymnase, dont l'enseignement était le but de leur vie. Alors elles sont obligées d'accepter dans des pensions particulières une situation inférieure, ou de se mettre en quête d'une position d'institutrice ou de gouvernante dans une famille. J'ai entendu déplorer qu'en donnant aux jeunes filles une instruction si perfectionnée on leur ménageât si peu de moyens d'en tirer profit. On craignait de n'aboutir, après tant de soins, qu'à former ainsi dans la société russe une sorte de prolétariat savant. On espère qu'avec le développement que prennent chaque jour les gymnases, on pourra utiliser un plus grand nombre de capacités; le plus facile, en attendant, serait d'organiser des écoles préparatoires où l'on serait sûr d'avoir bientôt tous les jeunes enfans des deux capitales.

Les traitemens se composent, pour une partie des fonctionnaires, des appointemens proprement dits, de l'indemnité de logement quand l'administration ne loge pas les maîtres, et de quelques autres avantages. C'est ainsi que le *natchalnik* de Saint-Pétersbourg reçoit annuellement 2,668 roubles, — celui de Tsarskoe-Sélo, pour prendre un exemple en province, 896 roubles, — une inspectrice (1) de 750 à 1,080, — un inspecteur de 1,050 à 1,330, — une *dame*

(1) En outre elles sont logées aux frais de l'établissement dans les gymnases Marie, Kolomna, Alexandre, Liteinaïa, Vassili-Ostrof; au gymnase Pierre, c'est au contraire l'inspecteur qui reçoit le logement.

de classe de 400 à 700 roubles. Le traitement des maîtres et maîtresses est établi d'une tout autre façon : ils reçoivent, pour toute l'année scolaire, pour chaque heure de leçon par semaine, 25 roubles dans les classes inférieures, 50 dans les supérieures. Pour se constituer un traitement annuel de 200 roubles seulement, il faut donc que les maîtresses des premières classes donnent quatre leçons par semaine, celles des classes inférieures huit heures. Un maître des classes supérieures qui enseignerait vingt heures par semaine, comme font nos professeurs de lycées dans les classes de grammaire, arriverait à un traitement de 1,000 roubles; une maîtresse de seconde classe, en s'imposant le même travail, n'arrive qu'à 500 roubles par an. C'est bien peu pour Saint-Pétersbourg, où la vie est plus chère qu'à Paris. Une maîtresse de cette classe qui aurait des charges de famille un peu lourdes devrait donc professer non pas vingt heures par semaine, ce qui est beaucoup, mais trente ou quarante heures, ce qui dépasse les forces humaines. Il faut encore consacrer beaucoup de temps chez soi à corriger les devoirs des élèves. Aucun gymnase ne peut donner plus d'une vingtaine d'heures de leçons à une de ses maîtresses, fût-elle dans la situation de famille la plus digne d'intérêt. Celles qui ont besoin d'un supplément de traitement sont donc obligées d'aller à de longues distances chercher quelques heures de leçons, ou dans un autre gymnase, ou dans un établissement quelconque. On se figure la vie de quelques-unes de ces jeunes filles disgraciées de la fortune, vie de dévoûment, de privations, de labeur accablant. Toutes n'en sont pas là; parmi les maîtresses de gymnase, il y en a qui au contraire cherchent à ne pas se laisser trop absorber par ce travail matériel. Aucun règlement n'exclut les femmes mariées; c'est la nature même des choses qui les éloigne. Une femme qui a une maison à tenir et des enfans à surveiller ne peut plus s'astreindre à un travail qui, régulièrement et à des heures fixes, l'oblige à de longues absences.

III.

Un gymnase comprend sept classes plus une école préparatoire; on demande déjà beaucoup à une fillette de huit ans qui a l'ambition d'être élève de septième : il faut connaître la numération, savoir lire et écrire non-seulement en russe, mais en français et en allemand. On voit que les Russes s'y prennent de bonne heure pour faire apprendre à leurs enfans les langues vivantes. Est-il étonnant qu'ils soient, de tous les peuples, — sans en excepter les Allemands, — celui qui parle le plus de langues, et qui les parle le mieux? On pourrait traverser toute l'Allemagne sans entendre par-

ler français; mais à la frontière prusso-russe éclatent de nouveau les sons de la langue natale. C'est à croire quelquefois qu'au lieu d'avoir passé la Vistule on a repassé la Moselle. Les Russes sont les seuls étrangers qui parlent le français comme une seconde langue maternelle. Le secret de ce brillant talent de polyglotte, nous le trouvons dans la première éducation.

Le règlement ne permet pas qu'il y ait plus de quarante élèves dans une classe, principe qu'il serait bon d'appliquer rigoureusement dans nos lycées français. Quand ce nombre est dépassé, on divise la classe; on crée ainsi deux ou trois *parallèles*. Au gymnase Marie, les sept classes réglementaires forment dix-huit parallèles. Les établissemens de province suivent d'aussi près que possible l'organisation des gymnases modèles des deux capitales; mais s'il arrivait que le nombre des élèves fût insuffisant, le curateur s'entendrait avec le *natchalnik* pour remplacer la division en sept classes par une organisation plus simple qui permettrait d'économiser sur le personnel. La rétribution scolaire, dont le montant doit être versé entre les mains du *natchalnik* ou de l'inspecteur par semestre et six mois d'avance, n'a rien d'exorbitant. On paie 60 roubles par an dans les quatre gymnases de Moscou et dans ceux de Liteinaïa, Marie, Alexandra, Vassili-Ostrof, 50 dans ceux de Kolomna et de Pierre, 40 à la Nativité. On ne distingue pas entre les élèves des classes inférieures ou supérieures.

Pour ces 50 ou 60 roubles que n'enseigne-t-on pas? Nous sommes loin des modestes programmes dont Gogol raille la simplicité. C'est d'abord la *loi de Dieu* pour les élèves orthodoxes : un pope vient à des heures régulières apprendre aux enfans les prières et les élémens du catéchisme et de l'histoire sainte, expliquer aux plus âgées les mystères de la dramatique liturgie orthodoxe, l'histoire du *schisme des Latins* et les gloires de l'église russe. Les leçons de religion catholique, luthérienne, calviniste et, s'il y a lieu, musulmane, sont rejetées avec l'enseignement de la langue anglaise dans les matières facultatives, auxquelles on réserve des heures supplémentaires. Puis viennent la langue et la littérature russes, les langues française et allemande, l'histoire et la géographie, l'arithmétique, la géométrie et même les équations du premier degré, des notions élémentaires de physique et d'histoire naturelle, de la pédagogie, enfin la danse, le chant, le dessin, les ouvrages de femme. Pour donner une idée de la façon dont les programmes sont répartis entre les sept années, prenons l'enseignement de l'histoire. Dans les trois classes inférieures, pas de programme, pas de cours; les maîtresses se bornent à raconter aux enfans les beaux traits de l'histoire de tous les pays. En quatrième, c'est l'histoire de l'Orient

et la Grèce; en troisième, l'histoire romaine, le moyen âge occidental jusqu'aux croisades, les premiers siècles de la Russie; en seconde, l'histoire d'Occident jusqu'à la paix de Westphalie et l'histoire de Russie jusqu'à l'avénement des Romanof; en première classe, l'histoire d'Occident jusqu'au traité de Paris en 1856 et celle de Russie jusqu'à l'époque actuelle. On voit que l'histoire contemporaine n'effarouche personne.

Ces programmes si étendus ne chargent pas trop les élèves. Les pédagogues russes se sont ingéniés à prévenir chez les enfans la satiété et la fatigue qu'entraîne la monotonie des occupations; surtout ils n'ont pas voulu leur infliger ce traitement barbare que subissent tant de nos écolières françaises, et qui consiste à rester assises six ou sept heures par jour sur les bancs d'un pensionnat, tandis qu'on en consacre à peine trois ou quatre à un travail sérieux. Économiser la peine et le temps, telle est leur devise. L'écolière russe fait son entrée au gymnase à neuf heures du matin et en sort à deux heures et demie : total cinq heures et demie. Voici comme elles sont distribuées : il y a dans une journée cinq leçons d'un peu moins d'une heure chacune; on a surtout évité qu'elles soient toutes employées à des exercices également absorbans. On consacre par exemple trois leçons à l'histoire, à la géographie ou à la physique, à l'arithmétique ou à la religion, au français, à l'allemand, etc.; pendant les deux autres heures, on dessinera, on chantera, on fera de la couture, on dansera. Entre chaque leçon d'une heure, il y a quelques minutes de repos, le temps de faire un tour dans les corridors ou dans les salles de récréation, de rendre au sang sa circulation naturelle et de s'assurer qu'on n'a pas perdu l'habitude de rire et de babiller. Entre la troisième et la quatrième leçon, repos d'une demi-heure pour le déjeuner. A deux heures et demie, les enfans s'en vont à la maison paternelle, convenablement saturées de science, mais dans un bon équilibre de développement physique et intellectuel. L'esprit a eu son exercice; les doigts et même les jambes ont eu le leur. Aussi retourne-t-on avec plaisir au gymnase : les vestibules ou les corridors se trouvent encombrés d'écolières un grand quart d'heure avant l'ouverture des classes. Enfin il y a des vacances dans les mois les plus chauds du climat russe, du 15 juin au 7 août.

Il a fallu subir un examen pour entrer en septième; pour passer ensuite d'une classe à une autre, il y a encore des examens très sévères. Les pédagogues des gymnases russes ne se soucient pas d'encombrer leurs classes d'élèves qui ne peuvent les suivre et qui abaissent le niveau des études. L'enfant qui ne satisfait pas à l'examen reste dans sa classe : elle y restera trois années de suite,

s'il le faut; après la troisième, on la rendra à sa famille. A la fin de chaque année scolaire, il y a une solennité publique où l'on distribue des prix aux meilleures élèves; à la fin des études, les élèves distinguées reçoivent des livres et des médailles. Celles qui ont achevé le cours d'enseignement avec succès reçoivent un *attestat* qui leur permet d'entrer sans examen aux cours pédagogiques et leur confère le droit d'enseigner, comme institutrices privées, les matières pour lesquelles elles ont reçu ce témoignage.

Ce qui a fait la fortune des gymnases dès l'origine, c'est la petite bourgeoisie. Imbue d'un esprit très positif, mais profondément convaincue de l'utilité, même au point de vue pratique, d'une bonne instruction générale, elle s'est empressée de leur envoyer ses enfans. Une partie de la haute bourgeoisie, des fonctionnaires, de la noblesse, dominée par les vieux préjugés, s'est tenue quelque temps à l'écart; enfin, voyant qu'on recevait au gymnase un excellent enseignement, qu'aucun des inconvéniens prophétisés ne se réalisait, les hautes classes se sont résignées à leur tour à profiter du progrès accompli. J'ai pu voir sur les registres des gymnases les noms des filles de généraux et de conseillers d'état inscrits à côté de filles d'artisans. S'il s'agissait de jeunes garçons, les mieux élevés seraient peut-être disposés à prendre les mauvaises manières de quelques-uns de leurs camarades; mais remarquons qu'il s'agit ici de petites filles, c'est-à-dire de petites femmes. Leur instinct de délicatesse féminine les porte plutôt à s'assimiler ce qu'il y a de gracieux et d'élégant que ce qui leur paraît grossier. Dans les cours supérieurs principalement, toute différence dans les manières ou dans la tenue s'efface entre les jeunes filles appartenant aux différentes classes de la société. Au point de vue intellectuel, l'aristocratie de la classe n'est pas toujours celle du monde. Pour effacer également toute distinction extérieure, pour mieux achever la fusion de tous ces élémens, pour empêcher les mauvais sentimens que pourrait faire naître la comparaison des robes et des toilettes, dans certains gymnases on a prescrit un uniforme. Dans un gymnase de Moscou, j'ai remarqué que toutes les jeunes filles étaient vêtues de robes brunes, et c'est une princesse qui a pris la peine de me développer les avantages de cette mesure égalitaire. Malgré tout, il y a encore des parens récalcitrans à l'idée des écoles communes. La *Feuille pédagogique* entreprenait récemment une campagne pour leur conversion, et l'on peut s'étonner du langage tenu par un organe semi-officiel dans un pays que nous avons de la peine à nous représenter comme une démocratie. Même dans notre Occident libéral et égalitaire, les conservateurs pourraient tirer quelque profit de ses conseils :

« Au premier plan, on peut mettre les gens qui craignent de voir leurs enfans *compromettre leur dignité aristocratique* en fréquentant des camarades dont les parens sont tailleurs, cordonniers, boutiquiers. Ceux qui se placent sur ce terrain ne sont pas en état de nous répondre, si nous leur demandons un motif raisonnable de cette manière de voir : ils n'ont à leur service que des phrases qui ont fait leur temps; eux-mêmes ne remarquent pas qu'en nageant contre un courant très fort, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de rester stationnaires, et qu'ils préparent à leurs enfans le même labeur absolument stérile. Ils ne veulent pas reconnaître que la vie réelle leur donne à chaque pas un démenti, que l'égalité devant la loi, l'obligation universelle du service militaire, l'abolition des priviléges de castes, sont des faits qui ne sont pas destinés à s'amoindrir, mais qui vont se développer et s'étendre chaque jour davantage... *Pour avoir de l'influence sur le siècle, il faut vivre avec le siècle et gagner sa confiance...*

« Pour nous, nous déclarons sincèrement qu'à notre avis les classes inférieures auraient plus de raison que les classes supérieures de redouter les atteintes portées à la moralité de leurs enfans par la fréquentation des établissemens ouverts à toutes les classes de la société. Les enfans pauvres y rencontrent des enfans riches qui sont venues en voiture, des enfans habillées avec recherche et prétention, accompagnées de laquais portant leurs livres et leurs cahiers; leurs camarades plus riches leur parlent des bals, des spectacles, auxquels elles ont assisté la veille; elles leur apparaissent comme la vivante personnification de toutes ces joies de la terre qui sont autant de tentations pour le pauvre... On pourrait entrevoir là plus de germes de corruption morale que dans un mot grossier ou dans un geste gauche d'une fille de cocher ou de concierge... Mais nous tenons fermement à cette croyance, que l'école doit être une préparation à la vie, à cette vie réelle qui dans ce siècle nous conduit, à pas de géant, à l'abaissement de toutes les barrières élevées par les préjugés. Or la destruction de ces barrières doit commencer précisément à l'école, et nous répéterons le mot célèbre de Leibniz : Renouvelez l'éducation, vous renouvellerez la face de la terre...

« L'enfant riche et l'enfant pauvre, la paysanne et la comtesse, sont assises sur les mêmes bancs; on les apprécie, on les estime d'après une mesure unique, qui est un certain idéal de culture intellectuelle et morale. C'est précisément à l'école que l'enfant s'accoutume à se placer à ce point de vue pour juger son prochain : ce point de vue, elle le portera dans la vie réelle. Ici, l'enfant des classes inférieures, affranchie de toutes les humiliations qui pèsent sur elle dans le monde, s'habitue à prendre conscience de sa dignité personnelle, qui aurait peine à se révéler à elle dans la maison paternelle, dans la misère, la dépendance et autres conditions défavorables. L'enfant riche a beau s'entendre dire à

la maison qu'elle a été créée du même limon que les autres hommes, que c'est une sottise de s'enorgueillir de la fortune ou de la fonction de ses parens quand on ne sait pas y joindre certains mérites personnels, cela ne l'empêche pas de jouir des avantages, des plaisirs de sa condition. La démonstration de ces vérités morales est autrement vive à l'école; là, ce n'est pas son titre qui l'affranchira de la honte de n'avoir pas appris sa leçon sans excuse raisonnable, ce ne sont pas ses mises recherchées, ses riches vêtemens qui la sauveront de la punition méritée par ses fautes. Ici, il faut qu'elle se distingue par des qualités purement personnelles, de l'ordre intellectuel et moral, et qu'elle prenne l'habitude d'appliquer aux autres ce mode d'estimation (1). »

Ce monde d'écolières n'est pas difficile à gouverner; rarement il y a lieu de recourir à de véritables punitions. La simple menace de donner à l'élève une note inférieure à la note 12 pour la conduite suffit pour amener les plus rebelles à résipiscence. D'ordinaire l'administration du gymnase prend les mesures les plus exactes afin que les jeunes filles ne sortent de ses mains que pour tomber dans celles des parens. Dans certains établissemens, les personnes chargées de venir reprendre les jeunes filles sont tenues de présenter une sorte de cachet attestant qu'on peut leur remettre en toute confiance le précieux dépôt. Les gymnases féminins ont été institués pour l'instruction plutôt que pour l'éducation : on compte sur les familles pour cette partie de la tâche; mais, comme dans toute société, il y a dans la société pétersbourgeoise ou moscovite des types de parens assez différens. Il y a ceux que l'administration du gymnase ne voit jamais, ne connaît même pas, et qui laissent à la jeune fille le soin de revenir toute seule à la maison. Il y a ceux qui, malgré d'immenses distances, malgré d'absorbantes occupations, viennent tous les jours des extrémités de la ville chercher eux-mêmes leur enfant, s'informer de ses progrès, se concerter avec l'administration pour les méthodes à suivre. Dans le bureau de l'inspectrice ou de l'inspecteur, on rencontre des gens du monde, élégans et raffinés, — ou des artisans russes, encore incultes, mais nullement grossiers, connaissant tout le prix de l'instruction avant de savoir ce que peut bien être l'éducation, — ou des marchands allemands tantôt dignes et solennels, tantôt humbles et obséquieux, prodigues dans la conversation du titre d'*excellence*. L'école réclame la collaboration de la famille pour l'éducation des enfans; souvent c'est la famille qui vient réclamer l'appui de l'école pour telle ou telle fillette de treize ou quatorze ans, sage comme un *icône* sur les bancs

(1) *Feuille pédagogique*, décembre 1872.

de l'école, mais diable incarné quand elle se retrouve au foyer domestique.

En général on ne peut être admis à visiter un gymnase sans la haute autorisation du prince d'Oldenbourg. Grâce à mon titre de professeur français, le *natchalnik* de Saint-Pétersbourg, M. Osinine, et plus tard celui de Moscou, M. Vinogradof, ont gracieusement consenti à me faire passer sur les formalités; bien plus ils ont offert de me guider eux-mêmes. Ces établissemens dont ils me faisaient les honneurs, ils en étaient non-seulement les administrateurs, mais encore les créateurs; c'était leur œuvre propre qu'ils me détaillaient ainsi pièce à pièce.

La plupart des gymnases de Saint-Pétersbourg occupent de vastes édifices nouvellement construits ou restaurés, mais il n'y a pas si longtemps qu'ils jouissent de cette fortune; presque tous se sont établis à leurs débuts dans des maisons particulières qui répondaient mal aux exigences d'une école. C'est le 2 (15) septembre 1872 que le gymnase Marie, le doyen de tous les gymnases de Saint-Pétersbourg, a solennellement inauguré son installation dans un vaste bâtiment appartenant à l'école de commerce; le même jour, Vassili-Ostrof prenait possession d'un spacieux édifice construit tout exprès. Le 4 septembre, le gymnase Pierre rentrait dans son ancien local, considérablement agrandi et mieux approprié aux besoins du service; enfin le 15 septembre Kolomna célébrait la dédicace d'un bâtiment élevé aux frais de la Société philanthropique. Quant au gymnase Alexandre et aux cours pédagogiques, c'est en 1871 qu'ils sont arrivés à une organisation définitive. Les gymnases de Moscou, à part le premier, n'en sont pas encore là. Ils sont installés dans des maisons particulières. Les salles sont médiocres, encore décorées de papier de mauvais goût; les plafonds sont bas, les fenêtres petites et trop peu nombreuses. Il semble qu'on fasse la classe dans une chambre à coucher ou dans un cabinet de toilette. Avec le succès croissant de l'institution, leur tour viendra aussi de se transporter dans quelque vaste et confortable édifice.

On entre au gymnase à huit heures trois quarts, parce qu'avant l'ouverture des classes le pope fait faire la prière aux élèves orthodoxes; mais dès le matin un flot de jeune population se répand dans les rues de Saint-Pétersbourg : on se croirait dans une de ces cités que décrivent complaisamment les livres d'étrennes, et qui ne sont peuplées que d'enfans. D'abord les garçons petits et grands, les uns avec leur sac au dos, les autres avec leurs livres sous le bras, les premiers gambadant et sifflant ou affectant le pas militaire, les seconds s'essayant à une allure grave, se sont rendus qui à l'école primaire, qui au gymnase, qui à l'université. Puis se montrent de

tous côtés les petits enfans pendus aux mains de leurs bonnes ou de leurs mères, et qui vont aux salles d'asile modèles ou aux classes préparatoires s'initier aux mystères de l'alphabet, — les fillettes de neuf ou dix ans avec leur carton de livres ou de cahiers sous le bras et le panier aux provisions dans la main, — enfin les jeunes filles, élèves ou maîtresses, qui se hâtent vers le gymnase. A neuf heures, les hommes peuvent reprendre possession de la rue; tout ce petit monde est en lieu de sûreté, assis chacun sur son banc ou son tabouret.

A la porte et dans les corridors de l'établissement vous trouverez, comme dans toutes les maisons de Saint-Pétersbourg, quelques vieux soldats à la mine sérieuse et honnête, aux façons dignes et polies, à la moustache grise, abondamment chevronnés depuis le coude jusqu'à l'épaule, qui font l'office de concierges ou de domestiques. Vous pouvez visiter ce qu'on appelle la bibliothèque, où il n'y a encore qu'une centaine de livres, et le cabinet de collections, qui se compose de quelques squelettes d'animaux, d'une machine électrique ou pneumatique, plus, à l'usage des dessinateurs, le torse de Laocoon ou la tête de Socrate en plâtre. On ne fait encore que commencer les collections, et on n'a pas l'argent en abondance. Vous pouvez jeter un coup d'œil aux vastes salles de récréation, qui dans la froide Russie remplacent les cours et jardins indispensables chez nous. Le parquet, d'un travail soigné, luit comme un miroir; les grands murs blancs vernissés ne présentent pas une tache; les énormes poêles de faïence blanche qui occupent une moitié de panneau depuis le parquet jusqu'au plafond donneraient une leçon de propreté à une ménagère hollandaise; les portraits de l'empereur, de l'impératrice et du prince d'Oldenbourg ont l'air de se croire dans un salon du Palais d'Hiver. Tout cela est propre jusqu'à en paraître luxueux. Évidemment les *lycéennes* russes n'ont pas l'humeur destructive de leurs camarades français. On ne voit pas d'encriers qui se sont écrasés au beau milieu d'une muraille fraîchement blanchie, ni de bonshommes gesticulant, ni d'inscriptions quelconques destinées à *vexer* n'importe qui. Sur les tables en bois blanc vernissé, pas de noms profondément burinés pour la postérité la plus reculée. Ceci commence à me donner une idée favorable du caractère des élèves russes.

Les maîtres et maîtresses sont à l'œuvre, chacun dans sa classe; dans une salle, une trentaine de fillettes, les bras croisés, essaient de ployer le genou ou de tordre le pied suivant toutes les règles de l'art chorégraphique; des parties reculées de l'établissement arrivent jusqu'à nous les sons affaiblis de chœurs lointains ou de gammes ascendantes ou descendantes : personne ne reste oisif. Sur

les murs des salles de classe s'étalent les cartes géographiques russes, françaises ou allemandes; elles sont remplacées dans les petites classes par des scènes de l'histoire ou des représentations de plantes ou d'animaux : ainsi se fait « l'enseignement des choses. » — Si vous êtes curieux de types et de physionomies, une salle de classe dans un gymnase russe nous en présente une intéressante collection. On voit dans une salle du palais de Péterhof 350 portraits de jeunes filles que Catherine II aurait fait peindre, dit-on, pour représenter tous les types féminins de son empire. Malheureusement sous la *chapka* polonaise, le *kakochnik* russe ou le bonnet de fourrure tatar, ce sont toujours des minois de marquises à la Watteau. Vous trouverez ici ce que vous avez vainement cherché là-bas. Pourtant vous reconnaîtrez la jeune fille russe à son visage rond, à des traits solides et réguliers, à un teint mat, des cheveux châtains, des yeux noirs, doux et un peu tristes, un air d'application sérieuse à son travail. L'Allemande, — il y en a un certain nombre, les Allemandes d'Allemagne ou des provinces baltiques font par exemple la huitième partie de la population du gymnase Marie, — l'Allemande a au contraire le visage ovale, le teint frais, des cheveux blonds, des yeux bleus. A côté de la Russe, on trouve la Petite-Russienne, cette Italienne des pays slaves; habituellement elle est plus éveillée que sa sœur du nord, — la forme du visage plus allongée, des yeux noirs aussi, mais plus vifs et plus brillans, toujours prêts à quitter le livre. Plus grande que la Petite-Russienne, plus svelte que la Russe, blonde comme l'Allemande, mais avec une carnation moins vive, est la jeune fille polonaise. Ai-je besoin de vous présenter la Juive? Elle est la même dans tous les pays. Quant aux Tatares, on n'en trouve pas beaucoup à Saint-Pétersbourg, ni, je crois, à Moscou; mais des yeux noirs petits et ronds, un visage un peu large à la hauteur des pommettes, un nez qui a une tendance à se relever, se retrouvent aussi chez quelques Russes : c'est une de ces traces du joug tatar dont parle Karamsine. C'est au gymnase d'Irkoutsk qu'il faut aller voir assises sur les mêmes bancs que la race conquérante les filles des Ostiaks et des Vogouls; c'est à Kazan que la population scolaire se divise presque également en Slaves et en Tatares; c'est à Birsk que le ministère de l'instruction publique convie aux bienfaits de la science les jeunes Bachkires.

Pour avoir une idée de l'enseignement, suivons celui du français de classe en classe. Dans les classes inférieures, on se trouve aux prises avec les premières difficultés de la lecture, des noms, conjugaisons, etc. La plupart des petites filles ne savent pas encore assez notre langue pour que le cours de français puisse se faire en fran-

çais; la leçon a lieu en russe, mais la maîtresse a déjà soin de donner ensuite la traduction française pour faire l'éducation de l'oreille. C'est là qu'on peut voir déjà la facilité extrême avec laquelle les organes russes s'accommodent de notre langue; il y a une différence énorme de prononciation entre une petite fille d'origine russe et sa condisciple d'origine allemande; mais c'est là qu'on peut voir aussi combien notre grammaire, qui nous paraît si simple, et que les étrangers, selon nous, doivent apprendre en naissant, pour nous éviter la peine d'apprendre la leur, présente de difficultés et de singularités en apparence capricieuses. Que de sons différens ne représente pas la lettre *e!* Pourquoi dans la même phrase prononçons-nous d'une façon différente ces deux mots écrits de la même façon : nous *portions*, des *portions?* Et mille autres chicanes grammaticales! On habitue aussi les enfans à faire rapidement des traductions orales du russe en français ou du français en russe. Pendant qu'on fait réciter aux unes des morceaux de français, d'autres, armées de la craie, les écrivent sur le tableau noir. C'est merveille de voir avec quelle conscience une fillette de onze ou douze ans, stimulée par la présence de l'inspecteur, peut-être aussi par celle de l'étranger, trace les pleins et les déliés, aligne ses mots, souligne, quand il y a lieu, ou les verbes ou les substantifs, sans paraître voir ou écouter autre chose. Dans les classes supérieures, la leçon se fait en français; questions du maître, réponses de l'élève, se croisent en cette langue. A la perfection de la prononciation, on pourrait se croire parfois dans une classe française où le français se parlerait sans accent provincial. C'est en français que le professeur fait sa leçon sur la biographie de Voltaire ou sur une tragédie de Racine: c'est en français que les élèves sont tenues de rendre compte de leurs lectures.

Mais l'heure sonne, et l'on se répand dans les corridors pour jouir du repos de cinq minutes. C'est alors une animation, un mouvement bien explicable quand on est resté près d'une heure assis, le bourdonnement d'une vaste ruche d'abeilles. Grandes et petites, élèves des classes supérieures et inférieures se mélangent, se fréquentent librement; on n'a pas trouvé nécessaire de séparer et de parquer les différens âges. Au milieu de cette foule bruyante circulent l'inspecteur et l'inspectrice, accueillis sur leur passage par ces petites génuflexions dont toutes les écolières russes ont l'habitude; maîtres et maîtresses se rassemblent pour échanger des poignées de main et causer comme de bons collègues. Les dames sont en robe bleue; le bleu est la couleur de l'instruction publique, mais on a le choix entre toutes les nuances. Les maîtres ont l'habit bleu sombre à boutons d'or, comme en portaient chez nous les élégans

d'il y a quarante ans; il remplace la robe pour les professeurs comme pour les magistrats; on fait la classe, l'on juge, l'on plaide en habit. Parfois aussi, on voit un bon pope à la grande barbe de patriarche, à la figure large et réjouie, avec son chapeau rond, son long caftan brun, le livre sacré sous son bras, appuyé sur sa canne à pomme d'ivoire. Cinq minutes sont bientôt écoulées, et déjà le vétéran aux chevrons d'or fait retentir une sonnette dans les salles ou les corridors, — à moins pourtant que ce ne soit la récréation de midi; alors on déjeune, on ouvre les paniers aux provisions, et les pupitres de travail se transforment en tables frugales. Dans certains gymnases, on a même installé un buffet où l'on peut avoir une tasse de bouillon ou de chocolat.

IV.

Telle est dans ses traits essentiels l'organisation des gymnases russes. Il y a des gymnases féminins dans d'autres pays; mais nulle part peut-être on ne les a constitués dans de si vastes proportions et sur un plan aussi général; nulle part l'état ou le souverain n'a témoigné pour eux une si grande sollicitude. Le personnel des gymnases est considéré comme relevant de la couronne; il a droit à tous les avantages accordés aux serviteurs de l'état, — pensions de retraite, promotions de *tchin*, collations d'ordres. Il ne se passe guère de mois sans que plusieurs professeurs soient nommés conseillers auliques ou conseillers titulaires. C'est un décret rendu par l'empereur, par le *goçoudar imperator* lui-même, qui décide par exemple qu'au Vassili-Ostrof il y aura une classe parallèle et une dame de classe de plus. C'est dans le palais même du prince d'Oldenbourg qu'a lieu la distribution solennelle des récompenses pour tous les gymnases. En 1872, l'impératrice n'a pas pu y assister personnellement, mais elle a voulu affirmer ses sympathies envers l'institution en envoyant un télégramme de Livadia, où elle se trouvait alors, pour féliciter les élèves qui sortaient du gymnase et leur faire ses souhaits de bonheur à leur entrée dans la vie.

L'instruction des femmes est aussi affaire capitale pour l'opinion publique. Rien ne saurait plus arrêter le mouvement de diffusion de ces gymnases. Le nombre des demandes d'admission s'est accru dans de telles proportions que l'on complète partout ceux qui n'avaient pas le nombre de classes réglementaire, et qu'il faut songer à en créer de nouveaux. Les gymnases ont maintenant leur presse à eux, des livres et des manuels rédigés spécialement pour eux,

même un journal, la *Feuille pédagogique* (1), qui paraît périodiquement, à l'instar des *Berliner Blätter für Schule und Erziehung*. Elle publie les actes officiels qui intéressent les gymnases et des articles spéciaux sur l'utilité des langues vivantes, les devoirs que l'élève doit faire à la maison, le rôle de la famille dans l'éducation, etc. Son but est, conformément aux principes de Frœhlich, de mettre en rapport l'école et la famille pour la collaboration à l'œuvre commune, et de venir en aide à la bonne volonté des parens en les tenant au courant des principales questions d'éducation. En un mot, les gymnases féminins sont entrés dans les mœurs russes. On les préfère aux instituts, surtout parce qu'ils n'éloignent pas l'enfant du foyer paternel. Pourtant l'externat est un régime dont ne peuvent pas s'accommoder toutes les familles. De même qu'autour de nos lycées d'externes à Paris, il s'est créé autour de certains gymnases féminins des pensionnats soumis à la surveillance de l'administration scolaire.

Rien assurément ne contribuera plus au progrès de cette bourgeoisie russe, si peu nombreuse encore, mais déjà si laborieuse et si intelligente, que l'institution des gymnases féminins. La bourgeoisie russe tend à concentrer toutes ses forces vives; elle retient dans son sein une partie de ce qu'on appelle la noblesse, elle y appelle sans cesse de nouvelles fractions du peuple. La distance diminue mieux que dans notre pays démocratique entre la femme d'un juge et la femme d'un marchand, la première se souviendra que la seconde a été sa condisciple au Vassili-Ostrof ou au gymnase Marie. Les divers élémens de la bourgeoisie féminine se fusionnent au gymnase comme ceux de la bourgeoisie masculine. Les rivalités, les dédains, les vanités de femme, dissolvans si énergiques de notre société, s'atténuent devant la solidarité qu'entraînent une éducation commune, une instruction égale. Tel est le premier avantage social du gymnase féminin. Quant aux reproches qu'on peut lui faire, quelques-uns ne me semblent pas très fondés. Il peut créer, dit-on, un prolétariat savant. Il est vrai que beaucoup de jeunes filles sortent du gymnase à la fois savantes et pauvres; mais étaient-elles riches avant d'y aller? Auraient-elles eu plus de facilités d'existence, si elles n'y étaient pas entrées? L'instruction reçue leur ôte-t-elle un seul des moyens de travail que possède une femme ordinaire, et ne lui assure-t-elle pas des ressources nouvelles, un travail plus lucratif et plus honorable? Une jeune fille qui à force d'étude est devenue maîtresse dans un

(1) *Pedagoghitcheskii Listok*, spécialement consacrée aux gymnases de Saint-Pétersbourg.

gymnase n'est-elle pas dans une situation que toute jeune fille pourrait envier? Elle vit de son travail, souvent elle en fait vivre les autres; elle a la vraie émancipation, la vraie indépendance (1). Elle n'a pas besoin de faire un mariage précipité, irréfléchi, pour avoir ce qu'on appelle une position; elle-même en a conquis une, pour laquelle elle n'est redevable à personne. Rien ne la presse, car elle n'est point à charge à sa famille. Quand même le mariage devrait lui faire perdre sa situation officielle, elle n'en conserve pas moins une valeur intellectuelle et morale qui lui donne le droit de choisir dans certains rangs. Considérons celle même qui a été chercher au gymnase ou dans les cours pédagogiques non une carrière, dont elle n'a pas besoin, mais simplement la culture intellectuelle; comme elle est mieux armée d'instruction, en attendant l'expérience que rien ne remplace pour toutes les luttes de la vie! Elle dispose de plus de moyens pour apprécier et pour connaître les hommes. Entre une jeune fille instruite et les jeunes hommes, les sujets d'entretien se multiplient : tant d'objets d'étude sont communs! Les qualités, les défauts de l'intelligence ou du cœur se révèlent mieux dans des conversations plus variées. On cesse d'être une énigme l'un pour l'autre; si l'on se choisit, c'est en connaissance de cause.

Tout le monde chez nous a en tête *les Précieuses*, qui pourtant n'étaient pas de vraies *précieuses*, et *les Femmes savantes*, qui n'étaient pas de vraies savantes. On craint qu'une jeune fille qui aura appris les langues, l'histoire contemporaine et les équations du premier degré ne perde quelque chose de sa grâce native. On dirait volontiers avec de Maistre : « Le plus grand défaut d'une femme, c'est d'être un homme, et c'est vouloir être un homme que de vouloir être savant... Permis à une femme de ne pas ignorer que Pékin n'est pas en Europe et qu'Alexandre le Grand ne demanda pas en mariage une nièce de Louis XIV... Une coquette est bien plus facile à marier qu'une savante. » Ce serait ici le lieu de répondre avec M. Dupanloup : « Quoi! vous voulez détruire l'épa-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1872, *les Femmes à l'université de Zurich*. Sur les 63 *étudiantes* de cette université, on comptait alors 54 Russes, dont 44 pour la médecine et 10 pour la *philosophie*. En Russie même, les femmes vont chercher l'enseignement supérieur, non-seulement aux *cours pédagogiques*, mais aux universités. La *Feuille pédagogique*, dans son numéro de janvier, les défend contre M. Bischoff, professeur à l'université de Munich, qui, au nom de l'anatomie cérébrale, refuse aux femmes les aptitudes nécessaires pour l'instruction supérieure. Grâce à ces fortes études, les jeunes filles russes voient s'ouvrir devant elles de nouvelles carrières. En même temps qu'elles font reconnaître leur droit à l'exercice de la médecine, le gouvernement russe les accepte dans les télégraphes et dans d'autres administrations sur le pied d'égalité avec les hommes.

nouissement de l'œuvre divine, d'une âme dans laquelle Dieu a déposé un germe de vie idéale? Vous respectez ce don chez les hommes à la condition toutefois qu'il trouvera son emploi dans la vie pratique, c'est-à-dire qu'il servira à gagner de l'argent et à accroître une position sociale; mais, comme l'utilité des grandes choses est moins lucrative chez les femmes, il vaut mieux les supprimer!.. Tout ce qu'il y a de plus dangereux pour la femme, c'est la demi-science, c'est le demi-talent, qui, lui faisant entrevoir des horizons supérieurs, ne lui donne pas la force de les atteindre, lui fait croire qu'elle sait ce qu'elle ignore, et jette ainsi dans son âme un trouble, un désordre et un orgueil qui souvent se traduira par les plus tristes égaremens... Si vous ne dirigez pas cette flamme en haut, elle dévorera sur terre les alimens les plus grossiers (1). »

Une jeune fille, comme un jeune homme, ne peut échapper au désir de faire *montre* de la science récemment acquise. Cela se voit surtout à l'époque où l'on va passer des examens, et où l'on est en quelque sorte saturé de son sujet : inconvénient passager; la jeune fille surtout reprend bien vite la grâce, la facilité de relations, une certaine modestie qui vient toujours, avec plus de savoir, de la défiance de ce même savoir. Le moment où la femme comme l'homme se présentent avec tous leurs avantages, c'est celui où ils ont beaucoup su et où ils commencent à beaucoup oublier. Les choses techniques, les curiosités de l'histoire ou de la grammaire s'égrènent de leur mémoire; il leur reste de ce qu'ils ont étudié une plus vaste conception de la vie, l'habitude de regarder au-delà des choses du temps présent. La science acquise se résout en une philosophie. Tout cet échafaudage de connaissances trop minutieuses, de programmes et de questionnaires, se défait pièce à pièce comme on enlève l'échafaudage d'une maison dont la construction est achevée, et alors apparaît la science proprement dite, celle des hommes et des choses, le monument gracieux et solide que cet attirail d'études et d'examens cachait aux regards.

A tous les avantages que la société russe, soit pour le rapport des classes, soit pour le rapport des sexes, retirera d'une instruction des femmes si largement organisée, vient s'ajouter ce que les femmes elles-mêmes comme mères de famille communiqueront à leurs fils de leurs connaissances acquises. Ceux qui craignent d'en apprendre trop aux femmes ne songent pas assez à l'influence qu'elles ont sur leurs enfans. Elles contribuent pour leur bonne

(1) *Femmes studieuses et femmes savantes*, par Mgr l'évêque d'Orléans, Orléans 1867. — Comparez l'*Enseignement primaire des filles en France*, par M. Jules Simon, dans la *Revue* du 15 août 1864.

part à faire ou à défaire les nations : voyez les sociétés antiques; mais combien leur influence est-elle plus énergique dans les sociétés modernes! Sans avoir de droits politiques, elles font la politique; elles ne votent pas, elles font voter. Superstitieuses ou frivoles, elles seraient les plus terribles ennemies du progrès politique ou de la moralité publique. Leurs fils, leurs maris, sont ce qu'elles les ont faits. Est-ce une génération d'esprits faibles qui résoudra les problèmes du temps, qui fera reprendre à la France son rang scientifique et politique? La sainte Russie, elle, ne néglige aucune des forces vives du pays; elle fait appel aux femmes comme aux hommes.

En France, on entend toutes les familles se plaindre de la difficulté qu'on éprouve à instruire les filles. Saint-Denis représente assez bien les instituts de la Russie; mais tout le monde ne peut pas aller à Saint-Denis. Les couvens? C'est dans le monde et dans la vie réelle qu'il faut apprendre le monde et la vie. Les pensionnats? Il y en a de très bons, mais des efforts isolés peuvent-ils réaliser ce que l'union du pays et de la couronne a créé en Russie? Nous avons en France beaucoup d'excellentes institutrices, éprouvées par des examens fort difficiles, mais dans quelle situation se trouve généralement une institutrice? On lui confie des enfans de tout âge, des grandes et des petites, les unes qui ont presque achevé leur éducation, les autres qui en sont à l'*a b c*. Lui est-il possible de leur donner à toutes en même temps l'instruction qui convient à leur âge et à l'état de leurs connaissances? Que de temps perdu tantôt pour les unes, tantôt pour les autres! Qu'elle s'adjoigne une ou deux auxiliaires, le vice de cet enseignement n'est qu'atténué. Ces institutrices peuvent-elles rivaliser avec ce personnel de trente ou quarante maîtres (1) qu'on trouve dans un gymnase russe? Combien ne seraient-elles pas plus heureuses, si, au lieu de consumer leurs talens à passer d'une leçon de littérature à une leçon d'alphabet, et d'une démonstration mathématique à une exposition d'histoire, elles étaient concentrées, comme leurs collègues de Russie et d'Allemagne, dans une spécialité de prédilection où elles pourraient compléter sans cesse leurs connaissances, au lieu de les gaspiller sans mesure! Beaucoup de parens font venir chez eux des maîtres pour leurs filles; si les maîtres sont bons, ce moyen n'est pas à la portée de toutes les fortunes, et d'ailleurs il manquera toujours à cette éducation ce qui fait le grand ressort de l'éducation publique, l'émulation, le stimulant, et surtout ce que les enfans acquièrent

(1) Au gymnase Marie, 7 dames de classe, 23 professeurs, 16 maîtresses; — à Kolomna, 4 dames de classe, 16 professeurs, 12 maîtresses; — à Alexandre, 3 dames, 14 professeurs, 11 maîtresses; — à Liteinaia, 5 dames, 16 professeurs, 11 maîtresses, etc., sans compter les membres de l'administration.

par la fréquentation les uns des autres, le prélude dans l'expérience de l'école des expériences de la vie. On conduit dans des villes privilégiées les jeunes filles aux cours de facultés; mais l'enseignement supérieur doit compléter et non remplacer l'enseignement secondaire.

Un des derniers ministres de l'instruction publique avait organisé des cours de filles; ils sont tombés, excepté à Paris et dans quelques autres villes, sous l'effort d'influences puissantes. Ces cours rappelaient sous certains rapports les gymnases féminins; mais on ne saurait compter pour l'enseignement des filles sur des professeurs qui sont déjà complétement absorbés par l'enseignement des garçons; il faudrait un personnel enseignant presque nouveau, dans lequel devrait dominer l'élément féminin. Les locaux attribués à ces cours étaient généralement précaires, souvent peu appropriés par leur disposition, leur situation ou leurs connexités à la destination qu'on se proposait. Pourtant il ne faut pas oublier que c'était un commencement; en durant, l'institution eût acquis ce qui lui manquait, personnel, matériel, locaux, budget particulier. L'important, si on veut jamais créer en France l'enseignement des femmes comme on l'a fondé en Allemagne et en Russie, c'est l'organisation d'un vaste ensemble où les efforts des institutrices ne se perdent pas dans l'isolement, mais soient soutenus et dirigés par une pensée commune. Quel obstacle pourrait-on rencontrer encore dans une création aussi patriotique? Qui oserait contester que « le plus grand besoin de la société en tout temps, et aujourd'hui plus que jamais, est de fortifier les mœurs, et que le moyen le plus efficace pour y parvenir est de donner une bonne éducation aux femmes (1)? »

ALFRED RAMBAUD.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1864.

ÉTUDES

SUR

LES TRAVAUX PUBLICS

LES CANAUX ET LES VOIES DE COMMUNICATION AUX ÉTATS-UNIS.

Rapport de mission, par M. Malézieux, ingénieur en chef des ponts et chaussées, Paris 1873.

Nous avons essayé dernièrement, en prenant la Russie pour exemple, de montrer que les travaux publics révèlent l'état social et la force productive d'une grande nation. Une publication récente d'une rare exactitude nous permet de recommencer cette étude pour une région bien différente. Il s'agit des États-Unis de l'Amérique du Nord, pays favorisé sous le rapport du climat et des productions naturelles, et de plus livré au libre essor d'une race d'hommes entreprenans, au lieu d'être guidé, comme la Russie, par les caprices d'une administration absolue. En général, les renseignemens précis font défaut sur ce qui se fait au-delà de l'Atlantique. On s'en rapporte trop souvent aux récits de touristes qui voient en passant, qui n'ont pas l'instruction et le loisir nécessaires pour approfondir les questions techniques. Les Américains ne se laissent arrêter par aucun obstacle, on les dit empiriques; ils n'ont pas notre respect invétéré pour la vie humaine, ils évaluent les accidens en dollars et ne se lamentent pas à l'infini sur l'écroulement d'un pont ou sur l'explosion d'une machine à vapeur, on les dit imprudens. La vérité est que dans leurs constructions publiques ils allient une originalité rare à une suprême audace, mais que la science est, pour eux comme pour nous, le critérium définitif des inventions nouvelles. Leur esprit positif les préserve de ces écarts d'imagina-

tion mal réglés qui ont produit en Angleterre un navire géant informe, le *Great-Eastern,* et un tunnel sous la Tamise dont l'utilité pratique est contestable. Les ingénieurs des États-Unis sont en partie nos élèves, puisque beaucoup d'entre eux ont acquis leur instruction scientifique dans nos écoles savantes. A divers points de vue, ils sont nos maîtres, car nous ferons bien de leur emprunter un certain nombre de leurs procédés de construction.

De même que nous l'avons fait pour la Russie, il est utile de commencer par une esquisse géographique des contrées où s'exerce l'esprit inventif des Américains. Cette première étude a pour objet de dire en quoi consiste le territoire des États-Unis, ce qu'il produit et ce qu'est la population qui le met en valeur.

I.

Rien de plus simple que la géographie de l'Amérique du Nord, entre le 30° et le 50e degré de latitude. Les monts Alleghanys à l'est et le massif des Montagnes-Rocheuses à l'ouest divisent le continent en trois régions d'étendue fort inégale. Sur le versant de l'Atlantique, il n'y a qu'une étroite bande de terrain. Au pied des montagnes, du côté du Pacifique, règne sur une faible largeur l'admirable plaine de la Californie. Au centre, l'immense bassin du Mississipi s'étale de l'une à l'autre chaîne. Si les Alleghanys ont peu d'épaisseur, il n'en est pas de même des Montagnes-Rocheuses; à la hauteur de New-York et de San-Francisco, la Sierra-Nevada, les monts Wasatch, les Montagnes-Rocheuses proprement dites, renferment entre leurs chaînes parallèles des bassins lacustres d'une certaine importance. En résumé, si l'on s'avance vers l'ouest en partant de l'Atlantique, on parcourt à vol d'oiseau environ 200 kilomètres entre l'Océan et la crête des Alleghanys, 2,200 au moins dans le bassin du Mississipi, 1,000 de la crête des Montagnes-Rocheuses à celle de la Sierra-Nevada, dans les bassins lacustres du Lac-Salé et de la Rivière de Humboldt, 200 enfin sur le versant du Pacifique.

La vallée du Mississipi est un peu plus longue que large. Limitée au sud par le golfe du Mexique, dans lequel elle déverse ses eaux, elle présente au nord cette singularité digne d'attention, de n'être séparée que par des collines d'un relief insensible des grands lacs qui la bornent. Il a fallu peu de travail pour creuser un canal d'un seul bief entre l'Illinois et le lac Michigan, en sorte que les eaux du Canada peuvent aujourd'hui s'écouler d'une part au sud dans le golfe du Mexique par le Mississipi, et d'autre part au nord dans l'Atlantique par le Saint-Laurent. ec Chapelet de lacs, qui forme une voie navigable jusqu'au cœur du continent, est au reste un des

traits géographiques remarquables de l'Amérique du Nord. On comprend ainsi comment les colons français qui s'étaient établis au XVIIe siècle sur les bords du Saint-Laurent purent descendre de Montréal à la Nouvelle-Orléans, à travers 500 lieues de pays inconnus, sans se heurter à des obstacles infranchissables.

Sur un si long parcours, le Mississipi n'offre aux navigateurs d'autres difficultés que quelques rapides assez peu gênans. Il reçoit d'ailleurs des affluens dignes de lui. A gauche, c'est l'Ohio, l'Illinois, le Tennessee et le Wisconsin; à droite l'Arkansas, le Minnesota et surtout le Missouri. Cette dernière rivière, plus longue que le fleuve dans lequel elle se jette, se développe en un parcours sinueux de 4,700 kilomètres jusqu'au flanc des Montagnes-Rocheuses. Le caractère général de ces cours d'eau est de présenter une très grande largeur avec une pente médiocre, sauf en certains endroits où des veines transversales de roches créent des rapides. Les sources même sont à une faible élévation au-dessus du niveau de la mer. Les crues sont formidables; elles atteignent 10 mètres sur le haut Mississipi et 16 mètres à l'embouchure.

La forme du littoral était éminemment favorable à la colonisation, surtout du côté de l'Europe. Le rivage est découpé par des baies profondes. La Delaware, l'Hudson, la James River, ne sont pas navigables bien loin dans l'intérieur des terres, mais présentent à leur entrée d'excellens ports naturels, d'autant plus que, la marée s'y faisant peu sentir, la main de l'homme n'avait presque rien à y faire. La côte du Pacifique est moins bien partagée; cependant la rade de San-Francisco est l'une des plus belles qui soient au monde.

La nature du sol varie beaucoup d'un point à l'autre de ce vaste territoire. L'espace compris entre le Missouri et l'Ohio est, à vrai dire, une des régions les plus privilégiées du globe; c'est le grenier de l'Amérique et, en partie, de l'Europe. C'est là que les pionniers se sont portés avec le plus d'ardeur, dédaignant même les pentes orientales des Alleghanys, qui sont cependant beaucoup plus rapprochées de la mer. Chicago, Cincinnati, Saint-Louis, sont les trois capitales de cette riche contrée. La ville de Saint-Louis mérite surtout de fixer l'attention : placée à mi-chemin entre les sources et l'embouchure du grand fleuve, entre l'Atlantique et les Montagnes-Rocheuses, c'est en quelque sorte le centre du continent, comme New-York en est le port d'entrée et Chicago le port d'exportation. La zone montagneuse des Alleghanys, que l'on aurait pu croire stérile pour la colonisation, recèle des richesses d'un autre genre : c'est le pays du charbon de terre et du pétrole. La Pensylvanie, à cheval sur les montagnes, fournit de la houille à l'Union tout entière.

Les premiers qui s'avancèrent à l'ouest de Saint-Louis ne virent qu'une plaine monotone, avec un horizon sans limites, des eaux saumâtres et un sol nu. Ce fut pis encore lorsque les pionniers s'engagèrent dans le massif montagneux qui s'étend au-delà de cette plaine; il semblait que ce désert ne dût être jamais qu'un lieu de passage entre le Mississipi et la Californie. Loin de là, on ne fut pas longtemps sans y découvrir des trésors inattendus : les roches éruptives qui sillonnent ces grands soulèvemens contiennent en abondance l'or et l'argent, sans doute aussi d'autres métaux non moins précieux, mais dans les premières années d'engouement on n'attachait de prix qu'aux terrains aurifères. Cependant les aventuriers partis à la recherche de l'or ne furent pas seuls à peupler cette région désolée. Expulsés du territoire de l'Union américaine, les mormons découvrirent en 1854 une oasis de terrains fertiles qu'arrosent d'abondantes eaux douces; ils y fondèrent une singulière colonie où l'industrie prospère non moins que l'agriculture, car on y compte maintenant de nombreuses manufactures.

Sur cette superficie d'une immense étendue travaille une population de 39 millions d'habitans, d'après le recensement de 1870, population bien disparate par ses origines, fondue néanmoins par l'influence du climat et de la vie commune en une nation homogène. C'est une erreur trop habituelle de croire que les émigrans de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne y ont imposé leurs mœurs et leur caractère d'une façon exclusive. La France se rattache à cette jeune république par des souvenirs plus lointains que ceux de la guerre de l'indépendance. Il y a deux siècles, au plus beau moment du règne de Louis XIV, nos compatriotes, établis au Canada, se livraient à de périlleux voyages d'exploration vers le sud, tandis que les Anglais et les Hollandais n'osaient encore perdre de vue les rivages de l'Atlantique. En 1673, le père Marquette, l'un des jésuites des missions canadiennes, explore le Wisconsin. En 1682, Cavelier de la Salle descend le Mississipi jusqu'au golfe du Mexique et prend possession de cette belle contrée au nom de la France avec les formes alors usitées. Toute cette région se peupla de noms français que l'usage a conservés intacts. Plusieurs villes portent le nom du père Marquette; Prairie du Chien, Fond du Lac, du Luth, Saint-Clair, figurent encore sur les cartes de l'Amérique. Les exploits de Cavelier de la Salle sont restés légendaires sur les rives du Mississipi. A New-York, à Chicago, dans le Texas et l'Illinois, on retrouve à chaque instant le souvenir populaire de ce courageux explorateur, qui fut le premier à reconnaître le cours du grand fleuve. Si les Américains conservent pieusement ces traditions, c'est, — n'en doutons pas, — parce qu'ils ont encore dans le tempérament quelque

chose de chevaleresque qui est la part d'héritage que leur ont léguée les colons français du Canada.

Sur ces 39 millions d'individus, on compte 5 millions de nègres, moins de 400,000 Indiens et quelque 50,000 Chinois importés par la Californie; le reste est de race blanche. La moitié des habitans sont nés ailleurs qu'en Amérique ou sont nés sur le sol américain de parens étrangers, tant l'immigration est active depuis soixante ans. Les Français n'entrent maintenant que pour 2 ou 3 pour 100 dans le chiffre total de la population; on le sait, nous n'émigrons guère au-delà de l'Atlantique.

Cette nombreuse population se répartit fort inégalement entre 37 états et 10 territoires qui forment les divisions politiques de l'Union. L'état de New-York a 4 millions 1/2 d'habitans sur une surface qui est le quart de la France; l'état de Nevada n'en a que 42,000 avec une superficie presque double. Les grandes villes se développent d'année en année, ce qui a lieu de surprendre en un pays où l'exploitation du sol est la principale source de richesse. C'est ainsi que New-York, avec Brooklyn et Jersey-City, qui n'en sont séparés que par des bras de mer, forme maintenant une agglomération de 1 million 400,000 âmes. Philadelphie, Saint-Louis, Chicago, Baltimore, Boston, Cincinnati, ont plus de 200,000 habitans; seize autres villes dépassent le chiffre de 50,000. San-Francisco, qui n'existait pas en 1848, est devenue une ville de 150,000 âmes. Ces détails numériques ne sont pas sans importance; outre qu'ils montrent comment la population se distribue, ils font comprendre aussi quels graves problèmes les ingénieurs doivent étudier pour satisfaire aux besoins municipaux de cités qui s'agrandissent à l'improviste au-delà de toute prévision, au-delà de toute expérience antérieure.

Le point saillant à retenir de cette esquisse géographique est celui-ci : les premiers colons trouvèrent sur le littoral de l'Atlantique, à l'embouchure des fleuves, de grandes baies bien abritées : ils s'y établirent tout d'abord; mais, sauf l'Hudson, qui est navigable au nord jusqu'à Albany, sur 240 kilomètres de long, ces cours d'eau, interceptés par des rapides, ne permettent pas de remonter à l'intérieur des terres. Les fondateurs des villes littorales telles que Boston, Philadelphie, Baltimore, Richmond, semblaient donc au premier abord n'avoir d'autre champ d'action que le versant oriental des Alleghanys. Toutefois les pionniers du Canada, plus aventureux, pénétraient dans le riche bassin du Mississipi. Les productions naturelles de cette contrée fertile ne pouvaient s'exporter commodément ni par les côtes insalubres de la Louisiane, ni par les lacs du nord, que la glace encombre plusieurs mois chaque année. La chaîne des Alleghanys était une barrière qu'il fallait

abaisser, de même que, cent ans plus tard, les plaines du *far-west* furent un obstacle qu'il fallut franchir à tout prix. Créer de l'est à l'ouest des voies de communication économiques et rapides était la condition essentielle de toute prospérité. Nous allons montrer comment on y est parvenu. On n'omettra pas de remarquer que New-York était sous ce rapport la ville la plus favorisée, grâce à l'Hudson; il n'est pas étonnant que cette cité soit devenue la capitale commerciale des États-Unis.

II.

Les états affranchis en 1776 de la domination anglaise ne s'occupèrent d'abord que de routes de terre. Les ressources que l'on y pouvait consacrer étaient bien restreintes en comparaison des vastes espaces qu'il s'agissait de desservir : aussi n'obtint-on que des résultats insignifians. La difficulté des transports semblait être un obstacle absolu pour le commerce d'exportation. De Buffalo, sur le lac Érié, à Albany, sur l'Hudson, il y a 500 kilomètres : le transport d'une tonne de marchandise coûtait alors 500 francs entre ces deux villes; c'est aujourd'hui le prix d'une tonne de bœuf ou de porc à New-York et le double de ce qu'y coûte le froment. Au commencement du siècle, l'état de New-York entreprit d'ouvrir un canal dans cette direction. Les travaux durèrent neuf ans; ils furent achevés en 1825. L'influence s'en fit promptement sentir, car le prix du fret s'abaissa tout de suite à 50 francs.

Les ingénieurs américains, bien novices en toutes choses, n'avaient surtout aucune expérience des ouvrages hydrauliques; il est donc assez naturel que ces travaux fussent imparfaits. Cependant la création d'une voie d'eau artificielle de si grande longueur était déjà une merveille. On ne s'en tint pas là. Sur ce canal principal s'embranchèrent de nombreux canaux secondaires qui se dirigeaient vers le lac Champlain, la Susquehannah, le lac Ontario; puis l'expérience apprit que le tirant d'eau se trouvait trop faible et que les écluses étaient trop étroites. On entreprit alors, entre 1835 et 1862, de refaire ces canaux sur de plus grandes dimensions, et en présence de l'accroissement continuel du tonnage malgré la concurrence des chemins de fer, on se demande déjà s'il ne deviendra pas nécessaire de remanier encore une fois tous les travaux.

Ce qu'il y a de particulier, si l'on compare ces voies navigables à celles de l'Europe, c'est qu'elles n'ont pas été, sous le rapport financier, une mauvaise affaire pour l'état de New-York, qui entreprit de les exécuter à lui seul avec les ressources de son budget. La dépense première, qui s'est élevée à 323 millions, est aujourd'hui

presque amortie par les bénéfices nets de l'exploitation. Quant à dire la somme des profits que le commerce en a retirés, ce serait incalculable. C'est que ces canaux desservent un trafic d'une activité prodigieuse, surtout en produits des forêts et de l'agriculture. Sept mille bateaux d'une capacité moyenne de 150 tonnes transportent annuellement 6 millions de tonnes de marchandises qui représentent une valeur de 1 milliard 200 millions de francs, quoique le climat impose chaque année trois ou quatre mois de chômage. Avant qu'il y eût des chemins de fer, le canal Érié avait en quelque sorte le monopole des transports entre New-York et la région de l'ouest. Les compagnies de batellerie, riches et puissantes, avaient sur le littoral des grands lacs d'habiles correspondans qui dirigeaient vers Buffalo les marchandises d'exportation. L'affaire était si bonne que la législature de l'état ne voulut d'abord autoriser la construction de chemins de fer parallèles au canal qu'à la condition que ceux-ci ne transporteraient pas de marchandises. Cette restriction ne fut pas longtemps en vigueur : d'abord on la supprima pendant la période de chômage des voies navigables, puis on permit aux chemins de fer de charger les marchandises en toutes saisons, mais en payant au trésor une redevance égale aux droits de navigation; enfin en 1851 le principe absolu de la libre concurrence fut admis sans réserve. La navigation a souffert, comme on pense, de ce nouveau régime, d'autant plus que les compagnies de chemins de fer qui se font suite depuis New-York jusqu'à Chicago et jusqu'au Mississipi se passent les marchandises les unes aux autres. Les canaux ne reçoivent plus que les matières lourdes et encombrantes. Au dire des hommes compétens, ils soutiendraient très bien la concurrence, si l'on pouvait établir un mode économique de halage par la vapeur. La question a paru d'une telle importance que la législature a promis un prix de 100,000 dollars à l'auteur de la meilleure solution pratique. Cette magnifique récompense influera-t-elle sur les travaux des inventeurs, qui ont toujours quelque chose de spontané et le plus souvent ne profitent guère des concours?

Les canaux ne sont pas envisagés seulement comme voies de navigation commerciale. Les habitans des États-Unis, quoique en paix avec tout l'univers, n'oublient pas qu'ils peuvent être attaqués par une puissance étrangère. Toutes leurs frontières étant vulnérables, ils se préoccupent de rendre facile et prompte la concentration de leurs moyens de défense sur le point qui serait menacé. Ainsi il serait très utile, le cas échéant, de faire venir des canonnières, par l'intérieur des terres, du golfe du Mexique au lac Michigan et de ce lac à l'Atlantique. Dans cette intention, on parle d'une part d'élargir les écluses du canal Érié, d'autre part d'ouvrir entre Chicago et l'en-

droit où l'Illinois devient navigable un canal à grande section par lequel passeraient les plus grands *steamboats* du Mississipi. Ce dernier projet n'est réalisé qu'en partie jusqu'à ce jour par une rigole de dimension médiocre qui débouche dans la rivière de Chicago. L'exécution complète du plan qui vient d'être indiqué doterait les États-Unis d'une voie magistrale dont le succès financier serait d'autant plus certain que sur ces canaux de large section les frais de transport s'abaissent à un prix que les chemins de fer n'atteindront jamais.

A l'exception du réseau de l'état de New-York et de quelques autres canaux bien situés, les voies navigables ont succombé devant les chemins de fer. M. Malézieux attribue en partie ce résultat à l'inexpérience des ingénieurs américains en matière de travaux hydrauliques; mais il reconnaît aussi que les chemins de fer ont l'avantage inappréciable de relier par de longues lignes continues les ports de mer aux villes de l'intérieur, et même de pénétrer jusqu'aux puits des mines, jusqu'à l'intérieur des usines. Peut-être les chemins de fer ont-ils surtout, pour une population très clairsemée, l'avantage d'une construction plus simple. Dans une région peu accidentée, où les terrains n'ont pas de valeur vénale, où la vitesse de marche peut être réduite sans inconvénient, une voie ferrée ne consiste qu'en deux lignes de rails posés sur des traverses, sans ponts, ni viaducs, ni bâtimens de station, sans tous ces coûteux accessoires qui sont l'accompagnement obligé des chemins de fer dans nos pays d'Europe. Aussi les railways s'étendent-ils depuis quarante ans avec une rapidité prodigieuse.

Il est inutile de rappeler les scandales financiers par lesquels se sont illustrées certaines compagnies de chemins de fer américaines; nous les avons racontés ailleurs (1). Il ne s'agit ici que d'étudier comment ces chemins se construisent et comment on les exploite. Au premier abord, ils diffèrent beaucoup des nôtres. Nos chemins de fer sont d'imperturbables lignes droites avec des courbes à grand rayon, qui percent les montagnes par des tunnels et franchissent les vallées sur de superbes arcades en maçonnerie. Fermés à droite et à gauche par une haie, on ne peut les traverser que sur des ponts ou par des passages à niveau que défendent une barrière et un gardien. Les stations sont des monumens de luxe où les voyageurs sont parqués dans des salles sous la surveillance de nombreux employés en uniforme. Les railways des États-Unis sont tout autres. Le tracé suit les mouvemens du sol; le rayon des courbes s'abaisse à 120 mètres, s'il le faut; les pentes atteignent 22 millimètres par mètre sans qu'on y trouve d'inconvénient. Au

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er avril 1872, *les Chemins de fer aux États-Unis.*

surplus, les ingénieurs de ce pays n'ont pas la prétention de faire du premier coup un travail définitif; ils visent à l'économie, et se promettent d'améliorer plus tard leur ouvrage quand l'abondance des recettes leur en donnera le moyen. Aussi remplacent-ils les grands remblais et les viaducs en maçonnerie par de simples estacades en charpente qui ne dureront que quelques saisons. Il n'y a de clôture que par exception, par exemple à la traversée des prairies où séjournent de nombreux troupeaux; encore les haies sont-elles alors établies souvent par les propriétaires riverains. Un écriteau planté sur le bord des chemins transversaux recommande la prudence aux individus qui savent lire. La voie passe-t-elle dans les rues d'une ville, le mécanicien se contente de ralentir la marche de sa locomotive et de sonner la cloche d'une façon continue. Quant aux simples bestiaux qui, mal surveillés, s'oublient entre les rails, la locomotive les balaie au moyen d'un fort éperon en fer qu'elle porte à l'avant. Cet appendice, dont les machines européennes ne possèdent qu'un diminutif, s'appelle d'un nom caractéristique : c'est le *cow-catcher*, le saisisseur de vaches. Par humanité toutefois, ou peut-être plutôt par économie, le mécanicien s'arrête lorsqu'il aperçoit quelque animal fourvoyé devant lui. Les voyageurs ont l'habitude d'incidens de ce genre et ne s'en inquiètent pas plus qu'il ne convient.

Dans les gares, même liberté d'allures, même absence de mesures préventives. Le public entre et sort sans rencontrer ni porte fermée ni barrière. Tant pis pour les ignorans qui se trompent de wagon ou pour les maladroits qui se laissent glisser sous les roues. Avez-vous des bagages, il n'est question ni de pesage ni de bulletin d'enregistrement; on vous remet simplement un numéro d'ordre, comme en France quand vous déposez votre canne à l'entrée d'un musée ou d'une salle de spectacle. Voulez-vous retenir votre place d'avance, vous trouvez en ville, auprès de l'hôtel où vous logez, un bureau où l'on vend des billets de chemins de fer. En route, le conducteur circule d'un bout à l'autre du train, vérifie si vous êtes en règle et vous retire votre billet avant que vous ne descendiez de wagon; tout s'opère sans bruit, sans dérangement, avec le moins de gêne possible. Les accidens sont plus fréquens que chez nous, c'est incontestable. Ainsi en 1869, dans le seul état de New-York, pour une longueur exploitée d'environ 7,000 kilomètres, on a compté 219 tués et 273 blessés. La moitié des victimes sont des voyageurs ou des employés des compagnies, les autres sont des personnes étrangères qui n'ont pas su se garer au passage des trains. Il est juste d'ajouter cependant qu'au dire de certains Américains les chemins de fer de ce pays offriraient plus de sécurité que ceux de l'Angleterre. M. Charles Adams, commis-

saire des railways pour le Massachusetts, affirme qu'il arrive dans cet état un accident pour 1,500,000 voyageurs, tandis que dans la Grande-Bretagne il y en a un pour 430,000, en Prusse un pour 3 millions, et en France un pour 4 millions. Ce même fonctionnaire attribue la plupart des accidens aux exigences du public américain, qui mettent les compagnies dans l'obligation de sacrifier la prudence à la vitesse et au confort des voyageurs. Il est certain du moins que la statistique des personnes tuées ou blessées est tenue aux États-Unis avec assez de négligence, et que les journaux y donnent plus qu'ailleurs un retentissement souvent exagéré aux événemens de ce genre. De plus, le jury qui prononce sur les demandes d'indemnités des victimes ou de leurs familles est toujours très sévère pour les compagnies, ce qui s'explique facilement.

Tout le monde a entendu parler du wagon américain. C'est une longue caisse, plus haute que celle de nos wagons, de façon que l'on s'y tienne debout sans aucune gêne, un peu plus large et d'une longueur au moins double. Cette caisse repose à chaque bout sur un petit chariot à quatre roues auquel elle s'unit par une cheville ouvrière, et, comme les deux chariots qui supportent une même caisse sont indépendans l'un de l'autre, le wagon peut tourner dans une courbe de très petit rayon. Cela ressemble assez bien aux trucks accouplés au moyen desquels nos chemins de fer transportent de grandes pièces de charpente. Les portes sont à chaque bout du wagon et non sur les côtés : on y arrive par un petit escalier et un palier qui sert en outre à passer d'un wagon à l'autre dans le même train. A l'intérieur règne un couloir de 70 centimètres de large, de chaque côté duquel sont rangées des banquettes à deux places. Des lampes au gaz comprimé, des poêles à houille pour le chauffage, un cabinet d'aisances entretenu très proprement, une fontaine d'eau glacée, complètent l'aménagement intérieur des wagons américains. Il n'y a qu'une classe : tous les voyageurs paient le même prix et se trouvent confondus. Toutefois ces grandes voitures où la circulation est toujours facile permettent à ceux qui ne veulent pas être mêlés à la foule de se tenir dans un isolement relatif. D'ailleurs le sentiment de l'égalité est, on le sait, très développé dans ce pays, qui ne connaît pas toutes les distinctions sociales de notre vieille Europe.

On devine sans peine que les wagons de ce genre, où le confort est assez médiocre, conviennent surtout pour les trajets très courts et pour les voyages de jour. Quand les lignes s'étendirent au point qu'on fut obligé de rester en route des journées et des nuits consécutives, les Américains recherchèrent une installation plus commode; ils imaginèrent alors les wagons-hôtels et les wagons-restaurans. Ceux-ci, que l'on n'attelle aux trains qu'à l'heure des

repas, sont divisés en petites stalles où les voyageurs des autres wagons viennent s'attabler à tour de rôle. On ne s'en sert guère, car les plus grands trajets comportent des arrêts obligatoires dont la durée et l'espacement correspondent le mieux possible avec les heures habituelles des repas. Les wagons-hôtels deviennent au contraire d'un usage général sur les lignes de grande longueur. Pendant le jour, ils ne se distinguent des wagons ordinaires que par une décoration plus élégante; la nuit, ils se transforment en dortoirs, dont les lits, superposés comme ceux d'un bateau à vapeur, sont garnis de matelas, d'oreillers et même de draps. En somme, un train de chemin de fer devient une maison ambulante; on y dort, on y mange, on s'y promène; on y est servi, comme dans les meilleurs hôtels des grandes villes, par des domestiques de couleur qui ne quittent jamais le wagon. Des marchands ambulans offrent des fruits, des cigares, des journaux; l'éclairage au gaz permet d'utiliser les longues soirées d'hiver, avantage apprécié par des gens qui connaissent le prix du temps. La vie ordinaire est le moins possible interrompue. Tout cela se comprend dans un pays où les distances sont fort grandes. Le voyage de New-York à Chicago est à peu près pour les Américains ce qu'est pour nous le voyage de Paris à Marseille; entre ces villes, il y a plus de 1,500 kilomètres, que l'on franchit en trente heures. De Chicago à Omaha, il y a la même distance; on emploie quarante-cinq heures à faire la route. De Omaha à San-Francisco, il y a 3,000 kilomètres, il faut rester cent deux heures en chemin de fer. Voilà donc, de l'Atlantique au Pacifique, un trajet total de 6,000 kilomètres qui dure de sept à huit jours. Qui voudrait s'assujettir à demeurer une semaine assis dans une case étroite en compagnie obligée de gens que l'on n'a pas choisis et que l'on ne connaît pas? Les mœurs américaines sont d'ailleurs telles qu'elles se plient volontiers et avec beaucoup de discrétion aux petits inconvéniens de cette vie commune entre tous les voyageurs d'un même train. La même organisation serait-elle admise en France avec la même faveur? Cela dépend beaucoup des personnes et des circonstances. Il paraît probable cependant que, sauf l'installation si désirable de wagons-lits pour les longs trajets, il n'y a pas de motif suffisant de transformer de fond en comble à la mode américaine tout le matériel roulant de nos chemins de fer.

Pour compléter ce tableau, il est à propos de dire deux mots sur la vitesse de marche des trains et sur le prix des places. En ce qui concerne la vitesse, on s'en fait en général une idée assez inexacte. Les uns croient que les lignes américaines sont si mal construites et si mal entretenues que les locomotives n'y peuvent rouler qu'avec lenteur; d'autres, — et c'est l'opinion la plus commune, — sont

convaincus que les Américains courent à toute vapeur sans nul souci des dangers. Cette dernière opinion est assurément erronée; la statistique des accidens le fait voir. La vérité est qu'il existe dans le Nouveau-Monde des chemins de fer de toute sorte. Dans une contrée où le gouvernement n'exerce pas un contrôle incessant sur les travaux publics, le railway est un instrument que l'on fabrique bien ou mal, à proportion des besoins du public et du prix qu'il consent à payer. Il y en a de comparables aux nôtres, construits suivant toutes les règles de l'art. D'autres sont établis dans les conditions les plus économiques. M. Malézieux ne parle guère de ces derniers, qu'il n'était pas utile d'étudier. Quant aux railways de bonne qualité, la vitesse moyenne des trains y est, comme en France, de 50 à 55 kilomètres pour les trains rapides, de 30 à 40 pour les trains ordinaires. S'il y a une différence, elle consiste tout au plus en ceci, que la vitesse de marche est moindre et que les arrêts sont moins fréquens, mais le temps employé pour parcourir un même trajet est le même. En ce qui concerne les tarifs, on reconnaît d'une ligne à l'autre des variations singulières. La concurrence entre divers chemins de fer, et surtout entre chemins de fer et bateaux à vapeur, fait descendre les prix au taux le plus bas. Au contraire, en l'absence de toute voie rivale, ils s'élèvent quelquefois à un chiffre exorbitant. Ainsi les voyageurs paient de 6 à 22 centimes par kilomètre, suivant les lignes; les marchandises sont tarifées de 5 à 18 centimes par tonne et par kilomètre. Le charbon de terre même paie de 5 à 6 centimes sur les chemins de la Pensylvanie, où la houille est cependant l'élément principal du trafic. Il est juste de rappeler que la valeur de l'argent est moindre aux États-Unis qu'en Europe. En moyenne, les chemins de fer américains rapportent, dit-on, 30,000 francs par kilomètre; en France, ce chiffre s'est toujours maintenu au-dessus de 40,000. Aux États-Unis, la dépense d'établissement est moindre, puisque le coût kilométrique reste probablement au-dessous de 200,000 fr. Toutefois il paraît certain que les entreprises de chemins de fer sont peu prospères en Amérique; les 15 milliards que l'on y a consacrés ne donnent pas un revenu net bien clair. Néanmoins les spéculateurs trouvent encore des actionnaires pour chaque affaire de ce genre qu'il leur plaît de lancer. Est-ce de la part des souscripteurs duperie ou mauvais calcul? Nullement; c'est qu'ils envisagent autre chose que le rapport en argent. Les chemins de fer donnent une plus-value aux prairies de l'Iowa, aux terres de l'Illinois, aux forêts du Michigan, aux mines de la Pensylvanie. Ces voies de transport rapides et économiques remplissent les entrepôts de Buffalo, de Saint-Louis et de Chicago. Qu'un homme soit banquier à New-York, propriétaire dans l'ouest ou négociant dans les

grandes villes de l'intérieur, tout nouveau railway lui ouvre de nouveaux marchés, agrandit le cercle où se meut son activité. Souscrire des actions n'est pas faire un placement ou accomplir un acte de patriotisme; c'est simplement étendre les affaires auxquelles on est déjà mêlé. Les Américains ne se sont pas trompés, et, pour s'en convaincre, il suffit de comparer le territoire de l'Union aux solitudes du Brésil ou de la Plata.

Avec une carte sous les yeux, il serait difficile de discerner quelles sont les lignes principales au milieu de ces railways qui se croisent en toutes directions sur la surface des états du nord. Sur ce terrain, les grandes exploitations se sont constituées peu à peu par la fusion de petites compagnies locales. A l'ouest du Mississipi, les chemins de fer furent au contraire entrepris dès le début sur une plus large échelle. L'exemple le plus remarquable que l'on en puisse citer est cette fameuse ligne du Pacifique qui de Omaha à San-Francisco se développe sur une longueur de 3,080 kilomètres. Les plaines du *far-west*, sèches et stériles, n'attiraient nullement les colons ou les chasseurs, lorsque, il y a vingt-cinq ans, la découverte de l'or en Californie détermina tout à coup un immense courant d'émigration de ce côté. Jusqu'alors chaque état s'était réservé l'étude des chemins de fer qui l'intéressaient. Quand on en vint à parler d'une ligne entre le Mississipi et l'Océan-Pacifique, le congrès vit qu'il s'agissait en cette affaire d'un intérêt commun à l'Union tout entière; il réclama donc le soin d'en diriger les études et d'en concéder l'entreprise, fait unique dans l'histoire des travaux publics aux États-Unis. De grands voyages d'exploration entrepris en 1853 et 1854 avaient fait connaître que le massif des Montagnes-Rocheuses se laisserait franchir en bien des points différens, soit par le Nouveau-Mexique, ce qui eût favorisé les états du sud, soit à la hauteur de New-York et de San-Francisco, ce qui convenait mieux aux états du nord, soit même vers la latitude des grands lacs du Canada. La question était en suspens; la guerre de sécession fut cause que le congrès de Washington la résolut au profit des fédéraux. L'acte de concession date du 1er juillet 1862; mais les événemens ajournèrent de quatre ans l'exécution des travaux. Deux compagnies se partageaient cette gigantesque entreprise; la *Union Pacific* partait de Sacramento en se dirigeant vers l'est, la *Central Pacific* avait pour tête de ligne Omaha, sur le Missouri, et se dirigeait vers l'ouest. Chacune devait suivre la route la plus praticable, le gouvernement se réservant de décider en quel point elles se rencontreraient. Il leur était interdit d'admettre des pentes supérieures à 22 millimètres et des courbes de rayon inférieur à 122 mètres; hors cela, il n'y avait pas d'autres conditions que cette formule très vague : « le chemin sera pourvu de tous les fossés, aqueducs, sta-

tions et autres objets nécessaires à une ligne de premier ordre. » Le congrès du reste ne ménageait pas son concours; outre une subvention en argent variable de 16,000 à 48,000 dollars par mille, suivant les difficultés du terrain et formant un total de 265 millions de francs, il donnait aux compagnies concessionnaires en toute propriété d'immenses surfaces du terrain de part et d'autre de la voie à construire. Ces terres n'ont à la vérité qu'une médiocre valeur, puisque le pays est désert et que la nature du sol rend peu probable qu'une colonisation abondante s'y établisse jamais.

La ligne entière fut mise en exploitation le 10 mai 1869; il a suffi de quatre ans pour la construire. Omaha, qui est le point de départ du côté de l'Atlantique, se trouve sur la rive droite du Missouri. En face de cette ville naissante, à Council-Bluffs, sur la rive gauche, aboutissent déjà quatre chemins de fer. On franchit la rivière par un bac à vapeur, en attendant qu'un pont ait été construit. Le voyageur, au départ d'Omaha, ne parcourt d'abord qu'une plaine absolument nue qui s'élève jusqu'au pied des montagnes par une pente insensible à l'œil. La voie, qui s'éloigne peu de la Rivière-Platte, est d'une simplicité primitive. Il n'y a point de passages à niveau, puisqu'il n'existe aucune route dans cette région; il n'y a pas même de ballast sous les traverses. Les terrassemens se réduisent à peu de de chose. Si quelque ruisseau se présente, les rails le franchissent par un pont en charpente, ouvrage provisoire que l'on remplacera plus tard par quelque chose de plus solide. En certains endroits, des détachemens de troupes campent aux abords des stations, protection nécessaire pour tenir les Indiens à distance. Vingt-quatre heures après le départ d'Omaha, on atteint Cheyenne, à 1,800 mètres d'altitude. Cette localité, entrepôt des mineurs du Wyoming et du Colorado, est le seul centre qui mérite le nom de ville. Un second chemin de fer la relie déjà au Missouri par Denver et Kansas-City.

A Cheyenne existent les plaines. La voie s'élève tout de suite à 2,514 mètres par-dessus un contre-fort des Montagnes-Rocheuses, puis elle redescend et remonte pour atteindre à la station de Creston le faîte de la chaîne principale à une hauteur de 2,144 mètres; c'est le point de partage des eaux entre le bassin de l'Atlantique et celui du Pacifique. Les monts Wasatch ramènent les rails à l'altitude de 2,300, d'où l'on redescend à 400 mètres plus bas sur les bords du Lac-Salé. Sur tout ce parcours, le pays change d'aspect. Le terrain, très accidenté et quelquefois pittoresque, contient des gisemens de houille et d'autres minerais; il y a des forêts qui ont fourni les bois nécessaires à la construction du chemin. L'eau seule fait défaut; celle qui coule à la surface est tellement chargée de sels qu'elle est impropre à l'alimentation des locomotives. Dans le prin-

cipe, on en amenait par wagons de la Rivière-Platte; depuis on a creusé des puits profonds qui atteignent des nappes d'eau douce. Cette contrée est d'ailleurs parcourue par les tribus indiennes, contre lesquelles les colons européens ont souvent à se défendre.

La station d'Ogden est à peu près le point central du chemin de fer du Pacifique. De là part à destination de la ville du Lac-Salé un embranchement construit par une compagnie locale dont l'apôtre Brigham Young est le président; c'est là aussi qu'est la limite commune aux deux compagnies du *Central Pacific* et de *Union Pacific*. Au-delà commence le grand désert, que les pluies transforment en marais chaque année. On franchit les montagnes de Humboldt à l'altitude de 1,885 mètres. On traverse un plateau complétement aride et désolé, puis on arrive à la Sierra-Nevada, dont la crête est à 2,148 mètres de hauteur. Il ne reste plus qu'à descendre par des pentes rapides dans la belle plaine du Sacramento. La chaîne de la Sierra-Nevada, boisée sur presque toute son étendue, est la partie de la ligne où les ingénieurs rencontrèrent les plus graves difficultés; les flancs des vallons, inclinés à 45 degrés, sont formés d'éboulis granitiques sur lesquels il était souvent impossible de dresser une plate-forme de 4 mètres de largeur. Les tunnels sont nombreux, mais très courts. On a mis quatre ans à construire les 200 kilomètres de cette section, tandis que dans la région des lacs on exécutait la même longueur de voie en quatre mois. Toute cette portion est l'œuvre d'ouvriers chinois. Dociles et consciencieux, ces Asiatiques se contentaient en outre d'un salaire bien moindre que les ouvriers américains. La Sierra-Nevada présentait encore un obstacle d'un autre genre. L'altitude est telle que la neige s'y amoncelle sur de grandes épaisseurs, surtout quand elle est refoulée par le vent dans le creux des vallons; quelquefois il se produit de véritables avalanches. Le chemin de fer risquait donc d'être fréquemment interrompu; on y a remédié en couvrant la voie d'un hangar en charpente avec un toit fort raide sur lesquels les avalanches, même les quartiers de roche qu'elles entraînent, rebondissent sans produire de dégâts. C'est un modèle qu'il pourrait être utile d'imiter en certaines parties du réseau européen.

Tel qu'il est et malgré les imperfections d'une construction hâtive, le chemin de fer du Pacifique est une œuvre des plus remarquables. Comme longueur, c'est à peu près la distance de Paris à Moscou; mais le plus long trajet que l'on puisse parcourir en Europe, de Cadix à Helsingfors en Finlande, par Madrid, Paris, Berlin et Strasbourg, est encore beaucoup plus court que le trajet de New-York à San-Francisco. Tandis qu'en Europe, avec un climat comparable à celui des États-Unis, nos railways atteignent rarement l'altitude de 1,000 mètres, voilà une ligne qui, sur 2,000 kilomètres

de long, reste à plus de 1,200 mètres au-dessus du niveau de l'océan, qui traverse sur ce parcours cinq chaînes de montagnes, et se déroule dans une région stérile dont les seuls habitans, à l'époque de la construction, étaient des Indiens hostiles aux hommes blancs. Il existe 200 stations entre Omaha et Sacramento. Sauf une douzaine de villages, tels que Cheyenne, Ogden, Elcho, ce sont des lieux déserts. A vrai dire, l'avenir commercial de cette grande entreprise n'est pas brillant. Les voyageurs ne sont pas nombreux ; ce qui le démontre, c'est qu'il n'y a par jour qu'un seul train en chaque sens. Compte-t-on sur les marchandises? Le trafic de transit n'en peut être bien important, car il est difficile de lutter contre les bateaux à vapeur de la voie de Panama, qui font les transports à bien meilleur marché. Cette ligne est une preuve nouvelle de l'axiome mis en évidence depuis longtemps que les chemins de fer ne prospèrent que par le trafic local des stations intermédiaires; or ici ce trafic local est presque nul. De plus le *Central Pacific* est menacé par la concurrence de plusieurs autres lignes parallèles qui traversent des contrées plus propres à la colonisation, et qui pourront être établies dans des conditions de pentes et de courbes moins onéreuses pour l'exploitation. Quant à la vente des terrains que les compagnies concessionnaires se sont fait attribuer aux deux côtés de la voie, il n'y faut guère compter, car ces terrains sont presque partout impropres à la culture. C'est donc surtout sous le rapport politique et militaire que le premier chemin de fer du Pacifique doit être envisagé. A ce point de vue, c'est un grand succès qui justifie les sacrifices que le gouvernement de l'Union s'est imposés en sa faveur.

III.

Les principes de stricte économie que les Américains ont introduits dès le début dans leurs travaux de chemins de fer excluaient tous les grands ouvrages d'art; mais, si l'on peut se dispenser de construire des gares monumentales, si l'on peut supprimer les tunnels et les viaducs en exagérant les pentes et les courbes, du moins il n'y a pas d'artifice qui permette de faire passer les rails par-dessus des cours d'eau de 300 à 400 mètres de large. Il fallut donc d'abord arrêter la course des locomotives aux rives des principaux fleuves et combler ces lacunes au moyen de bacs à vapeur. Bien qu'on se soit mis à construire des ponts sur les grandes rivières depuis vingt ans, il reste encore un grand nombre de ces *ferry-boats*. Ainsi d'Albany à New-York, sur un parcours de 240 kilomètres, il n'existe pas un seul pont : il y a huit bacs, un par 30 kilomètres environ. A New-York même, plus de vingt lignes différentes de *ferry-boats* relient la capitale aux rives opposées de l'Hudson

et de la Rivière de l'Est. En d'autres endroits, à Détroit sur la rivière du même nom, à Saint-Charles sur le Missouri, à Parkersburg sur l'Ohio, le bateau embarque des wagons de chemins de fer. En réalité, ce mode de transbordement n'est avantageux que pour les marchandises; les voyageurs peuvent aussi bien quitter le train sur une rive et reprendre un autre train après avoir passé la rivière. M. Malézieux critique avec raison le projet qu'eut, il y a quelques années, la compagnie du chemin de fer du Nord d'appliquer ce système à la traversée de la Manche. Les voyageurs aimeront toujours mieux se promener à loisir sur le pont d'un bateau plutôt que d'être bloqués dans l'étroite case d'une voiture. Le principal inconvénient des bacs à vapeur aux États-Unis est de faire perdre du temps et de devenir dangereux, parfois même d'être complétement arrêtés quand les rivières charrient des glaçons.

A mesure que la circulation est devenue plus active, on s'est résigné à construire des ponts sur les grandes rivières, quelque élevée qu'en dût être la dépense. Rarement on y emploie la maçonnerie, soit que les matériaux de bonne qualité fassent défaut, soit plutôt parce que ce mode de construction ne se prêterait pas aux grandes hardiesses des ingénieurs américains. Jusqu'en 1850, on édifiait presque exclusivement des ponts en charpente, dans le système à poutres droites, sans arcs, que nous appelons encore des ponts américains. Plus tard, on n'a plus employé le bois que dans les cas où l'on était obligé, faute de ressources, de viser à l'économie. Le fer et l'acier, qui sont plus durables, ont obtenu la préférence. Enfin le système des ponts suspendus, si commode pour franchir de grands espaces sans appuis intermédiaires, si économique et même si élégant, est rentré en faveur de l'autre côté de l'Atlantique vers l'époque où l'accident d'Angers le faisait proscrire en France. Les Américains l'ont si bien amélioré qu'ils osent même y faire circuler des locomotives.

Les ponts métalliques de l'Amérique ne ressemblent que de loin aux constructions de ce genre, massives et grossières, que l'on voit sur quelques-unes de nos rivières. Au lieu d'un treillis à petites mailles dont toutes les pièces sont rivées ensemble et travaillent tour à tour par compression et par extension, c'est un assemblage de tiges qui ne se tiennent que par leurs extrémités et qui travaillent toujours de la même façon, les unes par extension, les autres par compression. C'est un principe fort connu que le fer résiste beaucoup mieux quand on l'étire que lorsqu'on le comprime. Tel est le principe bien simple dont les Américains ont fait l'application, et ils sont parvenus ainsi à bâtir des ponts métalliques aussi solides et trois ou quatre fois plus légers que les nôtres. Il y a dans ce système quelque chose de plus remarquable que la question d'écono-

mie, il y a surtout une idée originale d'autant plus digne d'attention qu'elle est en parfait accord avec la théorie mathématique de résistance des matériaux. Grâce à ce perfectionnement, ou pour mieux dire à cette invention, les Américains ont d'abord établi des arches de 50 à 60 mètres; ils sont devenus plus hardis d'année en année, et maintenant ils font des travées de 150 mètres, comme travail courant. Quant aux ponts suspendus, après avoir admis des portées de 200 à 300 mètres sans appui intermédiaire, ils osent en faire de 500 mètres. Le pont de la Rivière de l'Est à New-York, que l'on construit en ce moment, aura 493 mètres entre les deux piles.

Ces détails techniques sont bien arides; quelques exemples montreront mieux avec quelle adresse on a su les appliquer. Voyons ce qu'est le pont que l'on construit sur le Missouri, entre Omaha et Council-Bluffs, pour relier le chemin de fer du Pacifique aux lignes venant de Saint-Louis et de Chicago. La rivière a 900 mètres de large; pendant les crues, le niveau s'élève de 8 à 9 mètres au-dessus de l'étiage; le courant, rapide en toutes saisons, charrie, lors de la débâcle, des glaçons d'énorme volume, des arbres et même des îlots entiers arrachés aux rives. Le lit est formé d'une couche épaisse de sable mouvant; on ne trouve le rocher qu'à 20 mètres en contre-bas. Ce n'est pas tout; le Missouri se déplace avec une extrême facilité : on l'a vu se jeter en quelques mois d'un kilomètre à droite ou à gauche de son lit primitif. Tels sont les obstacles exceptionnels contre lesquels il fallait lutter. La difficulté d'asseoir les fondations sur un terrain solide engageait à réduire le nombre des piles, la nécessité de ménager de larges passages pour les bateaux obligeait les ingénieurs à rendre ces piles aussi minces que possible. Le pont d'Omaha que l'on construisait tandis que M. Malézieux accomplissait son voyage aux États-Unis se compose de onze travées de 250 pieds chacune. Le tablier doit être à 50 pieds au-dessus des hautes eaux. Les fondations s'exécutaient par la méthode des tubes à air comprimé, qu'un ingénieur français, M. Triger, a découverte il y a trente ans, et dont les ingénieurs américains savent maintenant se servir dans les cas les plus difficiles. De si grands travaux ne sont plus rares aux États-Unis. A Saint-Louis, sur le Mississipi, on établit un pont de 500 mètres de long en trois travées, avec 15 mètres de large et deux voies superposées, l'une en dessus pour une route ordinaire, et l'autre en dessous pour un chemin de fer; à Parkersburg, sur l'Ohio, un pont de même longueur, avec des viaducs d'accès qui portent à 1,300 mètres la longueur totale de l'ouvrage; à Montréal, sur le Saint-Laurent, un pont de vingt-trois travées, dont la plus grande a 100 mètres d'ouverture, pour un chemin de fer à deux voies. De tels ouvrages coûtent fort cher, on le comprend. Le prix de revient d'un pont sur une de ces

grandes rivières s'élève à plusieurs millions de francs. On s'étonne que les Américains, dont l'immense territoire réclame, pour être mis en valeur, des travaux de tout genre, soient en état de consacrer de si fortes sommes à la traversée d'une seule rivière.

Les ponts suspendus sont peut-être plus curieux encore pour nous qui avons perdu, bien à tort sans doute, toute confiance en ce genre de construction. Il est assez embarrassant de décrire d'une façon sommaire les procédés par lesquels on est parvenu à faire disparaître le balancement, l'élasticité, qui en sont les plus graves inconvéniens. Les ponts suspendus que nous connaissons en France ne se composent que d'un frêle tablier supporté par deux câbles. Aux États-Unis, on a fait le tablier en forme de poutre tubulaire, ce qui le rend plus rigide; on le relie par des haubans aux tours de suspension, ce qui soulage les câbles, et par des amarres aux berges du fleuve, ce qui diminue le ballottement. On a soin, dans la même intention, que les deux câbles soient tendus dans des plans inclinés, au lieu de pendre verticalement. C'est à l'aide de ces divers perfectionnemens que l'on a construit, de 1850 à 1855, le pont du Niagara, dont l'unique travée de 250 mètres d'ouverture est suspendue à 67 mètres au-dessus du niveau de l'eau. Il y a deux tabliers superposés, l'un pour les voitures et les piétons, l'autre pour les trains de chemins de fer. Les locomotives le franchissent en ayant soin toutefois de ralentir leur vitesse ordinaire de marche. C'est une voie de communication très importante, car c'est le trait d'union entre le *New-York central* et le *Great-Western* du Canada, et c'est la route la plus directe entre New-York, Chicago et San-Francisco.

On sait que la ville de New-York est bâtie sur une presqu'île bornée à gauche par l'Hudson, qui la sépare de New-Jersey, et à droite par un bras de mer, autrement dit la Rivière de l'Est, de l'autre côté duquel est, dans l'île appelée Long Island, l'important faubourg de Brooklyn. Il y a environ 1 million d'habitans à New-York et 400,000 à Brooklyn. On imagine ce que doit être le transit quotidien des voyageurs entre ces deux agglomérations. Or jusqu'à ce jour il n'y avait pas d'autre mode de communication que les bacs à vapeur, qui transportaient 40 millions de personnes dans l'année, sans compter les chevaux et les voitures. La Rivière de l'Est n'a guère moins de 1 kilomètre de large, la navigation y est très active; les bâtimens de faible tonnage arrivent de préférence à New-York par cette voie, en contournant Long Island. Le gouverneur ne peut donc permettre d'y établir aucun ouvrage qui entraverait la navigation. Lorsqu'une compagnie financière offrit d'y construire un pont, la législature de l'état de New-York imposa deux conditions fort gênantes : que la travée du milieu aurait au moins 493 mètres

d'ouverture, et que le tablier serait à 40 mètres au-dessus des plus hautes mers. Si l'on ajoute que le pont doit avoir deux voies de chemin de fer, deux autres pour les voitures, et en outre une large passerelle pour les piétons, c'est-à-dire en tout une largeur de 26 mètres, on aura les données principales de cette belle entreprise, qui s'achève en ce moment. Il eût été plus simple peut-être et non point plus coûteux de creuser un tunnel en dessous de la rivière; mais un tunnel de fer serait promptement corrodé par l'eau de mer; il eût donc fallu le construire en maçonnerie. Or il semble que les Américains aient une répugnance instinctive pour la maçonnerie, qui ne se plie pas, comme le métal, aux besoins les plus divers.

Il est assez étrange de voir aux États-Unis, sur cette terre classique de la liberté, le gouvernement prendre les mesures les plus rigoureuses en faveur de la navigation fluviale et contre les intérêts des compagnies de chemins de fer. Le succès toujours croissant des voies de fer ne fait pas oublier les voies navigables. Il vient d'être dit quelles conditions onéreuses l'état de New-York avait imposées aux entrepreneurs du pont de la Rivière de l'Est; sur le Mississipi, le Missouri, l'Ohio, les précautions ne sont pas moindres. Le congrès lui-même, bien qu'il laisse presque toujours aux législatures locales le droit de concéder les canaux et les chemins de fer, le congrès décide quel sera le débouché des ponts et l'élévation du tablier au-dessus des eaux. Après s'être contentés dans les premiers temps d'une travée centrale de 90 mètres d'ouverture, les ingénieurs du gouvernement exigent aujourd'hui que la largeur de cette travée soit portée à 120 mètres. Le ministre de la guerre, dans les attributions de qui se trouve le contrôle des travaux publics, présente et fait adopter un projet de loi qui protége les rivières contre les empiétemens des compagnies. Quelle est la raison de cette sollicitude? Ce n'est pas seulement que les cours d'eau sont l'instrument par excellence des transports économiques, c'est aussi une préoccupation patriotique. De grands fleuves sont un élément essentiel de la défense du pays. On veut qu'au jour du danger la flotte militaire se puisse rendre sans entraves partout où le territoire national serait menacé d'une invasion.

IV.

C'est une remarque déjà vieille que les travaux d'édilité révèlent bien exactement les habitudes et le caractère de chaque nation. Sous ce rapport, la France n'a guère rien à envier à personne. Les rues de nos grandes villes sont tirées au cordeau, bien pavées,

éclairées au gaz et arrosées par des fontaines, les squares sont nombreux et bien entretenus; les moindres détails, tels que les désignations des noms des rues et le numérotage des maisons, sont traités avec un soin minutieux. Ces travaux sont d'autant plus méritoires que la plupart de nos vieilles cités furent jadis bâties au hasard sans aucun souci de l'alignement et de la régularité. Aux États-Unis, il n'en est pas de même. Les villes, tracées dès le principe sur un plan d'ensemble préalable, se composent de rues et d'avenues de grande largeur, qui se coupent toujours à angle droit. Elles sont situées, sauf peu d'exceptions, sur des terrains plats où nul accident du sol n'en arrête l'expansion. La population ne s'y entasse pas dans des maisons à étages multiples, ruches humaines non moins incommodes qu'insalubres. Les habitans se portent volontiers vers les faubourgs, sans se préoccuper beaucoup de la distance qu'ils ont à parcourir chaque jour pour se rendre à leurs affaires.

C'est qu'aussi ces vastes avenues, larges, plates et bien droites, comportent des moyens de transport que nous oserions rarement admettre chez nous. Ainsi les *tramways* ou chemins de fer à traction de chevaux y ont pris une prodigieuse extension; on en compte, dit-on, de 6,000 à 7,000 kilomètres aux États-Unis. A New-York seulement, il y a vingt compagnies de ce genre, et, sur les lignes principales, les omnibus se succèdent de minute en minute; 157 millions de voyageurs y prennent place en une seule année. Ces grosses voitures, qui transportent jusqu'à 40 personnes à la fois, créent bien quelque danger pour les modestes piétons. On compte une centaine d'individus écrasés chaque année. On ne s'en trouble pas outre mesure; ce sont, dit-on, surtout des ivrognes qui se couchent la nuit en travers de la rue. Avec pareille abondance d'omnibus, de chemins de fer, de bateaux à vapeur, il n'est guère d'usage d'aller à pied. Aussi les rues sont-elles mal pavées, les trottoirs sont-ils inégaux. Parfois ce sont de simples plates-formes en bois en dessous desquelles les immondices s'accumulent. C'est ce que l'on voyait notamment à Chicago, où ce fut l'une des causes aggravantes du terrible incendie qui a dévoré cette ville presque entière. Les Américains prennent soin du moins de remédier à ce que ces inconvéniens ont de plus grave par d'abondantes distributions d'eau. En somme, au point de vue du luxe, leurs plus beaux quartiers laissent beaucoup à désirer. Ils attendent, assure M. Malézieux, que le besoin s'en fasse réellement sentir; il est probable aussi qu'ils jugent plus utile d'exécuter d'abord les travaux plus indispensables. Une contrée si neuve, où l'on fait en cinquante ans ce qui nous a demandé des siècles, ne peut se livrer encore à la manie des embellissemens.

Il est temps de résumer les enseignemens que contient cette étude. Les Américains ne nous étonnent guère plus par ce qu'ils ont fait que par ce qu'ils ont négligé de faire. Leurs œuvres nous surprennent par un certain mélange de grandeur et de parcimonie, par un singulier équilibre entre le résultat obtenu et les moyens employés pour l'atteindre. Les ingénieurs des États-Unis ont fait école; mais où se sont-ils donc formés? Ce n'est pas la moindre surprise que nous réserve ce pays de nous montrer de grands établissemens d'éducation professionnelle pour les ingénieurs. La Grande-Bretagne, où l'éducation classique des universités se couronne par une foule de concours et de titres honorifiques, la Grande-Bretagne n'accorde pas un diplôme à ses ingénieurs ou à ses architectes. Les jeunes gens qui se destinent à ces professions ne trouvent nulle part un cours complet d'instruction; ils se mettent en apprentissage chez les anciens du métier ou s'exercent laborieusement sur les chantiers dans des emplois subalternes jusqu'à ce qu'ils se sentent assez d'expérience pour entreprendre de diriger eux-mêmes des constructions. Ce système a produit ce que l'on en devait attendre : quelques individualités puissantes, bien douées par la nature, devinent par intuition les secrets du métier; le plus grand nombre reste médiocre. Aux États-Unis, on ne néglige pas à ce point l'enseignement des sciences utiles. L'université de New-York comprend une faculté de génie civil et d'architecture, qui délivre des diplômes d'ingénieur. D'autres écoles spéciales ont été créées sur le modèle de notre École centrale des arts et manufactures. Le gouvernement fédéral possède, à West-Point, son académie militaire, où 250 jeunes gens reçoivent une instruction théorique et pratique fort étendue. Les premiers des élèves qui sortent chaque année sont admis dans le corps des ingénieurs du gouvernement. Les attributions de ceux-ci sont moins étendues qu'en France; ils n'ont à s'occuper que des fortifications, de l'amélioration des rivières et des ports, et de la topographie, mais ils sont souvent chargés en outre d'exercer un contrôle sur les travaux que les états, les compagnies et les particuliers exécutent dans les diverses parties de l'Union.

Ainsi les Américains donnent une large part aux études théoriques; mais ils prennent soin en même temps que la culture scientifique n'étouffe pas chez leurs jeunes élèves l'initiative, la spontanéité des conceptions. Ils sont servis sous ce rapport par le bon sens et la rectitude naturelle de leur esprit. S'agit-il de chemins de fer, ils adoptent dès le premier jour une forme de rail à laquelle toute l'Europe est revenue après avoir essayé quantité d'autres modèles. Le professeur Morse, l'un des créateurs de la télégraphie électrique, imagine, il y a quarante ans, l'appareil le plus parfait que l'on connaisse encore. En chaque cas particulier, ils atteignent

le but, en quelque sorte du premier jet, et sans jamais le dépasser. Sont-ils donc parfaits? Oh! non. Il leur manque quelque chose d'essentiel, même dans les travaux publics : l'art est absent de leurs œuvres; le sentiment du goût leur fait défaut. Hélas! il manque de plus aux hommes les plus entreprenans de cette riche nation une qualité qui prime toutes les autres, la moralité. Les scandales déplorables qui se déroulent en ce moment, à New-York devant un comité d'enquête du congrès, à Paris devant le tribunal correctionnel, ce sont des entreprises de chemins de fer qui en font les frais. Que l'on ne se hâte pas cependant d'en conclure que le pays où de tels délits se commettent en plein jour soit totalement gangrené; la corruption s'affiche avec d'autant plus d'éclat qu'elle est plus superficielle et moins profonde.

Sous des apparences rudes et quelquefois répugnantes, la société américaine donne à l'Europe un noble exemple, celui du travail à outrance. M. Malézieux l'a fort bien dit en peu de mots : « Le désir de s'enrichir, non par l'épargne, mais par le travail et la lutte, est un trait distinctif de cette race, une passion dominante, universelle, enracinée au point de survivre parfois à la réalisation des plus fantastiques espérances. Dans cette population, qui depuis plus d'un siècle double en moins de trente ans, tout le monde sans exception travaille, chacun veut améliorer la condition que le sort lui a faite, et y emploie jusqu'à son dernier souffle de vie. » Un Américain ne comprend pas le manque d'amour-propre d'un homme qui, au lieu d'aspirer à une situation meilleure, se trouve satisfait de suivre la voie tracée par son père ou par son grand-père. Franklin a été prophète en son pays, lui qui répétait à ses concitoyens : « Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous enrichir autrement que par le travail et l'économie, ne l'écoutez point, c'est un imposteur. » Mais enfin le travail dont il s'agit dans tout ceci, c'est un travail utile, productif de richesses. Là est le grand point : peu de recherches théoriques, pas d'études contemplatives; rien pour l'art désintéressé, rien pour la science pure. Mettre en valeur les richesses inconnues de cet immense continent, voilà le but que chaque citoyen poursuit avec une inflexible conviction. A dire vrai, ceci ne nous déplaît pas, car nous savons bien qu'au sein de cette vie laborieuse les nobles sentimens se développent plus vite, et se conservent mieux que dans l'existence engourdie de certains peuples européens.

H. Blerzy.

UNE ONDINE

I.

Il tombait une pluie battante, et, bien qu'on fût en avril, la journée avait été fort maussade. Le vent d'ouest s'engouffrait dans les rues du bourg de Rochetaillée, secouant brutalement les arbres et faisant claquer les volets mal assujettis. Au fond du salon d'une maison située dans le quartier des Corderies, une jeune fille de dix-neuf ans environ promenait languissamment ses doigts sur un vieux piano. Les notes grêles montaient lentement et se mêlaient au bruit que faisait une servante dans la cuisine. Tout en jouant, la jeune fille jetait des regards ennuyés sur les somnolens portraits de famille et le mobilier fané qui garnissaient le salon. A la fin, elle abandonna sa sonate, se dirigea vers la fenêtre, et appuya son front contre la vitre ruisselante. Au dehors, tout était d'une navrante tristesse. Les jacinthes de la terrasse gisaient noyées dans la terre détrempée; la petite rivière de l'Aubette roulait une eau boueuse; les toits rayés de pluie dressaient vaguement au-dessus des arbres leurs cheminées, d'où la fumée s'envolait en tourbillonnant; la campagne tout entière avait l'air de fondre en pleurs. — La jeune fille revint en frissonnant se rasseoir au piano, et commença une valse tapageuse, qu'elle interrompit brusquement. Alors, laissant tomber ses mains sur le clavier, puis étirant ses bras avec une violence nerveuse: — Ah! que je m'ennuie, s'écria-t-elle,... que je m'ennuie!

— Qu'as-tu, ma petite fille? — demanda la servante, qui apparut soudain, avec ses manches retroussées, son tablier à bavette et son bonnet de linge, dont les brides volaient au vent. Elle était replète, assez fraîche encore malgré ses quarante ans, et ses yeux bleus avaient la douceur et la bonté du regard des génisses. — Qu'as-tu, Antoinette? reprit-elle avec une inquiète tendresse.

— Céline, dit Antoinette en fixant sur la servante ses yeux noyés de mélancolie, on m'enterrera dès demain, si cette pluie continue... Ah! l'ennui, s'écria-t-elle en se levant, tout ici en est imprégné, depuis ces sottes fleurs en papier jusqu'à ces lamentables portraits d'ancêtres, dont j'ai parfois envie de crever les toiles pour me distraire!

— Ah! ma mignonne, si ton père avait seulement voulu te conduire chez le notaire ou chez la veuve du maître de forges!.. Il ne manque pas de monde à voir ici; mais M. de Lisle avec ses airs cassans a eu le talent de se mettre à dos toute la société de Rochetaillée. Il préfère l'auberge de Pitoiset, où il trinque à son aise avec ses bons amis les braconniers.

— Pauvre père! reprit Antoinette en soupirant, sa vie n'est pas gaie non plus, dans ce village. Il regrette le bon temps de Tours et cette belle place qu'il avait.

— Pourquoi l'a-t-il perdue, sa place? s'écria vivement Céline. Il passait ses journées à la chasse, ses nuits à la bouillotte, et le gouvernement l'a remercié... Il ne se souciait guère de toi, et depuis la mort de ta mère, si je n'avais été là, tu serais sortie plus d'une fois avec des bottines percées. — La servante haussa les épaules, et alla s'accouder sur le piano. — Sais-tu? continua-t-elle; au lieu de se brouiller avec la famille de ta mère, ton père aurait dû te laisser à Paris, près de tes grands parens, qui auraient fini par te trouver un mari.

— Oh! répondit Antoinette avec un geste de dédain, Dieu me préserve des maris dénichés par mes grands parens!.. Des employés de ministères, maniaques et grimauds, chauves comme des magots et méthodiques comme des pendules... merci! Je préfère encore la pension de Passy où on m'avait enfermée.

— Pourquoi ne t'y a-t-on pas laissée alors?

— Parce que la pension était chère, et que nous sommes pauvres, Céline.

— Pauvres! répliqua Céline; oui, maintenant que ton père a mangé tout son pain blanc, il économise sur le pain noir des autres et devient ladre. Et tes grands parens, ladres aussi, ceux-là! Eux qui n'avaient que ta mère, est-ce qu'ils n'auraient pas pu te garder et payer ta pension? Tiens, ne me parle pas de tous ces gens!

— Ah! Céline, soupira Antoinette d'un air désespéré, personne ne m'aime!

— Personne! cria Céline indignée, eh bien! et moi?.. Est-ce que je ne t'ai pas câlinée et gâtée depuis le jour où je suis entrée chez vous, il y aura dix-huit ans à la Noël? Quand je t'ai vue dans ton berceau, pâle, maigrelette et si mignonne avec tes grands yeux, mon cœur a fait un saut, et je t'ai aimée tout de suite, pauvre

négligée! C'était moi qui te *bordais* dans ton petit lit, moi qui t'habillais en ange aux Fêtes-Dieu, et qui te bourrais de friandises quand ta mère t'avait punie. Personne ne t'aime, ingrate?.. Eh! si je ne t'avais pas adorée, est-ce que j'aurais refusé dix fois de me marier?.. car, dit Céline en se redressant, j'en ai eu des amoureux, et de huppés! mais il aurait fallu te quitter. Sans toi, est-ce que je serais restée au service de tes parens? Ne dis donc pas que personne ne t'aime, méchante fille!

— Oui, ma Céline, tu m'aimes! s'écria Antoinette, dont les yeux se mouillèrent et qui sauta au cou de sa bonne; tu m'aimes bien; mais il n'y a que toi!

— Qu'as-tu besoin des autres? répondit Céline en la baisant au front. D'ailleurs, tu as aussi M. Ormancey, un bon et brave ami.

Antoinette fit une petite moue dédaigneuse. — Évonyme! dit-elle; oui, il est drôle parfois, et je me suis amusée un moment à essayer de le rendre amoureux.

— Oh! ma petite fille, s'écria Céline scandalisée.

— Sois tranquille, reprit Antoinette en riant, son cœur ne court aucun risque. Trop d'affections y logent en commun : les fleurs, les oiseaux, les livres, — moi, je veux qu'on m'aime exclusivement. D'ailleurs Évonyme n'est pas l'amoureux que je rêve. Un caractère entier et superbe, une volonté de fer que le monde ne pourrait fléchir et qu'un signe de mon petit doigt ferait plier comme un jonc, voilà l'homme que j'aimerais!

— Ça, ma fille, c'est le merle blanc!.. Sainte Vierge! j'entends ton père dans l'écurie; tu m'as fait bavarder, et mon souper est en retard.

En effet, celui dont on venait de parler annonçait son arrivée par un air de chasse sifflé à pleins poumons; mais il ne semblait pas encore disposé à faire son entrée. En maître soucieux de ses intérêts, M. de Lisle ne songeait à son dîner qu'après celui de ses bêtes, et sa première visite avait été pour trois magnifiques échantillons de l'espèce *durham*, objets de toute sa sollicitude, qu'il n'appelait pas autrement que les *camarades*. Du fond de l'écurie, on entendait sa voix de basse-taille, à laquelle répondaient de formidables grognemens. Quelques minutes après, la porte de la cuisine s'ouvrit brusquement, et M. de Lisle, vêtu d'une veste de velours côtelé, guêtré jusqu'aux genoux et coiffé d'un feutre mou, apparut sur le seuil. — Céline, cria-t-il, si le souper des *camarades* est prêt, allume la lanterne et apporte le chaudron à l'écurie.

Certes les belles dames de Tours, auxquelles il avait conté fleurette à l'époque de sa splendeur, n'auraient guère reconnu dans son costume de campagnard le beau Norbert de Lisle pour qui leur cœur avait battu. Le viveur du temps jadis avait complétement

dépouillé sa brillante enveloppe. Fils d'un gros propriétaire de Rochetaillée, M. de Lisle était arrivé, grâce à sa bonne mine et à la protection des parens de sa femme, à se faire nommer inspecteur des haras, et pendant vingt ans il avait mené joyeuse vie dans le gras pays de Touraine. Destitué à la suite de quelque fredaine et forcé de retourner à Rochetaillée vivre maigrement des reliefs de son patrimoine, il s'était soudain métamorphosé. Le naturel du paysan champenois, que le vernis parisien n'avait jamais recouvert qu'à demi, était revenu à fleur de peau. Aux premières morsures de l'adversité, sa prudence campagnarde s'était subitement réveillée; la perspective d'une vieillesse besoigneuse lui avait donné le frisson, il s'était mis à compter et à épargner. Il labourait lui-même ses champs, aidé d'un valet de ferme loué à la journée, et il ne rougissait pas d'aller vendre son grain et ses bêtes au marché de Langres. De ses anciennes habitudes, il ne lui était resté qu'un ton tranchant, des allures hautaines et un goût très vif pour la chasse ou plutôt pour le braconnage, car les mauvaises langues prétendaient qu'il chassait plus volontiers dans les bois de l'état que sur ses modestes carrés de terre.

Dès que ses bêtes eurent soupé, M. de Lisle revint à la cuisine, où Céline avait allumé la lampe et dressé la table. Malgré ses cinquante ans et un commencement d'embonpoint, il conservait encore bon air. Grand, robuste, bien découplé, il avait l'œil vif, un nez d'aigle et les dents belles sous ses moustaches grisonnantes. On sentait à son ton et à ses manières qu'il avait dû être dans sa jeunesse un homme à bonnes fortunes. Il s'était assis près de la cheminée dans un fauteuil en vieille tapisserie. Antoinette vint l'embrasser, puis reprit sa place sur une chaise basse en face de lui. Au milieu, la chienne de M. de Lisle, Tant-Belle, posée sur son arrière-train, partageait son attention entre sa jeune maîtresse et la marmite fumante où cuisait le dîner. — Eh bien, petite, dit M. de Lisle à Antoinette, tu ne t'informes pas seulement de ce qui se passe dans le bourg?

Antoinette secoua la tête d'un air indifférent, et son père reprit : — D'abord, j'ai rencontré Évonyme; il dîne chez le juge de paix et viendra nous voir tantôt... Et puis le nouveau garde-général est arrivé.

— Ah! fit la jeune fille en étouffant un bâillement, ressemble-t-il à son prédécesseur? Jure-t-il entre chaque phrase? Traîne-t-il à ses talons une meute de chiens crottés et joue-t-il à la *bête hombrée?*

— Je te dirai tout cela ce soir... après dîner. Je pousserai jusqu'à l'auberge où il est descendu, et, si sa figure me va, je l'inviterai à venir nous voir. Il faut toujours être bien avec les forestiers.

Céline, qui trempait la soupe, grogna sourdement. — La belle

avance! dit-elle entre ses dents, il vient déjà ici assez de gens ennuyeux! Vous feriez mieux de conduire Antoinette chez la femme du notaire ou dans quelque maison honorable; cela lui serait plus sain que de respirer l'odeur du tabac et d'entendre des conversations déplacées.

— Silence, péronnelle, s'écria M. de Lisle; ce sont tes réflexions qui sont déplacées. Mêle-toi de tes affaires, et donne-nous la soupe.

— La voilà! grommela Céline en posant rudement sur la table la soupe aux herbes qui, avec un haricot de mouton, composait tout le menu.

On se mit à table. Antoinette mangeait du bout des dents; M. de Lisle dévorait. Au moment où il se versait une dernière rasade, la chienne aboya. — Voici M. Évonyme, dit Céline, Tant-Belle l'a flairé! — Elle courut ouvrir au nouveau-venu, qui entra au milieu des démonstrations joyeuses de la servante et de Tant-Belle.

Évonyme Ormancey était un grand garçon d'une trentaine d'années. Sa barbe et ses cheveux blonds, son teint rosé, ses yeux bleus limpides, donnaient à sa physionomie une expression naïve et enfantine. Il avait en effet la naïveté de l'âge d'or, bien qu'il fût Parisien d'éducation et de naissance; mais c'était un Parisien à qui le monde faisait peur, et qui s'était réfugié dans les bois pour satisfaire son penchant à la rêverie et au vagabondage. Doué d'une vive sensibilité et d'une imagination fantasque, il avait eu dans sa première jeunesse quelques velléités littéraires; mais, soit que la difficulté des débuts eût effrayé sa paresse, soit que les exigences de la vie parisienne eussent effarouché son humeur sauvage, il avait promptement abandonné la littérature pour revenir à la vie contemplative et à la solitude, où son esprit flottant se trouvait plus à l'aise. Il passait une grande partie de l'année dans une ferme située au milieu des bois, à une demi-heure de Rochetaillée. C'est là qu'il avait retrouvé Antoinette, dont la famille maternelle était liée avec la sienne. Il venait souvent aux Corderies. Antoinette s'amusait de ses façons bizarres, et M. de Lisle, le sachant riche et libéral, l'accueillait à merveille et le trouvait bon enfant.

C'était en effet un grand enfant, amoureux de sons, de couleurs et de rêves. Son cœur s'épanouissait sans défiance; il contait au premier passant ses défauts, ses espérances, ses secrets et même ceux de ses amis. Comme Montaigne, son auteur favori, « il avait une merveilleuse lascheté vers la miséricorde et mansuétude; » comme lui aussi, son esprit ne faisait que « vaguer, flotter et doubter, » mais son scepticisme était indulgent et inoffensif. Il s'interrogeait, s'étudiait sans cesse, était passionnément épris de la nature et trouvait, pour la décrire, une éloquence parfois un peu précieuse, mais toujours originale.

A peine eut-il serré la main de M. de Lisle que celui-ci se leva, siffla Tant-Belle, et partit pour l'auberge. Évonyme et Antoinette restèrent seuls sous le vaste manteau de la cheminée, dont le brasier éclairait doucement la vieille cuisine, encombrée de meubles et enfumée.

— Allons, bel oiseau mélancolique, dit Antoinette en tendant coquettement ses petits pieds vers la braise, cette pluie funèbre m'a mise à votre diapason, contez-moi une de vos histoires de cimetières.

— Ne vous moquez pas de mes cimetières, répliqua ingénument Évonyme; hier, à Vivey, j'en ai justement vu un qui est charmant et qui m'a fait rêver; j'ai couché ma rêverie tout au long dans mon *journal*.

Antoinette sourit. — Il existe donc toujours, le fameux *journal?..* Je croyais que vous aviez renoncé à écrire.

— A être publié, oui; à écrire, jamais!.. Quand je suis fatigué d'errer par monts et par vaux ou de causer avec mes amis Montaigne et La Fontaine, j'ouvre mon *journal*, et je cause avec moi-même. C'est là que sont notées, numérotées, comme de vieilles mélodies, mes sensations de chaque jour. Là, je respire d'antiques fleurs qui, bien que desséchées, ont conservé pour moi un parfum intime et doux. Mon journal me console de ma nullité; lui et moi, comme les amans dont parle le bonhomme,

> Nous sommes l'un à l'autre un monde toujours beau,
> Toujours divers, toujours nouveau...

— Dites-moi, Évonyme, interrompit Antoinette; pourquoi, avec ces dispositions casanières, ne vous êtes-vous pas marié?

Elle avait appuyé l'un de ses coudes sur ses genoux, et, la main sous le menton, elle regardait malicieusement Évonyme, qui poussa un soupir. — Mes amis, dit-il, s'en étonnent comme vous; mais se marier, c'est fermer sa porte à toutes les songeries inutiles, c'est visiter un pays curieux, escorté du cicérone et en subissant les formules du guide officiel.

Antoinette se mit à rire en agitant au-dessus du brasier son pied à demi chaussé d'une pantoufle microscopique. Évonyme, à la dérobée, lorgnait le joli modelé du talon et la fine cambrure du cou-de-pied, mais n'en paraissait pas autrement troublé. — Et puis, reprit-il d'un ton comiquement confidentiel, vous l'avouerai-je? les femmes me font peur.

Les rires d'Antoinette redoublèrent; elle avança d'un air espiègle vers Évonyme sa figure railleuse, et murmura : — Comment toutes?.. même moi?

— Vous? fit Évonyme, un moment pensif, mais oui, vous surtout... La femme est dangereuse et troublante, mais la jeune fille est une redoutable Isis voilée, dont les bandelettes ne se déroulent qu'après le mariage; alors on s'aperçoit qu'on a pour la vie, à ses côtés, qui un ange et qui une oie, celui-ci une nonne, et cet autre une furie...

— Je voudrais bien savoir ce que je serai, moi, quand le voile tombera! s'écria Antoinette. — Elle s'était levée brusquement et se tenait plantée devant Évonyme d'un air piqué et provocant. La flamme du brasier éclairait de bas en haut sa taille svelte et sa poitrine délicieusement accusée par le corsage collant d'une robe de mérinos bleu. Le reste de sa personne demeurait dans une pénombre mystérieuse qu'illuminait parfois la tremblante lueur des tisons, et alors on distinguait un cou délicat et l'ovale allongé d'une figure spirituelle que des cheveux crêpelés encadraient et qui rappelait les têtes de l'école de Léonard de Vinci. Évonyme, ébahi et muet, admirait d'un air craintif les grands yeux de la jeune fille, sa bouche moqueuse aux lèvres très rouges et aux coins retroussés. — Voyons, répéta Antoinette en croisant les bras, dites-moi quel monstre je puis bien être!

— Vous? répondit-il lentement, vous êtes une ondine... Oui, vous êtes une fille de l'eau : vous en avez le charme et la mobilité, les colères soudaines et le calme perfide; vos yeux verts en ont gardé la couleur inquiétante. Celui que vous aimerez aura besoin d'un cœur solidement trempé; s'il se laisse attendrir un seul moment, miséricorde! je le plains. Vous l'entraînerez avec vous dans les abîmes de votre élément paternel...

Il s'arrêta tout à coup en voyant l'expression assombrie de la figure d'Antoinette; son sourire s'était évanoui et ses yeux étaient pleins de larmes. — Vous me croyez donc bien mauvaise? dit-elle d'une voix sourde.

A l'aspect de cette brusque métamorphose et de ces larmes sur le point de jaillir, Évonyme eut un remords. — Bah! je plaisante, s'écria-t-il en s'efforçant de donner un ton caressant à sa voix rauque; seulement je suis comme l'âne de La Fontaine qui veut imiter le petit chien, j'ai la plaisanterie un peu lourde... Pardonnez-moi, et ne me prenez pas au sérieux.

On entendit Tant-Belle gratter à la porte, et Antoinette essuya rapidement ses yeux. M. de Lisle entra; il fronçait les sourcils et sifflotait entre ses dents, — signe de mauvaise humeur.

— Eh bien! lui demanda sa fille, as-tu vu ton garde-général?

— Oui, grogna M. de Lisle, c'est un singulier monsieur!.. A peine a-t-il daigné répondre aux avances que je lui faisais. Je ne sais pas où le gouvernement va prendre ses employés!

— J'en étais sûre, dit la jeune fille, encore quelque sanglier grognon, vieux et laid.

— Vieux? non. Trente ans, la mine sévère et une barbe noire, l'air d'un conspirateur.

La figure d'Antoinette prit une expression moins indifférente, et Évonyme demanda le nom du nouvel arrivant. — Il s'appelle Duhoux, répondit M. de Lisle.

— Duhoux? reprit Évonyme en se levant pour partir. J'ai eu au collége un camarade de ce nom-là; ce serait bizarre si c'était le même.

— Duhoux! s'écria Antoinette, le nom va bien avec le signalement du personnage. Ce doit être un de vos amis, Évonyme! Bonsoir, je suis lasse, et je vais me coucher.

II.

Le lendemain, celui dont l'arrivée avait piqué la curiosité de M. de Lisle, Jacques Duhoux, était réveillé par le tumulte matinal de l'auberge de Pitoiset. Cette maison, l'unique hôtellerie de Rochetaillée, n'était pas précisément le temple de la paix. Le tintement des verres, les propos des buveurs, les aboiemens des chiens, se mêlant à la voix stridente de l'hôtesse, y faisaient un vacarme des moins réjouissans. Le nouveau garde-général n'y put tenir, et, s'habillant à la hâte, chercha un refuge sous une allée de tilleuls, située en face de l'auberge et bordée par deux bras de l'Aubette. Cette avenue, appelée dans le pays la promenade d'*Entre deux eaux,* reliait les maisons du village à l'ancienne abbaye de Rochetaillée. Elle était dominée d'un côté par le moulin et le jardin en terrasse de la maison des Corderies. Le brouhaha ne convenait guère aux goûts studieux de Jacques Duhoux. Au sortir de l'école forestière, ayant eu la chance d'être nommé stagiaire dans sa ville natale, il n'avait quitté sa famille que pour faire une excursion scientifique à travers les forêts de l'Allemagne. Le train de vie de l'auberge contrastait trop complétement avec les calmes et méthodiques habitudes de la maison de son père pour qu'il ne se sentît point dépaysé et désorienté. La vue de la verdure et le murmure de l'eau le rafraîchirent un instant et rassérénèrent un peu ses idées. Cependant en cheminant sous les tilleuls, son cœur se serra de nouveau, et les détails familiers qu'il observait çà et là ravivèrent la tristesse nostalgique dont il souffrait. Les pièces de toile étendues au soleil, dans la prairie du moulin, lui rappelaient sa petite ville et les préoccupations de sa mère au temps des lessives; l'aspect des vergers en fleurs évoquait le souvenir du jardin où ses sœurs venaient, l'après-midi, broder à l'ombre des framboisiers.

Il errait ainsi, en proie à tous ces souvenirs, sans se douter qu'au même moment il était l'objet d'un espionnage minutieux. M[lle] de Lisle l'avait aperçu du haut de la terrasse des Corderies, et avait sur-le-champ deviné dans ce promeneur étranger le nouveau forestier signalé par son père. Cachée derrière un noisetier déjà feuillu, elle l'observait d'autant plus curieusement qu'il ne répondait en aucune façon au personnage que son imagination avait créé de prime-saut. Jacques Duhoux n'était pas beau, mais ses traits irréguliers, à la fois énergiques et sévères, ses yeux enfoncés sous l'orbite, son front large, lui donnaient une physionomie mâle et accentuée. Dans ce jeune homme alerte, robuste et de fière tournure, on devinait un caractère et une volonté. Il marchait rapidement, les mains dans les poches de sa tunique verte et le front légèrement incliné. Tout à coup il secoua la tête comme pour chasser une pensée obsédante, puis il disparut dans la direction de l'auberge.

Il ne voulait pas se laisser envahir par la mélancolie. En homme d'action, il tenait la rêverie pour une occupation inutile et malsaine; afin de la combattre, il s'était décidé à partir en forêt et à faire connaissance avec les gardes de son triage. Une demi-heure après, il s'engageait dans les grands bois montueux qui s'étendent entre Rochetaillée et Vivey. Il ne s'était pas trompé en supposant qu'une longue course suffirait pour rétablir en lui l'équilibre moral. La vue seule de la forêt l'avait guéri. Fils et petit-fils de forestiers, il aimait son métier avec passion. La solitude des bois où la vie circule à petit bruit plaisait à son cœur; il y trouvait l'attrait d'une action incessante et féconde se développant dans une atmosphère silencieuse. La forêt n'est jamais muette, et cependant elle donne une impression de silence et d'apaisement. Au bout de cent pas, Jacques se sentit ragaillardi, retrempé. Il franchit d'un pied joyeux le ruisseau de Vivey et gagna une vaste clairière qui porte le nom de la *Planche au vacher*. Déjà il foulait allégrement la pelouse élastique du pâtis inondé de lumière quand il vit déboucher du bois un grand garçon vêtu d'un paletot noisette, ayant le nez plongé dans un livre et faisant de larges enjambées. Ce promeneur excentrique, parlant à voix haute et gesticulant, s'avançait vers le garde-général sans le voir. Dans ce pâtis écarté, une pareille rencontre était peu commune; Jacques s'arrêta pour examiner l'enragé liseur. Lorsque celui-ci fut à deux pas, il releva la tête et poussa une retentissante exclamation.

— Jacques Duhoux, c'est donc bien toi?

— Évonyme! s'écria Jacques, qui reconnut alors son ancien camarade de collége.

Il y avait dix ans qu'ils ne s'étaient vus. Ils se serrèrent les mains

et s'accablèrent de questions à propos du temps passé, des amis disparus, des châteaux en Espagne écroulés...

— Çà, qu'es-tu devenu? demanda Jacques... J'ai cherché bien des fois ton nom dans les journaux. Je te croyais lancé en plein dans la littérature.

Évonyme secoua mélancoliquement la tête. — Oui, soupira-t-il, je donnais des promesses... La chrysalide était jolie, mais le papillon a sottement avorté. Avec le goût des lettres, la fée qui vint à ma naissance m'avait doué d'un penchant trop prononcé à la paresse. Une fois sur la pente, j'ai doucement dégringolé jusqu'en bas... Je m'en console avec mes livres, dit-il en frappant sur la reliure d'un volume de Montaigne, et puis je vis heureux ici, en tête-à-tête avec ma rêverie. Les oiseaux et le vent sont mon orchestre, et je danse avec mon imagination. Je sais bien que je suis ridicule comme un vieux valseur à barbe grise, mais ma danseuse prétend que non; elle me murmure à l'oreille que les poètes qui chantent en public sont les moins émus et les moins sincères.

Jacques riait. — Et toi? ajouta Évonyme en serrant de nouveau la main de son ami.

— Oh! moi, répondit celui-ci, ma vie est bien simple. Le programme que je me suis tracé à vingt ans est prosaïque comme une formule d'algèbre. Je l'ai suivi pourtant, et j'espère lui être fidèle... J'aime passionnément mon métier, et jusqu'à présent j'ai plus vécu avec les arbres qu'avec les hommes. Mon unique ambition est de prêcher le reboisement de nos montagnes; un pays qui n'a plus de bois est un pays sans avenir. Je veux travailler ferme, pendant un an ou deux, puis me faire nommer chez moi et n'en plus sortir. Là, j'épouserai une douce et simple fille, que ma brave mère convoite déjà pour moi, et j'écrirai un livre sur la sylviculture.

— Tu te marieras! s'écria Évonyme, devenu songeur... Je me demande parfois si je ne devrais pas en faire autant. Je n'ai pas la gloire, j'aurais au moins des enfans qui me croiraient un grand homme sur ma seule parole,... tant qu'ils resteraient petits.

Ils causèrent encore ainsi pendant un quart d'heure, puis se séparèrent, non sans qu'Évonyme eût fait promettre à Jacques de venir le lendemain déjeuner avec lui à la ferme du Val-Clavin.

Le soir du même jour, Évonyme alla passer une heure aux Corderies. M. de Lisle était absent. Il trouva Antoinette qui se promenait le long des noisetiers de la terrasse, et il lui conta sa rencontre avec Jacques.

— C'est toujours, dit-il, le même garçon que j'avais connu au collége : austère, honnête, loyal, animé d'une volonté qui m'effraie.

Il vient déjeuner demain chez moi, et je me réjouis de causer longuement avec lui.

— Et de lui lire votre *journal* au dessert, répliqua Antoinette en riant. — Elle fit quelques pas, puis se retournant brusquement vers Évonyme : — Je serais curieuse de le connaître, votre puritain; ne me l'amènerez-vous pas?

Évonyme prit son air ébahi. — Quelle idée!.. Jacques accueillerait probablement une pareille proposition comme il a reçu les avances de votre père. C'est un sauvage... D'ailleurs, il vous déplairait et vous ne lui plairiez pas.

— Et pourquoi ne lui plairais-je pas?

— Parce que votre caractère est tout l'opposé du sien.

—C'est-à-dire que je suis inepte, étourdie et frivole? Grand merci!

Évonyme essaya de se tirer d'embarras en expliquant que son ami était très farouche, et qu'il fuyait la société des femmes; mais tout cela ne fit qu'irriter la curiosité d'Antoinette, elle insista de nouveau pour connaître le forestier, en ajoutant d'un air espiègle qu'elle ne serait pas fâchée de tourner un peu la tête à ce vertueux Grandisson. Alors Évonyme, impatienté et poussé dans ses derniers retranchemens, finit par répondre qu'elle perdrait son temps, et que Jacques était déjà fiancé dans sa ville natale.

— Une fiancée, s'écria la jeune fille d'un air dédaigneux; une provinciale aux mains rouges, qui fait des confitures et brode au tambour... A merveille, il est complet, Jacques le ténébreux! Eh bien! mon pauvre ami, si je voulais m'en donner la peine, malgré son austérité, sa science et sa fiancée aux grands pieds, je ne demanderais pas huit jours pour le rendre amoureux et lui faire suspendre des madrigaux à tous les arbres de la forêt!

Évonyme sourit d'un air incrédule. Antoinette, que l'opposition irritait, se piqua au jeu et déclara qu'elle tenterait l'aventure.

— Je serais curieux, dit Évonyme, de savoir comment vous vous y prendrez pour rendre amoureux un garçon que vous ne rencontrerez nulle part, et qui ne viendra certes pas vous faire visite.

— Qui sait?.. Vous me l'amènerez un de ces jours.

— Je m'en garderai bien!

— Alors, je le verrai ailleurs.

— Je vous en défie.

— Vous m'en défiez! — Antoinette s'arrêta toute frémissante, et une flamme passa dans ses yeux. — Je le verrai pas plus tard que demain, voulez-vous parier?

— Parier quoi? dit Évonyme en riant de son gros rire, qui redoublait l'irritation nerveuse de la jeune fille.

— Si vous perdez, répondit-elle, vous me donnerez ce volume

de Musset que vous m'avez toujours refusé. Ah! vous m'en défiez; nous verrons bien! — Et brusquement elle quitta la terrasse en laissant Évonyme stupéfait.

Le lendemain, Antoinette, silencieuse et agitée, allait et venait par la maison et semblait ne pas tenir en place. M. de Lisle, parti dès l'aube pour la foire de Grancey, ne devait rentrer qu'à la nuit. Elle déjeuna rapidement sur un coin de la table de la cuisine, puis jetant sa serviette : — Céline, dit-elle d'un ton câlin, si tu étais bien gentille, tu chausserais tes bottes de sept lieues, et nous irions faire un tour dans les bois.

Céline eut beau objecter qu'il allait pleuvoir et qu'elle ne mettrait pas les pieds dehors, elle finit par plier devant les caprices de son enfant gâtée, et alla s'habiller. Antoinette se précipita dans sa chambre, boutonna ses mignonnes guêtres de coutil, se coiffa d'un petit chapeau rond de feutre gris, et reparut enveloppée dans un coquet paletot de drap, dans les poches duquel elle enfonçait ses mains d'un air cavalier. Cinq minutes après, elle marchait dans la direction des bois du Val-Clavin, traînant victorieusement à sa suite la pauvre Céline qui protestait encore, en montrant les nuages sombres et en contant de tragiques histoires de fluxions de poitrine.

Le temps à la vérité n'était guère engageant. Il avait plu pendant la nuit, la route était détrempée, et les bois étaient mouillés. Céline poussait des soupirs chaque fois que son pied glissait dans la terre boueuse ou que sa robe s'accrochait aux ronces. Antoinette lui répondait par un éclat de rire, et poursuivait sa promenade en cueillant de ci et de là des pervenches et des gerbes de graminées. — Sainte Vierge, ma petite fille, de quel train tu vas! s'écriait Céline essoufflée. — Pour comble de malheur, les nuages suspendus au-dessus de la forêt crevèrent brusquement, et une averse se mit à tomber.

— Je te l'avais bien dit, gémit Céline. Retournons.

— Cela n'est rien, répliqua Antoinette, prenons sous bois; les feuilles nous garantiront.

Elle quitta bravement le sentier et s'enfonça sous les arbres. Elle allait droit devant elle, comme si elle eût suivi un plan tracé d'avance. Les feuilles à demi dépliées ne faisaient guère obstacle à la pluie qui ruisselait sur les deux promeneuses. Tout à coup le bois s'éclaircit, on entendit des coqs chanter, et en atteignant la lisière elles virent à leurs pieds une combe verte au milieu de laquelle s'élevaient les murs gris et les toits d'une ferme.

— Nous voilà dans un bel état! s'écria Céline en secouant ses jupes mouillées. Qu'allons-nous faire?

— Une chose bien simple, répondit Antoinette, voici là-bas la

ferme du Val-Clavin, nous allons y descendre et demander l'hospitalité à Évonyme, qui s'empressera de mettre un fagot au feu pour nous sécher.

Céline se récria. Évonyme avait annoncé la veille qu'il avait le garde-général à déjeuner; que penserait ce monsieur en voyant arriver Antoinette et sa bonne, faites comme deux bohémiennes?

— Ce monsieur, dit Antoinette, pensera ce qu'il voudra.

Tout en prononçant ces mots d'un ton bref, elle sortit résolûment du bois, et, sans pitié pour les blés verts d'Évonyme, elle marcha droit à la ferme. Céline la suivait clopin-clopant. Antoinette traversa la grande cour sans se soucier des gloussemens de la volaille effarouchée et des regards ébaubis de la fermière; puis, d'un bond et comme pour s'ôter le temps de la réflexion, elle s'élança vers le logis d'Évonyme, où elle entra violemment, la tête haute, le cœur bondissant et les bras serrés contre sa gerbe de fleurs mouillées...

Les deux amis achevaient leur café et fumaient près d'un feu à demi éteint, tandis qu'en face d'eux la fenêtre ouverte laissait voir la combe verdoyante et les bois vaporeux. A l'aspect d'Antoinette, Évonyme bondit sur sa chaise. Jacques se leva, déposa son cigare et regarda d'un air intrigué son ami et la jeune fille.

— Comment, c'est vous! s'écria enfin le maître du logis.

— Oui, c'est moi! répondit-elle d'une voix un peu étranglée par l'émotion, vous me devez un Musset, mon cher Évonyme!.. Je vous ai dérangé... Monsieur voudra bien m'excuser...

Jacques s'inclina silencieusement, et ses yeux noirs se fixèrent curieusement sur cette étrange apparition. Antoinette, au milieu de la salle, son bouquet à la main, l'œil brillant, la joue humide, gardant encore dans ses cheveux et sur sa robe les traces du ruissellement de l'ondée, avait l'air d'une naïade. Évonyme ne disait mot, et semblait confus et ennuyé. Il y eut un moment de silence pendant lequel on entendait distinctement le chant des alouettes dans les blés. Antoinette, qui sentait son aplomb l'abandonner, voulut payer de hardiesse. — J'ai voulu faire une promenade dans les bois, balbutia-t-elle en essayant de sourire, la pluie nous a surprises, alors j'ai eu l'idée,... c'est-à-dire Céline s'est mis en tête de se réfugier ici...

Le regard de Jacques fixé sur elle la déconcertait. Les traits du forestier s'étaient rembrunis en écoutant la peu vraisemblable histoire débitée par Antoinette. Elle l'examinait à la dérobée, et lisait sur cette figure sévère une pensée de désapprobation. Elle ne put achever sa phrase et se retourna vers Céline pour cacher son embarras.

— Allons, dit Évonyme qui riait sous cape et qui eut pitié d'elle,

venez vous sécher toutes deux, et une autre fois consultez votre baromètre quand vous voudrez vous risquer dans les bois du Val-Clavin!

Le ton de commisération railleuse dont ces derniers mots étaient accompagnés exaspéra Antoinette. Subir la compassion d'Évonyme devant cet étranger, devant M. Duhoux, c'était trop!.. Le regret de sa folle équipée, mêlé au sentiment d'une secrète humiliation, réveilla ses nerfs irritables. — Merci! fit-elle en se redressant fièrement, tandis qu'un éclair de dépit allumait ses yeux... Je ne suis pas mouillée, et je ferai mieux de rentrer... Partons, Céline, le temps s'est éclairci.

— Il pleut à verse! s'écria Céline bouleversée.

— Non, non! reprit-elle précipitamment, partons!

Sans saluer Jacques, qui continuait à la regarder flegmatiquement, sans écouter les objurgations d'Évonyme, qui la suppliait de rester, elle entraîna Céline, et disparut à travers la pluie battante.

— Voilà une étrange petite personne, dit Jacques à Évonyme, qui refermait la porte. — Le forestier s'était remis à fumer et se promenait de long en large.

— C'est la fille d'un de mes amis, M. de Lisle, une enfant gâtée et élevée à la diable dans un pensionnat de Paris; mais il ne faudrait pas la juger sur les apparences. Je t'assure qu'elle a un bon cœur et une excellente nature. — Et le brave Évonyme se mit en devoir d'énumérer toutes les aimables qualités d'Antoinette.

— Oui, dit Jacques, une demoiselle à la mode... C'est un genre de femme que je n'aime pas et qui me fait peur.

III.

Le retour aux Corderies s'effectua en silence sous une averse qui tombait dru et qui ne cessa pas un instant. A peine arrivée, Antoinette monta dans sa chambre, s'y enferma et n'en redescendit que le soir de fort mauvaise humeur; mais, en voyant Céline toute dolente et courbatue, la jeune fille sauta au cou de sa bonne. Elle l'accabla de caresses, fit bouillir de l'eau, prépara une infusion, et força Céline à l'avaler. — Hélas! s'écria-t-elle en l'embrassant, pardonne-moi, je suis décidément une détestable créature.

— Allons donc, ma petite fille, répondit Céline, ne dis pas de sottises. Est-ce que je t'en veux, moi? Est-ce ta faute s'il a plu, et si nous avons été mal reçues au Val-Clavin, grâce à ce forestier grognon et mal appris?

Les joues d'Antoinette s'empourprèrent. — Tais-toi! reprit-elle en lui mettant la main sur la bouche, ne me reparle plus de cette ridicule aventure! J'en meurs de honte.

Un sanglot lui coupa la parole, elle se rejeta dans les bras de sa bonne et fondit en larmes. Les tendresses de Céline réussirent enfin à la calmer, mais non à lui faire oublier la scène de la ferme. Pendant plusieurs jours, elle resta rêveuse et préoccupée. Elle n'avait qu'à fermer les yeux pour revoir Jacques Duhoux debout contre le manteau de la cheminée et la contemplant d'un air de pitié hautaine. Ce regard scrutateur, qui lui avait fait perdre son sang-froid à la ferme, la poursuivait partout, jusque dans ses rêves.

Lorsque Évonyme revint aux Corderies, la première parole d'Antoinette fut pour le supplier de ne pas raconter sa malencontreuse équipée à M. de Lisle; puis elle ajouta rapidement en baissant les yeux : — Je serais curieuse de savoir ce que votre ami a dit de moi après mon départ.

— Mais rien absolument! répondit Évonyme, qui ne voulait pas augmenter la confusion d'Antoinette en lui rapportant les dures réflexions de Jacques.

— Quoi! pas un mot?

— Non. Jacques est très réservé, ses études l'absorbent, et je suis sûr qu'il a déjà tout oublié.

— Tant mieux! fit Antoinette désappointée. — Ce froid dédain lui semblait la pire des injures; elle eût préféré les méchancetés les plus mordantes à une si complète indifférence.

Indifférent, Jacques ne l'était pas, et la brusque apparition d'Antoinette avait fait sur lui une impression dont la vivacité même l'inquiétait. Dans le milieu calme et patriarcal où s'était jusqu'alors passée sa vie, il n'avait jamais rencontré que des femmes à l'allure grave ou des jeunes filles timides et discrètement élevées. L'atmosphère des petites villes avait jeté sur ce monde provincial la même teinte uniformément grise; tout y était réglé, mesuré et pesé, les paroles, les manières et les démarches. Les toilettes y étaient simples, les figures modestes ou insignifiantes. Auprès de ces médailles effacées, Antoinette avec son ton cavalier, sa mise un peu excentrique et surtout son originale beauté, faisait un contraste singulier, pareil à celui qu'une superbe fleur exotique, à l'odeur et aux couleurs violentes, produirait au milieu d'un bouquet de roses du Bengale. Cet éclat avait à la fois ébloui et troublé Jacques Duhoux. Il était trop peu expansif pour en avoir rien laissé paraître devant Évonyme, mais la scène du Val-Clavin l'avait vivement frappé. Son esprit fut hanté longtemps par le souvenir d'Antoinette entrant dans la ferme avec ses joues en feu et ses cheveux semés de gouttes de pluie. Longtemps cette fantasque image voltigea entre lui et ses écritures. A la fin, impatienté et irrité contre lui-même, il secoua impérieusement cette obsession, et, pour en empêcher le retour, il évita de traverser le village lorsqu'il se rendait en forêt.

Le hasard devait déjouer toutes ses sages précautions. Il advint que, vers la fin de mai, le brigadier-forestier de Rochetaillée maria sa fille à un commis de forge des environs. Le mariage était honorable, et le brigadier Sauvageot voulut le célébrer solennellement en invitant de nombreux convives au dîner de noce et au bal qui devait suivre. Au nombre des invités se trouvaient Jacques Duhoux, qui n'avait pu faire l'affront d'un refus à son subordonné, Évonyme, qui était de toutes les noces du village, et M. de Lisle, qui avait vidé plus d'un verre avec le père Sauvageot. Antoinette avait promis à la jeune mariée d'assister au bal. Vers le soir, Céline la conduisit jusqu'à la maison forestière, puis s'en revint en maugréant aux Corderies préparer le souper des bêtes.

La maison forestière était située dans les bois, un peu au-dessus des étangs de la Thuilière, et, comme le mois de mai avait été exceptionnellement chaud, on avait dîné et on devait danser en plein air. La salle de bal était installée sur l'emplacement d'un ancien rendez-vous de chasse nommé *la Belle-Étoile*. Tout autour, la forêt profonde faisait aux danseurs une ceinture d'ombre et de silence, et l'une des tranchées, en s'évasant brusquement, laissait voir, par-dessus les masses du taillis, la combe voisine où dormaient les étangs et où le soleil couchant s'enfonçait dans une brume empourprée.

Quand, après avoir fumé, Jacques Duhoux se décidait à jeter négligemment un coup d'œil sur le rond-point, le bal était déjà commencé. L'orchestre jouait une valse, et les couples tournoyaient lentement sur la pelouse. La première danseuse qui passa devant Jacques, entraînée par le bras vigoureux d'un jeune commis, fut Antoinette. Elle était vêtue d'une robe de mousseline blanche à raies bleues verticales; sur ses belles épaules, un fichu de tulle était croisé, et dans ses cheveux, relevés au sommet de la tête par un antique peigne d'écaille, elle avait piqué, pour tout ornement, trois fleurs de narcisse. Elle valsait d'une façon charmante; indifférente à la personnalité de son valseur, elle ne semblait lui demander qu'un bras solide et le sentiment de la mesure. Ainsi soutenue par une robuste étreinte, elle glissait légèrement, chastement, comme une forme aérienne. Elle s'enivrait de musique et de mouvemens rhythmés, sa bouche ébauchait un fin sourire, ses regards semblaient noyés dans une délicieuse extase. En apercevant Antoinette, Jacques Duhoux recula instinctivement dans l'ombre, mais il ne partit pas. Caché derrière la rangée des grands parens, il ne quittait pas des yeux la valseuse à la robe blanche rayée de bleu. Elle exerçait sur lui une lente et irrésistible fascination. Jamais il n'avait soupçonné tant de grâce voluptueuse dans un corps de jeune fille. Parfois elle disparaissait, perdue dans la foule, puis il la revoyait

soudain à deux pas de lui, et il se sentait brusquement ébloui par une douce lumière, comme lorsque la lune, un moment cachée derrière les nuages, reparaît tout à coup dans sa blanche et amicale sérénité.

Peu à peu, la nuit était venue; les lanternes de couleur scintillaient dans les feuilles comme des vers luisans, et à travers les arbres les étoiles clignaient leurs yeux d'or. Un quadrille avait succédé à la valse. Antoinette y figurait en face de la mariée. Son visage était épanoui, ses yeux rayonnaient, elle était toute à la joie de la fête. Entre deux figures, Jacques la vit tout à coup quitter son danseur, s'élancer vers le banc où M. de Lisle était assis, déposer deux baisers sur les joues de son père, et puis se perdre de nouveau dans le tumulte du bal.

M. de Lisle cependant commençait à trouver le temps long; il ne songeait pas sans inquiétude au souper de ses bêtes, puis il avait largement dîné, et il aimait à se coucher de bonne heure. Il se glissa adroitement hors du cercle du bal. — Cette petite s'amuse, et ne voudra pas revenir encore, se dit-il, bah! ne troublons pas son plaisir. — Il aperçut Évonyme, qui rêvait dans un coin. — Ormancey la ramènera, pensa-t-il, — et, cette réflexion calmant ses derniers scrupules, il s'esquiva sans rien dire.

Or, dans le même moment, Évonyme était plongé jusqu'au cou dans un de ses accès de mélancolie. Le spectacle d'une noce, la musique et la joie d'un bal le remuaient toujours profondément. L'éternel problème du mariage le tourmentait alors avec plus de persistance. Il jeta un regard pensif sur les physionomies radieuses des jeunes mariés et poussa un soupir: — Ces gens-là sont heureux!.. Se marier, faire souche de petits Évonymes, ce serait pourtant le vrai but et la vraie fin. — Il s'arrêta, bourra sa pipe et l'alluma, puis, comme si cette opération eût rejeté son esprit irrésolu dans un courant contraire : — Oui, reprit-il, mais une fois marié, on est figé dans son bonheur, comme le métal en fusion se fige pour l'éternité dans le moule où il est entré en bouillonnant. Or l'immobilité, c'est l'ennui. Vive la nature toujours ondoyante et diverse! — Il se leva, tira deux ou trois bouffées et contempla la futaie solitaire. Les grandes tranchées aux ombres mystérieuses l'attiraient. La musique du bal devait y avoir des accens plus voilés et plus charmans... — C'est ainsi, pensait-il, que je voudrais toujours envisager le mariage... à distance. Bah! égarons-nous dans la forêt où les rossignols chantent seuls! — Et là-dessus, il s'enfonça peu à peu dans l'ombre et disparut.

Cependant le bal menait toujours ses bruits joyeux, les heures se passaient, et Jacques ne se lassait pas de regarder Antoinette, qui ne se lassait pas de danser. Tout à coup il ne vit plus la jeune

fille, et, déjà honteux de sa folie, il songeait à regagner le bourg quand une grosse voix, celle du brigadier, résonna derrière lui.

Il se retourna et vit Sauvageot, qui lui présentait Antoinette, encore toute frémissante de l'agitation du bal et drapée dans un burnous blanc dont le capuchon lui retombait sur les yeux. — Je voudrais, dit le brigadier, vous demander un service. Voici Mlle de Lisle qui désire retourner à Rochetaillée; son père s'en est allé, et je ne puis pas la confier à un de nos jeunes étourneaux... Comme vous partez, seriez-vous assez bon pour la ramener chez elle?

Il n'y avait guère moyen de refuser. Jacques s'inclina silencieusement devant Mlle de Lisle, et, prenant congé de Sauvageot, se mit à marcher à côté de la jeune fille dans le petit chemin caillouteux qui descendait vers la Thuilière. Pendant cinq ou six minutes, ils gardèrent le silence. Jacques, embarrassé et intimidé par ce tête-à-tête inattendu, cheminait pensif et la tête baissée; Antoinette, encapuchonnée dans son burnous, prêtait l'oreille à la musique du bal qui retentissait derrière les feuillées, et les mouvemens de son corps souple et onduleux semblaient encore suivre le rhythme de la valse lointaine. Elle fit soudain une glissade sur les cailloux et poussa un petit cri. Le forestier crut devoir lui offrir son bras, mais elle refusa sous prétexte que le sentier était trop étroit. Jacques s'inclina sans insister, et la conversation tomba de nouveau. En ce moment, la lune se montra, et sa lueur bleuâtre glissa comme un léger réseau d'argent sur toutes les masses boisées. En bas, dans la combe de la Thuilière, les eaux de l'étang reflétèrent le disque déjà échancré, et tout au loin, du côté du val des Frais, un rossignol se mit à chanter. — M. Duhoux, dit brusquement la jeune fille, mon escapade du Val-Clavin vous a scandalisé, et vous avez de moi une opinion détestable...

— Moi, mademoiselle!

— Oui, vous m'avez prise pour une fille très mal élevée. Avouez-le, je ne m'en fâcherai pas. J'ai été très heureuse ce soir, et rien ne me rend bonne comme le bonheur.

— Et, demanda Jacques d'un ton légèrement ironique, cela vous arrive fréquemment?

Elle s'arrêta, le regarda d'un air malicieux et répondit avec un petit accent très net et très résolu : — Oui, chaque fois qu'on fait ce que je veux.

— Hum! dit Jacques, c'est une satisfaction qu'on n'a pas souvent dans la vie.

— Mais si! reprit ingénument Antoinette; d'abord, avec moi, on finit toujours par céder. Papa prétend que je suis une *embobelineuse*, et puis Céline me gâte.

— Qu'est-ce que Céline?

— Ma bonne; elle ne m'a pas quittée depuis ma naissance : aussi je l'aime bien et elle m'adore. Quand ma mère m'avait punie, c'était toujours Céline qui venait me consoler... Et elle venait souvent, car j'étais paresseuse comme une loutre.

— Entre nous, dit Jacques d'un ton demi-grave et demi-plaisant, Mlle Céline vous eût rendu un meilleur service en vous tirant les oreilles.

— Eh bien! vous vous trompez, reprit vivement Antoinette; on obtient tout de moi par la tendresse, rien par la violence!.. On crut me mater en m'envoyant au Sacré-Cœur de Marmoutiers.

— Et on obtint un résultat?

— Tragique... Lorsque je me vis ensevelie dans une affreuse robe d'uniforme gros vert, je fus si désespérée que je résolus de me faire mourir. J'avais emporté avec moi ma boîte de couleurs; j'y pris un pain de bleu de Prusse. Céline, en me recommandant de ne pas mettre mon pinceau à mes lèvres, m'avait toujours dit que c'était du poison, et j'espérais bien en avoir assez pour me tuer. Je tenais mon bleu de Prusse dans ma poche, je le tâtais de temps en temps, je le mettais sous mon oreiller pendant la nuit, enfin, un soir que je m'étais sentie plus malheureuse et plus abandonnée que jamais, je l'avalai.

— Cela dut vous rendre horriblement malade! s'écria Jacques d'un air à la fois étonné et choqué.

— Oui, mais je n'en mourus pas, poursuivit-elle en riant, et on me retira du Sacré-Cœur.

— Ce fut un tort, reprit Jacques devenu pensif; on aurait dû vous y laisser, et je vous réponds que vous n'auriez pas recommencé l'expérience du bleu de Prusse.

Elle le regarda de côté et haussa les épaules. — Je ne conseillerais à personne de s'y fier, murmura-t-elle; — puis, rompant tout à coup la conversation, elle s'élança dans le taillis et se mit à cueillir des chèvrefeuilles sauvages qui se balançaient dans les branches d'un noisetier. Elle jetait à mesure les brins fleuris à Jacques Duhoux, qui la regardait, stupéfait. L'une des tiges ayant résisté sous ses doigts, elle se souleva sur la pointe des pieds, et, saisissant le bois vert entre ses dents, elle voulut le briser. Jacques admirait ses bras aux attaches menues et ses dents qui étincelaient au clair de lune. — Vous allez vous couper les lèvres! murmura-t-il d'une voix doucement émue et presque caressante. — Cela contrastait si fort avec ses intonations ordinairement âpres et graves, qu'Antoinette s'arrêta surprise. Leurs regards se rencontrèrent pour la première fois, et Jacques se sentit remué de la tête aux pieds.

Quand elle fut fatiguée de cueillir des fleurs, ils descendirent vers le fond de la combe. C'était le chemin le plus long, mais

Jacques se laissa faire et ne hasarda aucune observation. Ils se trouvèrent bientôt au bord de l'étang, qui rayonnait d'une clarté féerique dans sa ceinture de joncs frissonnans.

Antoinette, d'un brusque mouvement de tête, fit tomber son capuchon et rejeta son burnous derrière ses épaules. — Comme c'est beau! dit-elle avec enthousiasme, j'aime l'eau... Je l'aime follement!

— Auriez-vous quelque ondine pour marraine? demanda Jacques en riant.

Elle sourit, fit une petite moue et reprit : — Évonyme prétend que j'en suis une moi-même, parce que j'ai les yeux verts.

— Verts! murmura Jacques, vraiment? Je les croyais bleus.

— Vous aviez mal vu. Regardez! ajouta-t-elle étourdiment en rapprochant de Jacques sa figure éclairée par la lune. Ce sont de vrais yeux d'ondine.

Jacques perdait peu à peu son sang-froid. — Savez-vous, reprit-il d'une voix légèrement tremblante, que les ondines jouissaient d'une assez mauvaise réputation? on dit qu'elles étaient fatales à ceux qu'elles aimaient.

— Bah! fit Antoinette en se rapprochant du talus de l'étang, c'est que leurs amoureux ne les aimaient pas bien... Il faut aimer trop pour aimer assez... A propos, puisque nous sommes dans mon royaume, je veux y cueillir quelques fleurs pour compléter mon bouquet.

Il y avait à trois pieds du talus un îlot couvert de saules et relié à la chaussée par une mince passerelle, et juste au-dessous de cette passerelle des trèfles d'eau berçaient leurs épis blancs et roses à demi submergés. Antoinette mit le pied sur la planche et fit mine de les cueillir.

— Ne faites pas cela, s'écria Jacques, la planche n'est pas solide et l'étang est profond.

— Je n'ai pas peur de l'eau, répliqua malicieusement la jeune fille en imprimant un léger balancement à la passerelle.

— On vous a confiée à moi, et je ne vous laisserai pas commettre une pareille imprudence, dit Jacques sévèrement. — Et, comme elle n'avait pas l'air de l'écouter, il ajouta avec force : — Ne faites pas un pas de plus, je vous le défends!

— Oh! oh! répliqua-t-elle d'un air de défi, il ne faut jamais me dire de ces mots-là! — En un clin d'œil, elle fut au milieu de la passerelle, s'y agenouilla et trempa l'un de ses bras dans l'eau.

Jacques s'était élancé derrière elle. La vue d'un danger très sérieux et la contrariété que lui causait cette folle bravade l'avaient vivement irrité, il saisit avec emportement les deux bras de la jeune fille et la releva énergiquement. Au même instant, sous ce

double poids, la frêle passerelle plia comme un jonc, un craquement sourd se fit entendre, et Antoinette poussa un cri de terreur en sentant l'eau mouiller ses pieds. Jacques l'étreignit avec une sorte de violence sauvage, et d'un bond sauta sur le talus...

Le saisissement et la peur de la jeune fille avaient été si grands qu'elle resta pendant une minute sans mouvement dans les bras du forestier. A travers les plis du burnous, Jacques sentait la douce impression de ce corps souple et alangui. Tandis que cette jolie tête renversée reposait sur son épaule, le jeune homme eut le temps d'admirer deux yeux doucement voilés par les cils bruns, et parmi les cheveux châtains à demi dénoués la plus mignonne oreille rose de la création... C'en était trop pour Jacques Duhoux. Il avait beau se raidir contre la tentation, une attraction magnétique courbait déjà sa tête vers celle de la jeune fille quand un frémissement parcourut tout le corps d'Antoinette; elle ouvrit les yeux, se dégagea vivement des bras de Jacques, rougit très fort, puis partit d'un long éclat de rire.

Jacques, qui était redevenu peu à peu maître de lui, se sentit sourdement agacé par ce rire bruyant. — La chose n'est pas si plaisante, dit-il avec humeur, l'étang est plein d'herbes et de vase, et, comme il est impossible d'y nager, nous aurions pu y rester tous les deux.

Antoinette s'était assise sur un tronc d'arbre et secouait son burnous tout trempé. — Eh bien! continua-t-elle de son ton évaporé, je vous aurais emmené dans mon royaume, où mes sœurs, les ondines, chantent en peignant leurs cheveux verts avec un peigne d'or... N'est-ce pas de cette façon que cela finit toujours dans la légende?

— Vous avez les pieds mouillés, reprit Jacques avec impatience, et vous ferez bien de marcher.

Elle se leva d'un air boudeur, et ils gagnèrent la route. Au bout de cent pas, ils virent une petite femme s'avancer vers eux d'un pas rapide... — Dieu me pardonne! fit Antoinette, je crois que voici Céline.

— Est-ce toi, ma petite fille? s'écria celle-ci dès qu'elle fut à portée, je ne te voyais pas revenir et j'avais martel en tête... C'est bien de ton père, de t'avoir laissée seule au milieu de cette cohue! Il sera toujours le même!

Elle prit le bras de la jeune fille après lui avoir jeté un gros châle sur les épaules, puis elle remercia chaleureusement Jacques Duhoux.

A l'entrée du bourg, le garde-général prit congé de Mlle de Lisle. — Au revoir! lui dit gaîment celle-ci. — Puis, lui tendant amicalement les fleurs qu'elle avait arrachées dans l'étang et qu'elle avait

gardées religieusement : — Prenez mes trèfles d'eau, ajouta-t-elle, vous les avez bien gagnés.

Quand Jacques Duhoux fut seul sur la route, il regarda les épis roses et blancs encore tout humides. — Il était temps que cette servante arrivât, pensa-t-il, j'aurais commis quelque folie.

IV.

Le printemps avait donné toutes ses fleurs, le mois de juin finissait, et la fenaison venait de commencer. Dans le vallon de Germaine, où se trouvaient les prés de M. de Lisle, les foins coupés dressaient leurs meules odorantes. Le maître, abrité sous un large chapeau de paille, surveillait les faneurs occupés à charger la première charrette. Les ombres qui tombaient déjà plus grandes du haut des collines boisées indiquaient que la journée tirait à sa fin, et le paresseux Évonyme, après avoir fait la sieste sur un tas de foin, épiait gravement le long du ruisseau le manége des écrevisses qui venaient de temps en temps se percher sur les *balances* posées par les faucheurs. Derrière une meule, à deux pas d'une fontaine qui descendait du bois, Antoinette, les cheveux tout semés de brins d'herbe, devisait avec Jacques Duhoux, et le sévère forestier ne semblait nullement se déplaire en sa compagnie.

Malgré ses belles résolutions, Jacques avait subi l'influence de l'Ondine. Les épis rosés du trèfle d'eau contenaient un charme, et ce charme avait opéré lentement, mais sûrement. M. de Lisle était retourné à l'auberge du Pitoiset, et cette fois ses avances avaient été moins froidement accueillies; un soir, Évonyme avait décidé Jacques à l'accompagner aux Corderies, et depuis, ce dernier y était allé seul plusieurs fois. Après tout, la vie de Rochetaillée était si monotone, l'auberge si bruyamment achalandée, que la maison de M. de Lisle, avec sa cuisine enfumée, son grand salon nu et son petit jardin en terrasse, paraissait en comparaison un paradis hospitalier. D'ailleurs on ne pouvait travailler constamment; après les courses en forêt, il fallait bien se délasser par une heure ou deux de conversation gaie et familière, et aux Corderies seulement on pouvait trouver à causer d'une façon intelligente. Telles étaient les raisons que Jacques se donnait à lui-même pour légitimer ses fréquentes visites. M. de Lisle accueillait très chaleureusement le forestier. — Ce garçon me va, disait-il à Antoinette, il est modeste, et avec cela c'est un puits de science. Il y a plaisir et profit à échanger ses idées avec lui. Ce garçon-là ira loin !

En attendant, ce garçon allait aux Corderies. Il y allait même un peu plus que de raison, au dire des bonnes dames de Rochetaillée, qui trouvaient M. de Lisle bien imprudent et Antoinette

bien étourdie. Il y dînait de temps à autre, et accompagnait souvent M. de Lisle dans ses courses au bois. Ce jour-là, on était parti dès le matin, on avait déjeuné sur l'herbe, et on comptait ne rentrer qu'avec les faneurs. Antoinette était dans une de ses veines de bonne humeur, et son rire léger s'envolait en notes perlées sous les arbres. Elle se leva tout à coup et se mit à escalader le sentier de chèvre qui côtoyait le lit du ruisseau. Jacques l'avait suivie dans sa promenade capricieuse, et ils arrivèrent ainsi à la naissance de la source qui sortait discrètement de terre sous un voile épais de cressons et de véroniques. A deux pas s'étendait une plate-forme ombragée de hêtres sous lesquels on distinguait encore l'emplacement d'anciens fourneaux à charbon. Antoinette, essoufflée, se laissa tomber sur le seuil de la hutte des charbonniers, et Jacques s'assit près d'elle. La jeune fille se livrait à toute sorte de fantasques espiègleries, tantôt chantant à pleine voix une chanson rustique, tantôt essayant d'imiter les trilles flûtés du loriot, ou enlaçant de longues herbes dans ses cheveux. Jacques la contemplait sans rien dire, souriait parfois gravement dans sa barbe, et semblait savourer lentement une joie profonde. Enfin, lasse de faire des agaceries aux oiseaux et d'effrayer les libellules, Antoinette renversa sa tête contre le mur de la hutte, et, regardant le ciel à travers ses longs cils : — Qu'on est bien ici! murmura-t-elle, j'ai toujours rêvé de vivre dans une maisonnette comme celle-ci, perdue au fond des bois.

— Une chaumière et un cœur! s'écria Jacques en riant.

Quand Jacques était sérieux, sa figure avait des lignes rigides et presque dures, mais, lorsqu'une fois il riait, il devenait un autre homme; ses yeux noirs s'éclairaient, les traits de sa bouche s'adoucissaient, toute sa physionomie s'épanouissait et prenait une enfantine expression de bonté. Antoinette observait curieusement cette subite transfiguration. Elle secoua pensivement la tête, et reprit : — Une chaumière? oui; un cœur? hum! cela dépendrait de bien des choses... Je serais très exigeante.

— Voyons, dit Jacques en l'interrogeant doucement du regard, qu'exigeriez-vous?

Les sourcils d'Antoinette se rapprochèrent, elle posa un doigt sur ses lèvres et eut l'air de chercher. — D'abord, répondit-elle, je le voudrais aimant et dévoué.

— Naturellement. Après?

— Fier, superbe, n'obéissant à personne... qu'à moi.

— Vous êtes exclusive.

— Oh! étrangement. J'exigerais tous les sacrifices, parce qu'à mon tour je serais prête à tout sacrifier. Les grands emportemens d'amour m'ont toujours ravie... Et je me suis promis de n'aimer

qu'un homme capable de faire pour moi tous les sacrifices,... toutes les folies.

Jacques était redevenu grave. — Toutes les folies, répliqua-t-il, non! Je n'admets pas qu'on pousse celui qu'on prétend aimer à une de ces actions que le monde trop indulgent appelle des folies. La première chose à laquelle on doit tenir, c'est à l'honneur et à la dignité de celui qu'on aime. Le véritable amour vit d'estime.

— Le véritable amour vit de passion! s'écria impétueusement Antoinette.

— Je ne discuterai pas ce point-là avec vous; je ne parle que des choses que je sais, répondit Jacques avec une intention ironique; tout ce que je puis dire, c'est que mon idéal, à moi...

— Oh! votre idéal, répliqua-t-elle très excitée, je le connais; c'est une bonne petite provinciale, bien moutonne et bien soumise, qui irait aux vêpres le dimanche, et passerait le reste de la semaine à repriser des serviettes derrière sa fenêtre aux rideaux modestement tirés!

— Peut-être! fit-il d'un air pensif.

La figure d'Antoinette prit une expression de dédain et de dépit. — Je la vois d'ici, continua-t-elle, avec sa robe d'alpaga noir, un col uni, des mitaines de filet et des yeux... — Elle s'arrêta, et d'un ton provocant: — De quelle couleur sont ses yeux? demanda-t-elle.

Jacques se leva flegmatiquement, cueillit une véronique dans la source, et la tendant à Antoinette: — Bleus et doux comme cette fleur, répondit-il.

Elle jeta la fleur par-dessus son épaule. — Bleu faïence, poursuivit-elle avec un éclat de rire, je m'en doutais! Et ses cheveux?

— Ils sont blonds, dit-il toujours avec le même calme irritant, blonds et séparés en simples bandeaux unis.

— Oui, plats et collés sur les tempes!.. Et comment l'appelle-t-on, votre petite bourgeoise? Eulalie ou Brigitte?

Jacques fronça les sourcils. — Je crois, fit-il de son ton raide et hautain, que la plaisanterie a été trop loin. Nous parlons tous deux trop légèrement de choses qu'on doit respecter. Restons-en là.

Il fit quelques pas autour des hêtres en abattant les chardons à coups de badine. Antoinette, immobile et silencieuse, contemplait fixement les fleurettes de la source. Jacques, fâché de s'être laissé aller à un mouvement d'humeur, revint vers elle et lui prit la main. — Sans rancune! dit-il avec embarras.

Elle se mordit les lèvres. — De la rancune, et pourquoi donc? répondit-elle sans détourner la tête. J'ai eu tort de plaisanter avec vous, pardonnez-le-moi, cela ne m'arrivera plus.

Elle retira sa main, qui était froide comme une glace, et resta perdue dans sa contemplation. Au bout de quelques instans, on entendit un houp! prolongé et les grandes jambes d'Évonyme parurent entre les cépées. — Eh bien! leur cria-t-il, on n'attend plus que vous pour partir. A quoi pensez-vous donc? — Antoinette courut vers lui, et s'appuya sur son bras pour descendre. Le soleil avait disparu; la charrette, chargée de sa montagne de foin, roulait déjà sur la route qui va de Germaine à Rochetaillée. M. de Lisle, avec les faneurs, s'avançait en tête des chevaux; Évonyme suivait, donnant le bras à Antoinette. Jacques demeura seul en arrière, un peu boudeur et décontenancé. Voyant que M. de Lisle était tout à son foin et que les deux jeunes gens ne paraissaient pas s'occuper de lui, il ralentit le pas insensiblement. Bientôt il y eut une portée de fusil entre lui et ses compagnons. Il distinguait cependant les gestes animés d'Antoinette et le gros rire d'Évonyme. — Elle lui raconte notre querelle, pensa Jacques, et il lui donne raison, naturellement en se moquant de moi... En voilà un qui fait toutes ses volontés, qui dit oui à tous ses caprices! Il l'aime, parbleu! et c'est sur lui qu'elle a dû d'abord essayer la puissance de son ensorcelante beauté. Qui sait si elle ne songeait pas à Évonyme en parlant d'un cœur prêt à toutes les folies? Et je n'ai pas compris, idiot que je suis! J'ai eu la sottise de m'enflammer, de prêcher comme si j'avais été en cause moi-même! Elle a dû me trouver souverainement ridicule.

Plus Jacques roulait dans sa tête cette nouvelle idée, plus elle lui semblait probable. Il se rappelait l'étrange visite d'Antoinette au Val-Clavin, les attentions et l'embarras d'Évonyme, la façon dont son ami lui avait fait l'éloge de la jeune fille. Peu à peu, et à l'aide d'une sorte d'hallucination, cette pensée, qui n'avait d'abord été qu'une simple hypothèse, revêtit toutes les apparences de la certitude. Antoinette avait du goût pour Évonyme, et la chose n'avait rien de surprenant : ils avaient été élevés ensemble, leurs familles se connaissaient; Évonyme était riche, indépendant. Réflexion faite, tout était pour le mieux, et il devait, lui, s'estimer heureux d'avoir échappé à un amour qui aurait nui à son travail, mécontenté sa famille et bouleversé son avenir. Pourtant, malgré toutes ces solides raisons, Jacques avait le cœur serré; il était mécontent de lui et des autres, et, se trouvant trop maussade, il quitta brusquement la grand'route, prit un sentier à travers bois et rentra seul dans sa chambre d'auberge.

Pendant plusieurs jours, il évita d'aller aux Corderies; enfin une certaine après-midi, se sentant apaisé et plus maître de lui, il osa sonner à la petite porte de la maison. Antoinette était assise au piano, dans le salon dont les volets, hermétiquement clos à cause du soleil, ne laissaient passer qu'un léger filet de lumière dorée.

Sur le guéridon, un gros bouquet de résédas, de roses-thé et de jasmins répandait une odeur exquise. A l'arrivée de Jacques, Antoinette quitta son piano. Elle était plus séduisante que jamais dans cette demi-obscurité, où on voyait ses grands yeux luire comme deux émeraudes. Ses cheveux séparés en deux longues tresses flottaient librement sur ses épaules, et dans les plis de son corsage s'épanouissait un œillet rouge.

— J'ai été absurde l'autre soir, dit Jacques brusquement, et je viens vous prier d'accepter mes excuses.

Sans parler elle lui serra vivement la main, puis au bout de quelques instans : — Merci, répondit-elle, vous avez bien fait de venir... J'aurais été désolée si nous nous étions quittés fâchés.

— Quittés? murmura Jacques, est-ce que vous allez partir?

— Sans doute... Voici la saison où mes grands parens me réclament... Si je refusais leur invitation, je me brouillerais avec eux, et mon père ne l'entend pas ainsi... Il compte sur mon grand-père pour me trouver, comme il dit, un établissement avantageux.

Elle avait prononcé ces derniers mots avec une emphase moqueuse. — Pourquoi, dit Jacques, laisseriez-vous à d'autres le soin de disposer de vous? Je vous croyais assez indépendante pour prendre seule une détermination et faire vous-même un choix.

— Oh! moi, reprit-elle, quand on me mettra au pied du mur, je saurai bien parler; mais j'ai le temps, ajouta-t-elle en riant, et jusqu'à ce jour les soupirans n'ont pas trop assiégé la porte des Corderies.

— Il me semble cependant, dit Jacques, que j'en connais au moins un.

Elle le regarda d'un air moitié sérieux et moitié incrédule. — C'est une plaisanterie, n'est-ce pas? murmura-t-elle; mais continuez, elle m'amuse. — Elle s'était accoudée sur le guéridon, et jouait machinalement avec le vase plein de fleurs.

— Je ne plaisante pas, répliqua Jacques, j'en connais un.

La main d'Antoinette quitta le vase brusquement, ses yeux trahirent une subite émotion. — Vraiment, balbutia-t-elle, il y en a un?

Jacques fit un signe affirmatif.

— Qui donc? demanda-t-elle d'une voix craintive, et, tout en faisant cette demande, elle cacha sa figure dans les fleurs et les respira longuement.

— Mais, répondit Jacques, c'est mon ami Évonyme.

Elle se leva tout d'une pièce, repoussa du pied son fauteuil, et, regardant Jacques d'un air sombre : — Évonyme! s'écria-t-elle, est-ce qu'il vous a prié de parler pour lui?

— Non, murmura Jacques, frappé de l'expression presque tra-

gique de la physionomie de la jeune fille; j'avais supposé, j'avais cru remarquer...

— Qu'il m'aimait? Et vous vous êtes chargé de plaider sa cause? Grand merci! — Elle était devenue très pâle, et ses mains entre-croisées se tordaient convulsivement.

— Pardon! hasarda Jacques, j'ai été sottement indiscret, mais soyez persuadée qu'Évonyme...

Elle ne le laissa pas achever. — Évonyme! s'écria-t-elle avec violence, je le déteste!.. Vous pouvez le lui dire, comme je le lui dirais, s'il s'était donné la peine de venir en personne!

— Encore une fois, protesta Jacques, je vous jure qu'il ne m'a pas chargé de parler en son nom.

— Alors, s'écria-t-elle avec un sanglot dans la voix, pourquoi m'entretenez-vous de lui? Est-ce une gageure ou une moquerie?

Ses yeux étaient pleins de larmes. Elle tourna le dos à Jacques et alla poser son front contre la vitre. Il y eut un moment de silence. Le jeune homme fit quelques pas vers elle et voulut de nouveau tenter de réparer ce malentendu. — Mademoiselle!.. Antoinette! s'écria-t-il.

— Laissez-moi! murmura-t-elle sans retourner la tête, je veux être seule. — Et comme il insistait : — Non, ajouta-t-elle en frappant du pied avec colère, allez-vous-en!

Il eut encore un moment d'hésitation, puis saisit brusquement son chapeau et sortit. Antoinette était restée immobile à la même place. Les heures se passèrent, le soir vint, et le salon s'emplit d'une ombre épaisse. Lorsque Céline y entra pour ouvrir les volets, elle crut qu'Antoinette était partie, tant le silence était grand. Tout à coup un sanglot vibra dans l'obscurité. — Antoinette! s'écria Céline effrayée et poussant vivement les volets, qu'as-tu, ma petite fille?.. — A la lueur vague du crépuscule, elle aperçut la jeune fille pelotonnée sur les coussins de la bergère et tout en larmes. — Laisse-moi! dit Antoinette avec le geste farouche d'un animal blessé, et sans ajouter un mot elle s'enfuit dans sa chambre.

V.

Jacques passa la nuit assis dans l'embrasure de sa fenêtre ouverte. Il regardait machinalement le ciel plein d'étoiles et les masses sombres du parc de l'ancienne abbaye, tandis que les grillons chantaient et qu'au loin un chariot attardé roulait lourdement sur la grand'route; puis il fermait les yeux et la scène du salon des Corderies revivait nettement devant lui. Il lui semblait respirer le voluptueux parfum des jasmins mêlés aux roses-thé, entendre vibrer la voix métallique d'Antoinette et voir ses yeux verts étinceler

dans l'ombre. Il se répétait les paroles qu'elle avait prononcées, cherchait les réponses qu'il aurait dû faire, se reprochait de ne les avoir pas trouvées à temps. Cette quasi-hallucination dura presque toute la nuit. Il dormit une heure, et le jour était à peine levé que Jacques courait à la ferme du Val-Clavin.

Il trouva Évonyme debout et bouclant ses guêtres dans sa chambre à coucher, — une vraie chambre de philosophe nomade et peu soucieux du confortable. Une vieille malle gisait dans un coin; le long des murs blanchis à la chaux, un béret, un chapelet des Pyrénées et un sac de touriste étaient accrochés entre deux photographies de famille; en face, une étagère de bois blanc contenait toute la bibliothèque : — Montaigne, Pascal, La Fontaine, la Bible et l'*Imitation*. Pour tout mobilier, deux chaises et un lit de fer; en revanche, une fenêtre ouverte sur un paysage plein de fraîcheur, sur une perspective de prairies, d'étangs et de bois.

— Bonjour! lui cria Évonyme, viens à Santenoge avec moi, je te montrerai un joli cimetière...

— Deux mots seulement! dit Jacques; il s'agit de choses sérieuses. Écoute-moi avec attention et réponds-moi franchement... Es-tu amoureux de Mlle de Lisle?

— Hein? s'écria Évonyme en écarquillant ses yeux d'enfant, amoureux? Tu me poses là une singulière question. Amoureux? Mon Dieu, j'aurais pu l'être tout comme un autre, car Antoinette est une charmante fille, bien qu'un peu fantasque... Tiens, le soir même de ton arrivée à Rochetaillée, je crois qu'une brise amoureuse gonflait mes voiles du côté des Corderies, et il n'aurait peut-être fallu qu'un souffle de plus pour... mais la réflexion est venue, et puis le doute, et toute la bande des amours s'est enfuie du colombier.

— En un mot, dit Jacques dont la voix frémissait d'impatience, tu n'as jamais songé à épouser Mlle Antoinette?

— Épouser? Comme tu y vas! Je pense certainement au mariage de temps à autre...

— Tu es bien sûr de ne pas aimer Antoinette, s'écria vivement Jacques, et tu ne veux pas l'épouser?

— Tu m'assassines avec tes questions! répondit Évonyme; apprends donc une fois à me connaître, et sache que je ne puis dire ni oui ni non... D'ailleurs je ne suis pas un homme mariable!

Jacques n'en demandait pas davantage; il remercia Évonyme et s'enfuit dans la forêt. Là, il fut pris de l'angoisse qui précède les décisions solennelles, et d'un rapide coup d'œil rétrospectif il repassa toute sa vie. Il se rappela son enfance studieuse, le train régulier de la maison paternelle, les tables noires du collége; puis il

pensa aux années de l'école forestière, à ses rêves ambitieux et à ses projets d'avenir... Et tout à coup, au milieu de cet ensemble d'images grises et austères, il vit se dresser l'originale figure d'Antoinette. Justement sa course l'avait entraîné vers la combe de la Thuilière. Il s'approcha de l'étang, il retrouva la passerelle à demi brisée, et naïvement il chercha dans les joncs du talus la place où s'étaient posés les pieds d'Antoinette, comme si l'herbe eût dû en conserver religieusement la mignonne empreinte. — Ohé! mon général, cria une voix de basse-taille, cherchez-vous le trèfle à quatre feuilles au bord de l'étang?

Il se retourna, et vit M. de Lisle. — J'ai fui les Corderies, continua ce dernier, il n'y avait plus moyen d'y tenir. Antoinette, qui ne devait aller à Paris qu'en septembre, a tout à coup changé d'avis; elle part demain. La maison est pleine de paquets et de cartons, et on ne sait où poser les pieds... Venez-vous avec moi chez le brigadier Sauvageot?

Jacques prétexta une affaire, et le quitta brusquement. Sa résolution était prise. Il se mit à marcher à grands pas sur la route de Rochetaillée, et un quart d'heure après il entrait aux Corderies. La porte était entre-bâillée; il se glissa dans la cour sans sonner. Personne à la cuisine! Il entendit du bruit dans le salon, et s'arrêta un moment sur le palier pour reprendre sa respiration. Les fenêtres étaient ouvertes, les meubles étaient couverts de robes et de paquets. Antoinette, tournant le dos à la porte, était occupée à ranger du linge au fond de sa caisse. Au grincement de la porte sur les gonds, elle se retourna, vit Jacques, et se leva en poussant un cri. Elle était très pâle, ses yeux étaient cernés et semblaient encore agrandis. Un rayon de soleil baignait ses cheveux un peu en désordre et faisait une auréole blonde autour de sa tête. — Voyez, dit-elle avec un sourire contraint, tout est sens dessus dessous, et je n'ai pas même une chaise à vous offrir.

Jacques fit un signe pour indiquer que c'était inutile; sa gorge était horriblement serrée, et il se demandait s'il aurait la force de parler. — Vous partez demain? commença-t-il enfin.

— Oui, demain au petit jour, par le courrier. Le train passe à Langres à huit heures, et j'arriverai pour dîner à Paris. J'espère que j'aurai beau temps. Écoutez comme on entend les cloches de Germaine; c'est bon signe, n'est-ce pas?

Elle disait tout cela d'un ton rapide, machinalement et comme pour s'étourdir; Jacques restait muet, et dans ce profond silence on entendait très distinctement la limpide sonnerie des cloches. Tout à coup Jacques fit deux ou trois pas vers la jeune fille, et d'une voix sourde : — Antoinette, dit-il, je vous aime... Voulez-vous être ma femme?

Elle devint très rouge, puis pâlit de nouveau, les vertes pupilles de ses yeux se dilatèrent, elle essaya de parler et resta sans voix. Jacques fit encore quelques pas, puis, saisissant les mains d'Antoinette et les pressant nerveusement dans les siennes : — Voulez-vous de moi? répéta-t-il tendrement.

Elle avait fermé les yeux, et ses deux petites mains répondaient à l'étreinte du forestier. Enfin ses lèvres se desserrèrent, ses paupières se rouvrirent à demi, un clair sourire passa dans ses regards. — Vrai, bien vrai, vous m'aimez? soupira-t-elle.

— Je vous aime.

— Plus que vos livres?

— Je ne les lis plus depuis que je pense à vous.

— Plus que la jeune fille aux bandeaux collés sur les tempes? continua-t-elle, et un sourire plein d'une adorable câlinerie releva les coins de ses lèvres.

Il reprit gravement : — La jeune fille aux bandeaux plats n'était qu'une ombre, et vous l'avez fait envoler.

Elle poussa un profond soupir de satisfaction. — Et depuis quand vous est venue cette belle idée d'aimer une fille aussi mal élevée que moi?

— Depuis la nuit du bal de la Thuilière.

Elle baissa les yeux et rougit. — Votre amour, dit-elle, est en retard sur le mien. C'est humiliant, et je ne devrais pas l'avouer, mais je vous ai aimé dès le premier jour où je vous ai vu, appuyé contre le manteau de la cheminée du Val-Clavin, renfrogné et hérissé comme un ours mélancolique. Votre sombre regard noir m'est allé au cœur, et tout de suite je me suis dit : voilà le seul maître que j'aurai!

— Chère Ondine! murmura-t-il en l'attirant doucement à lui. — Elle redevint pâle, ferma les yeux et appuya un moment sa tête sur l'épaule de Jacques, qui cette fois ne résista pas à la tentation, et déposa un rapide baiser de fiançailles sur les yeux verts.

— Sainte Vierge! s'écria Céline, qui apparut sur le seuil, et qui dans sa stupéfaction laissa choir toute une pile de linge; qu'est-ce qu'il y a, ma petite fille?

— Il y a, répondit Antoinette, que je ne partirai pas. Tu peux défaire tes paquets! — Elle sauta au cou de sa bonne, et la serrant à l'étouffer: — Ah! Céline, s'écria-t-elle, embrasse-moi, je suis heureuse!

Jacques les quitta pour courir au-devant de M. de Lisle, auquel il voulait, le jour même, adresser une demande en forme. Il l'aperçut enfin sur la route de la Thuilière, escorté de Tant-Belle et sifflant un air de chasse. Sans préambule, il le mit au courant de son amour et de ce qui venait de se passer aux Corderies. M. de

Lisle l'écouta gravement, avec un air de satisfaction mal dissimulé. Quand Jacques eut fini, le père d'Antoinette s'écria : — Oh! la petite masque, voyez-vous cela! — puis, s'arrêtant et prenant un air solennel : — En un mot comme en cent, dit-il à Jacques, vous m'allez; touchez là, vous êtes mon gendre. Seulement je dois vous prévenir que tout mon bien est en terres, et que je ne donnerai pas un sou à Antoinette. Les temps sont durs, et c'est à peine si je joins les deux bouts.

Le forestier haussa les épaules, et voulut protester de son indifférence pour la question d'argent; M. de Lisle lui coupa la parole : — Minute! reprit-il, je n'ai pas fini. Votre désintéressement me fait plaisir, mais après tout on ne se nourrit pas de beaux sentimens. Quelle est votre position de fortune? — Jacques répondit qu'il ne possédait que son traitement, et M. de Lisle fit la grimace; toutefois le jeune homme ajouta que sa famille était à l'aise, et que son père ne refuserait certainement pas de lui servir une pension de mille écus environ, dès que le projet de mariage lui serait soumis, et qu'il y aurait donné son assentiment. La figure du père d'Antoinette se rasséréna. — A la bonne heure! dit-il, c'est par là qu'il faut commencer. Je suis, moi, pour le respect de l'autorité paternelle. Allez trouver votre famille, obtenez son consentement, arrangez la question d'argent, et ne revenez que lorsque tout sera terminé... Pour ce qui est de moi, je vous le répète, vous êtes mon homme!

Il fut convenu que Jacques demanderait un congé et partirait dans une quinzaine de jours pour L..., où habitait sa famille. Ces deux dernières semaines se passèrent doucement en causeries et en promenades. Pour les deux jeunes gens, ce fut ce qu'on peut appeler la lune de miel de l'amour. Dans cette prime-aube de l'amour, il y a quelque chose de l'enchantement qu'on éprouve à l'aurore d'un jour de fête : tout y est sourire, plaisirs voilés, promesses lumineuses. La matinale rosée de l'espérance donne à tous les objets une nuance délicate et fraîche, qui ne dure qu'un moment et ne revient plus.

Le congé obtenu et le jour du départ arrivé, Antoinette et M. de Lisle conduisirent Jacques jusqu'à la voiture qui faisait le service de Rochetaillée à Langres. Évonyme devait accompagner son ami jusqu'à la station, et prendre lui-même le train de Paris, où l'appelait un règlement d'affaires. Tandis qu'il s'installait dans la patache, Jacques contemplait Antoinette, qui était devenue subitement silencieuse. — A quoi pensez-vous? lui dit-il en lui serrant la main.

— Je pense à votre famille, soupira Antoinette, elle me fait peur. Comment tous ces gens si sévères voudront-ils s'accommoder d'une

bru aussi frivole que moi? Quand vous serez là-bas, promettez-moi de résister à tous les sermons et à toutes les remontrances. Et puis, — Antoinette s'arrêta un moment et fronça imperceptiblement les sourcils, — jurez-moi de ne point revoir la jeune fille aux bandeaux plats.

— Je le jure! s'écria-t-il en riant; mais, si quelqu'un a le droit de s'inquiéter, c'est plutôt moi. L'absence m'effraie, et, je ne vous l'ai pas encore laissé voir, je suis horriblement jaloux.

— Jaloux! répliqua-t-elle en faisant la moue, vous ne devez pas l'être avec moi. Ne vous ai-je pas aimé la première?

Le conducteur était déjà sur le siége, on se donna une dernière poignée de mains, et Jacques s'élança dans la voiture. — Au revoir! cria Évonyme à M. de Lisle, je serai de retour dans une huitaine.

Le courrier partit. Quand on atteignit la station, le train qui devait emmener Jacques Duhoux à L... était déjà signalé. Au moment de se séparer de son ami, le forestier, qui était resté muet pendant tout le trajet, le prit à part, et, lui serrant fortement la main, lui recommanda d'aller souvent aux Corderies, et de le tenir au courant de tout ce qui arriverait.

— Je resterai là-bas environ un mois, ajouta-t-il. Antoinette est un peu volontaire et excentrique, et je ne voudrais pas qu'en mon absence elle fît quelque étourderie dans le genre de sa visite au Val-Clavin, ou qu'elle retournât à quelque bal comme celui de la Thuilière. Toi qui es son camarade et mon ami, tâche d'obtenir qu'elle demeure à la maison et promets-moi de veiller sur elle.

— Mon cher, répondit Évonyme, tu me donnes là un rôle de mentor auquel la nature ne m'a guère disposé. Je manque d'autorité, et Antoinette a l'humeur contredisante; si je me mets en travers de ses fantaisies, elle ne se gênera pas pour m'envoyer promener; mais enfin tu te maries, et par cela seul tu as droit à mes égards. Compte sur moi autant qu'on peut compter sur quelqu'un, quand il s'agit de l'éternel féminin...

La femme est toujours femme; il en est qui sont belles,
Il en est qui ne le sont pas.
S'il en était d'assez fidèles,
Elles auraient assez d'appas...

Sur cette citation peu consolante, Évonyme embrassa cordialement son ami, referma la portière du wagon où Jacques s'était installé, et alluma un cigare tout en regardant le train s'éloigner au milieu d'un nuage de vapeur.

VI.

Pendant les deux premiers jours qui suivirent le départ de Jacques Duhoux, Antoinette fut taciturne et mélancolique. Elle ne sortit guère de sa chambre, et passa des heures à contempler la route sinueuse et bordée de bois par où Jacques s'en était allé. Sa pensée était pleine de lui, l'image du forestier était sans cesse devant ses yeux. Le troisième jour, le facteur apporta une lettre à l'adresse d'Antoinette. Jacques l'avait écrite aussitôt après son arrivée à L...; elle ne contenait encore aucun détail sur l'objet de son voyage; mais elle était imprégnée des souvenirs emportés des Corderies, elle fleurait l'amour. Jacques s'y montrait tout entier avec sa passion concentrée, son esprit à la fois âpre, sévère et enthousiaste. Il y avait dans sa façon de penser et d'écrire comme un ressouvenir des grands bois où s'était écoulée sa jeunesse, je ne sais quoi de rêveur et d'attendri avec une pointe de verdeur sauvage. Antoinette lut et relut ces pages couvertes d'une virile écriture, pleine, ferme et nette, puis elle s'enferma dans sa chambre pour y répondre longuement, et porta elle-même sa lettre au bureau de poste.

Ainsi se passa le troisième jour. Le lendemain, la jeune fille s'éveilla avec un désir d'agitation et de mouvement. Elle avait songé toute la nuit à cette famille de Jacques où elle allait entrer, à ce monde austère et sérieux, dont les habitudes ressemblaient si peu aux siennes. Elle signifia à Céline stupéfaite qu'elle voulait s'occuper de cuisine et de ménage, et, nouant un tablier autour de sa taille, elle se mit résolûment à l'œuvre. Quand elle se fut meurtri les doigts en reprisant une serviette, et qu'elle eut laissé brûler l'épaule de mouton destinée au dîner de M. de Lisle, elle s'impatienta, lança son tablier au milieu de la cuisine, et alla s'asseoir, toute dépitée, sous les noisetiers du jardin. Elle n'attendait pas de lettre de Jacques avant la fin de la semaine, et les heures commençaient à lui sembler longues. M. de Lisle ne rentrait qu'à la nuit pour souper et dormir; d'ailleurs il n'entendait rien aux agitations de sa fille, qu'il traitait d'enfantillages, et Antoinette ne se sentait pas encouragée à le prendre pour confident. Restait Céline, à laquelle la jeune fille pouvait ouvrir son cœur. Céline était un auditeur excellent, attentif, patient et prompt à l'admiration, mais un auditeur passif et muet. Antoinette, condamnée à un monologue perpétuel, aurait voulu que de temps à autre on lui donnât la réplique : aussi poussa-t-elle un soupir de soulagement quand, un matin où elle était plus que jamais plongée dans un morne ennui, elle aperçut entre les dahlias du parterre la barbe blonde et les yeux sourians d'Évonyme.

L'ami de Jacques fut le bienvenu. Extrême en tout, Antoinette lui fit un accueil auquel il n'était pas habitué, et qui le remplit d'une fatuité naïve. Elle fut prévenante, et inventa mille prétextes pour l'attirer le plus souvent possible aux Corderies et lui parler de Jacques tout à son aise. Elle avait, quand elle voulait s'en donner la peine, une grâce irrésistible. Évonyme se laissa faire. Au fond, il était flatté de toutes ces démonstrations, qu'il prenait bonnement au pied de la lettre. On a beau être sceptique, on se fait toujours un peu illusion à soi-même ; Évonyme oublia pour le coup les vers de son poëte favori sur un certain grison chargé de reliques :

Ce n'est pas vous, c'est l'idole
A qui cet honneur se rend.

Il ne vit pas que ce charmant accueil s'adressait surtout au confident de Jacques Duhoux, et il en prit pour lui-même la meilleure part. Du reste Antoinette procédait avec adresse ; elle entrecoupait avec art les causeries relatives à son amoureux d'entretiens où Évonyme trouvait son intérêt personnel. Elle flattait son amour-propre et se faisait lire de longs extraits du fameux *journal*. Évonyme prit goût à la chose, et devint l'hôte assidu des Corderies. Il y arrivait dès le matin, et trouvait la jeune fille appuyée à la grille, en robe de toile, la tête couverte d'un capulet rouge, et déjeunant d'un morceau de pain et d'une grappe de raisin. Alors elle ouvrait lentement la petite porte, et ils s'en allaient flâner dans le jardin, dont les plates-bandes étaient encore humides de rosée.

Leurs promenades ne se bornaient pas toujours aux allées tournantes du jardin ; parfois ils poussaient une pointe jusque dans les bois, au-devant de M. de Lisle. Les gens de Rochetaillée, habitués aux caprices et aux façons excentriques d'Antoinette, ne s'en étonnaient pas trop, et d'ailleurs Antoinette se souciait de leur opinion comme d'un fétu. Un matin de la fin d'août, le ciel était si doucement voilé et la feuillée si fraîche qu'ils se laissèrent insensiblement gagner par le charme des bois et s'enfoncèrent assez avant dans la forêt. Antoinette avait reçu la veille des nouvelles de Jacques. La lettre de son fiancé, plus courte et moins expansive que les précédentes, lui avait paru écrite sous l'empire de quelque préoccupation extraordinaire, et elle avait passé une partie de la nuit à ruminer les phrases de cette épître trop laconique. Aussi elle avait peu dormi, elle avait mal aux nerfs, et, comme le disait Céline, elle était dans un de ses jours d'orage. Tout en cheminant, le souvenir de la jeune fille aux bandeaux plats lui trottait par la tête. Elle amena la conversation sur la famille Duhoux, et peu à peu, avec de timides précautions, elle en vint à demander à Évonyme

des détails sur cette personne qu'on avait voulu fiancer au garde-général. Là-dessus, Ormancey savait fort peu de choses : la jeune fille en question était liée avec les sœurs de Jacques, on la disait très modeste et très douce, et de tout temps ce mariage avait été un rêve choyé par les parens... Antoinette fronça le sourcil, et sa figure se rembrunit. Elle était devenue silencieuse, et Ormancey, l'observant à la dérobée, fut effrayé de l'expression tragique que ses traits avaient prise. Il essaya de changer la conversation, et, comme la promenade sous bois l'avait mis en veine de lyrisme, lâchant la bride à son éloquence imagée, il célébra les délices de la solitude et de la vie forestière ; mais Antoinette était rétive à ses métaphores, le démon de la contradiction la possédait.

— La solitude m'ennuie, dit-elle d'un ton boudeur, en s'asseyant brusquement sur un tronc d'arbre; quand on a vécu six mois à Rochetaillée, on rêve des distractions moins pastorales. — Elle resta un moment pensive et le regard perdu dans le vide, puis, secouant la tête d'un air décidé, elle reprit :

— Je me sens devenir mondaine, et j'ai envie de mordre à tous les fruits défendus. Je voudrais danser, m'étourdir, et vous devriez décider mon père à me conduire à la fête d'Arc ; on y donne cette année un grand bal, où viendront les officiers de la garnison.

Au seul mot d'officiers, Évonyme avait écarquillé les yeux. Il pensa que le moment était venu de jouer son rôle de mentor. — Hum ! dit-il gravement, croyez-vous que Jacques serait enchanté de savoir que vous êtes allée à ce bal !

Antoinette fit une légère moue. — Jacques n'est pas ici, répondit-elle d'un air mutin, et on ne le lui dira pas !

— Oui, mais je suis là, moi, et c'est tout comme. Je crois que j'excéderais mes pouvoirs en permettant...

— Plaît-il? interrompit brusquement Antoinette; vos pouvoirs ! Qu'est-ce que cela veut dire?

Alors Évonyme, qui ne savait rien garder, expliqua sans la moindre précaution les défiances et les peurs de Jacques au sujet du caractère fantasque et indépendant de sa fiancée; il les exagéra même, et s'étendit avec complaisance sur la mission délicate qu'il avait reçue. A mesure qu'il parlait, la physionomie de la jeune fille changeait d'expression. D'abord ses sourcils se rapprochèrent, elle toisa Évonyme de la tête aux pieds, puis un sourire ironique retroussa les coins de sa bouche. — Ah ! ah ! vraiment? disait-elle avec un accent de dépit, pendant qu'Ormancey commençait son cours de morale. — Elle était vivement froissée du peu de confiance de Jacques et de cette plaisante idée de la faire chapitrer et chaperonner par Évonyme. Celui-ci, sans se douter de l'orage qui grondait, poursuivait

innocemment sa mercuriale. Antoinette le regardait de côté, et de confuses idées de rébellion et de vengeance s'agitaient dans sa tête. Tout à coup une flamme malicieuse illumina ses yeux. Il lui était venu une tentation diabolique de mystifier Évonyme en l'empêtrant dans les plis de sa robe de moraliste et en le faisant rouler tout le premier dans ce précipice dont il était chargé de la détourner. Elle se leva, et, posant sa petite main sur l'épaule du sermonneur : — Assez! dit-elle, vous avez raison. Je renonce à ma fantaisie; mais il est temps de rentrer. Donnez-moi votre bras, je suis un peu lasse.

Elle s'appuya nonchalamment sur le bras d'Évonyme, enchanté du succès de son homélie, et ils s'en revinrent à petits pas. Chemin faisant, elle s'amusa à remettre son compagnon sur cette pente de rêverie enthousiaste où elle l'avait tout à l'heure si cavalièrement arrêté. L'esprit d'Évonyme était un vase d'où le lyrisme ne demandait qu'à déborder. Une promenade dans les bois lui causait une griserie intellectuelle qui se traduisait par un flot sans cesse jaillissant d'effusions, d'images et de comparaisons. Il s'échauffait et devenait successivement joyeux et mélancolique, naïf et prétentieux; tantôt riant aux éclats de ses propres bons mots, tantôt s'attendrissant jusqu'aux larmes, et tout cela d'une façon décousue, inégale et bizarre. Antoinette, avec une machiavélique espièglerie, l'excitait, l'applaudissait, puis, quand il était bien en train, l'interrompait pour fredonner un bout de romance ou pour cueillir une fleur. Elle revenait ensuite à lui, reprenait son bras, s'y appuyait un peu plus fort, le regardait droit dans les yeux. — Eh bien! où en étions-nous? lui demandait-elle de sa voix la plus caressante.

A un détour du chemin, elle aperçut un talus surmonté d'un buisson de mûres sauvages. Elle y grimpa d'un seul bond, fit signe à Évonyme de s'approcher, s'accrocha d'une main à un jeune frêne, et se mit à croquer les baies noires et appétissantes. Ormancey la regardait d'un œil de convoitise. — Calmez-vous! s'écria-t-elle en riant, vous en aurez votre part. — Elle cueillit une mûre, et, la tenant du bout des doigts suspendue au niveau des lèvres d'Évonyme : — A vous! dit-elle.

Celui-ci tendit la bouche très ingénument et sentit sur ses lèvres le frôlement des mignons doigts effilés. Le manége fut répété plusieurs fois. Pour naïf qu'on soit, on n'en est pas moins homme, et le philosophe Évonyme commençait à s'en apercevoir. Ses yeux étonnés contemplaient cette tête rieuse au milieu des feuillées; ce joli bras furetant parmi les ronces, puis se relevant pour effleurer sa bouche; cette taille souple, mollement cambrée par les mouvemens que nécessitait un perpétuel va-et-vient. Il savourait tous ces menus détails, et perdait peu à peu la tête. Soudain Antoinette

sauta légèrement sur le chemin. — Vraiment, dit-elle, vous vous y habitueriez ! — Puis, le regardant en face, elle poussa un éclat de rire à la vue de ses lèvres teintes d'une pourpre bleuâtre. — Quelle singulière figure cela vous fait ! reprit-elle, vous avez l'air d'un faune que les nymphes auraient barbouillé de raisin !

Ils se remirent en route ; mais cette fois elle refusa le bras qu'Évonyme lui offrait avec insistance. Elle marchait en avant, d'un pas léger et rhythmé, sous la lumineuse verdure des hêtres, et pour la première fois attentif aux détails charmans de sa beauté, Évonyme la suivait en l'admirant. Ce jour-là, il dîna aux Corderies, laissant la fermière du Val-Clavin se morfondre en l'attendant. Il quitta Rochetaillée tout rêveur. Il se faisait au dedans de lui un remue-ménage curieux ; les intimes profondeurs de son moi étaient troublées par des sentimens insolites. — Çà, pensait-il, ai-je la berlue ou suis-je en chair et en esprit le même Évonyme que l'an passé ? Moi que l'éternel féminin tourmentait si peu, me voilà tout empêché et songeur pour un tête-à-tête avec Antoinette ! On dirait que cette espiègle fille m'a versé un philtre, et je crois, de vrai, que j'en deviens amoureux. Je n'ai pourtant pas rêvé ; son bras s'appuyait tantôt sur le mien avec un abandon presque tendre, ses yeux me souriaient et ses doigts ont effleuré ma bouche. Je ne m'en fais pas accroire, mais enfin sa voix en me parlant avait des inflexions caressantes que je ne lui connaissais pas. L'Ecclésiaste a raison de dire de la femme qu'elle est semblable aux engins des chasseurs ; son cœur est un piége, ses mains sont des chaînes. N'importe, c'est une bonne chose que l'amour, surtout l'amour adolescent avec ses adorables gaucheries, ses soupirs, ses silences et ses audaces inavouées. Oh ! ces petits doigts tachés de mûres, il me semble encore les sentir voltiger sur mes lèvres !..

La vue de la ferme du Val-Clavin, dont les lumières tremblantes scintillaient entre les branches des derniers arbres de la forêt, interrompit ce monologue voluptueux, et rappela Évonyme à la réalité. — Ah ! mon Dieu, s'écria-t-il, et Jacques que j'oublie, Jacques qui se repose sur mon amitié comme sur un roc ! Eh bien ! quoi ? Je ne trahirai pas sa confiance. Ami courageux et fidèle, j'enfermerai mon amour sous triple serrure, et personne ne le verra. J'aurai toutes les abnégations ; j'accompagnerai Antoinette et Jacques jusqu'au seuil du mariage, et je contemplerai leur bonheur, comme Adam, chassé de l'Éden, devait regarder de loin les jardins en fleur du paradis. Je me dirai avec mélancolie : « Moi aussi, j'aurais pu m'asseoir sous cette verdure et respirer ces fleurs... » Mais, morbleu ! en dépit de ma loyale amitié, je ne peux pas arrêter les battemens de mon cœur comme le balancier d'une pendule ; Jacques

ne peut pas m'empêcher d'être amoureux, et je sens que je le suis !

Évonyme retourna aux Corderies, bien décidé à se sacrifier loyalement, et bien persuadé que personne ne s'apercevrait jamais de la métamorphose qui venait de s'opérer en lui. Malheureusement il ne savait pas dissimuler, et dans les lettres qu'il écrivit à Jacques il laissa percer involontairement quelque chose des émotions nouvelles qui l'agitaient. Jacques, pendant ce temps, luttait contre des obstacles qu'il avait prévus, mais qui n'en étaient pas moins difficiles à surmonter. Son amour pour Antoinette avait été accueilli avec autant d'étonnement que de répugnance par sa famille, dont cette subite passion bouleversait les projets. Sa mère surtout, qui avait toutes les préventions des provinciales contre les Parisiennes, envisageait avec terreur ce mariage qu'elle traitait de folie. — Une fille sans dot, ayant des goûts de luxe et de plaisir, n'entendant rien au ménage, tel était le portrait qu'elle se faisait d'Antoinette. — Les objections naissaient en foule, suivies de comparaisons toutes à l'avantage du parti qu'elle avait rêvé pour son fils; puis venaient les prières et les larmes, et tout cela tourmentait Jacques sans l'ébranler. Au milieu de ces luttes sourdes et pénibles arrivèrent les épîtres d'Évonyme, pleines d'étranges effusions et de mystérieuses réticences. Jacques en fut à la fois surpris et agacé; d'un autre côté, les lettres d'Antoinette ne contribuèrent nullement à le rasséréner. Soit par étourderie, soit par un malicieux désir d'aiguillonner la passion de son fiancé et de hâter son retour, la jeune fille ne laissait passer aucune occasion d'insister plaisamment sur la métamorphose d'Évonyme en Céladon, sur ses assiduités, ses boutades et ses soupirs. Évonyme était de toutes les promenades, il soignait sa toilette, mettait des gants, fleurissait sa boutonnière et ne fumait plus sa pipe. Dans une lettre datée du commencement de septembre, Antoinette écrivait : « Connaissez-vous les bois de la Faye ? Figurez-vous qu'Évonyme et moi, nous nous y sommes perdus l'autre matin. Notre ami, qui sait peu s'orienter, n'a jamais pu retrouver le chemin de Rochetaillée. Nous nous sommes embrouillés dans un labyrinthe de sentiers charmans, mais perfides, et nous avons été tomber... Devinez où?... A Santenoge, où nous avons déjeuné en tête-à-tête. Ne froncez pas vos noirs sourcils jaloux ! Je n'en pouvais plus de faim, et c'eût été pitié de me faire retourner à jeun. Je serais morte en route ! Le déjeuner a mis Évonyme en verve; au retour, j'ai eu toutes les peines du monde à l'empêcher de me prendre pour une nymphe des bois et de m'enguirlander de clématite... »

Cette lettre et d'autres, écrites sur le même ton évaporé, irritèrent Jacques et l'attristèrent, — non pas qu'il fît à Antoinette l'injure

de la soupçonner : il croyait fermement à son amour, mais cette légèreté le faisait souffrir; il détestait cette absence de sérieux, cette indépendance indisciplinée et ce complet dédain du qu'en dira-t-on. Toutes ces étourderies semblaient donner raison aux préventions de sa mère, et c'était là surtout ce qui l'exaspérait. Il redoutait le moment où il présenterait sa fiancée à sa famille. Il ne voulait rien écrire de ses irritations à Antoinette; mais il avait hâte d'arriver à Rochetaillée pour mettre un terme à ces folies et préparer une transformation nécessaire dans les habitudes et le caractère de celle qu'il aimait. Le désir qu'il avait de partir lui fit brusquer le dénoûment. Il manifesta énergiquement sa volonté, arracha plutôt qu'il ne l'obtint le consentement de son père et le oui résigné de sa mère, puis, sans prendre le temps de prévenir Antoinette, il monta dans le premier train-express allant vers la Champagne.

Le jour même où le courrier amenait Jacques à Rochetaillée, Évonyme était venu passer l'après-midi aux Corderies. M. de Lisle était à la chasse, Céline au lavoir, et les deux jeunes gens se trouvaient seuls dans le salon, dont la porte-fenêtre donnant sur la terrasse était restée entr'ouverte. Antoinette, assise au piano, jouait et chantait alternativement. Évonyme, étendu languissamment sur le canapé, fermait les paupières pour mieux savourer la musique; de temps en temps seulement, il les rouvrait et lorgnait la taille souple d'Antoinette, la courbe moelleuse de ses épaules, sur lesquelles flottaient des rubans de velours noir, sa tête fine, légèrement inclinée, et les boucles folles frisant sur la nuque, puis il poussait un soupir, refermait les yeux et retombait dans sa langoureuse rêverie.

Antoinette se mit à jouer lentement le menuet de *Don Juan*. Évonyme se souleva d'un air enthousiaste. — Recommencez, je vous en prie! s'écria-t-il, cette musique voluptueuse me chatouille délicieusement l'imagination. Je ne puis l'entendre sans me figurer une salle pleine de jeunes danseurs : les rideaux sont baissés, le rire et le babil bourdonnent dans tous les groupes; les couples glissent silencieusement en faisant de longues révérences; dans un coin, un danseur, assis derrière sa bien-aimée, lui murmure à l'oreille des mots d'amour qu'elle semble agiter et repousser avec son éventail... Puis je me représente ces couples amoureux, cinquante ans plus tard, couchés sous l'herbe du cimetière; je les vois se relever aux sons de la musique, et paraître tout à coup à mes yeux comme d'antiques revenans...

Le bruit d'un pas sur le sable du jardin l'interrompit au milieu de sa tirade; il tourna la tête, et aperçut Jacques debout sur le seuil du salon.

Le premier mouvement d'Antoinette, à la vue de Jacques, avait

été de courir à lui, les mains tendues; mais le regard chagrin que lui jeta tout d'abord son fiancé fit sur sa tendresse l'effet d'une douche glacée et l'arrêta dans son élan. Guidé par les sons du piano, Jacques s'était dirigé sans bruit vers le salon : il espérait trouver Antoinette seule et la surprendre; à l'aspect d'Évonyme étendu familièrement sur les coussins, son désappointement s'était traduit par la brusque altération de ses traits. Néanmoins il redevint promptement maître de lui et s'efforça de sourire; mais le mal était fait, et des deux côtés la pure et première joie du retour était gâtée. La poignée de main que se donnèrent les deux amoureux fut affectueuse, avec une nuance de réserve. Évonyme seul manifesta bruyamment et cordialement sa joie en sautant au cou de Jacques avec l'effusion d'un homme qui a la conscience parfaitement en repos. Il le questionnait sur sa famille, s'informait de son voyage et de la durée du trajet. Jacques ne répondait que par des monosyllabes. — Ne s'en ira-t-il pas? pensait-il; ne comprend-il pas qu'il est de trop? — Évonyme ne bougeait pas plus qu'un terme. Il avait cru remarquer que la conversation languissait, et il croyait de son devoir de la ranimer et de l'entretenir. Enfin M. de Lisle rentra et retint les deux amis à dîner. Ce soir-là, Jacques ne put être seul dix minutes avec Antoinette.

Heureusement le lendemain il se dédommagea. Évonyme était resté au Val-Clavin, et le soleil de septembre luisait gaîment. Antoinette voulut faire à Jacques les honneurs de la forêt, et ils passèrent toute la matinée. La jeune fille se sentait légère et allègre, sa figure s'épanouissait; la joie la rendait meilleure et doublait ses séductions. Jacques lui-même, gagné par la grâce qui émanait de cette nature si richement douée, oubliait les tourmens de l'absence et les désappointemens de l'arrivée. Elle lui reprocha doucement sa maussaderie de la veille, et il n'eut pas le courage de troubler par des paroles sévères la joie profonde de ces premières heures. Ils revinrent au logis plus aimans tous deux, plus attachés l'un à l'autre, et le reste de la journée s'écoula dans une félicité sereine.

Mais Évonyme reparut les jours suivans; il s'obstinait à partager leurs causeries et leurs promenades. Il ne lui vint pas un moment à l'esprit qu'il était de trop, et qu'il les gênait. Plein de ses idées de sacrifice et bien décidé à s'effacer dès que sa présence deviendrait un obstacle au bonheur de ses amis, il se croyait presque autorisé par ces loyales résolutions à savourer sa part du charme et de la beauté d'Antoinette. Après tout, dérober quelques miettes d'un festin que son ami aurait toute la vie pour déguster, était-ce un bien gros péché? En convive respectueux et discret, il saurait

ne pas incommoder ses hôtes et se retirerait au dessert. Il voyait dans cette tolérance comme un dédommagement et une récompense de son abnégation : aussi, lorsqu'il se trouvait en tiers avec les deux amoureux, sa résignation affectait des airs penchés et élégiaques du plus haut comique. Parfois au beau milieu d'une promenade, tandis qu'Antoinette cheminait au bras de son fiancé, Évonyme poussait tout à coup de gros soupirs, et, se tenant ostensiblement à l'écart, jetait sur ses amis un mélancolique regard qui voulait dire : « Allez, soyez heureux, sans vous soucier de moi... J'ai renoncé à tout! » Ou bien au contraire, dans un accès de galanterie, il accablait Antoinette de petits soins et d'attentions, et prenait même devant les étrangers des mines de *patito* et de cavalier-servant dont la jeune fille s'amusait fort, mais qui amassaient de sombres nuages sur le front de Jacques. Alors s'apercevant de sa maladresse et voulant la réparer, il s'emparait du forestier, lui jurait une amitié inaltérable et terminait ses protestations émues par une poignée de main qui pouvait se traduire ainsi : « Rassure-toi, c'est fini, je suis résigné! »

Ces attitudes de victime, ces roucoulemens platoniques et ces soupirs étouffés impatientaient Jacques et l'exaspéraient. — Est-ce qu'Évonyme ne s'en ira pas bientôt à Paris? demanda-t-il un soir à Antoinette.

— J'espère qu'il ne partira pas avant que nous soyons mariés, répliqua-t-elle; — puis, voyant la figure de Jacques s'allonger : — Est-ce que cela vous contrarie? s'écria-t-elle en riant; seriez-vous jaloux d'Évonyme?

Jacques, sans répondre à cette dernière question, fit remarquer que la persistance d'Ormancey à se trouver toujours entre eux finissait par être au moins indiscrète. — D'ailleurs, ajouta-t-il, cela peut donner lieu à des commentaires désagréables; Évonyme devrait le comprendre.

— Bah! fit Antoinette saisie par le démon de la contradiction, c'est une idée de province, cela! Mon cher Jacques, que nous importent les commérages de Rochetaillée?.. Du reste, Évonyme nous sert de chaperon. Trouveriez-vous plus convenable qu'on nous vît sans cesse dehors en tête-à-tête?

— Vous ne raisonniez pas ainsi, remarqua sévèrement Jacques, lorsque avant mon arrivée vous vous promeniez seule avec Ormancey.

Antoinette ne supportait pas qu'on la mît en opposition avec elle-même; pour toute réponse, elle haussa légèrement les épaules. Jacques à son tour se sentait froissé et irrité. — Je vous en prie, continua-t-il, faites entendre raison à Évonyme. — Et, comme il vit

sur la figure de la jeune fille un nouveau signe d'impatience, il ajouta avec un accent impératif : — Je désire que tout cela finisse!

Antoinette tressaillit à ce ton d'autorité; elle devint rouge et jeta vers Jacques un regard de défi. — Faites vos commissions vous-même, dit-elle d'une voix brève. — Ces mots étaient à peine sortis de ses lèvres qu'elle regrettait déjà de les avoir prononcés. Le forestier avait pâli, et ses yeux avaient pris une profonde expression de tristesse qui remua le cœur de la jeune fille. Elle vit ce regard désolé, fut saisie de repentir, et sautant vivement au cou de Jacques : — Pardon! s'écria-t-elle, je vous ai fait de la peine, je suis mauvaise! — Il lui serra silencieusement les mains et sourit. — Oui, continua-t-elle d'un air à la fois suppliant et câlin, je suis mauvaise; mais, je vous en prie, ne me parlez jamais durement comme tout à l'heure! ma méchante nature emportée, qui se rebelle contre une parole dure, fléchit au moindre mot tendre. Je vous en prie, soyez doux et patient avec moi! Moi, je vous jure de travailler de mon mieux à être meilleure!

Il le lui promit en baisant longuement ses petites mains. Alors un sourire reparut sur les lèvres d'Antoinette, et, levant vers Jacques ses beaux yeux pénitens et caressans : — Promettez-moi aussi, ajouta-t-elle, que, s'il nous arrive encore de nous quereller, vous ne laisserez jamais passer une nuit sur notre fâcherie.

La paix fut signée; malheureusement elle ne dura pas. Évonyme revint, et reprit son agaçant manége d'amoureux incompris et sacrifié. Antoinette l'accueillit avec plus de réserve, il est vrai, mais le philosophe Ormancey n'eut pas l'air de s'en apercevoir, et continua de soupirer. Les froncemens de sourcil et les mines moroses de Jacques reparurent, seulement cette fois il ne se plaignit pas; il devint taciturne, et la jalousie s'infiltra lentement dans son cœur. Il se rappela ses premières appréhensions, les assiduités d'Évonyme aux Corderies, la soirée de la fenaison dans le val de Germaine, les réponses hésitantes d'Ormancey quand il l'avait questionné sur son amour pour Antoinette. Tous ces souvenirs l'assombrirent et le tourmentèrent. La jeune fille s'aperçut de cette maussade humeur et s'en impatienta.

Envahie de nouveau par une mauvaise inspiration, cédant à cette capricieuse témérité qui la poussait toujours à côtoyer les précipices, elle recommença avec Évonyme son jeu d'enfantines coquetteries. Les nuages s'amassèrent plus épais, mais Ormancey continuait à ne s'apercevoir de rien; il fallut que Céline, plus clairvoyante et effrayée de la tournure que prenaient les choses, se décidât à lui ouvrir les yeux. Un jour qu'il arrivait tout joyeux, il fut reçu dans le jardin par la fidèle bonne, qui ne lui mâcha pas

ce qu'elle avait sur le cœur. — Écoutez, commença-t-elle, puisque nous voilà entre quatre yeux, il faut que je vous dise une chose, c'est que, si vous continuez vos roucoulemens avec Antoinette, vous finirez par nous attirer quelque malheur. C'était l'an dernier qu'il fallait lui faire la cour, quand elle avait le cœur libre; aujourd'hui, elle a un amoureux, adieu paniers, vendanges sont faites... Il vous faut repartir pour Paris, le plus tôt sera le mieux! — Et comme Évonyme, écarquillant ses yeux candides, allait se récrier : — Oh! je sais bien, poursuivit-elle, que vous n'y entendez point malice; mais il ne faut pas badiner avec le feu. Si Antoinette, qui est une enfant, ne prend pas la chose au sérieux, M. Jacques n'est ni aveugle ni endurant, et cela finira mal. Or, comme Antoinette l'aime, je n'entends pas qu'on lui fasse du chagrin. C'est pourquoi, dit Céline en ouvrant la porte toute grande, je me suis permis de vous dire tout franc ce qui en est. Un bon averti en vaut deux!

Évonyme se retira la tête basse. — Cette brave fille a raison, songeait-il, je joue un vilain jeu, et l'heure du sacrifice a sonné. — Il résolut de s'éloigner, et, en arrivant à la ferme, il commença ses préparatifs de voyage; mais un des petits travers d'Évonyme était de ne jamais rien faire simplement. Dans les circonstances les plus graves, il lui fallait un accompagnement théâtral, une sorte de mise en scène qui embellît les détails prosaïques des choses. Il se résignait bien à partir, mais il voulait que son départ fût marqué par un incident poétique qui en sauvât la banalité. Après avoir bien cherché, voici ce qu'il imagina. L'anniversaire de la naissance d'Antoinette tombait le 20 septembre, et ce jour-là précisément avait lieu ce fameux bal d'Arc, auquel la jeune fille avait désiré assister. Il fixa son départ à cette même date, puis il obtint une invitation pour M. de Lisle et sa fille, et la fit envoyer sous enveloppe aux Corderies. Il arrêta ensuite le programme suivant : il conduirait ses amis à la fête d'Arc, et au milieu du bal, il se lèverait tout enivré de musique, serrerait les mains des deux fiancés, leur ferait ses souhaits de bonheur, et s'évanouirait entre deux accords mélodieux.

Le 20 septembre, Antoinette se leva radieuse. Autour d'elle, comme au fond de son cœur, tout était joyeux : le temps clair, le vent tiède, le soleil souriant. Jacques l'aimait, rien ne s'opposait plus à leur mariage, dont la date était fixée aux premiers jours d'octobre. Jamais la vie ne lui était apparue sous des couleurs plus roses et plus charmantes. Après le déjeuner, Évonyme et Jacques entrèrent au salon, et on se mit à faire un peu de musique. Au même moment, Céline apporta un pli à l'adresse d'Antoinette, qui déchira rapidement l'enveloppe : — Une invitation pour le bal d'Arc, s'écria-t-elle en battant des mains, moi qui ai

justement une toilette toute prête !.. Qui m'a fait cette bonne surprise?.. C'est vous, Jacques, dit-elle en s'élançant vers le forestier, vous avez deviné mon désir. Merci !

Jacques était devenu soucieux. — Non, répondit-il, l'idée ne vient pas de moi. J'y pensais d'autant moins que, ce soir, je dois me trouver avec M. de Lisle chez le notaire qui prépare notre contrat.

— Ah ! fit la jeune fille d'un air désappointé en jetant l'invitation sur le piano, qui donc alors a eu cette pensée?

Évonyme faisait des mines mystérieuses et riait sous cape. — C'est vous, Évonyme, continua-t-elle avec une nuance de dépit; à la bonne heure, les affaires sérieuses ne vous absorbent pas, vous, et vous daignez descendre au niveau de la frivole humanité !

Ormancey convint modestement qu'il était l'auteur de la surprise. — N'y aurait-il pas moyen, ajouta-t-il, de remettre à demain ce rendez-vous d'affaire? Je vais en causer avec M. de Lisle, et s'il dit oui, je vous emmène tous dans un char à bancs qui nous attend à la porte.

Jacques gardait le silence. Évonyme sortit, et les deux amoureux restèrent seuls. Antoinette tambourinait d'un air distrait sur le couvercle du piano; Jacques, les sourcils froncés et l'humeur sombre, allait et venait dans le salon. Il releva tout à coup la tête, et s'arrêtant devant la jeune fille : — Antoinette, dit-il d'une voix grave, j'ai une prière à vous adresser : faites-moi le sacrifice de cette partie de plaisir.

— Quant à cela, non ! répondit-elle impétueusement, c'est de l'égoïsme pur; je comprends que vous soyez fâché de consacrer votre soirée à des affaires ennuyeuses, mais ce n'est pas une raison pour forcer les autres à s'ennuyer loin de vous.

— Il y aura, comme d'habitude, un second bal dans huit jours, et je vous y conduirai moi-même, reprit-il en s'efforçant de parler avec douceur, ce ne sera donc qu'un plaisir ajourné; il me semble d'ailleurs plus convenable que vous preniez ce plaisir avec moi qu'avec Évonyme.

— Et pourquoi donc? demanda-t-elle d'un air provocant. Je vous assure qu'Évonyme est un cavalier très prévenant et très respectueux.

— Je ne doute pas du respect d'Évonyme; mais, ainsi que je vous l'ai déjà dit, ses prévenances mêmes, dans la situation où nous sommes, sont indiscrètes et compromettantes.

— Compromettantes! — Antoinette eut un éclat de rire nerveux. — Voilà que vous retombez dans vos rêveries jalouses. Mon cher Jacques, cette jalousie est parfaitement ridicule!

— Ridicule ou non, dit Jacques, sourdement irrité, elle existe, elle me fait souffrir, et je vous supplie de ne pas jouer un pareil jeu. — Antoinette haussa les épaules et continua de battre nerveusement le bois du piano. — Et, reprit le forestier d'une voix altérée, si mes prières n'ont pas le don de vous arracher ce léger sacrifice, j'ajouterai qu'au nom de notre amour, je l'exige!

Elle se retourna brusquement pour lancer à Jacques un regard plein de tempêtes. — Et moi, je n'obéirai jamais à de pareilles exigences!

— Prenez garde! répondit-il avec une froideur apparente; je vais croire que votre désir de plaire à Évonyme est plus fort que votre crainte de me mécontenter. Votre obstination a une allure étrange.

— Et vous, s'écria Antoinette, dont les yeux jetaient des éclairs, votre insistance est pleine de soupçons injurieux que je ne veux pas supporter!

Jacques s'était adossé à la cheminée. Ses yeux avaient une expression presque farouche et semblaient plus noirs que jamais. L'une de ses mains cachée sous sa redingote tordait avec fureur l'étoffe de son gilet. Il se sentait envahi par une colère violente unie à une amère tristesse. Il fit encore un effort pour se contenir et, interrompant le silence qui régnait dans le salon : — Antoinette, murmura-t-il, je vous en supplie, ne jouez pas ainsi avec mon cœur. Ce que je souffre en ce moment est impossible à dire!

Elle considéra un instant les traits contractés de Jacques et tressaillit. Un mot de plus, un regard affectueux, une main tendue, et Antoinette, pleine de remords, se fût jetée dans ses bras; par malheur, Jacques n'aperçut pas ce premier frisson d'attendrissement, et, sans lever les yeux, il poursuivit d'une voix saccadée : — Écoutez, ceci est très sérieux, et je vous prie d'y penser très sérieusement avant de répondre. Si vous persistez à aller à ce bal, vous me ferez une offense mortelle, et je sortirai d'ici pour n'y revenir jamais!

Tout fut fini; le mauvais ange qui soufflait la violence et la révolte au cœur d'Antoinette l'emporta. Elle redressa la tête d'un air de dépit, et ses yeux reprirent cette teinte troublée qui annonçait la tempête. — Comme vous voudrez! dit-elle; je ne cède jamais aux menaces.

— Antoinette!.. murmura Jacques en faisant quelques pas entre elle et la porte vitrée.

— Allez, continua-t-elle sans se retourner, si votre cœur vous dit de partir, partez!

— Adieu donc! s'écria-t-il avec un accent douloureux, mais ferme et résolu, et il sortit par le jardin.

Pâle, immobile comme une statue, l'œil fixe, les mains serrées

l'une contre l'autre, elle écoutait le sable crier sous les pas de Jacques, qui s'éloignait. Quand elle n'entendit plus rien, elle se retourna, aperçut la lettre d'invitation posée sur le piano, la saisit et la froissa avec colère entre ses doigts.

Au même moment, la porte du salon s'entr'ouvrit, Évonyme entra, la figure épanouie, et s'écria : — C'est entendu, on renverse la marmite, et je vous emmène dans ma voiture... Il s'arrêta en voyant la figure bouleversée d'Antoinette : — Eh! mon Dieu, qu'avez-vous? Où est Jacques?

— Jacques est parti, répondit-elle, et vous pouvez le suivre, car je n'irai pas au bal.

— Comment, balbutia-t-il ébahi, vous y renoncez?.. Moi qui avais remué ciel et terre pour vous procurer une invitation!

— Votre invitation! dit Antoinette furieuse, tenez, voilà ce que j'en fais!..

Elle déchira la lettre avec des larmes de rage et en jeta les morceaux à terre.

Évonyme, effaré, la regardait sans rien comprendre. — Bonté du ciel! murmura-t-il enfin, qu'y a-t-il?

— Il y a que vos visites me fatiguent, que vos attentions m'obsèdent... Depuis votre arrivée, vous n'avez commis que des maladresses et ne m'avez attiré que des ennuis... J'en suis lasse, horriblement lasse, et je vous prie de me laisser en paix!

Le malheureux, roulant des yeux éperdus, s'agitait avec des mines suppliantes; à la première parole qu'il essaya de proférer, la colère de la jeune fille redoubla. — Laissez-moi, dit-elle, vous m'êtes insupportable, je vous hais, entendez-vous? Allez-vous-en!

Elle frappait du pied avec violence, et ses lèvres pâlies frémissaient. Ormancey effrayé se recula, mais Antoinette n'eut pas l'air de le voir; elle ouvrit la porte et disparut, laissant le triste Évonyme en contemplation devant les débris de son invitation malencontreuse.

VII.

Une fois enfermée dans sa chambre, Antoinette éclata en sanglots. Il y avait dans l'explosion de sa douleur un mélange singulier de sentimens contraires : rancune et repentir, honte et dépit. La colère y grondait unie aux larmes, comme dans ces orages violens où la pluie est mêlée à des éclats de tonnerre. Elle était désolée d'avoir poussé les choses à cette extrémité, mais au fond sa nature emportée s'irritait sourdement et s'insurgeait encore. Tout ce qui venait de se passer lui semblait un mauvais rêve. Elle ne pouvait

pas croire que Jacques eût la cruauté de mettre ses menaces à exécution. — Il m'aime trop, pensait-elle, et reviendra le premier. — Les moindres bruits la faisaient tressaillir... Elle alla s'accouder à sa fenêtre. Le soleil se couchait dans une brume pluvieuse, le vent inclinait brusquement les cimes échevelées des arbres du jardin. — Il va venir, disait-elle, il est impossible qu'il ne vienne pas! — Mais la maison restait muette; la nuit tomba, les lumières du bourg commencèrent à scintiller dans la pluie. Vers dix heures, Antoinette entendit M. de Lisle qui rentrait. Il était de fort maussade humeur, et se plaignait très haut de M. Duhoux qui lui avait laissé faire le pied de grue chez le notaire... Peu à peu les éclats de voix s'apaisèrent, Céline ferma les fenêtres, et le silence régna dans la maison. La jeune fille sentit en elle un cruel déchirement, le désespoir la prit et ses larmes jaillirent de nouveau.

Elle passa la nuit sans dormir. Tandis que le vent se lamentait et semblait pleurer sur son bonheur agonisant, tous les souvenirs de ces derniers six mois revinrent en foule à son esprit, et ces images du passé lui firent sentir plus cruellement encore combien Jacques tenait de place dans sa vie, quelles racines profondes un pareil amour avait jetées dans son cœur! Sa souffrance était d'autant plus aiguë qu'elle n'avait pas l'habitude de souffrir. Pour la première fois, sa volonté passionnée se heurtait contre un obstacle terrible et retombait brisée. Quand le jour parut, elle se dit que Jacques, afin de rendre la leçon plus forte, avait peut-être attendu le matin pour revenir. Elle voulait espérer jusqu'au bout. Il lui répugnait de subir les récriminations de son père. Elle fit dire qu'elle était indisposée et désirait dormir; puis son attente recommença avec les mêmes alternatives d'angoisse et de désespoir. Enfin, n'y tenant plus, elle mit de côté un reste d'orgueil, et écrivit à Jacques. Sa lettre, tracée à la hâte, contenait tout son cœur, tout son amour. Elle s'humiliait, elle s'accusait et suppliait. « Pardonnez moi, écrivait-elle, j'ai eu tort et j'en suis punie... Je souffre! Vous qui êtes fort, soyez bon, et revenez vers votre Ondine qui se meurt de chagrin loin de vous. »

Céline courut elle-même porter ce billet à l'auberge de Pitoiset. — M. Jacques Duhoux, lui dit la femme de l'aubergiste, est parti cette nuit. Il a dû recevoir de mauvaises nouvelles, car il semblait tout bouleversé, et, en passant près de sa chambre, je l'ai très certainement entendu pleurer. Au moment de monter en voiture, il était pâle comme un linge, et si troublé qu'il a oublié de nous donner son adresse.

Céline, désespérée, supposa qu'il était retourné dans sa famille; à la hâte, elle ajouta sur l'enveloppe l'adresse de Jacques à L..., et

prit le parti de jeter la lettre à la poste. — Il la recevra demain, pensait-elle, et pourra y répondre par un télégramme; d'ici là, je cacherai son départ à Antoinette.

Et ainsi la petite lettre, contenant dans ses plis toutes les espérances et toute la destinée de la pauvre Ondine, s'en alla de main en main jusqu'au wagon de l'express qui l'emporta vers L... Toute la nuit, elle courut à travers champs, plaines et forêts, tantôt cahotée par la patache du courrier, tantôt entraînée par la locomotive haletante. A L..., on ne savait rien du départ de Jacques, et on renvoya la lettre à Rochetaillée, où un matin le facteur la déposa tout humide sur le dressoir de l'auberge. Cette fois, Mme Pitoiset pensa que le renvoi du billet annonçait un retour prochain, et, sans plus de cérémonie, elle se contenta de le classer parmi les paquets administratifs entassés sur la table du garde-général. La petite lettre y dormit, oubliée, tandis que dans la maison des Corderies Antoinette attendait et se mourait d'angoisse.

Évonyme, en apprenant le brusque départ de son ami, avait été pris de remords et n'avait pas voulu rester avec un pareil poids sur la conscience. Il se sentait responsable de ce triste dénoûment, et il accourut aux Corderies, tout contrit et disposé à essuyer, en guise de pénitence, les plus cruelles rebuffades d'Antoinette; mais ses craintes furent vaines. Elle lui tendit une main glacée, un sourire amer voltigea un instant sur ses lèvres pâlies, et ce fut tout; elle semblait à peine s'apercevoir de sa présence au logis. Tout autre fut l'accueil de M. de Lisle. Il avait autrefois caressé le rêve de marier Antoinette à Évonyme, et la fuite de Jacques Duhoux venait d'évoquer de nouveau ce rêve un moment évanoui. Ormancey fut reçu par lui comme un sauveur, et choyé en conséquence. M. de Lisle remerciait tout haut le ciel de l'avoir préservé d'un gendre aussi maussade que ce *chabrun* de forestier. Sa fille avait mieux que cela sous la main, et il ne lui coûterait que de se baisser pour ramasser. Il le répétait à qui voulait l'entendre, et ne se faisait aucun scrupule d'en parler devant la jeune fille. Antoinette écoutait d'un air indifférent ce bourdonnement de paroles inutiles. Elle avait concentré toutes ses facultés dans l'attente, et son âme était suspendue à une dernière espérance : la réponse de Jacques à sa lettre. Il lui semblait impossible qu'il la lût et ne répondît pas. Quand il verrait ces lignes si humbles, si pénétrées de douleur et de passion, il se laisserait fléchir et reviendrait. Au moment où elle y penserait le moins, elle entendrait un bruit de pas, et, en se retournant, elle l'apercevrait soudain, ému et pâle, comme le soir où, dans le salon encombré de caisses et de paquets, il lui avait si brusquement déclaré son amour. Souvent, en se prome-

nant dans le jardin, elle se disait : — Je vais peut-être le voir au détour de l'allée. — Parfois même il lui semblait qu'une voix bien connue murmurait derrière elle : — Antoinette! — Elle se retournait alors toute frissonnante, et la déception qu'elle éprouvait lui donnait un coup au cœur.

C'était surtout à l'heure de la tournée du piéton que son angoisse devenait plus poignante. Elle guettait l'homme de la poste chaque matin derrière la grille de la cour. Enfin la lettre tant attendue arriva. Hélas! c'était la fin de toutes ses anxiétés et aussi de toutes ses espérances. Elle déplia fiévreusement le billet de Jacques, puis chancela et fut un moment obligée de s'appuyer à la grille. Les lignes courtes et régulières étaient tracées d'une main ferme et de cette écriture large et nette qu'elle avait tant aimée. Le billet ne portait aucune indication de date ni de lieu, et voici tout ce qu'il contenait :

« Mademoiselle, la dernière conversation que nous avons eue ensemble m'a convaincu que ma présence vous était à charge et que vous désiriez reprendre votre liberté. Je n'ai pas voulu vous importuner plus longtemps, et je me suis éloigné. Maintenant vous êtes libre. J'écris à M. de Lisle pour dégager ma parole. Je ne demande plus que du silence et de l'oubli. JACQUES DUHOUX. »

Voilà donc toute la réponse qu'il faisait à cette lettre si aimante où Antoinette s'était mise si tendrement à ses pieds! Il était parti. Il était retourné sans doute à L..., dans sa famille, près de cette blonde jeune fille qu'on voulait lui faire épouser! Elle se redressa sous le coup sanglant de cet abandon. Elle alla trouver M. de Lisle, qui fumait dans la cuisine, posa le billet ouvert devant lui, et remonta dans sa chambre sans prononcer un mot. On eût dit qu'une révolution s'était faite en elle. Toutes les idées de mansuétude, de contrition et d'humilité avaient été emportées par un souffle de colère.

L'Ondine fantasque et violente reparaissait tout entière avec son orgueil, ses rébellions et ses orages. Elle courut à un petit coffret où elle serrait les lettres de Jacques et tous les frêles souvenirs qui se rattachaient à sa passion : les bouquets cueillis dans les bois, le ruban bleu qui nouait ses cheveux le jour où elle avait reçu son premier baiser, le livre qu'ils avaient lu ensemble dans le petit jardin... Elle versa tout le contenu dans l'âtre et y mit le feu; puis avec une joie amère elle regarda flamber ces reliques d'amour. — Quand une bourrasque agite jusqu'au fond les eaux d'un étang, on voit le sable et le limon, brusquement soulevés, rouler à la surface des débris de plantes mortes et des insectes étranges qui semblaient

enfouis à jamais dans les profondeurs. Ainsi l'orage déchaîné dans le cœur d'Antoinette avait réveillé les sentimens de perversité qui sommeillent au fond de toute nature humaine. Les violences du sang paternel, transmises comme un héritage et mal comprimées par une éducation imprévoyante, les instincts cruels de l'enfant gâtée et volontaire, les germes de méchanceté qui fermentent dans l'âme la plus généreuse comme le poison dans la fleur la plus charmante, tous ces élémens de révolte avaient été secoués par cette tempête, et sous leurs vagues troublées les meilleures qualités d'Antoinette avaient disparu submergées. Sa vive sensibilité, son esprit courageux et fier, ses aspirations élevées, tout avait sombré dans ce tourbillon. Un seul sentiment surnageait, la colère, — un seul désir, la vengeance. Elle voulait se venger de sa tendresse méprisée, de sa fierté humiliée, de son amour foulé aux pieds. Elle voulait qu'on lui payât chèrement ses heures d'angoisse, ses nuits de larmes, ses journées d'attente et de fièvre. Il lui fallait des représailles sanglantes, mortelles... Sa vengeance, elle la demandait à tout prix, dût-elle briser son propre cœur. Immobile comme une statue au milieu de sa chambre, elle cherchait des raffinemens de cruauté pour mieux torturer celui qui venait de lui faire cette blessure. Elle se creusait la tête pour trouver quel serait le châtiment le plus terrible, le moyen le plus prompt de l'infliger, l'instrument le plus commode et le plus maniable pour frapper le coup. — C'est en proie à cette colère impitoyable qu'elle descendit au salon.

Au moment d'entrer, elle aperçut dans la cour Évonyme, qui cheminait nonchalamment et d'un air béatement rêveur. A la vue d'Ormancey, Antoinette s'arrêta un moment sur le seuil; une flamme traversa ses regards comme un éclair, un sarcastique sourire glissa sur ses lèvres, puis elle attendit résolûment le jeune homme, qui avait relevé la tête et pressé le pas. Évonyme lui serra les mains d'un air de compassion affectueuse; elle répondit à cette démonstration par une nerveuse étreinte, puis ils pénétrèrent ensemble dans l'appartement, et la jeune fille alla s'asseoir près du piano, en jetant un regard oblique sur son compagnon, qui, d'un air embarrassé, cherchait une entrée en matière. Il aurait voulu dire quelques paroles réconfortantes et bien en situation, mais il ne trouvait rien d'assez délicat pour panser la blessure d'Antoinette sans la faire saigner de nouveau. Pour rompre un silence qui devenait gênant, il se rabattit sur des banalités, parla du temps pluvieux et de l'automne qui s'avançait. — Les arbres ont jauni de bonne heure, dit-il en montrant les feuilles mortes qui se détachaient lentement des noisetiers et venaient frôler les vitres avec un bruit d'ailes de papillon.

— Oui, fit machinalement Antoinette... Elle ferma les yeux et revit comme dans un rêve l'étang de la Thuilière, baigné par le clair de lune, les joncs frissonnans, le courant doucement poussé vers les touffes de trèfles d'eau, puis la ceinture des bois profonds à travers lesquels soupirait une lointaine musique de bal... Elle secoua la tête pour chasser cette vision, et s'adressant brusquement à Ormancey : — Évonyme, commença-t-elle d'une voix vibrante, vous avez souvent agi avec moi comme si vous m'aimiez,... m'aimez-vous encore?

Évonyme tressaillit, puis rougit. — Ma chère enfant, répondit-il, j'espère que vous ne me faites l'injure de douter ni de mon affection, ni de mon dévoûment.

— M'aimez-vous encore, continua Antoinette sans le regarder, non pas seulement comme un ami, mais comme un amoureux?

Évonyme sentit une chaleur soudaine lui parcourir tout le corps et lui serrer la gorge; il apercevait clairement la pente où on le poussait, et clairement aussi il reconnaissait l'impossibilité de se raccrocher aux branches. — Mon cœur n'a pas changé, répliqua-t-il d'une façon laconique.

— Évonyme, voulez-vous m'épouser? — Elle était blanche et froide comme un marbre, et le son de sa propre voix l'épouvantait.

— Moi! s'écria-t-il. — Il y avait dans cette seule exclamation toute une gamme de sensations différentes : de la joie un peu, — du saisissement et de la peur, beaucoup.

— Oui, répéta Antoinette, voulez-vous de moi pour votre femme?

— Bonté du ciel! murmura-t-il, la mine confuse et les yeux grands ouverts, vous avez songé à moi? J'avais parfois entrevu ce bonheur-là dans un rêve, mais je n'avais jamais espéré qu'il se réaliserait... Excusez-moi. J'en suis encore tout ébloui. Ma pauvre enfant, vous ne savez pas quel triste mari vous prendrez, je suis pétri de défauts!

Elle eut un sourire amer. — Et moi, me croyez-vous donc un ange!

— Je vous crois une fée, répondit-il avec conviction... Allons, continua-t-il avec l'accent d'un homme qui se lance, les yeux fermés, dans l'inconnu, voilà qui est dit, vous êtes ma femme, et je suis votre esclave. Merci, chère... chère Antoinette.

Il voulut déposer un baiser sur les doigts glacés de la jeune fille, mais elle retira rapidement ses mains et poursuivit d'une voix saccadée : — Bien, maintenant allez trouver mon père et faites-lui part de notre résolution. Arrangez tout pour que cela se termine promptement. Nous sommes au premier octobre; je veux que nous soyons mariés avant la fin du mois.

Évonyme obéit, et encore tout abasourdi courut à la recherche de M. de Lisle. Ce dernier le reçut à bras ouverts, lui répétant qu'il était le gendre de ses rêves, et que ce mariage était la joie de ses vieux jours. Il fut convenu que, sans tarder, on s'occuperait de tous les préparatifs. — Eh bien! m'y voilà donc au mariage, se dit Ormancey en s'en revenant tout songeur au Val-Clavin; je touche du pied le seuil de la forêt magique d'où on ne peut plus sortir dès qu'on en a franchi l'entrée. Je n'aurai plus de regrets mélancoliques en regardant passer une noce; la vue de deux ou trois marmots jouant sur le pas d'une porte ne me mettra plus au cœur un sentiment de tristesse et d'envie... J'aurai une femme et des enfans à moi, des enfans qui nous ressembleront, à nous deux!.. Pourquoi ne suis-je pas plus triomphant? D'où vient que je sens en moi un fonds de trouble et de terreur?

Hélas! le pauvre garçon n'aimait guère le mariage qu'en rêve, et il aurait voulu y rêver éternellement. L'obligation de sortir des irrésolutions où se complaisait son esprit flottant le plongeait dans un étrange embarras. Pour se donner du courage, il se disait qu'il n'y avait plus à reculer. Il s'était montré fort épris d'Antoinette, alors qu'elle était engagée à un autre; pouvait-il rompre et se dérober, maintenant qu'elle était libre?.. D'ailleurs n'était-il pas responsable de ce qui était arrivé? Ne devait-il pas à la jeune fille une sorte de dédommagement moral?.. Répondre par un refus, c'eût été se conduire en malhonnête homme et en faux ami. — Après tout, se disait-il, suis-je donc à plaindre de prendre une jolie femme qui a du goût pour moi et qui me fera honneur?.. Évonyme, mon camarade, n'aie point l'air d'un sot et redresse la tête... Tu es un heureux coquin!

En rentrant aux Corderies, M. de Lisle, enchanté, avait pris sa fille par la taille et l'avait embrassée à deux ou trois reprises. — Eh bien, mademoiselle, s'était-il écrié de sa grosse voix, nous avons donc changé d'amoureux? Va, je t'en félicite, tu n'as point perdu au change, et Ormancey est un autre coq que ton forestier. Il m'a toujours déplu, ce chevalier de la sombre figure! — Il se mit aussitôt à pousser les formalités préalables au mariage avec une hâte joyeuse.

Antoinette se renfermait dans une impassible indifférence. Évonyme avait commencé une cour en règle. Il avait définitivement renoncé à sa pipe, il soignait sa toilette et apportait chaque jour de magnifiques bouquets qu'il faisait venir de Dijon, et que Céline ne manquait pas de retrouver le lendemain, fanés et dédaigneusement jetés dans un coin. La jeune fille le recevait d'un air affectueux, mais sans se départir d'une réserve qu'on ne lui avait pas connue jusque-là. Elle évitait scrupuleusement toutes les occasions de tête-à-

tête avec son fiancé. Une seule fois il faisait si beau temps qu'elle se laissa toucher et consentit à sortir avec Évonyme. Ils gagnèrent les bois qui dominent Rochetaillée, mais en entrant sous la futaie elle quitta le bras d'Ormancey. Elle marchait devant lui, dans l'étroit sentier, la tête basse, écoutant le bruit des feuilles sèches que soulevaient ses pieds. La conversation était languissante et coupée de longs silences pendant lesquels on entendait le bruit mat des glands mûrs qui tombaient sur la mousse. Tout à coup Antoinette tressaillit et s'arrêta à l'entrée d'une longue tranchée de hêtres... Elle avait reconnu la gorge du val de Germaine où elle avait passé une après-midi avec Jacques pendant la fenaison. — Retournons! dit-elle avec un frissonnement nerveux, il fait froid, et je suis lasse. — Ils reprirent silencieusement le chemin du village, et à la lisière du bois, Évonyme crut s'apercevoir qu'Antoinette avait les yeux pleins de larmes. — C'est étrange, pensa-t-il un peu déconfit; j'ai beau faire, mes fiançailles ont les allures funèbres d'un enterrement.

Cependant les semaines se succédaient, les publications avaient eu lieu, et le trousseau allait être prêt. Évonyme devait passer huit jours à Paris pour terminer quelques affaires et acheter la corbeille, et il était convenu que le mariage se ferait aussitôt après son retour. Un matin, M. de Lisle le conduisit jusqu'à la voiture du courrier et, lui souhaitant bon voyage et prompt retour, le quitta pour aller surveiller ses semailles. Au moment où le jeune homme allait s'élancer dans la patache, il se sentit retenu par le pan de son habit, et, se retournant, il aperçut Céline derrière lui.

— Hein! qu'y a-t-il? demanda Ormancey en voyant la figure effarée de la servante; est-il arrivé quelque chose à Antoinette?

— Non, répondit Céline d'un air sombre, pas encore! — Et, le tirant à l'écart : — Tenez, continua-t-elle, il faut que je vous parle, puisque personne n'a le courage de vous dire la vérité. Croyez-moi, restez à Paris, et ne revenez jamais ici.

— Pour l'amour de Dieu, ma brave fille, qu'y a-t-il? répéta Évonyme ahuri.

— Il y a qu'Antoinette ne vous aime pas, et que, si vous vous entêtez à l'épouser, ce n'est pas un habit de noce qu'il faudra lui préparer, ce sera un drap de mort. — Allons, en voiture! cria le conducteur en faisant claquer son fouet. — Évonyme monta en haussant les épaules, et le courrier partit au grand trot.

VIII.

L'absence d'Évonyme fit éprouver à Antoinette une sensation de calme et de soulagement. Il lui semblait qu'elle se réveillait d'un

cauchemar, et qu'elle pouvait enfin respirer en liberté. Elle n'était plus obligée de jouer un rôle odieux, de mentir à elle-même et aux autres. Elle souhaitait que les minutes devinssent des heures, que les jours se changeassent en siècles, et que le moment du retour de son fiancé n'arrivât jamais. Pendant ce temps, peut-être un incident inespéré viendrait la sauver de ce dénoûment qu'elle redoutait, maintenant que la première fièvre de sa colère s'était apaisée. Jacques Duhoux, dont le congé était expiré, allait sans doute rentrer à son poste, et alors... qui sait?.. Elle conservait encore une douteuse lueur d'espérance qui veillait dans un recoin obscur de son âme, comme une maigre lampe dans la chambre d'un moribond. Elle se disait que Jacques l'avait trop adorée pour l'oublier complétement. Céline lui avait bien souvent répété : « Tu as des yeux qui ensorcellent, ma fille; ceux qui t'aimeront ne pourront plus se détacher de toi... » Antoinette avait fini par en être persuadée. Il lui paraissait impossible que Duhoux, revenant à Rochetaillée, pût supporter l'idée de la voir au bras d'un autre; mais les jours se passaient, et la chambre du forestier restait vide à l'auberge de Pitoiset. Dans le bourg, le bruit courait qu'il avait obtenu l'autorisation de résider à Langres, certaines gens prétendaient même qu'il avait donné sa démission. Dans tous les cas, il n'avait point reparu. Tout s'évanouissait, tout, jusqu'à la perspective de cette triste vengeance en vue de laquelle Antoinette venait de sacrifier sa vie. Jacques n'entendrait même pas le bruit de la noce; le tintement des cloches n'irait pas comme un remords et comme une torture jusqu'à son cœur. Tout était fini, le dernier espoir avait sombré, la dernière lueur était éteinte.

Quand, au matin du jour fixé pour le retour d'Évonyme, la jeune fille, en ouvrant sa fenêtre, entendit le chant des coqs et le bouillonnement de l'écluse du moulin; quand elle vit, en face d'elle, fumer dans une brume violette les hauteurs boisées de la Thuilière, le souvenir des jours heureux de l'été envahit son âme. Comme ils étaient déjà loin, ces jours pleins d'enchantemens! Quel abîme entre l'avenir qu'elle avait entrevu alors et la destinée qu'elle contemplait maintenant face à face! Tout avait si terriblement changé, et changé par sa faute. La conscience d'avoir été le principal instrument de son malheur la plongeait dans un morne désespoir. Elle avait cru que le monde aurait pour ses fantaisies les mêmes indulgences que Céline; elle pensait que la vie la traiterait toujours en enfant gâtée, et à la première expérience la réalité lui avait infligé une mortelle désillusion. Le mal était fait, la blessure était saignante et inguérissable. Pourquoi n'était-elle pas morte le jour où Jacques avait quitté Rochetaillée? La mort ne l'épouvantait pas. Elle s'était déjà familiarisée avec elle depuis longtemps, depuis

le jour où elle avait avalé son morceau de bleu de Prusse au couvent de Marmoutiers. Mourir était après tout une chose moins effrayante que d'appartenir corps et âme à un homme qu'elle n'aimait pas. Rien que cette perspective la faisait frissonner... Que serait-ce quand elle serait la femme d'Évonyme, — sa femme pour toute la vie! — Sa gorge se serra, des larmes amères lui montèrent aux yeux. — Non, non, s'écria-t-elle, ce n'est pas possible, je ne pourrai jamais!

— Eh! ma fille chérie, dit Céline derrière elle, il ne faut pas te faire violence, parle franchement, et romps-moi ce maudit mariage.

— Non, répondit Antoinette d'un air sombre, c'est moi qui l'ai voulu, et maintenant il est trop tard... J'ai joué avec le bonheur de ma vie, et je l'ai brisé.

— Bah! bah! s'écria Céline en lui prenant les mains, tout n'est pas fini encore, et j'ai idée que ce mariage ne se fera pas.

Antoinette secoua tristement la tête, mais Céline n'en persista pas moins dans ses pronostics rassurans. Elle se prononçait avec d'autant plus d'aplomb, qu'intérieurement elle était convaincue du succès de la semonce dont elle avait gratifié Ormancey. Elle espérait que ses rudes paroles l'auraient fait réfléchir et qu'il ne viendrait pas revendiquer ses droits de fiancé. Elle se trompait. Vers midi, elle entendit Tant-Belle aboyer dans la cour, et la pauvre fille faillit tomber à la renverse en apercevant Évonyme, escorté du courrier qui brouettait les précieux colis renfermant la corbeille de noce.

Les confidences de Céline avaient, il est vrai, jeté une forte douche sur l'enthousiasme d'Ormancey; mais, selon son habitude, il avait commencé par ruminer longuement les paroles de la servante, et cette méditation l'avait replongé dans une nuageuse irrésolution. Son amour-propre était profondément blessé. On a beau être un philosophe à la façon de Montaigne, il est toujours désagréable de s'entendre dire qu'on déplaît à une jolie femme sur laquelle on comptait avoir fait impression. De là à douter de la sincérité de Céline, il n'y avait qu'un pas. — Cette fille, pensait Évonyme, n'a jamais pu digérer mon mariage avec Antoinette; elle avait pris le parti de Jacques contre moi, et elle me garde rancune de l'échec de son protégé. — D'ailleurs, bien qu'Évonyme ne fût point passionnément épris, du moins avait-il pour Antoinette une sérieuse affection, et son cœur souffrait de la situation fausse où se trouverait la jeune fille, si ce second mariage venait à manquer. Au point où en étaient les choses, quel esclandre produirait une rupture! L'avenir d'Antoinette en serait à jamais compromis, il faudrait se brouiller avec la famille. Évonyme entrevoyait toute une

inextricable complication de choses désagréables. Après avoir longtemps pesé le pour et le contre, il s'était déterminé à repartir pour Rochetaillée, bien résolu à observer de sang-froid l'attitude de sa fiancée, et à ne prendre un parti définitif qu'après avoir franchement interrogé le cœur de la jeune fille.

À son arrivée à Langres, un incident tout à fait inattendu vint encore accroître son trouble et ses perplexités. Au moment où il s'installait dans la patache du courrier et où le jaune véhicule commençait à rouler dans la principale rue de la ville, Évonyme crut reconnaître, sur le seuil d'un hôtel, Jacques Duhoux revêtu de son uniforme de garde-général. Craignant d'être le jouet d'une illusion, il mit la tête à la portière, et put constater que ce forestier qui là-bas, d'un air mélancolique, regardait fuir la voiture de Rochetaillée était bien son ami Duhoux en chair et en os. — Ah! il est revenu, grommela-t-il en lui-même, qui sait si cette infernale servante ne l'a point prévenu, et s'ils ne s'entendent pas pour m'évincer? Hélas! aussi, qu'avais-je besoin d'être amoureux, et que suis-je allé faire dans cette galère du mariage?

Lorsqu'il entra dans le salon des Corderies, le pauvre garçon avait le cœur tremblant. Il sentit toutes ses résolutions héroïques se briser contre l'indifférence glacée d'Antoinette. Tandis que Céline déballait la corbeille, Ormancey s'approcha de la jeune fille, et, tirant de sa poche deux écrins : — Voyez, lui dit-il en les ouvrant, si ce sont bien les pierres que vous avez désirées.

Les écrins contenaient une parure d'opales et d'aigues-marines. Antoinette les examina du bout des doigts et fit un léger signe d'assentiment. Céline s'était levée pour les contempler. — Des opales! s'écria la superstitieuse servante, j'espère bien que vous n'allez pas donner ça à ma petite-fille! Ces pierres-là portent malheur.

— C'est moi qui les ai choisies, répondit Antoinette. — Puis, se retournant vers Évonyme, elle ajouta avec un regard sombre : — Des aigues-marines et des opales, n'est-ce pas la parure qui convient à une ondine?

— Au moins, essayez-les! dit Évonyme en lui jetant un coup d'œil humilié et suppliant qui la toucha.

Elle prit les bijoux, et se plaça devant la glace. Un rayon de soleil l'illuminait, et sa robe de mousseline blanche à plis flottans dessinait mollement sa taille souple, sa poitrine frémissante et ses épaules de reine. Son cou délicat et flexible était encadré dans une collerette évasée à tuyaux droits, comme en portaient les femmes au XVI[e] siècle. À ses oreilles, à son cou et à ses poignets, les opales et les aigues-marines brillaient pareilles à de claires gouttes d'eau légèrement irisées. Ses joues, plus blanches que la mousseline de sa robe,

faisaient vivement ressortir l'éclat fiévreux de ses grands yeux. En contemplant cette neigeuse beauté, Évonyme se sentit redevenir amoureux, ses doutes s'enfuirent comme des vapeurs fondues dans un rayon de soleil, et il marcha lentement vers elle en ouvrant démesurément les yeux.

— Vous me trouvez belle? dit Antoinette avec un sourire glacé.

— Vous ressemblez à une fée des eaux, répondit Évonyme ébloui.

Il s'avança galamment, et lui prit une main, qu'elle lui abandonna d'un air indifférent, puis, enhardi, il voulut déposer un baiser sur ces beaux yeux qui lui jetaient un regard si résigné; mais au moment où les lèvres de l'audacieux fiancé effleuraient déjà les cils bruns de la jeune fille, la figure de cette dernière prit une expression terrible de répugnance et de terreur, ses deux bras raidis repoussèrent Évonyme. — Non, non, jamais! s'écria-t-elle, et dans le même instant elle s'évanouit et tomba agenouillée sur le parquet.

Au cri poussé par Évonyme, Céline était accourue. Elle écarta rudement Ormancey, qui voulait soutenir la jeune fille. — Vous voyez bien que vous la tuez, murmura-t-elle d'un air féroce; allez-vous-en.

Il s'éloigna tout confus. — Cette fois c'est bien clair, se dit-il en reprenant mélancoliquement le chemin d'*Entre deux eaux*, et je comprends tout... Si je laissais faire cette terrible fille, elle se jetterait tête baissée dans l'abîme, quitte à m'y entraîner avec elle... Merci! je lui fausserai compagnie. Un mariage heureux n'est déjà pas une si fameuse affaire, mais un hymen comme celui-ci serait un enfer pour elle et pour moi. Oh! les femmes! Elle m'aurait pourtant froidement exécuté pour le plaisir de se venger de Jacques!..

Je vous suis obligé, belle, de la leçon!

Il se sentait radicalement guéri du mariage; toutefois le spectacle de cette pauvre fille, qui aimait Jacques et souffrait le martyre, le toucha de compassion. Lui qui se piquait d'observer le cœur humain, comment n'avait-il pas deviné plus tôt la persistance de cet amour resté comme un fer dans la plaie?.. — Voyons, s'écria-t-il mentalement, ne ferai-je rien pour rétablir ce bonheur que j'ai ruiné?.. Si, morbleu! je leur montrerai à tous deux qu'il y a un homme et un brave homme dans la peau d'Évonyme Ormancey, et je raccommoderai tout, dussé-je à mon tour laisser aux buissons quelques lambeaux de ma dignité!

Il se dirigea vers l'auberge et demanda des nouvelles de Jacques. Le garde-général n'avait point encore reparu chez Pitoiset; mais on savait qu'il avait repris son service; il faisait des tournées en

forêt; un garde des environs avait été chargé par lui d'emporter le lendemain les bagages et les papiers déposés à l'auberge en son absence, et de les conduire à la maison forestière, chez le brigadier Sauvageot, où Jacques avait élu domicile. Évonyme s'en revint lentement chez lui, et passa le reste de la soirée à mûrir un projet qu'il résolut de mettre à exécution sans tarder.

Il quitta la ferme dès l'aube, et arriva de bonne heure aux Corderies, où il trouva Antoinette et son père, et où il fit jouer immédiatement tous les ressorts de ses finesses diplomatiques afin d'amener la jeune fille à l'accompagner jusqu'au Val-Clavin. — Elle lui avait depuis longtemps promis cette visite, et il désirait avoir son avis sur certains embellissemens intérieurs. — Sa proposition fut moins mal accueillie qu'il ne le craignait. Céline était absente, et M. de Lisle, ayant eu connaissance de la scène de la veille, avait fortement rabroué sa fille au sujet de ce qu'il nommait ses simagrées. Elle se repentait du reste elle-même d'avoir montré si peu de courage, et elle n'osa pas refuser. Il fut convenu que M. de Lisle rejoindrait les deux jeunes gens vers midi, et qu'on déjeunerait à la ferme.

Ils partirent. Le temps était très clair, et il avait gelé pendant la nuit; les feuilles sèches qui jonchaient le chemin étaient saupoudrées d'un léger givre, et la terre craquait sous les pieds. Évonyme fit prendre à Antoinette un sentier à travers bois. Il s'applaudissait intérieurement du commencement de réussite de ses combinaisons, et il se flattait de mener à bien le reste de l'entreprise. Il fredonnait doucement tout en aidant Antoinette à escalader les rampes abruptes de la forêt, et s'efforçait de diriger la conversation sur des sujets indifférens et impersonnels. La jeune fille, surprise de cette attention délicate, se prêtait de son mieux à une causerie banale et inoffensive. Elle fit ainsi du chemin sans s'en douter. Tout à coup le petit sentier déboucha brusquement à la lisière d'un taillis, et Antoinette reconnut, dans le fond de la combe, l'étang de la Thuilière, baigné de soleil et bordé de saules. — Pourquoi m'avez-vous amenée ici? s'écria-t-elle avec un accent irrité, ce n'est pas le chemin de la ferme.

— Non, répondit-il, mais j'ai un renseignement à demander au garde de la Thuilière. C'est l'affaire d'un quart d'heure à peine. Asseyez-vous au soleil, et amusez-vous à lire quelques pages de ceci en m'attendant. — Il lui donna un volume de La Fontaine, et monta, le cœur très ému, la sente qui menait à la maison forestière.

D'après ce que lui avait dit l'hôtesse de Rochetaillée, il avait calculé que Jacques, tout occupé de son emménagement, n'irait pas en forêt ce jour-là. Il ne s'était pas trompé; Jacques Duhoux

était en train de s'installer dans une petite chambre située au premier étage, d'où l'on dominait les bois et l'étang. En entrant, Évonyme l'aperçut, penché sur les registres et les cartons qui encombraient le parquet; à côté de lui, une petite table était couverte d'un monceau de papiers épars. Au bruit de la porte, Jacques se retourna et Évonyme fut effrayé de la douloureuse altération de ses traits : il avait maigri, et les orbites de ses yeux s'étaient encore creusées. A la vue de ce visiteur inattendu, Jacques pâlit, et se levant avec violence : — Que me voulez-vous? s'écria-t-il, j'espérais bien ne plus vous revoir!

— Jacques, mon vieux camarade,... commença Évonyme d'une voix émue.

Jacques le regarda d'un air dur et hautain : — N'invoquez pas notre ancienne amitié. Elle est morte... Vous auriez dû comprendre que votre vue m'est pénible.

— Écoute-moi un moment avec calme!

— Allez-vous-en! dit-il, je ne veux rien entendre.

— Ah! morbleu! fit Évonyme avec obstination, tu m'entendras pourtant! Si tu crois que je suis monté ici pour mon plaisir, tu te trompes. Ma conscience m'y a poussé, et je n'en sortirai pas avant de m'être déchargé de ce que je crois un devoir.

— Parlez donc, et faites vite! murmura Jacques sans le regarder.

— J'ai eu des torts envers toi, reprit lentement Ormancey, et je t'en demande pardon; mais il ne s'agit pas de moi, je viens te parler d'Antoinette.

Jacques eut un tressaillement douloureux. — Me venez-vous demander mon consentement pour l'épouser? s'écria-t-il avec une ironie amère.

— Il n'est pas question de moi, te dis-je!.. Si j'ai été un moment assez naïf pour croire que je pourrais faire un mari présentable, je suis bien vite revenu de ma folie. Antoinette n'a jamais aimé que toi, ton abandon la tue et elle en meurt. Tu ne me crois pas! s'écria-t-il en voyant Jacques hausser les épaules... Bonté du ciel! est-il possible que tu ne me croies pas quand je t'apporte pour preuve mon orgueil piteusement foulé aux pieds, quand je m'humilie devant toi jusqu'à jouer un rôle ridicule? Ce n'est pas elle qui m'a parlé de son amour et de sa souffrance, elle a bien trop de fierté! Mais j'ai tout deviné à la fièvre de ses yeux, à la pâleur de ses joues, à ses invincibles répugnances quand ma main touche la sienne. Elle souffre le martyre, mon ami, et c'est pourquoi je suis venu ici.

— Et moi! s'écria Jacques en se retournant vers Évonyme et lui laissant voir sa figure amaigrie, crois-tu donc que je ne souffre

pas? Penses-tu qu'on arrache un amour comme le mien sans que le cœur en saigne? Depuis un mois, je ne vis pas, je ne pense pas... Je marche comme à travers un cauchemar! Quand j'ai voulu reprendre mon travail, j'ai compris que j'en étais incapable, et quand, en arrivant ici, j'ai appris que tu l'épousais, j'ai crié tout seul à travers les bois comme si on avait enfoncé un fer rouge dans ma blessure. Ses yeux se creusent, dis-tu, et ses joues pâlissent; eh bien! regarde, est-ce que j'ai la mine d'un vivant, moi?

— Toi, dit gravement Évonyme, tu es un homme, et tu dois être fort devant la douleur; mais elle, la pauvre enfant, si charmante et si mal préparée contre la souffrance!.. Un coup de vent qui brise une fleur arrache à peine quelques feuilles à un chêne... Allons, ajouta-t-il en voyant un frisson courir sur la figure de Jacques Duhoux, laisse-toi toucher par la pitié et sois bon pour elle!

Jacques ne semblait pas l'entendre, il se promenait à travers la petite chambre avec une agitation croissante. — Tu ne sais pas, reprit-il en s'arrêtant devant Ormancey, elle n'a jamais su, combien je l'aimais! J'avais mis en elle l'espoir de toute ma vie. Avant de la connaître, je n'avais jamais aimé. Elle a eu tous les bouillonnemens de mon sang, toute la séve de ma jeunesse, et des trésors de tendresse où personne n'avait jamais puisé. Qu'a-t-elle fait de tout cela? Elle a pris ma passion pour un de ces amours avec lesquels on peut jouer impunément. Quelle pitié a-t-elle eue après m'avoir brisé? quels repentirs a-t-elle manifestés? Après l'emportement de la première heure, je ne demandais qu'un mot, qu'un appel du cœur pour revenir pleurer à ses pieds... Ce mot, elle n'a pas même songé à le prononcer!

— Et toi, répliqua Évonyme, as-tu songé à l'attendre, ce rappel dont tu parles? Ne t'es-tu pas trop pressé de la condamner? Tu es parti comme un fou sans même dire où tu allais. Es-tu sûr qu'Antoinette ne t'ait pas écrit, que sa lettre ne se soit pas égarée en route?

— Oh! fit Jacques en secouant la tête d'un air incrédule.

— En es-tu sûr? répéta Ormancey; as-tu au moins questionné ton hôtesse de Rochetaillée?

Jacques s'approcha des papiers amoncelés sur la table. — Voilà, dit-il, ce qui est arrivé en mon absence, des paperasses administratives. Tu peux y fouiller, va, tu n'y trouveras que des paquets officiels. — En dépit de ces dernières paroles, il s'était penché avec Évonyme sur le monceau de paperasses, et tous deux s'étaient mis à les trier avec une impatience fiévreuse. Tout à coup Évonyme poussa un cri triomphant. Entre deux paquets, il venait de découvrir la petite lettre d'Antoinette, à demi enfoncée sous les doubles bandes

d'une correspondance administrative. Il la tendit à Jacques, qui déchira l'enveloppe d'une main tremblante.

— Le timbre de la poste porte la date du 21 septembre, murmura Évonyme.

Jacques Duhoux dévora les lignes de la pauvre lettre oubliée. A mesure qu'il lisait, il devenait plus pâle; les muscles de sa figure se détendirent, un sanglot souleva sa poitrine, et de ses yeux sombres deux larmes tombèrent sur le papier du billet. — Évonyme le considérait sans rien dire et se sentait lui-même gagné par l'émotion. Jacques lisait et relisait la lettre sans faire un mouvement. A la fin, Ormancey lui frappa doucement sur l'épaule et lui montra, par la fenêtre ouverte, la combe profonde où l'étang miroitait au soleil.

— Elle est là, dit-il, à la lisière du bois. Je l'ai amenée ici par surprise, et elle ne se doute de rien.

Jacques, les lèvres contractées, contempla un moment la combe pleine de clarté, puis il sortit brusquement de la chambre et se précipita hors de la maison forestière...

Après le départ de son compagnon, Antoinette avait quitté la lisière du bois, et laissant parmi les feuilles sèches le La Fontaine d'Évonyme, s'était dirigée vers la chaussée de l'étang. Le soleil avait fondu le givre, de légères buées ondulaient sur les pelouses exposées au midi. La jeune fille reconnaissait les moindres détails du coin de rivage où elle s'était arrêtée au retour du bal. Tout était à la même place, les saules de l'îlot, la passerelle à demi brisée, les trèfles d'eau balançant leurs feuilles à triple découpure. Elle s'était assise à l'extrémité du talus, et, la tête appuyée sur sa main, elle contemplait l'étang dont le vent ridait doucement la surface et dont les ondes lumineuses venaient presque baigner ses pieds. L'eau verte et limpide laissait voir à une assez grande profondeur le lit d'herbes flottantes où des rayons de soleil se jouaient ainsi que des caresses. Là était le calme, l'oubli des misères, l'anéantissement... Ne vaudrait-il pas mieux, pensait Antoinette, dormir sous le voile de ces herbes onduleuses que d'être ensevelie vivante dans une horrible robe de noce?.. Elle avait toujours aimé l'eau, mais en ce moment elle la sentait plus sympathique et plus attirante que jamais. Elle se penchait et suivait d'un œil fasciné les rayons qui avaient l'air de plonger dans les remous du courant et d'y flotter comme une chaîne aux anneaux d'or. L'eau murmurait dans les joncs; c'était comme une musique lointaine, cristalline, pleine de câlinerie et de mollesse. La jeune fille trouvait à l'écouter un charme indéfinissable. Plus elle prêtait l'oreille à cette musique berceuse, plus elle enfonçait son regard dans ces profondeurs chatoyantes, et

plus elle se détachait du reste des choses. Elle avait cessé de penser, elle ne distinguait plus rien des autres bruits de la terre. Son corps glissait insensiblement vers cette onde invitante et mystérieuse; le vertige la prenait. Tout à coup une main nerveuse lui saisit le bras et la ramena violemment en arrière. Elle se retourna et poussa un cri. — Jacques! — dit-elle, et ses yeux se fermèrent.

Il la fit asseoir près de lui, sur les pierres du talus. Comme dans la nuit du bal, il sentait le cœur d'Antoinette battre contre le sien; il contemplait cette figure pâlie, ces yeux creusés et cette petite bouche pure comme celle d'un enfant. Le charme de l'Ondine l'avait reconquis tout entier; il la serra plus étroitement dans ses bras et posa un baiser sur ses paupières abaissées. Alors elle ouvrit les yeux et revint à elle, toute frissonnante, puis, saisissant les mains de Jacques dans une étreinte passionnée : — Ah! murmura-t-elle, je ne vous attendais plus. Encore un peu, et vous ne m'auriez plus trouvée!

— Vous vouliez mourir! s'écria-t-il.

— Je ne sais,... mais je me sentais horriblement malheureuse, et il me semblait que j'oubliais mes peines en écoutant cette chanson de l'eau qui m'attirait... Ah! reprit-elle en frémissant, n'est-ce pas que vous ne me quitterez plus?.. — Les sanglots lui coupèrent la parole, et des larmes mouillèrent ses yeux.

Jacques cherchait à la calmer avec des caresses. Il lui conta la démarche d'Évonyme et lui expliqua comment il n'avait lu sa lettre que le matin même. Il était parti le 20 septembre le cœur plein de colère. — Tout m'était odieux, dit-il, vous, Évonyme, le monde entier... J'ai pris le premier convoi qui passait, j'aurais voulu fuir à l'autre extrémité de la terre. Je ne me suis arrêté qu'à l'endroit où le chemin de fer finissait, en Bretagne. Là, entre la mer et la lande, j'ai essayé de me guérir; mais j'avais beau faire, votre fantôme me suivait partout. Alors je suis revenu dans les bois de Rochetaillée, et dès le soir de mon retour j'ai appris que vous deviez épouser Évonyme.

— Oui, j'ai été mauvaise, soupirait-elle, mais si vous saviez comme j'ai pleuré, comme je vous ai attendu! J'ai cru que vous étiez retourné à L... vous marier avec la jeune fille aux bandeaux plats, et la folie m'a prise. Je voulais vous faire beaucoup de mal et m'en faire à moi-même; je me suis jetée à la tête de ce pauvre Évonyme... La punition a été rude, ajouta-t-elle, mais, si vous me pardonnez, je ne serai plus méchante. J'ai laissé dans l'étang toutes mes *mauvaisetés*.

Il lui prit les mains et les couvrit de baisers. — Je vous aime, lui dit-il, et ma vie est à vous...

Évonyme était resté dans la petite chambre de la maison forestière. Il avait mis le nez à la fenêtre, et ses yeux perçans suivaient le manége des deux amoureux, qu'il voyait se détacher comme deux ombres sur la verdure du talus. Il poussa tout à coup un soupir de soulagement. — Allons! dit-il, la paix est faite. — Il aperçut sur la croisée une pipe et du tabac, jeta un joyeux cri, bourra la pipe et l'alluma. — Voilà, pensait-il en aspirant les bouffées avec délices, voilà depuis longtemps la première fois que je fume avec une conscience paisible. — Il contemplait les allées et venues du couple lointain avec ce suave sentiment de volupté qu'on éprouve à regarder du rivage la mer orageuse. — Décidément, murmura-t-il, je ne me marierai pas! Toutes ces tempêtes ne sont pas faites pour moi; je me contenterai, assis à ma fenêtre, de regarder les gens qui lèvent l'ancre et qui appareillent pour le voyage à Cythère... Et pourtant ils sont heureux, ces deux amoureux qui se promènent là-bas! Le soleil leur rit de nouveau et ils oublient les colères de la tourmente qui les a fustigés. Hier, ils s'arrachaient les cheveux et voulaient mourir; aujourd'hui tout leur est sourire, chants de fête et caresses... Ah! par ma foi,

Amour est un étrange maître;
Heureux qui ne peut le connaître
Que par récit, lui ni ses coups...

Ces vers lui rappelèrent qu'il avait confié à Antoinette un volume de son poète favori. — Sarpejeu! s'écria-t-il, et mon La Fontaine! Ils l'auront oublié sous un arbre, et mon exemplaire est en train de prendre un bain de rosée!..

Il se leva précipitamment et courut à la recherche du précieux volume; ce ne fut qu'après l'avoir trouvé qu'il rejoignit les deux amoureux et qu'ils prirent tous trois le chemin du Val-Clavin.

A quoi bon vous en dire davantage? Évonyme fit entendre raison à M. de Lisle, et Jacques et Antoinette se marièrent en novembre. Aujourd'hui ils vivent tous heureux aux Corderies. Évonyme a été le parrain du premier enfant de l'Ondine. Le bambin commence à grandir, et Ormancey lui apprend à lire dans les fables de La Fontaine. Le brave garçon en est tout heureux. — Je le forme à mon image, dit-il, je goûte les joies de la paternité sans avoir les angoisses du mariage; j'étais né pour être oncle!

André Theuriet.

ÉTUDES NOUVELLES

SUR

GRÉGOIRE VII ET SON TEMPS

I. *Histoire de Grégoire VII, précédée d'un discours sur l'histoire de la papauté jusqu'au onzième siècle*, par M. Villemain, 2 vol. in-8°; Paris 1872. — II. *Pontificum romanorum vitæ ab æqualibus conscriptæ;* edidit J.-M. Watterich, 2 vol. gr. in-8°; Lipsiæ 1862. — III. *Monumenta gregoriana;* edid Phil. Jaffé, in-8° maj.; Berlin 1865. Du même auteur : *Regesta pontificum romanorum*, de 1 à 1198, in-4°; Berlin 1851. — IV. J. Voigt, *Hildebrand als Papst Gregor VII*, 2 vol. in-8°; Halle 1815. — V. H. cto, *Kaiser Heinrich IV und sein Zeitalter*, 2 vol in-8°; Stuttgart 1855-56. — VI. Fr. Gfrörer, *Papst Gregorius VII und sein Zeitalter*, 7 vol. in-8°; Schaffouse 1859-61. — VII. H. Stenzel, *Geschichte Deutschlands unter den Fränkischen Kaisern*, 2 vol. in-8°; Leipzig 1828. — VIII. W. V. Giesebrecht, *Geschichte der deutschen Kaiserzeit*, 4 vol. in-8°; Brunswick 1864-72. — IX. M. Mignet, *La lutte des papes contre les empereurs d'Allemagne*, 1861 à 186

I.

L'EMPIRE ET LA PAPAUTÉ AVANT GRÉGOIRE VII.

Grégoire VII a fait du pontificat romain la grande souveraineté du moyen âge, et de nos jours le génie de cet homme extraordinaire plane encore sur la papauté. La curiosité de l'esprit moderne s'est donc attachée avec une application particulière à l'étude de ce personnage célèbre, qui, après avoir exercé une si considérable influence sur son siècle, agite encore et partage en jugemens si divers les sentimens de la postérité. L'histoire de Grégoire VII est en effet un des sujets les plus élevés à la fois et les plus épineux qui puissent exercer la sagacité de l'historien. Nul pontife, depuis la propagation du christianisme, n'entreprit de plus grandes choses; nul ne

s'est plus vivement attaqué aux conditions morales du gouvernement de la vie humaine et de la chrétienté; nul n'en a porté plus haut les exigences et les attributions. Nul n'a conçu de plus profonds, de plus vastes, de plus mémorables desseins. Ses successeurs ne sont que justes en honorant en lui le réformateur du régime de l'église et le plus considérable représentant de la papauté au moyen âge, et nul cependant n'a soulevé contre lui de plus ardentes passions, soit dans la polémique des contemporains, soit dans celle des temps postérieurs. Sa hardiesse a même effrayé de grands chrétiens comme Pierre Damiani et Bossuet, et les rois ont proscrit sa mémoire comme celle d'un ennemi de la société politique dans l'Europe civilisée. La passion seule a-t-elle inspiré ces accens discordans? Est-il possible à un esprit impartial de porter un jugement plus équitable sur le caractère et sur l'œuvre de Grégoire VII? Je le crois, sans m'abuser sur les obstacles, car la seule recherche de la vérité matérielle est une première et immense difficulté. Il est moins facile quelquefois de découvrir le fait que de l'apprécier avec justice. Il connaissait bien ces difficultés, l'illustre écrivain dont l'ouvrage vient, après sa mort, d'être livré à la publicité; on peut même assurer que la considération de ces difficultés est la cause principale qui a retenu son esprit dans l'hésitation malgré la confiance que lui devaient inspirer les qualités si brillantes de son talent, et qui a suspendu pendant tant d'années la publication de l'*Histoire de Grégoire VII*, dont les amis de la belle et bonne littérature peuvent jouir aujourd'hui, grâce à un acte de piété filiale dont les lettres françaises garderont le souvenir reconnaissant.

I.

M. Villemain avait tracé le premier dessein de ce livre en 1827. Il venait d'être destitué de son emploi de maître des requêtes au conseil d'état, et suspendu de son enseignement à la Sorbonne, pour avoir accepté la charge de rédiger, au nom de l'Académie française, en compagnie de MM. de Lacretelle et Michaud, une adresse de doléance au roi relativement au célèbre projet législatif connu sous le nom de *loi de justice et d'amour*. Sur l'annonce du livre, une souscription fut ouverte et sur-le-champ remplie, pour témoigner à l'éminent littérateur la sympathie qui l'accompagnait dans sa disgrâce; mais l'œuvre n'était pas de celles que peut accomplir en peu de mois l'esprit le plus fertile en ressources. Les aspects littéraires du sujet, les tableaux qu'il offrait à une imagination féconde et à une plume habile, avaient probablement décidé la rapide détermination de M. Villemain plutôt que l'attrait spéculatif du grand problème de critique historique caché sous les noms

de Grégoire VII et d'Henri IV. Quelque intérêt politique du moment n'était peut-être aussi pas étranger au choix de l'objet d'étude promis au public. Les données générales de M. Villemain en cette matière étaient plutôt alors celles de M. Daunou que celles d'une autre école historique qui, plus libre en ses allures, mieux instruite du fond des choses, plus dégagée envers un passé qui n'est plus à craindre, ouvrait à l'esprit du XIXe siècle, soit en France, soit en Allemagne, des horizons nouveaux sur l'histoire des siècles écoulés. Quelques lumières qu'il ait acquises plus tard par une étude persistante et approfondie, son esprit, pourtant si souple, si vif, si indépendant, n'a pu se détacher complétement de ces premières impressions, dont la trace subsiste dans le bel ouvrage que nous avons sous les yeux, et qui d'ailleurs en France ont été celles de plusieurs générations d'érudits, de publicistes et d'historiens, depuis les temps reculés jusqu'à nos jours.

Des notions plus exactes et plus vraies sur l'histoire de Grégoire VII datent en Allemagne de la publication du livre de Voigt (1815); elles datent chez nous du cours célèbre de M. Guizot, en 1828. Il faut juger l'ouvrage de Voigt par l'original allemand et non par la traduction qui l'a familiarisé dès 1837 avec le public français. Voigt est un historien sincère, dont la vue n'est pas toujours complète, mais dont l'intention est toujours droite et la direction historique généralement impartiale, quand elle est parfaitement éclairée; il a introduit dans l'histoire de Grégoire VII des élémens d'information jusqu'alors négligés. Le traducteur français a souvent détourné la pensée de Voigt de sa portée primitive pour en faire un livre agréable à certains esprits prévenus, et, qui pis est, il a plus d'une fois, dans ses annotations, péché par ignorance de l'histoire du temps. M. Guizot, en 1828, a donné magistralement, suivant son habitude, la note véritable du caractère historique de Grégoire VII; il a tracé le sillon, la grande culture est venue après lui. Nul homme éclairé ne saurait confondre à cette heure le *Registrum* de Grégoire VII avec le *Syllabus* de 1864. « Nous sommes accoutumés, disait M. Guizot, à nous représenter Grégoire VII comme un homme qui a voulu rendre toutes choses immobiles, comme un adversaire du développement intellectuel, du progrès social, — comme un homme qui prétendait retenir le monde dans un système stationnaire ou rétrograde. Rien n'est moins vrai : Grégoire VII était un réformateur par la voie du despotisme, comme Charlemagne et Pierre le Grand. Il a été à peu près dans l'ordre ecclésiastique ce que Charlemagne en France et Pierre le Grand en Russie ont été dans l'ordre civil; il a voulu réformer l'église, et par l'église la société civile, y introduire plus de moralité, plus de justice, plus de règle; il a voulu le faire par le saint-siége et à son

profit, soumettre le monde civil à l'église, et l'église à la papauté, dans un esprit de réforme et de progrès, non dans un esprit stationnaire et rétrograde. »

Ces paroles furent alors une nouveauté grande; si le parlement de Paris avait encore existé, M. Guizot eût peut-être été mandé pour s'en expliquer à sa barre. Elles excitèrent en 1828 un mouvement de surprise dans le brillant auditoire de la Sorbonne. M. Victor Leclerc, M. Villemain, n'en furent-ils pas étonnés eux-mêmes? M. Guizot protestant abdiquait le langage des centuriateurs de Magdebourg; il s'éloignait de la doctrine parlementaire des Talon, des Bignon, des Daguesseau, qui s'était imposée à la science historique; il s'éloignait de la voie classique tracée par M. Daunou soit dans son *Cours d'histoire*, si autorisé alors, soit dans son *Essai sur la puissance temporelle des papes,* qui était en si grand crédit; mais ce jugement nouveau du célèbre professeur, réintégré par M. de Martignac, a été le point de départ de l'appréciation de plus en plus juste, parmi nous, du grand pontife du XIe siècle. Le point de vue de M. Guizot était même plus caractérisé que celui de Voigt, et à une époque récente un autre éminent historien, M. Mignet, est arrivé, par sa réflexion puissante et par une connaissance profonde des personnes et des choses, à des conclusions analogues, exprimées avec une éloquente autorité, lorsqu'il nous a montré, « en passant par Cluny, l'homme extraordinaire à l'aide duquel devait s'accomplir la grande réforme vainement essayée jusqu'alors, et qui exigeait les profonds desseins d'un génie aussi entreprenant que celui de Grégoire VII, la fermeté d'une âme aussi altière et aussi religieuse, la grandeur d'un caractère aussi indomptable. » Deux esprits supérieurs se sont ainsi rencontrés dans le même jugement en arrivant au but par des chemins divers.

Je pourrais douter à bon droit que telle fût la direction dans laquelle M. Villemain entreprit ses études sur Grégoire VII, et je n'en voudrais pour preuve que l'esprit général de la docte et brillante introduction, dont le plan remonte à coup sûr aux premiers temps de ses travaux. Hallam avait jugé Grégoire VII avec une extrême sévérité. Un philosophe éminent de notre époque, M. de Rémusat, a suivi ce courant, dans son livre sur saint Anselme, malgré la haute impartialité qui honore son caractère. Les tentatives contemporaines de deux grands écrivains, J. de Maistre et Lamennais, pour faire admettre à l'état de dogme invariable et absolu la doctrine purement relative et historique aujourd'hui autorisée des maîtres de la science, maintenaient dans l'ancienne voie gallicane beaucoup d'esprits peu disposés pour les opinions ultramontaines. A Dieu ne plaise que je veuille moi-même m'écarter de la ligne traditionnelle de nos docteurs, ni abjurer la foi gallicane, que je crois

conforme à la vérité comme aux grands intérêts de mon pays; mais, comme l'a dit un historien qui est mon garant en histoire, « tout ce qui s'accomplit s'explique, et tout ce qui prévaut a sa raison d'être. » Eh bien! malgré les obstacles de tout genre et les passions déchaînées, Grégoire VII a prévalu sur l'empereur Henri IV; la papauté a triomphé de l'empire dans la plus grande lutte dont l'histoire ait gardé le souvenir (1). C'est le phénomène historique dont l'explication est agitée depuis tant d'années, et dont l'investigation sera l'objet de ces études. Remarquons toutefois que, dans cette longue et dramatique lutte du sacerdoce et de l'empire, si les fidèles furent pour le pape contre l'empereur dans la période grégorienne, si sous Innocent III l'opinion publique força Philippe-Auguste à céder, si sous l'empereur Frédéric II Grégoire IX et Innocent IV eurent encore assez de puissance pour détacher les peuples d'une race illustrée par le génie et l'héroïsme, au XIV[e] siècle au contraire nous voyons les rois prendre appui sur les peuples contre les prétentions politiques du saint-siége. Tout cela s'explique et se justifie. A la doctrine de Boniface VIII et du livre célèbre *de Regimine principum* s'est substituée la doctrine qui a eu pour organe, dans l'ordre civil, le *Traité de l'autorité des rois* de Denis Talon, et dans l'ordre ecclésiastique la déclaration du clergé de France de 1682, si admirablement défendue par Bossuet (2); mais la cause de Grégoire VII n'en fut pas moins la meilleure en son temps, du moins parce qu'elle

(1) Ce triomphe arrachait à Macaulay les éloquentes paroles que tout le monde a lues avec un sentiment d'émotion profonde dans la *Revue d'Édimbourg* d'octobre 1840, au sujet de l'*Histoire de la papauté* de M. Ranke. Voyez *Essays, critical and miscellaneous, by* T. Babington Macaulay; Paris, Baudry, 1843, p. 401.

(2) On lit dans le *de Regimine principum,* dont les premiers livres sont attribués à saint Thomas d'Aquin, et dont les derniers sont d'un continuateur contemporain de Boniface VIII : « La puissance temporelle n'existe que par la puissance spirituelle, de même que le corps ne vit que par l'âme. Dès que la chrétienté fut constituée, un miracle força Constantin à céder la domination du monde au pape, qui la possédait déjà de droit, car Jésus-Christ était tout ensemble roi et prêtre. Depuis lors, les deux pouvoirs n'en font plus qu'un seul dans les mains du souverain pontife, à qui sont soumis tous les rois de la terre. » Au rebours de cette théorie théocratique, on lit dans le livre de Talon ces maximes qui ont été la règle de la monarchie française pendant mille ans : « L'église peut se considérer en deux manières, ou comme un corps politique, ou comme un corps mystique et sacré : comme un corps politique, par relation à l'état, dont elle est un membre; comme un corps mystique par relation à Dieu. Comme un corps politique, c'est une assemblée de peuples unis sous les mêmes lois et sous un même chef temporel pour contribuer ensemble à la conservation de l'état et à la tranquillité publique; comme un corps mystique, c'est une assemblée de fidèles unis par une même foi et sous un chef spirituel pour travailler ensemble à la gloire de Dieu et chacun à son salut. Ainsi deux puissances sont associées au gouvernement de l'église : la temporelle, qui est la première dans l'ordre naturel, car, comme dit un fameux évêque (saint Optat, de Milève), c'est l'église qui est dans l'état, et non l'état dans l'église, — et la spirituelle, qui est la première dans l'ordre surnaturel, mais qui ne s'applique qu'aux choses surnaturelles et divines, etc. »

empêcha le triomphe de la cause opposée, et le grand pape put dire avec tristesse, en rendant le dernier soupir : *Dilexi justitiam et odivi iniquitatem; ideo morior in exilio.*

Lors donc que, le but sérieux et réel de la lutte étant atteint et l'œuvre de Grégoire VII accomplie par la conquête de l'indépendance de l'église, *pro libertate ecclesiæ decertare*, la papauté, voulant obtenir après la liberté la domination, a franchi les limites d'une équitable défensive pour entrer dans la voie contestable des ambitions mondaines, alors la lice a changé d'aspect et le combat de nature. Alors l'esprit humain s'est ému et ravisé; les sages, qui avaient été circonspects, ont passé à la résistance, et les pouvoirs légitimes, se mettant en garde à leur tour contre des prétentions excessives, ont engagé une nouvelle lutte pour rétablir l'équilibre entre les puissances qui se disputaient le monde. Le gouvernement de l'église avait dévié de sa mission et compromis son autorité; alors de nouveaux conflits se sont élevés, au grand dommage de la chrétienté, et cette fois avec des échecs nombreux et irrémédiables pour la papauté. Le spectacle affligeant des ardeurs de la lutte contre les Hohenstaufen avait rendu réservé le sage Louis IX lui-même. L'intempérance intempestive de Boniface VIII détermina les manifestations gallicanes, et les abus de l'administration spirituelle, joints aux schismes et aux scandales des papes politiques du XVe et du XVIe siècle, ont suscité la réforme de Luther et provoqué la scission de la chrétienté européenne.

La prudence et la mesure sont donc bien difficiles à garder, même par le génie, même par la vertu, dans la conduite des meilleures causes. C'est une loi de la vie humaine, et tous en ont subi plus ou moins la fatale destinée. L'adversaire de Grégoire VII, l'empereur Henri IV, a été moins encore à l'abri des reproches et des fautes. Il a été la première et déplorable victime de la lutte entre l'empire et la papauté. La même animosité est restée attachée à sa mémoire. Les contemporains ont mis à sa charge les plus odieuses imputations; s'il n'a pas été toujours et définitivement défendu avec le même zèle que Grégoire VII, il a été attaqué avec la même passion, et les ultramontains modernes l'ont voué à l'infamie. Rétablir la vérité historique est quelquefois aussi difficile à l'égard de l'un qu'à l'égard de l'autre. Au milieu des récriminations et des accusations des partis déchaînés, la notion du vrai a souvent disparu de la controverse. M. Villemain s'est étudié à la rechercher avec une patiente et consciencieuse application. Détourné de son œuvre laborieuse par sa réintégration dans le grand enseignement littéraire qui a fait sa gloire, les distractions de la politique ont ajouté, après 1830, un nouvel obstacle à l'accomplissement immédiat de la tâche qu'il s'était imposée. Il n'en a jamais

pourtant abandonné la poursuite : entraîné pendant plus de dix ans dans le mouvement actif de la vie parlementaire et des agitations ministérielles, il n'en a pas moins continué ses recherches et ses travaux historiques, souvent interrompus, toujours repris avec un constant attachement. Il avait presque terminé sa grande composition lorsqu'il daigna m'en montrer le manuscrit en 1843 et me demanda mon impression, — non que son esprit supérieur eût besoin de mes humbles avis, mais parce qu'une vague incertitude planait encore dans ses informations et résolutions sur certains points demeurés obscurs à ses yeux. Depuis sa retraite du monde politique en 1845 jusqu'à sa mort, il n'a cessé d'élaborer son ouvrage, remis vingt fois sur le métier; il en donna même quelques extraits dans la *Revue*, entre autres le récit du célèbre et dramatique enlèvement du pape Grégoire VII dans la nuit du 25 décembre 1075 (1). Il a lu maintes fois des fragmens de son œuvre dans le sein de l'Académie française, et M. Mignet, en 1861, annonçait dans le *Journal des Savans* la prochaine publication de ce livre tant attendu.

Mais ce qu'il apprenait à chaque instant de publications sur le même sujet, qu'il ne pouvait plus facilement contrôler, lui donnait sérieusement à penser. Il avait étudié à fond les sources qui étaient à sa disposition. Toutefois il avait suivi, à travers les préoccupations politiques et d'un regard presque inquiet, la rénovation dont la science historique était l'objet en France et surtout en Allemagne, et une certaine hésitation scientifique augmentait l'indécision qui lui était presque naturelle. La perfection littéraire, à laquelle il était si sensible, ne le consolait donc pas de ce qui semblait manquer aux instrumens de son travail. S'il avait pu se faire une idée juste de la valeur de l'ouvrage de Voigt, il n'a pas été aussi favorisé en ce qui touche les œuvres capitales de Gfrörer et de Giesebrecht, sans compter une foule de productions secondaires qui sont d'une certaine considération pour des détails particuliers.

Les savantes et décisives recherches de Giesebrecht sur le *Registrum* de Grégoire VII ont tranché la question, douteuse pour les savans qui l'avaient précédé et pour M. Villemain après eux, relativement à l'authenticité du célèbre *Dictatus*. Les maximes qui composent le *Dictatus* se retrouvent dans la correspondance du pontife, mais la composition isolée de ces pages fameuses n'est pas de Grégoire VII. Une autre œuvre de Giesebrecht a non moins d'importance, je veux parler de son essai de restitution des vieilles annales perdues de la célèbre abbaye bavaroise d'Altaha, celles qui sont arrivées jusqu'à nous ne datant que du XIIIe siècle. Il est regrettable que M. Pertz et M. Jaffé, qui après M. Böhmer nous ont donné les

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1833.

annales d'Hermann, abbé d'Altaha, et leur continuation, n'aient pas cru pouvoir insérer dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum* le travail d'érudition de Giesebrecht, qui aurait ainsi servi d'introduction aux annales consignées. Réunissant tous les souvenirs des contemporains et toutes les indications éparses dans les monumens dispersés, M. Giesebrecht s'est identifié avec le chroniqueur primitif, s'est pénétré de l'esprit qui dirigeait sa plume, a cousu habilement les traditions subsistantes dans d'autres chroniqueurs de ce temps, qui avaient puisé à la même source que le moine anonyme d'Altaha, et du tout a fait un livre du plus haut intérêt pour l'histoire du XIe siècle. Enfin le talent mûri de M. Giesebrecht, l'un des plus ingénieux et des plus savans historiens formés à l'école de M. Ranke, s'est exercé dans un ouvrage de haute portée, lentement élaboré et non encore achevé, l'*Histoire de l'empire allemand* (*Geschichte der deutschen Kaiserzeit*), dont le troisième volume tout entier (de 1,224 pages) est consacré à l'histoire du conflit de l'empire avec la papauté sous les deux derniers empereurs franconiens. Ce remarquable volume laisse loin de lui le livre de Luden (1), qui mérite toujours cependant une lecture attentive, et qui donne sur l'époque franconienne des conclusions si précieuses. Luden et Giesebrecht ont fait oublier les compilations de Mascov et de Struve (2), sans ébranler la réputation acquise des histoires spéciales de Stenzel et de Floto. Enfin la volumineuse et très savante histoire de Grégoire VII et de ses contemporains, composée par l'érudit Gfrörer, professeur d'histoire à Fribourg en Brisgau, est un immense répertoire où les événemens qui ont agité l'Europe pendant le siècle grégorien sont retracés quelquefois avec un enthousiasme partial, toujours avec un savoir profond. Les sept volumes de ce livre sont un monument historique d'une grande valeur. Tous ces trésors ont manqué à M. Villemain, et l'on ne s'en doute que rarement en le lisant.

Les textes améliorés ou nouveaux insérés dans la grande collection de M. Pertz ne pouvaient plus être qu'entrevus par lui à l'époque où ils ont été livrés à la publicité. Les *Monumenta gregoriana* de M. Jaffé lui sont restés inconnus. Il n'avait pu même faire usage de la belle publication des œuvres de Gerbert, de M. Olleris, quoiqu'il ait tiré dans son introduction grand parti des actes du *synodus remensis*, où Gerbert a joué un rôle si marqué. N'ayant pas disposé des abondans documens récemment mis au jour sur l'histoire de la dynastie franconienne, les agitations intérieures de l'Allemagne pendant le XIe et le XIIe siècle laissaient des doutes dans

(1) Luden, *Geschichte des deutschen Volkes*. Gotha, 9 vol. in-8°.

(2) *Corpus historiæ germanicæ, auct.* B. G. Struve; Iena, 1730, 2 vol. in-fol. — I. I. Mascovii, *De reb. imperii germanici, sub Henrico IV et V; Lips.* 1748, in-4°.

son esprit, et cependant il avait saisi avec une remarquable habileté le rôle que doit jouer l'histoire d'Allemagne dans une étude approfondie de Grégoire VII. Hâtons-nous de le dire, cet inventaire des *desiderata* du livre de M. Villemain n'a pour objet que d'expliquer ses scrupules et le long espace de temps qu'il a mis à couver son œuvre de prédilection, dont il ne fut jamais complétement satisfait malgré l'assurance qu'il tirait de la méditation de Baronius, du volume (1) des Bollandistes relatif à Grégoire VII, des principaux annalistes ou chroniqueurs connus, pour le XIe siècle, et pardessus tout de son admirable intelligence des situations et de sa belle faculté de manier la grande langue de nos chefs-d'œuvre littéraires. Son talent est tout entier, brillant d'éclat et de fraîcheur, dans ces deux volumes dont nos mains ont peine à se détacher. L'introduction qui précède l'histoire proprement dite de Grégoire VII est à elle seule un beau morceau d'érudition et d'éloquent langage. L'esprit général est peut-être trop empreint des impressions de jeunesse de M. Villemain, car, chose singulière, le brillant écrivain français s'est rencontré généralement d'accord avec le manifeste éclatant du parti catholique libéral en Allemagne, publié sous le pseudonyme de Janus, mais sorti pour la meilleure part de la plume savante et respectée de M. Döllinger, presque au moment où mourait M. Villemain. La prépondérance obtenue par le parti ultramontain en 1869 a rejeté beaucoup de talents distingués vers les appréciations sévères d'une autre époque.

Nous avions sincèrement applaudi, avec la génération libérale de 1828, au jugement équitable et vrai de M. Guizot sur le grand personnage et sur l'époque mémorable dont il s'agit. Nos impressions étaient fondées sur des raisons d'une nature trop élevée pour céder à de petites et accidentelles objections : aussi, malgré l'abus qu'un parti rétrograde a voulu faire de l'impartialité de notre grande école historique du XIXe siècle, nous suivrons l'exemple de M. Mignet, que nulle autre considération n'a détourné de la voie de justice dont est marquée son érudite et supérieure appréciation de la lutte du sacerdoce et de l'empire sous les Franconiens et sous les Hohenstaufen. Nous serions cependant moins rigoureux que lui pour la maison de Souabe, que M. Huillard-Bréholles a trop maltraitée peut-être dans un monumental ouvrage, et dont M. de Raumer nous semble avoir mieux compris le génie et l'ambition que M. de Cherrier lui-même; mais là n'est point la question dont il s'agit

(1) M. Villemain n'a pas employé non plus la compilation indispensable : *Vitæ romanorum pontificum*, publiée par M. Watterich. Elle paraissait à peine lorsque M. Villemain achevait de polir son ouvrage. Il est plus regrettable qu'il n'ait pas usé des *Regesta pontificum romanorum*, que Jaffé avait publiés en 1851. Ils lui auraient épargné quelques erreurs et l'auraient utilement guidé sur bien des points.

aujourd'hui. Restons dans ce grand sujet de Grégoire VII ; la matière est assez ample pour mériter un cours d'exploration approfondie. Je ne veux point toutefois refaire par le menu l'histoire du pontife, reprendre toutes les questions d'érudition aujourd'hui résolues, ni même discuter à nouveau toutes celles qui sont encore contestées, en un sujet dont la *littérature* est à cette heure si abondante et si riche. Un simple coup d'œil sur les deux excellens articles de M. Rocquain, dans le *Journal des Savans* de 1872, donnera la mesure de l'état des connaissances et des controverses de détail admises à cet égard. C'est sur des points de vue particuliers, ou non encore suffisamment éclaircis, que je voudrais diriger l'attention et faire ainsi franchir un pas de plus à la science, déjà si avancée en cette partie. L'exposition de quelques recherches personnelles sera donc l'objet principal de ces études en même temps que l'examen critique de certaines idées actuellement en circulation.

II.

Il est tout d'abord acquis et convenu qu'une histoire de Grégoire VII ne saurait se borner à l'histoire des douze années de son pontificat, de 1073 à 1085. Il a été dans la destinée de ce grand personnage de régner sur l'église bien longtemps avant d'être pape, et de prolonger son empire bien longtemps après sa mort. Je considère comme une véritable lacune du bel ouvrage de M. Villemain de s'arrêter et de couper court à la mort de Grégoire VII. En isolant même le conflit de la papauté avec la maison de Franconie du conflit ouvert plus tard avec la maison de Souabe, ce qu'avec raison s'est abstenu de faire M. Mignet, il est impossible d'avoir une idée juste du premier et d'en fixer le caractère sans en poursuivre l'histoire jusqu'au traité de 1122, qui a mis fin à la célèbre querelle des investitures, sous l'empereur Henri V; on n'en aurait même qu'une imparfaite notion, si l'on s'arrêtait à la mort tragique et misérable de l'empereur Henri IV (1106). Qu'on juge par ce seul et premier mot de l'étendue historique du sujet ! Eh bien ! l'ombre de Grégoire VII plane sur cette époque entière, son souffle anime tout jusqu'à la fin de la lutte; il en a la gloire et la responsabilité. C'est ainsi que l'ont compris Gfrörer et Giesebrecht, et, envisagée sous cet aspect, la lutte est une vaste épopée qui est marquée souvent de l'empreinte fatidique des temps antiques et primitifs (1). Le conflit

(1) Sauf quelques préjugés que je ne partage pas, cette épopée historique a été exposée avec beaucoup de talent par un écrivain belge dont le mérite et les travaux ne sont pas assez appréciés en France. Je veux parler de M. F. Laurent, professeur à l'université de Gand. Voyez ses *Études sur l'histoire de l'humanité*, t. VI : *la Papauté et l'empire*, 1865, in-8°.

est même devenu plus ardent et plus acharné, après la mort de Grégoire VII, qu'il ne l'était de son vivant. Les grandes misères d'Henri IV sont postérieures à 1085; mais la pensée, les ordres, la résolution de Grégoire VII, dominent tous les événemens; ses successeurs ne reculent devant aucune extrémité. Grégoire est incomplet, si on le sépare de la principale conclusion de son entreprise, qui est l'émancipation de la papauté; or l'affranchissement n'est obtenu qu'à l'extinction de la maison de Franconie. La transition de la liberté à la domination est à la vérité dans le programme, mais elle marque une autre phase de la lutte, tout en s'enchaînant avec elle. L'histoire spéciale de Grégoire VII commence donc nécessairement à l'époque où le moine Hildebrand part de Cluny ou de Worms avec le pape Léon IX, en 1049, et se prolonge jusqu'au premier quart du siècle suivant. Telle est la carrière à parcourir pour arriver seulement au dénoûment du premier acte de ce grand drame.

Mais, avant de prendre la voie qui nous y mène, il faut connaître quelle était la condition de la papauté antérieurement à cette époque, afin d'apprécier la profondeur de l'abîme d'où Grégoire VII a retiré l'église et le pontificat. Il est juste pourtant d'avouer, ce qu'on a trop oublié de constater, que l'empire avait été le premier sauveur de la papauté. Sans parler de l'empire franc, qui, dans la personne de Charlemagne, a délivré les pontifes romains de la tyrannie lombarde et du joug de l'arianisme italien en assurant au saint-siége une indépendance protégée (1) par l'empire, la papauté a été redevable aux Ottons d'être purgée des abominables souillures dont l'avaient couverte les factions féodales des comtes de Tusculum et autres châtelains établis dans les quartiers fortifiés de la Rome des césars ou dans sa banlieue. Les désordres commencent à l'époque où décline et s'éteint la descendance masculine de Charlemagne sur le trône de l'empire. Pendant cette période de désorganisation où tout a tourné au fief, resté la seule garantie d'ordre social au milieu de la décomposition de la société carlovingienne, le démembrement féodal, que n'avait pu empêcher ni maîtriser la maison de Spolète, héritière nominale de l'empire, fit passer la papauté de la protection canonique des empereurs à la sujétion des petits dominateurs seigneuriaux de la campagne romaine (2). La papauté comme l'épiscopat tombèrent en régime féodal, et les feudataires latins exploitèrent comme un fief l'élection

(1) Voyez les lettres 77 et suiv. d'Adrien Ier dans les *Monumenta carolina* de Jaffé.

(2) L'histoire des comtes de Tusculum et des Crescenzi est encore à faire. Le Vatican en recèle les matériaux inédits. Cependant Gregorovius en a donné les élémens principaux. Voyez sa *Gesch. der Stadt Rom*, t. III. — Cf. aussi les *Memorie istoriche dell' antico Tuscolo*, da Dom Barn. Mattei; Roma, 1711, in-4°.

papale, qui jadis était l'attribut de la municipalité romaine et du clergé, sous l'approbation ou confirmation impériale, comme on le voit dans les annales d'Éginhard et dans le continuateur de Paul Diacre (1).

Les scandales inouis dont la dépravation féodale a souillé la papauté, les déportemens de tout genre dont Rome a été le théâtre à cette époque et qui se sont prolongés pendant trois quarts de siècle, sont connus de tout le monde : ils sont écrits partout, et ma plume se refuse à les écrire encore. Sans recourir à Baronius, qui n'a pu ni voulu les voiler, un simple coup d'œil sur les notices des papes du monument bénédictin de l'*Art de vérifier les dates*, ou mieux encore le tableau indigné que la vérité arrache à l'impartialité de M. Mignet (2), en fourniront le récit aux curieux. M. Villemain en a retracé les principaux détails avec l'accent éloquent de l'honnêteté révoltée. La dissolution de la Rome des césars n'a pas donné le spectacle de plus odieux débordemens que la Rome des papes du xe siècle. Si quelques âmes timorées sont affligées de ces paroles, ceux qui savent les choses me trouveront prudent et réservé de n'en pas dire davantage. On se demande comment la papauté a pu survivre à une telle crise, et la grande image de durée par laquelle Macaulay a exprimé la vitalité de cette institution se présente spontanément à l'esprit. Le péril que courait la papauté n'a point échappé aux contemporains : aussi, lorsqu'à la fin de ce xe siècle s'assembla dans les Gaules le concile célèbre de Saint-Basle près Reims, convoqué pour juger un prélat accusé de prévarication, en présence des deux rois Hugues Capet et Robert, un évêque éloquent et irréprochable, celui d'Orléans, s'écriait douloureusement :

« Oh! déplorable Rome, qui, après avoir éclairé nos aïeux de la lumière des saints pères, as versé sur nos temps agités de noires ténèbres qui seront diffamées dans les siècles à venir! nous avons appris qu'il exista jadis sur ton siége des Léon, des Grégoire, des Gélase, des Innocent. Elle est longue, la suite de tes pontifes qui remplirent l'univers de leur doctrine, et c'est avec justice que l'église universelle était confiée à la direction de tels hommes qui, par leur science et leur vertu, surpassaient tous les mortels, et cependant, même à une si heureuse époque, le privilége de la suprématie te fut contesté par les évêques d'Afrique, redoutant, je le crois, les misères que nous souffrons aujourd'hui, — car que n'avons-nous pas vu dans ces derniers ans? Nous avons vu Jean Octavien, vautré dans le bourbier de la débauche (3);... des dynasties de femmes

(1) Voyez aussi la constitution d'Adrien Ier, dans le Décret de Gratien, dist. L. XIII. c. 22.
(2) Voyez le *Journal des Savans*, janvier 1871.
(3) « Vidimus Johannem, cognomento Octavianum, in volutabro libidinum versatum. »

perdues disposant du pontificat, occupé par des monstres remplis d'ignominie (1) et dépourvus de la science des choses divines et humaines!.. Et au milieu de ces vices, Rome est devenue une ville vénale, qui pèse ses jugemens dans la balance au poids des écus... O temps infortunés où l'église est frustrée d'un si grand soutien! A quelle source faut-il désormais recourir pour y trouver la science et la doctrine? Rome, après la chute de l'empire romain, a perdu l'église d'Alexandrie, celle d'Antioche, ces lumières des temps apostoliques. Ne parlons de l'Afrique pas plus que de l'Asie. Voilà que maintenant Constantinople s'est séparée d'elle, et que l'Espagne s'éloigne de son giron. L'Europe chrétienne se déchire; les mystères d'iniquité du temps final sont-ils près de s'accomplir (2)? »

Le rédacteur de ces doléances était le célèbre Gerbert, qui fut pape plus tard sous le nom de Sylvestre II. Eh bien! c'est de cet abaissement que les Ottons ont relevé la papauté. Appelé en Italie par les papes eux-mêmes pour mettre à la raison la faction puissante des comtes de Tusculum et pour imposer le frein d'une règle tutélaire aux élections pontificales de la municipalité romaine, Otton le Grand, par son énergie, rétablit la papauté dans son ancienne dignité, et s'érigea en réformateur de l'église, aux applaudissemens de la chrétienté. L'empire d'Occident fut rétabli en son honneur et à son profit après une longue interruption, et les anciens droits de patronage sur l'église, qu'avaient exercés Constantin et Charlemagne, furent ravivés en l'honneur et au profit de la maison impériale de Saxe. Otton le Grand fut provoqué à se poser comme arbitre de la papauté. Afin d'assurer le triomphe des bonnes mœurs à Rome, et la sincérité de l'élection du pape, le puissant roi de Germanie fut non-seulement invité à reprendre l'ancien droit carlovingien de la confirmer, mais encore à exercer le droit nouveau d'y pourvoir. Léon VIII, qu'Otton le Grand avait fait élire en remplacement de Jean XII, lequel fut déposé, proposa dans un concile convoqué à Rome et décréta le canon qui suit, en 963 : « Nous Léon évêque, *episcopus, servus servorum Dei*, assisté du clergé romain et avec l'adhésion de tout le peuple de la ville, à l'exemple de ce que notre prédécesseur Adrien avait établi en faveur du roi des

Voyez les actes du concile de Saint-Basle dans les œuvres de Gerbert, édit. de M. Olleris, in-4°, p. 173 à 236 (1867), et dans la collection de M. Pertz, t. III, p. 658.

(1) « Succedit Romæ in pontificatu horrendum monstrum, Bonifacius, cunctos mortales nequitia superans. » *Ibid.*, p. 205, Olleris. — Baronius, parlant d'un autre pape de ce temps, l'appelle *Sergius ille nefandus*. Annal., *ad Serg.* III.

(2) « O infelicia tempora, quibus patrocinio tantæ frustramur ecclesiæ! Ad quam deinceps urbium confugiemus, cum omnium gentium dominam humanis ac divinis destitutam subsidiis videamus?.. Fit ergo discessio, non solummodo gentium, sed etiam ecclesiarum... Jam mysterium iniquitatis operatur, etc.» — *Ibid.*, p. 213, Olleris.

Francs et des Lombards, Charles le Grand, nous concédons, établissons et confirmons en faveur d'Otton Ier, victorieux roi des peuples teutoniques, et de ses successeurs dans le royaume d'Italie, la perpétuelle faculté d'élire et d'ordonner nos successeurs pontifes, du siége apostolique romain, et par conséquent aussi les archevêques et évêques de ses états, sauf aux élus à obtenir l'investiture et consécration des mains de qui il appartiendra (1). » Léon VIII ajoutait l'excommunication contre tout contrevenant à son décret. Il mit l'épiscopat et la papauté à la discrétion de l'empereur Otton le Grand et de ses héritiers dans l'empire. Le pape n'était plus qu'un fonctionnaire impérial.

Quelque énorme qu'il paraisse aujourd'hui, cet acte a été le salut de la papauté au xe siècle malgré les obstacles qu'en a rencontrés l'exécution. La maison de Saxe était une famille religieuse, fort attachée au catholicisme, et qui fut secondée par tous les hommes persuadés de la nécessité d'une réforme dans le régime de l'église. Grâce à la terreur de l'empire, les grands scandales de Rome disparurent; mais la turbulence féodale et municipale ne put être définitivement comprimée, les violences locales se reproduisirent, et la dynastie saxonne s'éteignit avec Henri *le Saint*, sans avoir rétabli l'ordre dans la succession et l'administration régulière du pontificat romain. Un seul point était acquis, c'était le droit politique de l'empereur sur l'élection pontificale, droit reconnu salutaire alors par la papauté, qui par là fut préservée du retour des événemens détestables du xe siècle. L'assujettissement de la papauté à l'autorité des Saxons était en effet un mal moindre que sa dégradation morale sous l'influence des Marozie et des Theodora; seulement un autre abus se fit jour, protégé par l'action persistante de l'oligarchie féodale, la simonie appliquée à toutes les charges de l'église et spécialement au pontificat romain. Benoît IX vendit la papauté à Grégoire VI. Le commerce des dignités de l'église remplaça les désordres de la débauche dans l'administration de la chré-

(1) L'authenticité de cet acte, dont on trouve le texte dans le fameux Décret de Gratien (*Dist.* LXIII, c. 23), a été contestée. Voyez le *Corp. jur. canonici* de Richter, p. 209, Leipzig 1839; mais tous les manuscrits de la compilation célèbre du moine bénédictin de Bologne en renferment l'insertion, et le texte a été retrouvé dans d'autres manuscrits antérieurs à l'époque où vécut Gratien (1150), lequel ayant composé son livre dans l'intérêt de la papauté, y ayant donné place à des actes faux, favorables à la cour de Rome, ne peut être tenu pour suspect quand il s'agit d'un décret favorable à l'empire. Ni le savant canoniste Antoine Augustin, ni Baluze n'ont récusé la véracité du décret de Léon VIII, qui concorde avec tous les actes de l'histoire contemporaine. Voy. *De emendat. Gratiani*, édit. de Riegger, 2 vol. in-12, 1764. Théod. de Niem a publié l'*instrumentum* complet de l'acte du synode romain, d'où Gratien a extrait le texte dont il s'agit. Voyez les *Constit. imper.* de Goldast, t. Ier, p. 221 et suiv. (4 vol. in-fo, Francfort 1713).

tienté. On acheta un évêché comme on achète aujourd'hui une charge de notaire.

Telle était la situation à l'avénement de la maison de Franconie au trône impérial, en 1024. La simonie était le fléau de l'église; de l'Italie, elle se répandit en Allemagne et partout. Le dernier des Ottons et Henri *le Saint* eurent la main trop faible pour la réprimer; la pratique en devint universelle. Les premiers Franconiens avaient la main forte, ils pouvaient remédier au mal, étant d'accord avec le saint-siége; mais Conrad III n'eut que des intentions : il était trop affairé en Allemagne par l'établissement de sa dynastie pour se laisser détourner à des réformes difficiles et même à celles de l'église romaine. Son fils Henri III, plus heureusement placé, porta vers l'un et l'autre objet l'attention d'un esprit vigoureux et droit, car les choses de l'église avaient alors une importance politique dont on se rend difficilement un compte exact aujourd'hui. En ce faisant, non-seulement l'empereur agissait en habile politique, il agissait encore en souverain armé de la force des lois. Il était évêque extérieur et plus encore, d'après les décrets d'Adrien Ier et de Léon VIII, et l'intérêt de l'état exigeait son intervention. En effet, le relâchement de la discipline religieuse n'avait plus de limite; de la simonie, le sacerdoce passait au concubinat. La plupart des évêques et une bonne part du clergé séculier donnaient cet exemple déplorable. Au xe siècle, la corruption était à Rome plutôt que dans l'épiscopat; on se souvient du langage de l'évêque d'Orléans au synode de Saint-Basle. Au xie siècle, la régularité se rétablissait à Rome, mais la corruption avait pénétré dans les degrés inférieurs de la hiérarchie. L'Allemagne et l'Italie en étaient le plus infectées en Europe. L'administration de Henri III est sous ce rapport un modèle de sagesse, de prévoyance et de fermeté. Ce prince éclairé avait compris son temps et son intérêt. Notre époque est travaillée à cet égard de bien des chimères que ne partage point la masse des populations, la philosophie étant une vertu privée et non une condition sociale. Le désintéressement de l'état en matière de religion est un appel à une révolution religieuse, et l'état ne peut qu'y perdre, à moins qu'il ne fasse lui-même la révolution.

Ces maximes n'auraient pu être politiquement contestées au xie siècle. L'esprit religieux était l'esprit général du temps, l'objet de toutes les préoccupations, et non-seulement toute force sociale en émanait, mais le destin de la civilisation en dépendait, car c'était l'unique correctif de la violence féodale et militaire qui débordait partout. Dans l'église d'ailleurs étaient alors les lumières de l'esprit humain, et l'organisation ecclésiastique concentrait en ses mains toutes les ressources morales de la société. L'église apparaissait en tout et partout, et les armées nombreuses de l'ordre monastique

mettaient à sa disposition des moyens d'action incomparables, car chez les peuples la foi était vive, profonde (1), et la disposition à l'admission du merveilleux était universelle. L'histoire de la propagation monastique en Europe est une étude du plus haut intérêt pour l'histoire de la civilisation elle-même; elle a fait depuis longtemps l'objet des travaux érudits des hommes les plus éclairés, et dans ces derniers temps elle a été traitée avec un grand talent par un illustre écrivain auquel je ne reprocherai que d'y avoir porté une préoccupation moderne qui entache les conclusions de ses recherches historiques. En Allemagne, la fondation et la multiplication des monastères avaient été l'œuvre de Pépin et de Charlemagne, puis des Ottons, qui avaient fait, comme on l'a dit, de la Saxe jadis si rebelle une école de christianisme (2). Les moines et les seigneurs avaient pris partout possession de la propriété territoriale, mais les premiers la défrichaient, tandis que les seconds en négligeaient le soin et souvent la dévastaient. Les monastères et les châteaux-forts couvraient le sol de l'Europe, et les moines, jadis les soldats des évêques, affranchis plus tard de leur juridiction, devenaient insensiblement d'actifs auxiliaires de la suprématie romaine, qui s'appuyait sur eux. Ces résultats s'étaient produits en Allemagne plus qu'ailleurs encore. Les moines y formaient la démocratie du christianisme; l'épiscopat en était l'aristocratie, par les mœurs, la naissance et l'autorité, qui se confondait avec l'autorité féodale, car nulle part l'épiscopat n'était plus riche en fonds de terre qu'en Allemagne, où la sécularisation des évêchés a payé bien des révolutions. Le pontificat papal et épiscopal relevait de l'empire par le droit d'élection, mais le couvent ne relevait que de l'église, c'est-à-dire du pape. Les empereurs étaient donc obligés par la nécessité des choses à se mêler beaucoup du gouvernement de l'église, qui s'identifiait avec le gouvernement de l'état, en un siècle où l'église était tout et partout. C'était un grand écueil.

Ces difficultés se compliquaient de circonstances nouvelles et cri-

(1) Elle était quelquefois d'une singulière naïveté. Le respectable Pierre Damiani exhorte un moine à ne pas manquer de réciter le petit office de la Vierge, et rapporte à ce sujet l'exemple d'un clerc qui, étant malade à l'extrémité, fut visité par la sainte Vierge qui lui fit couler de son lait dans la bouche et le guérit à l'instant. Voyez Fleury, *Hist. eccl.*, liv. LX, 54.

(2) J'ai donné, dans le premier volume de mon *Histoire du droit français au moyen âge*, le tableau de la propagation monastique pour la France. M. Mignet avait avant moi publié le savant mémoire dans lequel il expose la conversion de l'Allemagne au christianisme et l'établissement de l'ordre monastique en ce pays. Ozanam a traité le même sujet à un autre point de vue, et M. de Montalembert après lui, dans ses *Moines d'Occident*. Pour les matériaux de l'histoire générale du sujet, voyez Mabillon, *Annales ord. S. Benedicti*, 6 vol. in-fol., et *Acta sanctorum ord. S. Benedicti*, 9 vol. in-fol., enfin Cf. la *Collectio script. rer. hist. monast. eccles.* de Kuen, 6 vol. in-fol., Ulm 1753 et suiv.

tiques qui se manifestaient dans l'église et dans l'état. Dans l'église, il était malaisé d'éviter l'envahissement des passions et des abus de la féodalité, et le concours de l'autorité impériale à la réforme ecclésiastique suscitait le conflit ainsi que la rivalité du saint-siége lui-même, amoindri par l'action impérative et coercitive du souverain, lequel était en réalité pape autant qu'empereur; si le souverain n'était pas habile, religieux et circonspect, la tutelle impériale se transformait en un joug oppressif, insupportable pour l'église. Ainsi le mal de l'église était grave, et le remède aussi périlleux que le mal. En ce qui touche l'empire, l'immixtion du pouvoir politique dans la discipline religieuse pour réprimer la simonie et le concubinat sacerdotal exposait l'empereur à la haine d'une classe puissante, à une époque où le pouvoir impérial éprouvait un affaiblissement notable par l'hérédité des fiefs arrachée au fondateur de la dynastie franconienne, à Conrad III. L'unité, l'efficacité du pouvoir impérial était ébranlée par cette conquête de la féodalité allemande, et la discipline politique devenait aussi difficile à maintenir que la discipline religieuse à rétablir. A cet embarras administratif se joignait pour les Franconiens un embarras politique, non moins sérieux, par la substitution de leur dynastie à la dynastie saxonne. La prudence de Conrad III et l'habileté ferme d'Henri III avaient conjuré ces dangers divers; mais la mort prématurée d'Henri III, laissant un enfant de cinq ans pour héritier, détermina l'explosion des orages.

La connaissance de ces embarras politiques de l'Allemagne est indispensable pour expliquer l'entreprise de Grégoire VII. Elle me semble avoir été négligée par les historiens de ce pontife. Voici l'origine et les traits principaux de ces difficultés.

III.

A l'extinction de la race masculine de Charlemagne sur le trône de Germanie, par la mort de Louis *l'Enfant*, en 911, l'hérédité faisant défaut, les peuples germaniques recoururent à l'élection, d'après les anciennes coutumes du pays. Deux peuples ou races et deux maisons princières se trouvèrent en concurrence pour obtenir la couronne. Les peuples alors en lutte de prépondérance étaient les Saxons d'une part, les Francs orientaux ou Franconiens de l'autre. Les deux maisons princières étaient celles qu'on a désignées depuis sous le nom de maison impériale de Saxe et de maison de Franconie. Ces deux maisons, puissantes par l'étendue de leurs domaines, leur influence et le nombre de leurs hommes, descendaient de Charlemagne par les femmes, et à ce titre elles se recomman-

daient au choix des Allemands, si respectueux pour le sang du grand empereur envers lequel ses descendans avaient eu si peu de respect eux-mêmes; mais chacune avait des titres particuliers aux yeux des peuples dont ils étaient les candidats. La maison de Saxe descendait aussi par les femmes de Wittikind, l'indomptable champion de l'indépendance saxonne. Elle avait hérité en partie des grands biens que Charlemagne avait abandonnés à ce dernier après sa soumission, et la Saxe, qui comprenait alors presque tout le nord de l'Allemagne, leur était profondément dévouée. La maison conradinique ou de Franconie avait élevé et maintenu la haute estime dont jouissaient les Francs orientaux, qui avaient été l'appui principal de la royauté de Germanie créée par le traité de Verdun, et récemment elle avait frappé l'imagination allemande par sa lutte à toute outrance contre la maison célèbre de Bamberg, dont elle avait triomphé et qu'elle avait obligée de transporter bien loin sa demeure et sa destinée, sur la marche orientale (*Œsterreich*) où elle a fondé la première maison d'Autriche. L'origine de cette maison, appelée conradinique parce que presque tous ses premiers membres s'appelèrent Conrad, se perdait dans la nuit des temps, mais son siége principal avait été le comté de Worms et pays avoisinans. Le Nassau est un débris de ce patrimoine primitif. Les Francs orientaux, parmi lesquels se confondirent les Thuringes, et les Saxons devenus chrétiens civilisés étaient alors les peuples prédominans en Germanie. Les autres *nations*, comme elles s'appelaient elles-mêmes, telles que les Lorrains, les Bavarois, les *Allemani*, n'étaient point en mesure de disputer la prépondérance aux deux premières.

La maison de Saxe avait alors pour chef le duc Otton, dit *l'Illustre*, gendre de l'empereur Arnoul, vieillard magnanime qui, craignant pour l'Allemagne des divisions fatales, si l'élection était emportée de haute lutte par l'un des compétiteurs, donna l'exemple de la générosité, et conseilla aux Saxons de laisser passer un Franconien à cette première épreuve de l'éligibilité du trône. — Sur les conseils et l'impulsion du vénéré duc de Saxe fut donc élu Conrad Ier, dit de Fritzlar, duc de la France rhénane, lequel a inauguré le système électoral qui fut pendant plus de neuf cents ans la loi de l'empire germanique. A la mort de Conrad Ier, fidèles à l'engagement d'honneur qu'il avait contracté, les Francs orientaux portèrent leurs suffrages sur Henri, appelé l'Oiseleur, duc de Saxe, fils d'Otton l'Illustre et père de l'empereur Otton le Grand; mais, malgré cet échange de procédés et de générosité, les deux peuples et les deux maisons restèrent en froideur. La possession de plusieurs duchés avait paru à la maison de Franconie une compensation incomplète de ce qu'elle avait perdu, et des relations peu affectueuses s'étaient

maintenues entre les Francs et les Saxons. Lorsque s'éteignit la dynastie ottonienne, la maison de Franconie se représenta aux suffrages des Allemands réunis dans une plaine près du Rhin, et emporta non sans peine l'élection en 1024. L'élu fut Conrad II, dit le Salique ou de Waiblingen, qui se concilia l'estime par l'extension des limites germaniques en assurant à l'empire allemand la succession du royaume de Bourgogne ou d'Arles, mais qui fut obligé de consacrer l'usurpation de l'hérédité des fiefs de la part de la grande féodalité allemande, enhardie par le rétablissement des grands duchés qu'elle avait obtenu des derniers Ottons.

La Saxe souffrit avec une impatience non déguisée le retour des Franconiens à la couronne de Germanie. Il y avait encore sur son vaste territoire des familles illustres qui étaient du sang de ses ducs, et que la tradition rattachait à la race de Wittikind. De ce nombre étaient la puissante maison comtale de Nordheim et la première maison margraviale de Brunswick, qui descendaient de Henri le Querelleur, frère d'Otton le Grand, — la maison de Billung, titulaire du duché de Saxe depuis l'élévation des Ottons à l'empire, leur égale en influence dans l'Allemagne du nord, et dont les immenses possessions ont formé plus tard les états de plusieurs maisons princières, — les comtes de Vettin, palatins de Saxe, margraves de Misnie, alliés des Nordheim et aïeux de la maison de Saxe d'aujourd'hui. Vainement les Franconiens avaient transporté leur résidence à Goslar, la ville chérie de Henri l'Oiseleur, au centre de la Saxe. Le contact de la race franque n'avait fait qu'aigrir les Saxons, et la translation bienveillante de la demeure royale à Goslar avait été prise comme une insulte. Vainement encore Henri III avait cru satisfaire l'ambition des Nordheim en conférant au chef de leur maison le beau duché de Bavière ; la race querelleuse des Nordheim avait pris pour un exil la collation de ce riche gouvernement. Tous ces grands feudataires n'avaient qu'à lever leur bannière pour entraîner encore les peuples à leur suite, comme avaient fait jadis leurs devanciers les *herzogs* ou ducs des vieilles bandes teutoniques. L'influence des uns et l'entraînement des autres étaient restés dans les mêmes conditions. Quant aux nombreux monastères de la Saxe, si opulens, si populeux, ils étaient aussi restés fidèles à la mémoire des Ottons, et leur sympathie pour les passions saxonnes n'était douteuse pour personne; la postérité en garde le témoignage dans les chroniques parvenues jusqu'à nous, par exemple celles d'Hildesheim. Les prélats originaires des bords du Rhin que les Franconiens avaient transférés sur les siéges épiscopaux de l'Allemagne du nord étaient odieux aux populations. L'antipathie populaire accueillait tous les actes de la souveraineté franconienne.

Dans le sud de l'Allemagne, des symptômes d'agitation provenant d'autres causes se manifestaient. La société féodale y était plus avancée que dans le nord, où l'on se ressentait davantage de la condition sociale de l'ancienne Germanie. Sur les débris des constructions romaines, la féodalité édifiait des tours menaçantes, des châteaux-forts, et transportait sur les pics des montagnes les centres d'action que la société romaine avait établis dans les cités, dans les plaines fertiles, au bord des fleuves majestueux. Les monastères s'entouraient de moyens de défense contre la violence armée, et tous les intérêts réclamaient la protection des possesseurs de fiefs assez forts, assez redoutés, pour imposer le respect et la subordination. En ces contrées s'agitaient pleins d'ambition, cherchant la fortune et construisant leur puissance, des feudataires passant alternativement de la chevalerie au brigandage, toujours prêts à la révolte ou à la soumission envers la royauté, selon que celle-ci était impuissante à les réduire ou énergique à réprimer leurs désordres. On remarquait dans l'Alemannie ou Souabe les descendans des anciens bénéficiers, des ducs ou *Kammerboten* supprimés par les Carlovingiens, continuels agitateurs d'une contrée où ils semblaient identifiés avec le sol, et rivaux secrets de tout pouvoir qui s'élevait sur les ruines de leur puissance passée; la guerre y était prête à éclater à chaque instant suivant les tentations de la passion ou les chances du succès.

Près du Rhin et dans sa longue vallée, ou sur les passages des montagnes, se montraient menaçans les Zäringhen, race turbulente, audacieuse, avide, aspirant à reprendre une domination que, selon la tradition, ses ancêtres avaient perdue, prête à tout entreprendre pour retrouver la puissance et l'éclat, — en Alsace, des dynastes remuans qui tramaient d'intelligentes et hardies intrigues, tantôt dans la Basse-Lorraine, tantôt en Helvétie, tantôt dans l'Alp de Souabe. C'étaient les Rhinfelden, rameau détaché peut-être ou du moins allié de la vieille race de Gontran le Riche, — les comtes de Habsbourg, à qui le puissant évêque Werner de Strasbourg venait de construire leur célèbre forteresse sur les cimes de l'Aar, avec les pierres de Vindonissa, et qui cherchaient à développer sous l'empire de la maison de Franconie l'influence qu'ils avaient acquise sous la maison royale de Bourgogne, — les Kibourg, autre race brave et guerroyante, qui jouissait d'un grand crédit dans la vallée de la Thur, — la maison d'Alsace proprement dite, liée d'affinité à toutes les familles déjà nommées, et dont Henri III venait d'apaiser les désirs en confiant à Gérard, son chef, le duché de la Haute-Lorraine, où ses descendans ont régné pendant tant de siècles avant d'aller s'asseoir sur un des premiers trônes de l'Europe, — les Welfs d'Altorf, qui s'éteignaient à Weingarten, mais en se

substituant les Welfs de Modène, qui s'unissaient par mariage aux Nordheim, et qui bientôt allaient, ennemis jurés des Waiblingen, bouleverser l'Allemagne et l'Italie, non moins dangereux ennemis de l'empire d'Occident du moyen âge que l'avait été le Welf lieutenant d'Odoacre pour l'empire romain d'Augustule. Les routes fameuses de Coire, de Bregenz et de l'Adige étaient souvent envahies par des bandes féodales qui entravaient les communications de l'Allemagne et de l'Italie. Sur d'autres points abordables des Alpes, les marquis de Suse ou de Turin, maîtres de passages qu'ils vendaient chèrement à l'occasion, se montraient redoutables à l'empire, et les comtes de Maurienne, issus des Bosonides, étaient du haut de leurs donjons à l'affût des bonnes rencontres et d'une puissance à conquérir. Sous ces chefs accrédités, une multitude belliqueuse de nobles aventuriers suivait le destin des entreprises et les chances des combats.

En Bavière, de vieilles races nationales s'émouvaient de leur côté. Les ducs carlovingiens y avaient été aussi dépossédés jadis, et leurs héritiers ou alliés étaient prêts à passer toujours du mécontentement à la révolte. Les couvens y étaient riches et nombreux, ouvertement hostiles à la maison de Franconie, et leur inimitié est venue jusqu'à nous, dans les fragmens échappés de la très ancienne chronique d'Altaha, et surtout dans la chronique de Reichensperg, où le fougueux moine Gerhoh avait répandu le fiel de la haine et de la calomnie contre l'empereur Henri IV. Au nord comme au midi, la dynastie franconienne était donc sourdement menacée; il lui restait les vallées de la Meuse, de la Moselle et du Rhin, où la sympathie pour les Francs orientaux était prononcée. L'épiscopat de ces contrées était surtout très favorable aux Franconiens, de même que l'épiscopat de la Haute-Italie. Nonobstant de tels embarras, Henri III avait gouverné d'une main ferme; il allait réformer l'état et l'église pour son compte et de son autorité, lorsque la mort le surprit à la fleur de l'âge et après onze ans de règne, le 5 octobre 1056, laissant pour lui succéder un enfant de six ans, qui a été l'empereur Henri IV, sous la tutelle d'une mère intelligente, honorée, que l'Allemagne a payée d'ingratitude, peut-être parce qu'elle était originaire d'Aquitaine, et qu'il avait entourée des conseils de l'épiscopat du Rhin. A cette époque apparaît sur la scène de l'histoire le moine Hildebrand.

CH. GIRAUD.

(La seconde partie au prochain n°.)

L'ARCHÉOLOGIE ET L'ART

I. *Fouilles et découvertes*, par M. Beulé, 2 vol. in-8°; Paris 1873.
II. Exposition à l'École des Beaux-Arts des dessins de Léon Vaudoyer.

On sait quels progrès ont été accomplis de nos jours dans l'étude raisonnée, dans l'intelligence intime des œuvres de l'art ancien, et avec quel profit pour tout le monde ce qu'on pourrait appeler l'archéologie esthétique a remplacé la science sans portée philosophique, comme sans application immédiate, dont quelques initiés se contentaient autrefois d'échanger entre eux les témoignages. Le temps est loin déjà où les érudits n'interrogeaient guère les monumens antiques qu'afin d'en établir la date, d'en constater les caractères matériels, ou tout au plus d'en expliquer la destination primitive par des éclaircissemens historiques fort indépendans des questions de doctrine et d'art proprement dit. Le temps est bien passé aussi où le public se désintéressait de ces problèmes si maigrement posés, si sèchement résolus, où son indifférence s'étendait même aux objets mis en cause et punissait en quelque sorte l'antiquité tout entière des torts que s'étaient donnés ceux qui s'occupaient d'en inventorier les ruines au lieu d'en ressusciter l'esprit. Aujourd'hui l'opinion, à la fois mieux conseillée et plus active, n'a garde de se détourner d'études qui n'ont plus, Dieu merci, pour objet l'ordre purement chronologique ou la simple nomenclature des choses. Grâce à cette nouvelle école archéologique dont les travaux, à peu près contemporains des tableaux d'Ingres et des dessins de Duban, tendent, comme ces nobles œuvres, à nous révéler les grandeurs morales aussi bien que les coutumes extérieures de l'antiquité, celle-ci a cessé d'être pour nous une lettre morte et pour les savans eux-mêmes une énigme dont ils se croyaient seuls en droit de posséder la clé. Les défiances ou les préjugés ont été ainsi écartés de part et d'autre. Ceux qu'effarouchaient les ha-

bitudes un peu pédantesques où la science affectait de se cantonner se sont facilement laissé prendre aux avances qu'elle leur a faites de bonne grâce. De leur côté, les antiquaires de profession ont renoncé à leur rôle de docteurs à huis-clos pour celui d'instituteurs publics, d'initiateurs à la façon des artistes, et l'on serait maintenant aussi mal venu à se passer du beau dans l'exposé ou l'interprétation des faits archéologiques qu'à négliger l'examen de ces faits mêmes, sous le prétexte qu'ils n'ont qu'une utilité indirecte ou qu'ils n'intéressent qu'une étroite curiosité.

Parmi les hommes qui dans notre pays se sont appliqués à déterminer cette réforme, à stimuler ou à confirmer ces progrès, M. Beulé, on le sait, a depuis longtemps déjà marqué sa place. Lorsque, il y a plus de vingt ans, les fouilles entreprises par lui avec une hardiesse véritablement inspirée aboutissaient à la découverte de l'entrée et des murs de l'Acropole, le nom du jeune membre de l'École d'Athènes acquérait du jour au lendemain une notoriété que devaient accroître bientôt d'autres recherches aussi résolûment tentées sur le sol qui avait porté Carthage. Plus tard, la publication d'ouvrages dans lesquels l'histoire de l'art grec et celle de l'art romain aux grandes époques était racontée ou commentée avec une simplicité habile et une érudition courtoise, — un cours d'archéologie fait à la Bibliothèque devant un auditoire plus nombreux d'année en année et d'autant mieux converti aux vérités scientifiques qu'elles lui étaient présentées sous des formes moins systématiquement austères, — d'autres travaux, d'autres services encore, ont achevé de justifier la réputation que M. Beulé avait conquise dès le début et de rendre presque populaires des études que, sauf les gens du métier, personne jadis ne se serait avisé d'aborder.

Suit-il de là que les procédés d'enseignement employés par l'école dont M. Beulé est un des représentans les plus accrédités courent le risque de compromettre la gravité nécessaire de la science et de lui faire perdre en majesté ce qu'elle peut gagner d'ailleurs en publicité ou en agrément littéraire? Faut-il confondre ces efforts pour intéresser chacun de nous aux questions archéologiques avec les tendances de certains peintres contemporains qui n'envisagent dans l'antiquité et ne savent rendre que les menus traits de mœurs, les curiosités anecdotiques? Ce serait se méprendre beaucoup. En voulant mettre à la portée de tous les exemples de l'art antique, les écrivains du groupe auquel appartient M. Beulé se gardent, dans le fond comme dans la forme, de sacrifier le devoir d'instruire l'intelligence au désir de la séduire ou de l'amuser. C'est la cause du beau, non celle du joli qu'ils plaident; ce sont les nobles souvenirs, les plus hautes traditions qu'ils entendent nous transmettre, même par les moyens en apparence les moins solen-

nels, et, quelle que soit l'élégance des termes ou la familiarité du ton, les idées exprimées n'en demeurent pas moins, comme il convient en pareille matière, invariablement sérieuses, les doctrines supérieures aux petites vérités d'exception ou d'accident.

De là, sous des dehors d'innovation, le caractère foncièrement classique des entreprises de l'érudition moderne et la signification générale qu'elles comportent au point de vue des principes, tout en paraissant avoir pour objet l'étude spéciale d'un ordre de monumens, d'une localité, d'une époque. Les ouvrages entre autres que M. Perrot et M. Heuzey ont publiés sur l'*île de Thasos*, sur *le mont Olympe et l'Acarnanie*, les travaux de M. Victor Place et de M. Thomas sur *Ninive et l'Assyrie*, ne se recommandent pas seulement par l'authenticité ou la nouveauté des documens produits : ils nous apprennent à démêler certaines conditions morales sans lesquelles l'art et le beau n'existent pas, à reconnaître les lois immuables qui régissent au fond toute conception architectonique ou pittoresque, toute œuvre fondée sur l'expression de la forme, quelles que puissent être d'ailleurs la diversité des moyens d'exécution et l'inégalité des succès obtenus. Ils nous montrent enfin que, malgré l'extrême différence des temps, des civilisations, des croyances ou des habitudes nationales, l'unité de l'art se perpétue sans démenti, se manifeste sans équivoque. La grandeur colossale des édifices asiatiques aussi bien que l'admirable proportion des temples grecs, procède d'intentions dont seront animés à leur tour les vrais artistes de tous les âges, parce que ces inspirations ou ces pensées tiennent à la nature même des choses, et correspondent à d'éternels besoins de l'âme humaine.

Je m'explique. Certes, à ne considérer que la beauté relative des résultats, on sera peu tenté de confondre les travaux d'architecture et de sculpture qui ont survécu à la ruine des villes de l'Assyrie et de la Grèce. Personne ne s'avisera d'étudier au même titre et avec le même zèle les restes du palais de Khorsabad et le Parthénon, les bas-reliefs ninivites et les *Panathénées* de Phidias; autant vaudrait professer une admiration égale pour les peintures des hypogées égyptiens et pour les fresques du Vatican. Ce que nous voulons dire seulement, c'est que, depuis les premiers efforts de l'art en Afrique et en Asie jusqu'à ses plus glorieux chefs-d'œuvre à Athènes et à Rome, tout atteste le développement continu de principes une fois révélés, d'instincts communs aux peuples ou aux générations qui se succèdent, comme les sentimens mêmes et les passions du cœur, — c'est que, sauf la variété des modes d'application et les influences plus ou moins fécondes exercées à de certains momens par les hommes de génie, la même foi, les mêmes désirs au moins inspirent chaque nouvelle entreprise, et que, s'il y a eu,

depuis que le monde existe, bien des œuvres dissemblables quant aux formes, bien des talens inégaux, bien des écoles, les élémens essentiels du beau et la fonction de l'art n'en ont pas été pour cela et n'en pourront jamais être absolument changés.

Le livre que M. Beulé vient de publier sous ce titre : *Fouilles et découvertes*, a, entre autres mérites, celui de nous rappeler ces vérités, bien qu'elles n'y soient nullement exposées à l'état de thèse, et qu'elles ressortent des faits rapportés par l'auteur plutôt que d'enseignemens formels et théoriques. Il semble même qu'en nous parlant des monumens qu'il a retrouvés ou des travaux qui honorent le plus ses confrères, M. Beulé se défende de produire des théories avec autant de soin que d'autres mettent parfois d'empressement à les étaler. Ce n'est pas assurément qu'il se contente d'analyser un à un les événemens qu'il nous raconte ou de décrire sans en dégager le sens les objets d'art qui ont passé sous ses yeux. Il explique à souhait le caractère, la beauté, la raison d'être de ces objets par la civilisation même à laquelle ils ont appartenu; il rattache ces événemens particuliers à la vie générale et à l'histoire du peuple qui les a vus s'accomplir, mais tout cela d'une manière si discrète, avec une telle crainte des insistances superflues ou de l'ostentation scientifique, qu'il faut en quelque sorte entendre l'écrivain à demi-mot et développer à part soi les données esthétiques qu'il livre, comme on complète par la réflexion les pensées d'un moraliste ou les jugemens succincts d'un historien.

C'est par là, c'est par cette sobriété fort contraire aux procédés de critique usités ailleurs que la méthode de M. Beulé est conforme aux saines traditions françaises, et qu'elle renouvelle dans ce qu'ils ont de meilleur certains exemples que nous a légués le passé. Nous disions tout à l'heure que, jusque vers la seconde moitié de ce siècle, la sécheresse des enseignemens et le parti pris par les savans de n'écrire à peu près que pour les académies avaient amené ce double résultat de supprimer le rôle de l'art dans les questions d'archéologie et d'ôter au public, avec les occasions d'apprendre, l'envie même de s'enquérir. Rien de plus vrai si l'on se rappelle par exemple ce qui se passait en France au temps du premier empire. Sauf Émeric David, Millin et peut-être un ou deux autres, les antiquaires croyaient devoir s'interdire comme un commentaire au moins inutile tout essai de démonstration, en dehors de la description ou de l'appréciation strictement technique des types, des monumens donnés. Chacun d'eux pensait avoir assez fait quand il avait restitué d'un bout à l'autre le texte d'une épitaphe, assigné une date à un fragment d'architecture, une destination spéciale à une statue; mais il n'en allait pas ainsi dans le siècle précédent. Caylus, Pierre Mariette, l'abbé Barthélemy, Falconet lui-même,

malgré le ton tranchant de sa critique, encouragée d'ailleurs aux paradoxes par les exemples et par l'amitié personnelle de Diderot, — tous avaient à cœur de faire tourner au profit de l'art moderne les souvenirs et les leçons de l'art antique; tous sentaient qu'en évoquant ces souvenirs, en proposant de pareils modèles à l'étude, ils n'avaient pas seulement la mission d'en prouver l'authenticité ou d'en grossir la liste, et qu'il s'agissait aussi pour eux d'en généraliser l'influence par des explications plus amples que la simple interprétation littérale, plus éloquentes que l'analyse purement scientifique. Avec des élémens d'information nouveaux et le plus souvent avec un talent littéraire supérieur à celui des érudits du XVIII[e] siècle, les archéologues de notre temps ont repris cette tâche interrompue pendant une cinquantaine d'années par les tentatives mesquines de l'esprit qui animait leurs prédécesseurs immédiats. Comme Pierre Mariette et comme Caylus, ils travaillent et ils réussissent à faire prévaloir l'autorité de ce qui est beau sur la signification limitée de ce qui n'est que rare; comme eux encore, ils étendent le champ de leurs observations au-delà des bornes fixées en apparence par la nature spéciale des objets à examiner. Contrôlant les œuvres de la statuaire ou de l'architecture antique par les œuvres de la peinture, les caractères d'un art local par l'histoire politique du pays où il s'est développé ou par les conditions ethnographiques, ils élèvent ainsi la critique partielle à la dignité d'une doctrine d'ensemble et l'étude des choses matérielles à la hauteur d'un exercice philosophique, d'un moyen de progrès pour les idées.

Une différence considérable toutefois est à noter dans les procédés employés aux deux époques pour se procurer des documens. Au XVIII[e] siècle, tout se passait à peu près sous le toit des musées ou des bibliothèques. Les savans, comme les simples curieux, ne consultaient guère que des monumens isolés de leur milieu primitif, ou, s'ils interrogeaient les ruines antiques sur le sol même qu'elles couvraient, c'était après que d'autres mains que les leurs les avaient recherchées et mises en lumière. Aujourd'hui les travaux de l'érudition sont les résultats d'entreprises tentées à force ouverte, d'efforts directs pour reconquérir ce que la terre avait enseveli. C'est à des ruines déblayées par leurs soins, à des fouilles poursuivies sous leurs yeux, que les archéologues demandent les secrets qu'on se contentait autrefois d'étudier en face de morceaux recueillis d'avance et déjà classés. Quelque chose de l'ardent intérêt qu'excitent la chasse et ses incertitudes, des espérances fiévreuses qu'éprouve le navigateur à la recherche d'un rivage inconnu, se mêle ainsi aux supputations scientifiques, aux patiens calculs de l'esprit. Tandis que le cœur bondit à chaque coup de pioche et que le regard plonge avidement dans chaque tranchée, la tête travaille

pour tirer parti des circonstances imprévues qui se produisent, ou, le cas échéant, pour avoir raison des obstacles. Et combien d'autres émotions peuvent s'ajouter encore à celles-là ! Quelles impressions profondes l'explorateur ne recevra-t-il pas du silence solennel qui l'environne, de l'aspect des lieux où il opère, de l'aube pleine de promesses d'un jour qui éclairera peut-être sa victoire ou du crépuscule attristé qui vient clore une série d'heures stériles ! M. Beulé, qui a bien connu ces émotions, les a plus d'une fois décrites en homme dont le temps et de nouveaux devoirs n'ont pas plus refroidi l'enthousiasme que déconcerté les souvenirs. Il y a quelques années, dans une solennité académique où il rendait hommage à la mémoire et aux travaux de son confrère M. Hittorff, il parlait avec une chaleur communicative des agitations saines, des légitimes ivresses réservées à celui qui entreprend de remuer un sol consacré par l'histoire pour y découvrir les restes vénérables de l'antiquité... « Les jours même, ajoutait-il, où la pioche de ses ouvriers ne rencontre que des gravois et des tessons, il entend des voix sans paroles, il entrevoit des ombres colorées..... Il n'est jamais seul dans sa solitude. Les cigales qui chantent dans l'olivier voisin, la bise qui fait siffler doucement le feuillage des pins, les flots qui expirent sur la plage avec un murmure cadencé, tout lui parle, tout a un sens, tout est pour son oreille comme le bruit de la société antique qui s'agite autour de lui. La beauté du climat ajoute à l'illusion des souvenirs, et la poésie des ruines devient à son tour une source d'inspiration. »

Les deux volumes récemment publiés témoignent à chaque page de cette sagacité du savant vivifiée par les passions de l'artiste, soit que M. Beulé nous retrace jour par jour les difficultés de plus d'une sorte qu'il lui a fallu vaincre, les découvertes partielles dont il s'encourageait, chemin faisant, avant d'arriver dans ses fouilles de l'Acropole à la pleine possession du trésor pressenti, — soit que, résumant les recherches qui devaient ailleurs encore aboutir à la justification de ses hypothèses érudites, il décrive l'effort tenté par lui pour retrouver à Carthage sous les ruines des constructions romaines quelque chose des anciennes constructions puniques, et pour reconnaître, pour relever avec une entière certitude le plan des ports de la ville. Enfin, s'agit-il de faire ressortir les mérites d'autres entreprises, la valeur d'autres trouvailles auxquelles il n'a point eu de part, de démontrer par exemple l'importance des conquêtes de M. Newton en Asie-Mineure, de M. Mariette en Égypte, de MM. Smith et Porcher à Cyrène, l'auteur des *Fouilles et découvertes* ne marchande pas plus la louange à ses rivaux qu'il ne renonce, même en traitant des sujets d'archéologie pure, à ses inclinations esthétiques et à ses habitudes littéraires. S'il examine de

près chaque question spéciale, il ne la sépare pas pour cela des faits plus propres encore à intéresser la pensée, et les succès d'autrui le touchent d'autant mieux qu'il fait à cette occasion un retour sur lui-même et sur les joies du même genre qui lui ont été données.

A vrai dire, tout n'est pas bonheur pourtant, tout n'est pas joie sans mélange dans ces succès, quelque sécurité qu'ils semblent promettre à ceux qui les ont obtenus, quelque légitime orgueil qu'ils doivent d'abord leur inspirer. Veut-on savoir quelles déceptions cruelles, quels inconsolables regrets peut laisser après soi l'événement archéologique le plus heureux en apparence? Qu'on lise dans l'ouvrage de feu M. des Vergers, *l'Étrurie et les Étrusques*, ou dans l'analyse de cet ouvrage par M. Beulé, le récit de ce qui a suivi la découverte presque merveilleuse faite en 1857 sur le territoire de Vulci. Au commencement, les fouilles entreprises par M. des Vergers aux lieux mêmes où s'étendait la nécropole de la ville antique n'avaient révélé d'autre excavation souterraine qu'une grotte artificielle, entièrement vide, et dont les parois, sans aucune trace d'ornemens, n'indiquaient nullement la destination d'une chambre sépulcrale. A quoi bon toutefois cette excavation, résultat évident d'un travail de main d'homme? Peut-être, à défaut de signification en elle-même, avait-elle, par rapport à ce qui l'avoisinait, l'utilité d'un moyen préservatif; peut-être avait-elle été faite pour empêcher l'humidité de la terre d'atteindre en s'infiltrant quelque crypte inférieure préparée pour recevoir les corps. Les fouilles furent donc reprises et poussées au-delà du sol de cette première grotte. A 12 mètres de profondeur, on trouva une avenue conduisant à une autre salle, à une véritable tombe cette fois, dont la pierre qui en fermait l'entrée depuis plus de vingt siècles allait, en se brisant sous les derniers coups de pic, livrer les solennels mystères aux regards des explorateurs stupéfaits.

Qu'on se figure l'émotion que durent éprouver ceux qui pénétraient ainsi tout à coup les secrets si longtemps respectés de cet asile de la mort, en voyant le passé se présenter à eux face à face pour ainsi dire, en contemplant à la lueur des torches non-seulement ces voûtes dont rien depuis plus de deux mille ans n'avait troublé l'obscurité et le silence, mais les hôtes eux-mêmes de cette nécropole, avec les vêtemens qui les couvraient à l'époque où leurs corps y avaient été déposés, avec tout ce qu'ils avaient gardé à travers les âges de la civilisation à laquelle ils avaient appartenu! « L'antique Étrurie, dit M. des Vergers, nous apparaissait comme au temps de sa splendeur. Sur leurs couches funéraires, des guerriers recouverts de leurs armures semblaient se reposer des combats qu'ils avaient livrés aux Romains ou à nos ancêtres les Gaulois. Formes, habillemens, étoffes, couleurs, » tout était nettement vi-

sible, toutes choses étaient demeurées telles que les avaient connues ou faites les contemporains de ces morts; mais, hélas! à peine le miraculeux spectacle a-t-il ébloui les yeux et rempli les cœurs d'une sorte d'admiration épouvantée, qu'il commence à perdre sa précision. Déjà l'air extérieur, en pénétrant dans la crypte, altère l'aspect de ces frêles dépouilles; déjà chaque contour semble vaciller, chaque couleur s'éteindre, chaque forme s'affaisser. Encore quelques minutes, quelques secondes peut-être, et rien, qu'un peu de poussière, ne restera plus de cette surprenante vision. La vie du dehors n'aura envahi l'antique sépulcre que pour y apporter comme une seconde mort, et bientôt, sous l'action d'une atmosphère ennemie, tout ce qu'il contenait achève de se dissoudre, tout est anéanti, tout a disparu. Si les peintures qui décoraient les murs et que M. des Vergers a reproduites dans son ouvrage ne subsistaient pour nous transmettre quelque chose de la découverte, on se défierait presque des souvenirs que les explorateurs en ont gardés, et ceux-ci mêmes, au sortir de ce caveau où ils s'étaient trouvés en contact direct avec le monde antique, auraient pu croire qu'ils venaient d'être trahis par leurs sens ou trompés par les rêves de leur imagination.

Nous pourrions citer d'autres exemples des mésaventures qu'entraînent parfois pour les plus courageux et les mieux inspirés ces fouilles d'ailleurs si attrayantes. Sans parler de ce qu'ils y compromettent ou y perdent de leur santé, de leur fortune, nous pourrions rappeler quels efforts d'énergie ou de patience il leur arrive de dépenser, et trop souvent de dépenser vainement, pour lutter contre le mauvais vouloir ou l'apathie des ouvriers, contre les défiances niaises ou la cupidité des autorités locales. Tantôt, si la scène se passe en Grèce, c'est à qui parmi les descendans de Thémistocle ou de Léonidas s'avisera du moyen le plus ingénieux pour traîner la besogne en longueur ou pour s'épargner une fatigue. « Pendant qu'on remplit de poussière et de plâtras leur panier de jonc qui contient la charge d'un enfant, ils font, dit M. Beulé, à celui qui manie la sape, des observations affectueuses : « mon frère, ce sera trop lourd. » Le frère retire l'excédant, un voisin aide à charger et reçoit le même service. Les voilà partis d'un pas majestueux, gravissant le rocher jusqu'au point « d'où les débris sont précipités dans la plaine; mais le panier, qu'ils maintiennent d'une seule main sur leur épaule, est tellement incliné pendant ce voyage que la terre retombe derrière eux en pluie continue et serrée; ils ne jettent par-dessus le mur qu'une pincée de poussière semblable à celle qu'Antigone jetait sur le cadavre de son frère; ils contemplent un instant l'horizon et la vaste mer, se montrent un navire aux voiles blanches, échangent

quelques réflexions, soupirent, et redescendent vers la tranchée plus lentement encore qu'ils ne sont montés. » Tantôt, si le lieu des explorations est quelque bourgade au fond de l'Asie-Mineure ou de la Babylonie, les convoitises s'excitent, les exigences s'augmentent en proportion des succès obtenus et du prix que semble y attacher celui qui a dirigé les fouilles, — ou bien quels obstacles n'oppose pas à la poursuite des travaux cette croyance tout orientale que les monumens retrouvés, surtout quand ils portent des sculptures, sont des œuvres de l'enfer et du démon! Est-il besoin néanmoins d'insister? De pareils souvenirs ne sauraient sans doute décourager personne, et d'ailleurs le nombre et l'éclat des conquêtes faites de nos jours sont propres bien plutôt à stimuler le zèle de nouveaux soldats de la science qu'à les détourner du combat, à les exhorter au repos.

Dans cet ensemble de services rendus, dans cette série de travaux et de belles découvertes, une grande part, la part la plus considérable même, revient à des savans de notre pays. Si l'on tient compte de l'importance relative des monumens retrouvés, ceux d'entre eux qui intéressent le plus l'art et l'histoire, le *Sérapéum* de Memphis, les constructions déterminant l'enceinte et l'entrée de l'Acropole à Athènes, les restes des palais de Ninive, — d'autres ruines illustres encore ont été rendues à la lumière par des mains françaises. Ce sont des Français qui, sur la foi de quelque ancien texte ou par des inductions tirées de la simple configuration des lieux, ont osé tenter la recherche de ce que, depuis tant de siècles, on croyait, on déclarait anéanti. Périlleuse aventure en raison même de l'ambition des projets, et bien autrement compromettante en cas d'échec qu'une entreprise sans programme fixe, sans connexité directe avec d'aussi grands souvenirs! Passer ainsi, au moment venu, de l'idée au fait, du rêve à la preuve, et, comme dit M. Beulé avec l'autorité de son expérience, « courir aux yeux du monde, qui vous regarde, cette chance redoutable qui s'intitulera succès ou ridicule, » en un mot trouver non pas ce qu'on s'est seulement proposé de recueillir au hasard de l'heure et des rencontres, mais précisément ce qu'on a deviné, annoncé, cherché, — n'est-ce pas faire un acte assez méritoire pour que ceux qui l'ont accompli aient droit à une gratitude exceptionnelle?

Que si, pour apprécier la valeur des résultats obtenus, on se place à un autre point de vue, si l'on examine les formes de publicité choisies et les caractères mêmes de la mise en œuvre, de ce côté encore notre orgueil patriotique aura lieu d'être satisfait. Nulle part aujourd'hui mieux qu'en France on ne réussit à débarrasser l'archéologie de tout appareil pédantesque pour en rendre l'étude accessible aux « honnêtes gens, » comme on aurait dit au XVIIe siècle;

nulle part on ne sacrifie d'aussi bonne grâce au désir d'instruire la tentation d'afficher son propre savoir. Tandis qu'ailleurs, sous prétexte d'éclaircir jusqu'au bout chaque question, on n'arrive guère qu'à multiplier les détails inutiles ou à rassembler sans choix les témoignages, ici l'on procède avec une érudition d'autant plus réservée qu'elle est en réalité moins égoïste et au fond mieux munie. Cette sobriété dans les explications scientifiques aussi bien que dans la méthode littéraire, ce goût et cet esprit de mesure en toutes choses tiennent sans doute aux priviléges naturels du génie national, mais ils tirent aussi de certaines circonstances une raison d'être nouvelle et un surcroît de certitude.

N'est-il pas juste par exemple d'attribuer, au moins en partie, l'heureux renouvellement de la science archéologique dans notre pays à l'influence exercée par l'école d'Athènes? institution excellente qui, en élevant le niveau des études sur l'antiquité, a permis en même temps aux jeunes savans, membres de cette école, d'entrer par leurs travaux réglementaires en communication avec le public, comme l'Académie de France à Rome fournit à la fois aux artistes pensionnaires les moyens de perfectionner leurs talens et les occasions de les faire connaître : institution rapidement féconde, puisque en moins de trente années elle a produit dans le domaine de la philosophie, de l'histoire ou de l'érudition proprement dite, les remarquables travaux auxquels MM. Charles Lévêque, Mézières, Beulé, Perrot, Heuzey, Wescher et plusieurs autres ont attaché leurs noms. De leur côté, les pensionnaires de l'Académie de France à Rome ne trouvent-ils pas le plus utile complément pour leur éducation d'artistes dans le séjour momentané que les règlemens les autorisent à faire auprès des membres de l'École d'Athènes? De même que ceux-ci, en venant à Rome, achèvent de s'initier aux secrets de l'art par un commerce familier avec les hôtes de la villa Médicis, de même les jeunes peintres, les jeunes architectes surtout, ne peuvent que gagner à visiter la Grèce en compagnie de ceux qui font profession d'en étudier l'histoire et d'en consacrer scientifiquement les souvenirs. Il y a là mieux qu'un élément d'émulation entre gens appelés à cheminer dans des voies différentes et n'ayant de commun entre eux que le désir d'atteindre leur but; il y a une action directe et réciproque, un échange d'influences profitable au progrès, puisque la science se trouve ainsi ranimée par le sentiment raisonné de l'art, et que l'art à son tour, en s'appuyant sur la science, devient par cela même plus robuste et plus sûr de lui.

Dira-t-on que, pour faire acte d'artiste, il n'est pas nécessaire après tout d'être si grand clerc en matière d'érudition, que les aptitudes instinctives suffisent, qu'enfin la faculté de sentir forte-

ment dispense jusqu'à un certain point celui qui la possède de l'obligation de savoir? Soit, s'il ne s'agissait que du génie et de ses œuvres. Encore pourrait-on répondre que depuis Leo-Battista-Alberti jusqu'à Michel-Ange, depuis Léonard jusqu'à Poussin, les maîtres les plus illustres, — architectes, sculpteurs ou peintres, — ont été en réalité parmi les hommes les plus instruits de leur temps; mais il s'agit ici surtout du talent et des moyens de le développer. Or je ne suppose pas qu'on regarde comme une précaution superflue, encore moins comme un danger, de l'approvisionner d'informations historiques et morales aussi bien que de renseignemens purement extérieurs. S'il fallait d'ailleurs citer un exemple des progrès que peuvent déterminer, même au point de vue des inspirations personnelles, les études archéologiques envisagées de haut et résolûment poursuivies, nous le trouverions dans ces travaux successifs de feu M. Léon Vaudoyer, qu'une exposition ouverte à l'École des Beaux-Arts livrait, il y a quelques jours, aux regards du public.

L'ensemble des dessins laissés par l'éminent architecte se compose de deux séries, l'une comprenant tout ce qui se rattache à la reproduction textuelle ou à la restauration des monumens du passé, l'autre tout ce qui est proprement de l'invention de l'artiste, depuis le *Tombeau du général Foy* jusqu'aux nouveaux corps de bâtimens du Conservatoire des arts et métiers, à Paris, jusqu'à cette imposante cathédrale de Marseille qui sera certainement dans l'avenir un des plus beaux témoignages, un des plus éloquens souvenirs de l'art au XIXe siècle. Comment ne pas être frappé en examinant ces deux séries de l'étroite connexité qui existe entre elles? Comment ne pas reconnaître dans les œuvres de ce talent, à l'époque de sa maturité, l'influence qu'exerçaient encore sur lui les exemples antiques, étudiés de si près, si profondément médités pendant les années de la jeunesse? Je ne prétends pas dire assurément que M. Vaudoyer n'ait rien fait de plus que s'approprier ces exemples et en transcrire la lettre avec une sorte de piété superstitieuse. Son admiration pour l'antiquité ou le souvenir des leçons que lui a fournies l'art du moyen âge ne le domine pas si bien qu'il y sacrifie les droits de sa propre imagination ou le respect des conditions imposées par les caractères tout modernes de ses tâches. En construisant une église, il ne veut nous donner ni la contrefaçon d'un temple païen, ni celle d'un édifice chrétien au temps où, pour maintenir debout les murs qu'on avait élevés, on ne savait que recourir à l'emploi de certains appuis naïvement apparens. La cathédrale de Marseille prouve assez à cet égard les ressources personnelles de celui qui en a conçu les plans. La majestueuse originalité de l'ordonnance générale, le choix des élémens décoratifs ou des

procédés de construction, le moyen pris entre autres pour établir les contre-forts à l'intérieur au lieu de les faire saillir au dehors, suivant la tradition de l'architecture ogivale, — tout révèle chez l'auteur de cette œuvre immense des mérites fort supérieurs sans doute aux simples facultés de la mémoire; mais tout cela ne résulte-t-il pas aussi, ne se ressent-il pas manifestement du long et solide apprentissage fait par M. Vaudoyer en face des monumens de Rome et des monumens du midi de la France? N'y a-t-il pas là le résumé et la mise en pratique des amples doctrines, des grands principes que l'artiste avait puisés jadis dans l'étude réfléchie de la méthode et du génie antiques? Il lui arrivera bien parfois de chercher ailleurs ses modèles ou, tout au moins, de demander avis à des œuvres d'un caractère tout différent. Sans parler des beaux travaux de restauration qu'il a exécutés à Paris dans l'ancien prieuré de Saint-Martin-des-Champs, plusieurs des dessins exposés à l'École des Beaux-Arts sont des hommages rendus par lui à la délicatesse de notre art national au XVe et au XVIe siècle, et les charmans *portraits* en particulier de certaines maisons d'Orléans et de Blois montrent que, loin de se raidir dans les habitudes d'un esprit exclusif, M. Vaudoyer savait accepter tous les genres de mérite et s'assouplir à toutes les tâches. Il n'en est pas moins vrai que ses inclinations naturelles comme ses préférences acquises le portaient à estimer partout dans l'art l'expression de la grandeur, de la force, que, là même où il cherchait et trouvait la finesse, il ne dépouillait pas dans le style la fierté accoutumée de son goût. De là cette place à part qu'on a justement attribuée à M. Vaudoyer dans le groupe des architectes ses amis, — on dirait presque ses coreligionnaires, — qui personnifient le mouvement de notre école à partir des dernières années de la restauration.

On connaît l'esprit et l'objet de la réforme entreprise par ces novateurs, qui devaient bientôt devenir des maîtres et que les représentans officiels de la légitimité classique considéraient alors comme des séditieux. Les tentatives de Duban, de M. Labrouste, de M. Duc, n'avaient rien de commun avec les ambitions avouées de la nouvelle école de peinture et le parti-pris qu'elle affichait de chercher ses inspirations partout ailleurs que dans les souvenirs de l'antiquité. Loin de déclarer la guerre aux traditions grecques ou romaines, les architectes dont nous venons de rappeler les noms travaillaient au contraire à les faire d'autant mieux prévaloir que la signification intime en serait plus exactement comprise et l'influence moins subordonnée à l'emploi de certaines recettes, de certaines formules invariables. Ce qu'ils entendaient s'approprier par l'étude des grands monumens du passé, c'était le secret non

des procédés extérieurs, mais des principes; ce qu'ils voulaient enfin, aussi contrairement aux témérités romantiques qu'à l'inerte despotisme exercé depuis la fin du XVIIIe siècle par les apôtres d'une fausse érudition, c'était reconnaître scientifiquement les conditions de l'art, en observer les progrès, en consulter attentivement l'histoire, et, comme on le disait assez récemment ici même (1), s'autoriser de cette expérience pour agir plus sûrement dans le sens de nos mœurs ou de nos besoins.

Associé le dernier à l'entreprise, M. Vaudoyer s'y dévoua, dès son arrivée à Rome en 1827, avec toute l'ardeur de ses jeunes espérances, et plus tard avec une énergie croissante, à mesure que cette lutte engagée contre l'esprit de routine intéressait plus directement l'honneur de ses amis et le sien; mais, en défendant ainsi la cause commune, il savait agir pour son propre compte, j'entends en raison de ses aptitudes spéciales, de son goût, de ses prédilections. Aussi, quelle que soit la conformité de sa doctrine et de ses croyances générales avec les préceptes soutenus par les trois artistes dont il a si utilement secondé les efforts, il garde au milieu d'eux, nous le répétons, sa physionomie propre, comme eux-mêmes d'ailleurs ont chacun une fonction distincte et, dans le talent, un caractère dominant. On a dit de Duban qu'il était pompéien, de M. Labrouste qu'il avait francisé l'art étrusque, de M. Duc qu'il représentait dans l'école moderne l'art grec modifié et rajeuni; on dirait à meilleur droit encore que, par ses inclinations principales, par le tempérament qu'il accuse, le talent de M. Vaudoyer est de race romaine. Non-seulement c'est à Rome que ce talent s'est formé, non-seulement la belle restauration du *Temple de Vénus et Rome*, les études si consciencieusement faites d'après l'arc de Septime Sévère et plusieurs monumens antiques du même genre, beaucoup d'autres dessins encore exposés à l'École des Beaux-Arts attestent la profonde connaissance que l'artiste avait acquise sur place de l'architecture romaine et de ses œuvres; mais les grands travaux exécutés sous sa direction à Paris et à Marseille montrent clairement que l'expression de la majesté était chez lui le résultat d'une faculté naturelle aussi bien que le fruit de l'éducation. En restant fidèle aux souvenirs de sa jeunesse, il obéissait en même temps à ses plus impérieux, à ses plus vrais instincts.

L'exposition des dessins de M. Vaudoyer présente sous des formes visibles, elle confirme par un exemple pratique les enseignemens que les écrits de la nouvelle école archéologique tendent à propager parmi nous. En face de ces œuvres inspirées à la fois par un respect passionné pour l'art antique et par un désir non moins vif

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er février 1872, *Félix Duban*.

d'en adapter les leçons aux exigences de notre civilisation, on conçoit mieux l'utilité que peuvent avoir les livres consacrés à l'histoire de cet art, et les rapprochemens nécessaires qu'ils impliquent entre les traditions du passé et les progrès à poursuivre dans le présent. N'est-ce pas en effet la relation exacte de ces deux termes qui constitue, à vrai dire, l'archéologie, ou qui du moins réussira seule à en féconder les travaux? N'est-ce pas à la condition d'être comprise comme Ingres l'entendait dans son art ou André Chénier dans le sien, que l'imitation de l'antique peut et doit avoir force de loi? Sans invoquer d'aussi hauts exemples, et pour ne parler que de ce qui s'opère autour de nous, nous rappellerons combien les études qui ont l'antiquité pour objet se sont développées et perfectionnées dans notre pays depuis un certain nombre d'années. Aucun archéologue ne songerait aujourd'hui à réduire sa tâche aux chétives proportions ou à l'emploi des moyens conventionnels dont on s'accommodait autrefois, — pas plus que dans le domaine de l'architecture ou dans celui de la poésie dramatique on ne s'aviserait de contrefaire les chefs-d'œuvre grecs ou romains à la façon de Peyre et de Chalgrin, de Luce de Lancival ou d'Arnault. Que l'érudition étrangère n'ait pas été sans influence sur ce progrès, que le mouvement scientifique accompli en France ait puisé au dehors, particulièrement en Allemagne, une force d'émulation qui devait à certains égards l'activer, c'est ce qu'il est juste de reconnaître. Les travaux sur la Grèce d'Ottfried Muller et de quelques autres ont sans doute préparé en partie les recherches ou les découvertes qui ont suivi, et M. Beulé ne manque pas de signaler dans son livre le profit que nos compatriotes ont pu tirer quelquefois des indications fournies ou des exemples donnés par des savans allemands ou anglais; mais il sera au moins aussi juste de tenir compte des occasions où tout s'est passé sans ces secours ou ces stimulans préalables, où tout a été l'œuvre d'inspirations spontanées, le résultat d'observations indépendantes. Incessamment accrue par des travaux de plus en plus propres à cimenter l'alliance de l'art et de l'archéologie, la somme des services qu'a rendus la science française contemporaine est devenue assez considérable pour qu'il soit plus que difficile d'en trouver ailleurs l'équivalent. Au milieu de nos désastres, cette supériorité du moins nous reste, ces titres d'honneur nous appartiennent bien, et l'on est certes fondé à dire que, comme notre art national reconnu aujourd'hui sans rival en Europe, notre école archéologique tient et mérite d'occuper aux yeux de tous le premier rang.

HENRI DELABORDE.

LE JAPON

DEPUIS L'ABOLITION DU TAÏCOUNAT

Au moment où éclata la rupture entre la France et l'Allemagne, les personnes que l'approche d'une lutte funeste ne détournait pas de l'étude des questions internationales ne songeaient pas sans de vives appréhensions à nos rapports avec les contrées de l'extrême Orient. La nouvelle du massacre de Tien-Tsin causait une émotion profonde; on y voyait un sinistre présage, et l'on se demandait avec inquiétude si le fanatisme qui avait fait explosion dans la ville chinoise ne se répandrait pas sur d'autres points de ces lointaines régions. La France, forcée de faire face à de si grands périls sur sa propre frontière, pourrait-elle exercer à l'autre extrémité du monde l'influence nécessaire à la protection de son commerce? Les gouvernemens asiatiques n'allaient-ils pas profiter des difficultés avec lesquelles nous nous trouvions aux prises pour réagir contre des résultats si laborieusement obtenus? Grâce à Dieu, de pareilles craintes ne se sont pas réalisées. Les événemens de Tien-Tsin n'ont eu nulle part leur contre-coup, nos relations avec la Chine se sont maintenues sur un bon pied; notre marine a conservé son renom, l'activité de notre commerce ne s'est pas ralentie, et nos désastres, loin de nous nuire auprès de ces peuples, ont peut-être contribué à nous les concilier, en dissipant chez eux les appréhensions que notre puissance leur avait d'abord inspirées. Ils ont peut-être enfin compris que nous sommes en définitive leurs amis véritables, et qu'au lieu d'entretenir des projets égoïstes ou des arrière-pensées ambitieuses, nous n'avions d'autre but que de nous créer avec eux des rapports sincèrement pacifiques.

C'est au Japon surtout que nous pouvons constater cet heureux symptôme. Depuis 1868, année où le taïcounat fut renversé, on a vu se produire au Japon un ensemble de faits qui constituent cer-

tainement une des révolutions morales les plus curieuses de notre époque. Les vieilles murailles s'abaissent, non plus sous les coups du canon, mais sous l'action puissante des intérêts et du commerce. A des antipathies traditionnelles et séculaires, on voit succéder dans l'empire japonais une sorte d'engouement pour les coutumes étrangères, et la civilisation européenne semble maintenant inspirer à cette race intelligente et industrieuse autant de sympathie qu'elle y excitait autrefois de répulsion. Il n'y a pas vingt ans que le Japon était encore le dernier pays inexploré de l'extrême Orient, que ses côtes inhospitalières, semées d'écueils, éloignaient les navires, que, lorsqu'un bâtiment de guerre ou de commerce s'aventurait à venir mouiller sur une des rades japonaises, une flottille d'embarcations armées l'entourait sur-le-champ d'un cordon sanitaire, les canons de batteries menaçantes étaient braqués sur lui, et des officiers venaient à bord notifier les décrets impériaux qui, depuis des siècles, fermaient le pays aux étrangers. Yokohama n'existait point avant 1858; il n'y eut là d'abord qu'un village, une agglomération de quelques cabanes de pêcheurs sur un terrain marécageux. Voici que cette bourgade est devenue en quelques années une grande ville de 80 à 100,000 âmes, où près de 2,000 étrangers se livrent à un commerce aussi profitable à eux-mêmes qu'aux divers pays dont ils sont originaires. Il y a vingt ans, les transactions entre le Japon et l'étranger étaient à peu près nulles, et voici que les échanges se sont élevés au chiffre de 200 millions par an, chiffre dans lequel le commerce français figure pour plus de 60 millions. Le moment est venu pour l'Europe d'étudier dans tous leurs détails l'organisation intérieure, les ressources, les besoins des pays de l'extrême Orient. C'est pour elle le moyen de se tracer à leur égard une ligne de conduite rationnelle et de développer par les voies pacifiques les progrès qu'elle n'avait dus d'abord qu'à l'intimidation et à la force des armes. La *Revue* a déjà publié de nombreux travaux sur le Japon; elle en a retracé la physionomie générale (1). Les études de M. Layrle (2) et de M. Roussin (3) ont fait connaître les heureux efforts de nos stations navales et les événemens qui ont fini par amener la suppression de l'autorité taïcounale et le système de centralisation fortement établi par le gouvernement du mikado. Cet événement décisif, dont les conséquences se sont produites si rapidement, a été l'inauguration d'une politique qu'il importe d'examiner dans ses origines, dans ses développemens et dans ses résultats.

(1) Voyez *Un voyage autour du Japon*, par M. R. Lindau, dans les livraisons des 1er mai, 1er juillet, 1er août, 1er septembre et 15 octobre 1863.

(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février 1868.

(3) Voyez la *Revue* du 1er mars et du 15 octobre 1865 et du 1er avril 1869.

I.

C'est aux États-Unis que revient l'honneur d'avoir ouvert le Japon aux étrangers. Jusqu'en 1853, époque à laquelle parut devant les côtes japonaises l'escadre du commodore Perry, nous ne connaissions ce lointain empire que par les récits des Hollandais enfermés dans l'îlot de Décima, où ils avaient obtenu le droit exclusif de commerce. Toutes les transactions s'effectuaient par l'intermédiaire des autorités indigènes et à travers une série de formalités, de restrictions qui les rendaient aussi difficiles qu'onéreuses; la *Revue* a exposé le détail des négociations qui amenèrent en 1858 (1) l'ouverture des ports de Kanagawa, de Hakodadé et de Nagasaki. Les traités signés par M. Harris au nom des États-Unis, par le comte Poutiatine, par lord Elgin et par le baron Gros au nom de la Russie, de l'Angleterre et de la France, furent le point de départ d'une période nouvelle. Ce sont les conventions qui régissent encore nos rapports avec le gouvernement japonais; elles doivent être l'objet d'une prochaine révision qui sera faite à Yeddo, mais dont l'ambassade extraordinaire envoyée par le mikado en Europe prépare en ce moment même les bases principales. Faculté d'entretenir des missions diplomatiques à Yeddo et des consulats dans les ports ouverts aux étrangers, reconnaissance de la juridiction consulaire, permission de faire les achats et ventes directement avec les Japonais sans l'intervention du gouvernement, admission des monnaies étrangères, droit pour les agens diplomatiques et consuls généraux de voyager librement dans tout le territoire de l'empire japonais, telles étaient les clauses principales des traités de 1858. Ils ouvraient immédiatement les ports de Kanagawa, de Hakodadé et de Nagasaki, et stipulaient pour les étrangers l'autorisation de résider à Yeddo à partir du 1er janvier 1862, et à Osaka à partir du 1er janvier 1863. On se rappelle les difficultés de tout genre que rencontra la mise en vigueur de ces traités, l'hostilité dont firent preuve contre les étrangers tantôt le mikado, tantôt le taïcoun, tantôt les daïmios, les assassinats commis sur divers étrangers, le pillage de la légation anglaise de Yeddo en 1863. — On se souvient des actes de vigueur auxquels les puissances signataires des traités de 1858 se crurent obligées de recourir, le bombardement de Kagosima par l'amiral anglais Kuper et la brillante expédition navale dirigée en 1864 contre le prince de Nagato par l'escadre combinée de l'Angleterre, de la France et des Pays-Bas. La prise des forts de Simonoseki dissuada le Japon de l'idée d'une plus longue résistance.

(1) Voyez l'*Annuaire* de 1858-1859.

Jusque-là, les choses étaient restées dans un état précaire, et les ambassades japonaises envoyées à l'Europe en 1862 et en 1864 n'avaient abouti qu'à des atermoiemens et à des hésitations. Les traités ne passaient encore au Japon que pour l'œuvre du taïcoun, et la sanction du véritable souverain, le mikado, n'y était pas encore donnée. Ce monarque avait même lancé un décret d'expulsion contre les étrangers. Les conventions de 1858 n'étaient point acceptées par les princes dont l'autorité constitue la féodalité japonaise : elles rencontraient l'opposition d'une grande partie du peuple, animé d'un sentiment de défiance et même d'hostilité invétérée contre tout ce qui n'est pas indigène. Les agens diplomatiques et les consuls n'avaient pour auxiliaire que le gouvernement du taïcoun, auxiliaire mécontent et tiède, obligé de se défendre contre les protestations nationales. A partir de 1865, les choses commencèrent à changer de face; le mikado donna sa sanction officielle aux traités. Le paiement de 18 millions de francs imposé au prince de Nagato, après l'affaire de Simonoseki, fit faire des réflexions aux autres daïmios. Le prince de Nagato avait eu l'imprudence de lutter simultanément contre les étrangers et contre le mikado lui-même, dont il avait fait attaquer la capitale. Cet incident amena une communauté d'intérêts entre le mikado, le taïcoun et les représentans étrangers, tous ennemis à titres divers de l'audacieux daïmio. D'autre part, les puissances devaient profiter de la jalousie qu'inspirait l'autorité taïcounale à l'aristocratie japonaise. Seul, le taïcoun traitait avec les cours de l'Europe, seul il signait des conventions par lesquelles il prétendait engager le Japon tout entier, et, en n'ouvrant au commerce étranger que les ports situés sur le territoire taïcounal, il s'arrogeait le monopole des produits japonais.

Les amiraux et les agens diplomatiques européens profitèrent des jalousies excitées par cet état de choses. Après les affaires de Kagosima et de Simonoseki, ils n'avaient pas trouvé dans l'attitude des princes de Satzouma et de Nagato cette méfiance farouche à laquelle on se serait attendu, et il fut dès lors facile de se convaincre que les grands daïmios se rapprocheraient volontiers des étrangers le jour où ils y verraient leur intérêt. L'hostilité contre les puissances européennes avait été de la part des chefs de l'aristocratie un moyen de flatter les passions nationales et surtout de battre en brèche le pouvoir du taïcoun. Les fausses notions que l'Europe s'était d'abord formées sur la situation intérieure du Japon commençaient d'ailleurs à faire place à une appréciation plus exacte des hommes et des choses. On reconnaissait enfin que le mikado, loin d'être, comme on l'avait cru d'abord, une sorte de souverain théocratique nanti d'une autorité purement religieuse, était en réalité le seul souverain véritable du pays, que son prestige était à la fois religieux et po-

litique, et que le taïcoun, loin d'être le souverain temporel de l'empire, n'avait d'autre caractère que celui d'un agent du pouvoir exécutif exercé au nom du mikado. Sans doute les taïcouns, dont l'autorité remonte, dit-on, au XVIe siècle, avaient fini par dominer l'aristocratie japonaise en forçant les dix-huit grands daïmios à venir habiter pendant plusieurs mois de l'année Yeddo, capitale du territoire taïcounal, et à y laisser comme otages pendant leur absence un certain nombre de parens et de serviteurs. Les taïcouns étaient devenus une sorte de maires du palais; mais le mikado actuel, qui a de l'intelligence et de l'audace dans le caractère, refusa d'accepter le rôle d'un roi fainéant. Il choisit avec habileté le moment opportun pour réduire le taïcoun à la situation d'un simple daïmio, et pour organiser en face de la féodalité japonaise une autorité incontestable et une puissante centralisation.

Ce fut en 1868 que cette révolution importante s'opéra. Le taïcounat était alors aux mains de Stotsbachi, qui avait succédé à Yémoutchi au mois d'août 1866. Hardi et entreprenant, le taïcoun avait pour but d'établir sa domination absolue sur les grands daïmios, et, dans cet espoir, il cherchait à s'attirer les sympathies des puissances maritimes, celles de la France surtout. Il abrogeait la loi fondamentale de la constitution japonaise qui interdisait aux indigènes, sous peine de mort, de sortir du territoire de l'empire; il prodiguait aux chefs des légations étrangères des témoignages d'amitié et de confiance; il secondait de tout son pouvoir l'établissement d'une société franco-japonaise, composée de capitalistes des deux nations; enfin il envoyait à Paris en 1867 son jeune frère, que nous avons vu figurer, à côté des princes de l'Europe, dans toutes les solennités de notre exposition universelle. Le caractère de Stotsbachi, ses projets, ses tentatives pour constituer d'importantes forces navales et militaires, ne tardèrent point à soulever les jalousies et les défiances des grands daïmios, et il se trouva devant eux dans une situation analogue à celle des maires du palais à l'égard des grands vassaux carlovingiens. L'un des plus riches et des plus puissans daïmios du sud, le prince de Nagato, qui avait déjà envahi le nord de la frontière du territoire taïcounal au moment de la mort de Yémoutchi, reprit les hostilités à l'expiration des six mois de trêve que l'étiquette japonaise impose en signe de deuil aux belligérans. Les autres princes du sud suivirent son exemple, et, déclarant qu'ils n'agissaient que dans l'intérêt du mikado, dont l'indépendance et la souveraineté étaient, disaient-ils, menacées par le taïcoun, ils quittèrent tous à la fois Yeddo, chef-lieu du territoire taïcounal, pour se rendre à Kioto, résidence du mikado, et pour décider ce monarque à se prononcer contre le taïcoun. Ce dernier, laissé ainsi dans l'isolement, abdiqua, en septembre 1867, et an-

nonça qu'il s'en remettait à la justice du mikado pour statuer entre lui et les princes du sud. Cette abdication n'était peut-être qu'une ruse de guerre. Ce qui est certain, c'est que, peu de semaines après, Stotsbachi, sans tenir compte de la décision que pourrait prendre le souverain, lançait ses troupes contre les daïmios; mais son armée était battue, à la fin de 1867, entre Kioto et Osaka, et il était forcé lui-même de s'embarquer nuitamment pour revenir en toute hâte à Yeddo. Il ne put y rester longtemps. Le mikado déclara que, prenant en considération les services d'une famille illustre, il voulait bien lui pardonner et lui accorder la vie, mais que le château de Yeddo devait être rendu, ainsi que les armes et les navires de guerre. Stotsbachi n'hésita plus à se soumettre. Le 3 mai 1868, il se mit en marche, à pied, pour sortir de son ancienne capitale, et se rendit dans la province de Sourounga, où, cessant d'être taïcoun pour n'être plus que le chef de la famille de Tokoungawa, il vécut comme un simple daïmio.

Enfermé dans un palanquin qui le tenait caché à tous les yeux, le mikado, accompagné des grands daïmios et de sa cour, fit son entrée solennelle à Yeddo le 25 novembre 1868. Le taïcoun était décidément vaincu; mais les difficultés ne se trouvaient pas encore aplanies. Les daïmios du nord, qui à l'origine n'avaient pas pris part à la lutte, allaient la recommencer pour leur compte. Le prince de Aidzou et ses confédérés, levant l'étendard de la révolte, déclaraient en principe qu'ils respectaient l'autorité du mikado, mais qu'à leurs yeux ce souverain n'était plus libre, que les daïmios du sud, à la tête desquels se trouvait le prince de Satzouma, exerçaient une influence pernicieuse sur ses actes, et qu'en cet état de choses les daïmios du nord se voyaient dans l'obligation de se tenir sur leurs gardes. Au milieu d'une situation si confuse et si imparfaitement connue, les représentans des puissances étrangères eurent la sagesse d'observer une attitude impartiale et prudente dont tous les partis en lutte au Japon apprécièrent le caractère correct. Ils annonçaient hautement qu'ils n'interviendraient pas dans les démêlés intérieurs du pays, mais ils affirmaient en même temps de la manière la plus énergique l'intention de ne tolérer, quel que fût le parti qui l'emportât, aucune infraction à des traités reconnus successivement par le taïcoun et par le mikado. Cette déclaration produisit une impression salutaire, augmentée encore par l'apparition de forces navales imposantes. Les auteurs de violences partielles dont des sujets anglais, français et américains avaient été victimes subissaient un châtiment exemplaire. Enfin le mikado, loin de témoigner de l'hostilité aux étrangers, leur ouvrait la ville de Yeddo, ainsi que les ports d'Osaka et de Niegata. Ceux des anciens partisans du taïcoun qui, même après sa déchéance, avaient continué

la lutte étaient complétement dispersés ou battus. Le prince de Aidzou et les autres daïmios du nord n'essayaient plus de combattre. Les princes du sud se groupaient fidèlement autour du trône du mikado. La tranquillité se rétablissait partout dès le commencement de 1869, et à la fin de la même année le gouvernement de ce souverain amnistiait le prince de Aidzou et tous les daïmios qui avaient pris part à l'insurrection du nord, ainsi que tous leurs officiers et tous leurs adhérens. Énergiquement appuyé par les quatre grands chefs de l'aristocratie du sud, les princes de Satzouma, de Nagato, de Hizon et de Tosa, le mikado était devenu absolument le maître de la situation. Ce fut à partir de ce moment qu'il inaugura avec une vigueur remarquable la politique réformatrice qui s'est développée depuis trois ans.

II.

La première pensée du gouvernement après la chute du taïcounat fut d'accomplir une réforme complète dans l'organisation politique et administrative du Japon. Le mikado et ses ministres se proposèrent de réaliser l'unification, non pas nominale, mais réelle de l'empire, en centralisant les pouvoirs entre les mains du souverain dont personne ne conteste la légitimité, mais qui en fait, sinon en droit, avait laissé échapper au profit du taïcounat une partie des prérogatives impériales. Le taïcoun une fois renversé, il fallait reconstruire sur les débris de son autorité toute celle du mikado. Ce n'était point là d'ailleurs une tâche très facile. On devait agir avec une prudente lenteur, tenir compte des élémens hétérogènes du pays, ne pas heurter de front les coutumes féodales, et ne pas froisser les susceptibilités des grands daïmios. La suprématie religieuse et politique du mikado a toujours été reconnue en principe; il s'agissait de la faire entrer en pratique. La plupart des daïmios remirent leurs pouvoirs entre les mains du chef de l'état, et firent abandon en sa faveur d'une grande partie de leurs revenus. C'était là le point de départ d'une centralisation des finances publiques. Il fallait ensuite organiser une force militaire compacte. Ce fut à la création de cette armée impériale que tendirent les efforts du gouvernement. Il pensa que le moyen le plus pratique pour arriver à ce but était de faire appel au concours de ceux des daïmios qui avaient déjà des troupes organisées, et le prince de Satzouma, donnant l'exemple, consentit à fournir les quatre bataillons qui devaient former le noyau de la nouvelle armée. En 1871, le mikado avait écrit à ce prince une lettre où il lui disait dans le style figuré de l'extrême Orient : « Deviens le soutien de mon pouvoir. Sois pour moi ce que sont les ailes d'un oiseau à ses jambes. Viens prêter à mon autorité

ce qui lui manque. Sois d'accord avec les serviteurs qui sont à mon côté, et joins ta force à la leur. Travaille à la gloire de mon gouvernement, et fais en sorte que je réussisse à accomplir jusqu'au bout l'œuvre de la réforme. » La réponse du prince de Satzouma se ressentait du prestige que le mikado exerce sur les grands feudataires. « C'est en me prosternant, disait le daïmio, que j'ai écouté la parole impériale. Des questions d'une pareille importance ne sont-elles pas bien au-dessus de l'obscure intelligence d'un serviteur tel que moi? » Il exprimait ensuite ses vœux sincères pour le succès de la réforme. Le prince Tosa et le prince de Nagato suivirent l'exemple du prince de Satzouma, et fournirent chacun trois bataillons de leurs troupes pour former le noyau de l'armée impériale. Il s'agissait de fondre ces divers détachemens en un seul corps, sans distinction de clan ou d'origine, de leur donner une tenue et des règlemens uniformes, en laissant le choix des officiers au gouvernement du mikado et en appliquant aux nouvelles troupes l'instruction militaire française. Chose bien digne de remarque, nos derniers revers ne portèrent point atteinte à la sympathie des Japonais pour notre armée. Le ministre des affaires étrangères du mikado disait à notre représentant après notre lutte fatale contre l'Allemagne : « Nous connaissons les malheurs que la guerre a infligés à la France, mais cela n'a changé en rien notre opinion sur les mérites de l'armée française, qui a montré tant de bravoure contre des troupes supérieures en nombre. » On aurait pu croire que les Japonais, comme tant de courtisans de la fortune et d'adorateurs du succès, n'auraient plus désormais d'admiration que pour la Prusse, et que tout dans leur armée se ferait à la mode prussienne. Ce fut précisément le contraire qui arriva. Le mikado nous demanda une mission militaire française, et voulut que notre langue fût la langue du commandement de ses troupes. N'est-il pas curieux qu'au moment où tant de Français blasphèment contre leur patrie, elle trouve dans l'extrême Orient des peuples qui lui rendent justice et qui respectent ses malheurs?

Le gouvernement du mikado fit acte d'autorité. Il procéda rigoureusement à de nombreuses destitutions. Un des principaux daïmios, le prince de Tchikouzen, fut relevé de ses fonctions par décret, en juillet 1871, et remplacé par un oncle du mikado. Peu de jours après, un décret bien autrement radical encore transformait tous les *han* ou daïmiats en simples *ken* ou départemens. Jusqu'à nouvel ordre, ces circonscriptions territoriales conservaient l'ancien nom du clan, mais le gouvernement central se réservait le droit d'y envoyer des gouverneurs. Le mikado annonçait cette résolution aux divers daïmios par un message en date du 29 août 1871, dans lequel il manifestait formellement l'intention de placer son empire

au niveau des civilisations étrangères les plus perfectionnées. « Nous avions la conviction, ajoutait le souverain, que, pour atteindre ce résultat, il fallait que ce qui existait de nom existât de fait, et que l'autorité gouvernementale émanât d'un même centre. »

Il ne faudrait pas croire cependant que la suppression de la féodalité japonaise fût complète. On a beau changer le nom des daïmiats, les grands chefs de l'aristocratie nationale, surtout dans les provinces du sud, conservent, dit-on, tout leur prestige et toute leur influence. A la fin de l'année dernière, le prince de Satzouma a été nommé généralissime des troupes du mikado. Ce choix paraît avoir eu pour objet de donner une satisfaction au clan que le prince représente, et qui ne compte pas moins de 8 millions d'individus. Le mikado ne semble pas oublier les services que lui ont rendus les grands daïmios du sud dans sa lutte contre le taïcoun, et il compte, dit-on, sur leur concours pour faire prévaloir la politique inaugurée depuis 1868.

Suivant certains observateurs, le Japon, bien loin de suivre une voie rétrograde, paraît tomber dans un excès contraire au système de routine qui est reproché au Céleste-Empire, et se jette dans les réformes et les idées européennes avec une ardeur qui ne serait peut-être pas suffisamment tempérée par un sentiment exact des besoins du pays. Ce qui est certain, c'est que le gouvernement japonais entreprend beaucoup de choses à la fois, et que chaque branche de l'administration semble rivaliser d'efforts pour s'assimiler les bienfaits de la civilisation occidentale. Le ministre de l'instruction publique juge avec raison qu'il faut introduire la connaissance des langues étrangères pour élever le niveau des études. Aussitôt on se met à la recherche de professeurs, et presque tous ceux qui se présentent sont bien accueillis. Le ministère des travaux publics, à l'instigation d'un Anglais, décide d'introduire au Japon des voies de communication rapides. Aussitôt on déploie une carte, et, séante tenante, on fait des contrâts pour 150 ou 200 lieues de chemins de fer. Le grand conseil, désireux de lutter contre les préjugés qui existeraient encore à l'égard des nations étrangères, prend une mesure excellente en elle-même : il invite chaque clan à désigner un certain nombre de jeunes gens qui doivent aller, aux frais de l'état, en Amérique et en Europe pour s'y instruire les uns « par les études, » les autres « par la vue; » mais tout le monde veut voyager dans de si belles conditions, et en 1871 il y avait près de cinq cents Japonais qui circulaient sur tous les points du globe avec un traitement de 5,000 francs par an, sans compter les frais de voyage. C'est ainsi qu'on a vu plusieurs journaux européens, annoncer tous les jours l'arrivée de prétendues missions japonaises.

On assiste dans l'empire du mikado à un véritable engouement pour les coutumes, pour les modes, pour les langues étrangères. L'instruction de l'armée doit se faire en français, celle de la marine en anglais, l'école de médecine sera allemande, celle d'agriculture, américaine. Tout le monde reconnaît la nécessité de recourir aux lumières et à l'expérience des étrangers. C'est à un ingénieur français, M. Verny, qu'est due la création de l'arsenal maritime de Yokoska, qui a été inauguré officiellement le 28 mars 1871 et qui a complété son organisation par l'ouverture d'un magnifique bassin de radoub. Après cinq années d'efforts persévérans, cet ingénieur, qui avait sous ses ordres un personnel français, atteignit complétement le but qu'il s'était proposé. L'inauguration fut faite avec un grand éclat par Ironsounngawamia, oncle du mikado et ministre de la guerre. Les représentans étrangers répondirent avec empressement à l'invitation qui leur avait été adressée, et la petite baie de Yokoska vit arriver des navires de guerre de toutes les nationalités. Après avoir assisté à l'ouverture du bassin et au lancement d'un navire sur une cale à sec, les autorités visitèrent tous les ateliers destinés non-seulement à la réparation, mais aussi à la construction des vaisseaux du plus grand modèle; la cérémonie fut complétée par un banquet de cent couverts, qui, pour la première fois, réunissait à la même table les plus hauts dignitaires du Japon et les notabilités de la colonie étrangère de Yokohama.

Presque au même moment fut créé un autre établissement d'une réelle importance. Le gouvernement a l'intention d'introduire au Japon un système monétaire en rapport avec les développemens de ses relations commerciales. En 1868, il achetait à Hong-kong tout un matériel qui était sans emploi par suite de l'insuccès des tentatives faites en Angleterre pour répandre en Chine de nouvelles pièces à l'effigie anglaise, et, à la suite de cet achat, un magnifique Hôtel des Monnaies fut installé à Osaka sous la direction d'ingénieurs britanniques. Cette nouvelle réforme n'étant pas sans difficultés dans un pays où les droits de souveraineté sont l'objet de tant de litiges, les autorités japonaises obtinrent que les représentans étrangers prêtassent leur concours moral en assistant à l'inauguration solennelle de cet établissement, qui eut lieu en avril 1871 avec la même pompe que celle de l'arsenal de Yokoska.

C'étaient là des symptômes qui furent suivis de faits plus significatifs encore. On connaît l'importance que les questions d'étiquette ont dans l'extrême Orient, et l'on sait de quel mystère pour ainsi dire religieux s'enveloppait depuis des siècles la personne des mikados. Quel ne fut donc pas l'étonnement de la colonie européenne quand tout à coup le souverain se montra non-seulement

aux regards de ses sujets, mais encore à ceux des étrangers eux-mêmes! D'après l'antique tradition japonaise, le mikado, considéré comme descendant des dieux et comme participant de la nature divine de ses ancêtres, était en communication directe avec les régions célestes qui inspiraient ses actes, et jamais cet être supérieur ne devait être souillé par le regard des mortels. Dans les rares occasions où il était obligé de présider aux cérémonies du culte, il ne sortait du palais de Kioto que rigoureusement enfermé dans une chaise à porteurs, qui lui permettait de voir sans être vu. Par surcroît de précaution, sur tout le parcours de son cortége, les portes et les fenêtres étaient fermées, et ceux des habitans qui se trouvaient dans les rues devaient, sous peine de mort, se prosterner la face contre terre. En 1871, tout cela fut changé. L'on vit le mikado circuler, comme un souverain d'Europe, dans les rues de Yeddo, en calèche découverte, et n'ayant pour escorte qu'un détachement de 30 ou 40 cavaliers équipés à l'européenne. Sur son passage, les postes lui rendaient les honneurs militaires sans se prosterner, et les habitans eux-mêmes n'étaient plus obligés de donner au monarque cette marque extérieure de respect. C'était là une véritable révolution dans les mœurs du pays; au point de vue des relations internationales, on ne pouvait que s'en féliciter.

La fête du mikado, célébrée le 4 novembre 1871, fut marquée à Yeddo par une innovation qui n'excita pas moins de surprise. Le souverain passa une revue des différens clans formant le noyau de l'armée impériale. Il y avait là cinq bataillons d'infanterie et quatre bataillons d'artillerie fort bien armés. Ils étaient équipés d'après des modèles se rapprochant beaucoup de ceux de l'armée française, et les honneurs qu'ils rendirent au souverain offraient beaucoup d'analogie avec les usages de l'Europe. Le soir, les hauts dignitaires et les membres du corps diplomatique assistaient à un banquet présidé par le premier ministre, Sandjo Ou Daï Djin, et par Iwakoura, ministre des affaires étrangères.

Peu de jours après, le 16 novembre, une autre innovation produisait un effet favorable sur la colonie étrangère. Pour la première fois; le mikado parlait directement à un diplomate européen, et cette dérogation aux anciens usages de la cour japonaise se faisait en faveur du ministre de France, M. Max Outrey. Sur le point de quitter le Japon, après une mission utile et laborieuse, cet agent diplomatique obtint une audience de congé du souverain, dans un des pavillons du parc du Siro. Le mikado annonça lui-même à notre représentant l'envoi d'une ambassade extraordinaire en France. Il dit quelques paroles courtoises au sujet du président de la république, en exprimant la satisfaction avec laquelle le gouvernement japonais avait appris que l'ordre se rétablissait et que le calme ré-

gnait en France. Après l'audience, le mikado faisait offrir à M. Outrey quelques présents diplomatiques : des boîtes de laque, des étoffes de Kioto, des porcelaines de Satzouma.

Une des principales préoccupations du mikado paraît être d'acclimater au Japon l'étiquette en vigueur dans les grandes cours de l'Europe : comme les souverains européens, il passe des revues, il préside le conseil des ministres, il visite les provinces de son empire ; il assiste aux grandes cérémonies, il reçoit le corps diplomatique. En 1872, à l'occasion du premier jour de l'an japonais, il donna une audience solennelle aux représentans étrangers, et le ministre d'Italie, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, lui adressa des souhaits de bonne année, auxquels il répondit par quelques paroles courtoises. Au mois de juin dernier, il reçut le chargé d'affaires de France, M. le comte Paul de Turenne, qui lui présenta l'amiral Garnaud, et, à leur entrée dans la salle du trône, il se leva, au lieu de rester assis, ainsi que cela se pratiquait autrefois. Le surlendemain, le souverain quittait Yeddo, avec une flotte composée de huit navires, pour se rendre dans la mer intérieure et visiter les provinces du sud. Il portait, en partant, l'uniforme de général de division français. Le voyage dura deux mois. Partout les populations se pressèrent sur le passage du monarque, en lui prodiguant les marques de leur respect. Le 15 octobre, il assistait à l'inauguration solennelle du chemin de fer de Yokohama à Tokio (1). Il avait près de lui, en cette circonstance, un des frères du dernier taïcoun. C'était la première fois qu'un des princes de la famille déchue paraissait dans une cérémonie publique. On en concluait qu'un remarquable apaisement s'était fait depuis quelques mois, et que dans les conseils du gouvernement les idées de conciliation tendaient de plus en plus à prévaloir.

Chaque jour apporte une nouvelle preuve de la marche progressive du gouvernement. Le ministre de la justice, qui s'est attaché la collaboration de plusieurs Français, préside une commission de légistes et de conseillers d'état chargée de libeller un code de procédure civile conforme au nôtre. Quand ce premier travail aura été terminé, la même commission s'occupera de rédiger en langue japonaise nos codes d'instruction criminelle et de commerce. Le chemin de fer reliant les faubourgs de Yeddo à Yokohama a été livré au public en juin, et il amène les voyageurs, non pas à l'extrémité, mais au centre même de la capitale du Japon. L'on presse les travaux de la ligne ferrée qui doit mettre en communication directe Hiogo et Osaka d'une part, et de l'autre Osaka et Kioto. Depuis la

(1) Tokio est le nouveau nom de la capitale, c'est-à-dire Yeddo; l'ancien nom est le seul connu en Europe.

fin de l'année dernière, la ville de Yokohama est éclairée au gaz. C'est un ingénieur français qui a été chargé de l'installation des appareils commandés en Europe. D'autres améliorations de même nature sont en voie de réalisation tant à Kioto qu'à Yeddo.

Le grand-duc Alexis de Russie s'étant rendu au Japon en novembre, le gouvernement du mikado mit un certain plaisir à montrer à ce prince l'ensemble des progrès accomplis. Deux jours après son arrivée à Yeddo, le grand-duc fut reçu par le souverain au palais du Siro, et le lendemain le mikado lui rendit sa visite. Parmi les fêtes qui eurent lieu à cette occasion, la plus caractéristique fut peut-être une revue des troupes japonaises passée par le mikado et son hôte, qui étaient tous deux assis dans la même voiture. La mission militaire française assistait à cette revue. Après le défilé, le grand-duc félicita le colonel Marquerie de la bonne tenue des troupes placées sous les ordres de cet officier. En sortant du terrain de manœuvre, les agens diplomatiques furent invités à se rendre au palais en même temps que le grand-duc Alexis, et ce ne fut pas sans surprise qu'ils se virent tout à coup en présence de l'impératrice, à laquelle ils furent présentés par le mikado son époux. C'est la première fois que la souveraine du Japon se montrait en public.

III.

Quelles que soient les réformes adoptées au Japon, il ne faudrait pas juger ce pays avec un optimisme exagéré; ce serait une grande erreur de croire que l'ancienne intolérance n'ait laissé aucune trace, et que les sentimens de défiance invétérés dans la population contre toute idée étrangère se soient complétement dissipés. Si la nouvelle politique a de nombreux adeptes, elle a aussi des adversaires acharnés, et certains faits partiels attestent çà et là combien les haines aveugles sont encore vivaces dans un pays qui considéra si longtemps les étrangers comme des barbares. C'est surtout en matière religieuse qu'on a de la peine à détruire les vieux préjugés. Le christianisme a toujours éveillé au Japon des susceptibilités très vives, et les dernières années ont vu se produire des faits d'intolérance et de persécution dont les puissances ont eu raison de s'émouvoir. M. de Rémusat a eu récemment l'occasion de fournir à la tribune de l'assemblée nationale quelques explications sur des événemens dont le caractère n'avait pas été toujours très exactement apprécié; on avait été jusqu'à dire que les représentans des puissances étrangères, notamment ceux de la France, n'avaient pas protégé avec assez de vigueur les intérêts du christianisme au Japon. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la question religieuse dans

ce pays et sur les difficultés qu'elle y soulève, pour se convaincre qu'un tel reproche n'est pas fondé.

En 1867, on découvrit que quelques groupes de chrétiens échappés à la grande persécution du siècle dernier s'étaient conservés secrètement dans l'intérieur du pays, où ils s'étaient transmis de génération en génération le dépôt de la foi et des pratiques du culte mêlées à quelques cérémonies idolâtres. Ces chrétiens naturellement cherchèrent à se mettre en rapport avec les missionnaires, vinrent les consulter dans les villes où ils résidaient et renouveler leur adhésion religieuse. Les autorités japonaises s'en émurent, des mesures sévères furent édictées contre eux, et le gouvernement du mikado publia un décret pour défendre l'exercice de la religion chrétienne, qualifiée par eux d'abominable.

M. Léon Roches, qui représentait alors la France au Japon, releva énergiquement les termes insultans de ce décret, qui atteignait dans leur croyance toutes les puissances chrétiennes en relations avec le mikado, et il fut soutenu dans cette démonstration par plusieurs de ses collègues, notamment par le ministre des États-Unis. Il y a lieu toutefois de remarquer que le traité du 9 octobre 1858, qui règle nos rapports avec l'empire du mikado, ne nous confère aucun droit spécial de protection sur les Japonais qui embrassent la religion chrétienne. Il n'y a qu'une seule des clauses de ce traité, l'article 4, qui ait trait au culte catholique, et cette clause n'a en vue que les sujets français. Elle est ainsi conçue : « Les sujets français au Japon auront le droit d'exercer librement leur religion, et à cet effet ils pourront y élever, dans le terrain de leur résidence, les édifices convenables à leur culte, comme églises, chapelles, cimetières, etc. Le gouvernement japonais a déjà aboli dans l'empire l'usage des pratiques injurieuses au christianisme. » M. Roches et les agens qui s'associèrent à sa demande rappelèrent cette dernière phrase de l'article 4 du traité, et ils s'efforcèrent de faire sentir aux ministres du mikado combien il serait impolitique en toute circonstance, et particulièrement dans les débuts d'une administration nouvelle, d'indisposer ainsi gratuitement les puissances étrangères; ils présentèrent en outre des observations purement amicales en faveur des chrétiens persécutés, qui faisaient appel à la modération du gouvernement japonais. Il y a lieu d'ailleurs de constater que nos missionnaires, au lieu de tomber dans les exagérations d'un zèle intempestif, se sont tracé une ligne de conduite prudente. Ils ne réclament rien au-delà de ce qui est stipulé en leur faveur par les traités, de ce qui leur est assez justement dû, car, si le commerce européen pénètre aujourd'hui dans les vastes marchés de l'extrême Orient, ce sont eux qui depuis longtemps lui ont frayé la voie.

Les démarches commencées par le représentant de la France, M. Léon Roches, furent énergiquement continuées en 1868 et en 1869 par M. Outrey, son successeur. Le gouvernement du mikado fit d'abord des promesses, et parut se montrer favorable aux idées de tolérance et d'humanité qu'on s'efforçait de lui suggérer. Il écrivait au représentant de la France, dans les premiers jours de 1869, que l'on ne maintiendrait pas contre les chrétiens des lois cruelles et qu'on aurait recours à des mesures plus humaines. Lorsque de telles déclarations étaient corroborées par ce fait qu'un certain nombre de chrétiens emprisonnés dans les îles Goto se voyaient mis en liberté, lorsqu'il était constant que, depuis le mois de septembre 1868, aucune nouvelle poursuite n'avait été exercée contre les habitans d'Ourakami, n'était-on pas autorisé à croire que le gouvernement japonais désirait sincèrement donner satisfaction à l'Europe et aux États-Unis en entrant désormais dans une voie plus conforme aux principes de la civilisation moderne? En effet la question resta relativement calme jusqu'au mois de septembre 1869. A cette époque, le ministre d'Angleterre envoya dans les îles Goto un bâtiment de guerre, qui se contenta d'y faire une simple apparition. Il arriva que cette démarche fut suivie presque instantanément de l'arrestation d'une centaine de chrétiens.

C'était le premier signe apparent d'une nouvelle attitude de la part du gouvernement japonais. Le 1er janvier 1870, les ministres du mikado, répondant à une note des représentans étrangers, n'hésitaient pas à reconnaître que, plusieurs milliers d'individus ayant embrassé la religion chrétienne dans les îles Goto, les uns avaient renoncé à cette croyance après les observations qui leur avaient été faites, d'autres étaient incarcérés, d'autres enfin s'étaient échappés de prison. Cette communication ne précéda que de quelques jours une autre plus grave encore dans laquelle on ne gardait plus guère de ménagemens. On se bornait à prévenir purement et simplement les agens étrangers que le décret de juin 1868 contre la religion chrétienne, décret dont l'application avait été suspendue « à cause de l'état de trouble du pays, » allait être exécuté dans toute sa rigueur, et qu'en conséquence les chrétiens d'Ourakami seraient répartis entre certains daïmios pour être employés par eux à des travaux publics.

Tous les représentans des puissances protestèrent spontanément et isolément contre cette décision. Chacun d'eux se réservait d'ailleurs d'agir en commun avec ses collègues au moment où ils se trouveraient tous réunis à Yokohama. Le ministre d'Angleterre, sir Henry Parker, qui était alors, depuis quelque temps déjà, dans le sud du Japon, et qui venait précisément de visiter les îles Goto, se trouvait dans les environs de Nagasaki quand les ordres du gouver-

nement central contre les chrétiens y étaient parvenus. Il protesta immédiatement contre les mesures prescrites par les autorités japonaises. Peu de jours après, il rejoignit à Yokohama les autres membres du corps diplomatique. D'après les informations que rapportait sir Henry Parker, il y avait lieu d'espérer que les autorités locales auraient de grandes difficultés à mettre leur funeste projet à exécution. En effet, les chrétiens étaient dispersés et cachés, et, à moins qu'ils ne vinssent volontairement se constituer prisonniers, il fallait un assez long temps pour déporter trois ou quatre mille personnes. La première pensée des agens diplomatiques fut de demander au gouvernement du mikado l'envoi d'ordres immédiats pour suspendre les mesures édictées. Dans le milieu de janvier 1870, ils rédigèrent une note collective par laquelle ils réclamaient cette suspension et demandaient en même temps une entrevue aux principales autorités du gouvernement. Le surlendemain, les ministres de France, d'Angleterre, des États-Unis et de la confédération de l'Allemagne du nord se trouvaient réunis dans un des palais de Yeddo, où ils avaient une conférence de cinq heures avec le premier ministre et plusieurs des plus hauts fonctionnaires de l'empire. Il résultait clairement de cette entrevue que les accusations de querelles ou d'insubordination formulées contre les chrétiens d'Ourakami n'étaient que des prétextes; on les déportait uniquement parce qu'ils professaient la religion chrétienne et pour les éloigner du voisinage des Européens. Les agens des puissances espéraient, comme nous venons de le dire, qu'une partie au moins des chrétiens auraient pu échapper aux recherches des autorités. Ils insistèrent donc pour que les ordres de suspendre les mesures prescrites fussent envoyés sans délai à Nagasaki, et se réservèrent d'examiner en commun ce qu'il serait possible de faire pour les malheureux qui avaient déjà été déportés. Les ministres japonais promirent de faire partir le lendemain le contre-ordre demandé.

Cependant la persécution conservait le caractère le plus grave; elle était d'autant plus injustifiable que, d'après des rapports authentiques, les chrétiens, s'ils refusaient de se soumettre aux exigences des bonzes, n'en étaient pas moins très exacts à remplir tous les devoirs envers l'autorité. Leurs impôts étaient payés très régulièrement, et ils résistaient si peu à la police qu'à la première injonction ils étaient venus se livrer eux-mêmes aux autorités de Nagasaki pour être déportés. Quant aux querelles avec les habitans, les seuls faits articulés par les ministres japonais étaient de la dernière insignifiance et n'avaient pas même donné lieu à des poursuites. Depuis les premières persécutions de 1867, les missionnaires avaient cessé de dire l'office dans les maisons japonaises ou de s'y livrer à la prédication, et ces deux griefs écartés, on ne

voyait pas sur quel article des traités le gouvernement japonais pourrait s'appuyer pour exiger l'interdiction de tout rapport entre les missionnaires et les chrétiens dans les limites des ports et territoires dont l'accès est permis aux étrangers. En résumé, les habitans d'Ourakami avaient été déportés parce qu'ils professaient la religion chrétienne et pas pour autre chose. Dans les premiers jours de février 1870, les ministres japonais, revenus à Yokohama, avaient encore une longue conférence avec les agens étrangers, et l'importance qu'ils attachaient à leur fournir des explications supplémentaires, le soin avec lequel ils s'efforçaient d'atténuer la portée de la mesure prise contre les chrétiens, indiquaient à quel point ils étaient eux-mêmes préoccupés de la question. Cette fois encore, les représentans des puissances plaidèrent avec la plus grande vigueur la cause de la tolérance religieuse et de l'humanité. Ils s'engagèrent toutefois à faire respecter les traités par les missionnaires et à empêcher de leur part toute propagande en dehors des ports ouverts aux étrangers, si de son côté le gouvernement japonais réintégrait dans leurs foyers les chrétiens qui en avaient été arrachés.

Cette proposition ne fut pas acceptée, le gouvernement japonais déclara au bout de quelques jours qu'à ses yeux le retour des chrétiens à Ourakami aurait les plus graves inconvéniens, et qu'en conséquence il se montrait résolu à ne se relâcher de sa rigueur que pour ceux des déportés qui auraient donné des preuves de ce qu'il appelait leur bonne conduite. C'était là une manière détournée de dire que le gouvernement ne rendrait à la liberté que ceux des chrétiens qui auraient apostasié.

Bien que les efforts des agens diplomatiques n'aient pas été d'abord couronnés de succès, ils n'ont pas été inutiles. Dans les premiers jours de l'année dernière, soixante-dix chefs de famille qu'on avait déportés de Nagasaki en qualité de chrétiens y ont été réintégrés. Une dépêche télégraphique du chargé d'affaires de France au Japon annonce que les chrétiens d'Ourakami, arrachés à leur demeure en février 1870, et condamnés aux mines malgré les démarches des ministres de toutes les puissances, vont être mis en liberté. Il résulte de la même dépêche, expédiée de Yokohama le 24 février, que le gouvernement japonais vient d'abroger les édits contre la religion chrétienne. Il est évident que les persécutions contre les chrétiens se rattachaient au système d'hostilité générale dont les étrangers furent si longtemps victimes dans l'empire japonais; aujourd'hui que des principes civilisateurs semblent devoir s'y acclimater définitivement, il y a lieu d'espérer que la tolérance religieuse finira par n'y plus rencontrer d'adversaires. L'ambassade japonaise, qui étudie en ce moment les mœurs et les institutions de l'Europe, se convaincra des avantages qui découlent de la liberté

de conscience, la première et la plus sacrée de toutes les libertés. Au reste la révision prochaine des traités consacrera d'une manière plus explicite que par le passé des principes que la diplomatie européenne doit se faire un honneur de défendre.

IV.

La révision des traités préoccupe extrêmement le Japon. Il sent que ce sera le point de départ d'une politique nouvelle pour l'avenir, et il attache, dit-il, la plus grande importance à discuter d'une manière sérieuse les points essentiels qui doivent servir de bases aux relations extérieures. C'est pour cela que, vers la fin de 1871, le gouvernement du mikado décida l'envoi d'une ambassade extraordinaire, composée des hommes les plus considérables de l'empire, et chargée de se rendre successivement en Amérique, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche et en Russie. Elle devait être munie de pleins pouvoirs pour régler les bases des traités. Toutefois les lois du Japon ne permettent pas que des stipulations engageant le pays soient souscrites en dehors du centre d'action dans lequel s'exerce l'autorité du souverain; les traités eux-mêmes ne pourront être signés qu'à Yeddo, après qu'on se sera entendu sur les détails avec les représentans des puissances.

Un des hommes politiques les plus distingués de l'empire, Iwakoura, qui venait d'être nommé ministre des affaires étrangères, fut mis à la tête de l'ambassade. Iwakoura jouit d'une grande réputation au Japon. Lors des difficultés avec les grands daïmios du sud, c'est lui qui fut envoyé en mission auprès des princes de Satzouma et de Nagato, et c'est à lui qu'on doit, pour une grande part, l'accord dont le système actuel paraît être le résultat. On adjoignit à l'ambassade le ministre des finances, le vice-ministre des travaux publics, un directeur du ministère des affaires étrangères, un conseiller privé et plusieurs secrétaires. Cette mission se rendit d'abord aux États-Unis, puis en Angleterre, et arriva en France au mois de décembre dernier. Le président de la république lui fit le plus courtois accueil et entoura d'un grand cérémonial la réception officielle, qui eut lieu le 26 décembre au palais de l'Élysée.

L'ambassadeur extraordinaire et son personnel ont profité de leur séjour à Paris pour visiter non-seulement les établissemens de l'état, mais les ateliers et les usines. Ils ont pris un grand nombre de notes et ont montré l'esprit observateur qui est une des marques distinctives de la race japonaise. Ils ont quitté notre capitale en janvier pour se rendre à Bruxelles. Ils comptent visiter la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, pour étudier et comparer les diverses civilisations, ainsi que pour préparer les bases de la révision

des traités. Avant son départ de Paris, Iwakoura a eu encore une conférence avec notre ministre des affaires étrangères; il en a profité pour indiquer le caractère général des transformations opérées dans l'empire japonais et pour insister sur les sentimens d'amitié que cet empire professe à l'égard de la France. On ajoute que M. de Rémusat de son côté a développé les considérations qui doivent décider le gouvernement du mikado à s'inspirer, en matière religieuse, des principes de tolérance et d'équité.

L'ambassade extraordinaire a quitté Paris; mais il y reste une légation permanente dirigée par un ministre plénipotentiaire, M. Samejima (les fonctionnaires japonais prennent maintenant le nom de *monsieur*). Les diplomates qui font partie de cette mission parlent correctement le français; ils portent les mêmes vêtemens que les Européens, et on les a vus s'assimiler aisément tous les usages en vigueur dans le corps diplomatique. La légation de Japon ne pourra pas manquer de se convaincre des intentions loyales et des sentimens amicaux d'un peuple qui désire sincèrement la prospérité de ce lointain pays.

Sans aucun doute les Japonais ont de l'avenir. Braves, intelligens, actifs, poussant le point d'honneur jusqu'à l'exagération, à la fois mercantiles et chevaleresques, hommes du moyen âge et hommes modernes, entreprenans, hardis, curieux de nouveautés, très habiles à s'approprier les découvertes de la science, observateurs et voyageurs, pratiques dans leurs idées, patiens dans leurs études, ils pourront, d'un moment à l'autre, exercer une sérieuse influence dans l'extrême Orient. Défendus par la mer, ils dominent tout l'est du continent asiatique. Leurs troupes mises sous le commandement d'officiers français distingués s'aguerrissent et se perfectionnent chaque jour. Leurs navires cuirassés, leurs chemins de fer, leurs lignes télégraphiques se multiplieront rapidement. En communication directe avec Marseille par les paquebots des Messageries nationales, avec San-Francisco par la nouvelle ligne des paquebots américains, le Japon voit s'ouvrir devant lui de larges perspectives. Grâce à la douceur de son climat, à sa position insulaire, à la richesse de son sol, à ses aptitudes industrielles, il peut imprimer un remarquable essor à ses transactions commerciales. Le temps n'est peut-être pas éloigné où il échangera ses produits non-seulement avec ceux des États-Unis et de l'Europe, mais encore avec ceux des différentes contrées de l'Asie, de l'Océanie et de l'Afrique. On trouve en grande quantité au Japon du thé, du coton, de la soie, du cuivre, du fer, de la houille, du camphre, du salpêtre, de la porcelaine, du papier, de la laque, du tabac. L'industrie et l'agriculture y sont en progrès. Le commerce international y est assuré d'un accroissement considérable.

Le peuple japonais a de grands élémens de force et de vitalité. L'aristocratie est fière, courageuse, pénétrée de respect pour ses ancêtres. L'ouvrier et le paysan sont robustes et vifs. La race n'est pas flétrie par les travaux excessifs et l'atmosphère malsaine de la vie des manufactures. La polygamie n'existe point au Japon. Si le divorce y est facile, l'adultère y est rare. L'instruction publique est très répandue. Presque tout le monde sait lire et écrire, et il y a des écoles jusque dans les plus petits villages. Un peuple de cette intelligence doit nécessairement comprendre les avantages de la civilisation européenne, surtout depuis que, dans notre propagande, il a vu succéder aux moyens matériels les moyens moraux, à la guerre le commerce, à l'intimidation la persuasion. Ce qui nous guide vers cette contrée si longtemps mystérieuse, ce n'est pas l'esprit de conquête, c'est la recherche d'un vaste champ de travail. Le gouvernement du mikado commence à s'en convaincre, et c'est là ce qui le rapproche de nous. Cette conviction, nous devons tout faire pour l'affermir et pour la rendre inébranlable. Il faut nous montrer au peuple japonais sous un aspect sympathique, bienveillant, amical; il faut lui persuader qu'entre nos intérêts et les siens il y a non point antagonisme, mais solidarité. Il faut qu'après avoir fécondé le Nouveau-Monde sur son passage, la civilisation, que l'Europe a reçue d'Asie, retourne à son berceau, fortifiée, enrichie de toutes les découvertes modernes. Après nous être fait craindre; il faut tâcher de nous faire aimer. Nous devons savoir gré au mikado d'avoir compris que le prestige d'une nation comme la France ne se détruit pas en un jour, et que nos désastres ne seront que momentanés. De notre côté, nous devons encourager le gouvernement japonais dans la politique réformatrice qu'il s'attache à faire prévaloir. Espérons que le goût qu'il témoigne pour les institutions et les progrès des nations de l'Europe ne sera pas une simple mode ou un engouement passager, et que le pays, trouvant son avantage dans la politique récemment inaugurée, se l'appropriera d'une manière permanente et définitive. Ainsi tombent une à une les barrières qui s'étaient élevées autour de nos comptoirs le lendemain de leur création. Les chemins de fer et les paquebots, la vapeur et l'électricité auront raison peu à peu de l'esprit d'exclusion ou d'intolérance qui gêna pendant tant de siècles les rapports réciproques des différens pays, et les peuples de l'extrême Orient, eux aussi, comprendront peut-être un jour la vérité du principe ainsi formulé par Vattel : la première loi générale est que chaque nation doit contribuer au bonheur et à la perfection des autres.

***

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1873.

Constituer, ne pas constituer, organiser, ne pas organiser, que résoudre? que faire? Il faut vivre pourtant. Vivre, et comment? Sera-ce le définitif? sera-ce le provisoire? la république, la monarchie peut-être, voilà la question! Ainsi, nouveau Hamlet, notre parlement de France, qui réside à Versailles, est occupé à raisonner et à délibérer avec lui-même depuis des semaines et des mois. Il a quelque peine, convenons-en, à mettre un peu d'ordre dans sa conscience, parce qu'à dire vrai il a plusieurs consciences qui ne vivent pas en parfait accord. Il a la conscience qui parle par la voix de M. de Belcastel ou de M. Dahirel, et il a la conscience représentée par M. Gambetta ou M. Louis Blanc, sans compter une multitude d'autres consciences plus calmes, plus modestes, qui heureusement finissent par avoir le dernier mot au scrutin. Depuis quinze jours particulièrement, toutes ces consciences bruyantes, discordantes, ont été acharnées à commenter, à interroger, à peser cette œuvre mystérieuse et terrible de la commission des trente, qui contenait, à ce qu'il paraît, le grand secret, quoiqu'on se soit si bien appliqué à la faire inoffensive et acceptable pour tout le monde. Inoffensive, elle l'était par elle-même à coup sûr, elle ne contenait ni piége ni secret; mais c'est le malheur du moment où nous vivons, on ne peut se contenter de voir les choses dans leur simple réalité, de les prendre pour ce qu'elles sont et de rester dans les limites de ce qui est possible; on éprouve le besoin de se jeter, à propos de tout, dans l'absolu, dans l'insoluble, et de venir réciter à tour de rôle devant le sphinx redoutable de la destinée l'éternel monologue des consciences qui ne peuvent arriver à rien : être ou n'être pas, constituer ou ne pas constituer!

Elle est enfin terminée, cette discussion assez dramatique d'abord, infiniment trop prolongée ensuite, et où la contradiction a porté encore plus sans doute sur ce qu'on a réservé que sur ce qu'on a dit. Les explications ont succédé aux explications, les manifestes ont répondu aux manifestes, les défis eux-mêmes n'ont pas manqué, les amendemens

sont tombés sur les amendemens, et somme toute l'œuvre primitive, telle qu'elle avait été préparée et convenue, est sortie à peu près intacte de ce tumultueux conflit. Commission et gouvernement ont donné jusqu'au bout le salutaire exemple d'une complète intelligence, et en restant d'accord ils n'ont point eu de peine à trouver au terme une suffisante, une large majorité, pour sanctionner un acte un peu subtil en certains points, si l'on veut, un peu vague sur d'autres points, nous en convenons, mais en définitive un acte de haute transaction politique, qui marque une étape de plus dans la laborieuse carrière que nous parcourons depuis deux ans. Non certes, ce n'est point une solution définitive, personne ne se fait de ces illusions puériles; c'est une halte sur cette longue route semée de tant de malheurs et de tant d'épreuves, c'est une manière de fortifier un peu notre campement, de planter notre tente à l'abri des plus violens et des plus imminens orages. A cette œuvre des trente, qui devient désormais une loi de l'état, il ne faut pas demander en effet si elle a tout réglé, l'avenir et le présent, si elle a résolu des problèmes que chaque parti a la prétention de résoudre à son profit sans en avoir la puissance; il faut lui demander si elle suffit à une nécessité du moment, si elle crée des conditions où tous les hommes de bonne volonté puissent travailler au bien du pays simplement et pratiquement. Hélas! l'œuvre des trente ne résout rien, cela est bien clair; du moins elle ne compromet rien sérieusement. C'est là l'essentiel pour le moment. La loi des trente a le mérite de ne réserver que ce qui pouvait déchaîner la guerre immédiate des opinions et des passions en permettant tout ce qui peut être fait utilement, et ce qu'elle avait de vague, d'indécis, les partis lui ont rendu le service de l'éclaircir, de le préciser par l'excès même de leurs prétentions, par la confusion de leurs querelles et de leurs représailles, par l'indigence arrogante de leurs revendications et de leurs récriminations.

Les partis se sont donné rendez-vous autour de cette pauvre œuvre des trente, qui n'était pas trop bien venue au premier abord, et ils ont fini par lui donner une certaine valeur au moins momentanée, la valeur d'un traité de paix qui a maintenant la sanction d'une majorité de plus de quatre cents voix contre la coalition des opinions extrêmes les plus opposées, de tous ceux qui étaient décidés à chercher dans la voie nouvelle ce qu'ils ne pouvaient y trouver. Ce qu'il y a de plus étrange, ce qui est un des phénomènes curieux de cette discussion qui vient de finir, c'est que tout le monde paraissait altéré de vérité, de clarté; tout le monde appelait les explications décisives, et à chaque explication c'était à recommencer. Ce qui contentait ceux-ci ne pouvait contenter ceux-là; ce qui semblait clair pour les uns n'était plus pour les autres que la continuation de l'équivoque. A-t-on assez répété cette éternelle et bruyante sommation: le pays a besoin de voir clair, il veut savoir où il va, où on le conduit; il faut que la commission dise sa

pensée sur ce statut nouveau qu'elle propose, il faut que le gouvernement s'explique! Eh bien! soit; le gouvernement s'est expliqué. Une première fois, c'est M. Dufaure qui est monté à la tribune, et il a parlé avec ce nerf et cette sobriété vigoureuse qui donnent une si forte saveur à son éloquence. Il a interprété de la façon la plus simple, la plus judicieuse et la plus pratique l'œuvre qu'on avait à discuter, sans contester naturellement le droit souverain de l'assemblée, sans exagérer son pouvoir, sans dissimuler les nécessités de prudence conservatrice qui s'imposaient à tout le monde. La droite a été à demi satisfaite, la gauche a grondé sourdement, et puis, comme M. Dufaure n'avait parlé que de ce qui était en question, on s'est dit que cela ne pouvait suffire, qu'il fallait des explications nouvelles. Cette fois, c'est M. le président de la république qui s'est vu obligé d'intervenir, et qui n'en a pas été sans doute trop contrarié, quoiqu'il y ait gagné une indisposition, heureusement passagère. Pour les habiles tacticiens de la gauche, l'essentiel était d'agacer M. Thiers, de l'amener peut-être à désavouer indirectement M. Dufaure. C'était assez puéril de croire que, trois jours après des déclarations délibérées en conseil, le chef du gouvernement viendrait désavouer M. le garde des sceaux. M. Thiers n'a pas tout à fait exécuté le programme si discrètement insinué à sa sagesse. Il a parlé avec cette séduisante familiarité de bon sens et d'esprit qui ne manque jamais son effet, disant leurs vérités aux uns et aux autres, rudoyant d'une façon piquante et paternelle les prétentions ou les illusions des partis, effleurant les points les plus délicats avec une dextérité infinie, restant toujours néanmoins, comme M. Dufaure, sur le terrain de transaction défini et adopté en commun avec la commission des trente. M. le président de la république a résumé sa pensée sur la loi nouvelle en disant que c'était toujours le pacte de Bordeaux continué et un peu étendu dans la mesure des circonstances. Pour le coup, ni la droite ni la gauche n'ont été entièrement satisfaites. Oui sans doute, s'est-on dit, M. Thiers est un habile homme, qui sait ce qu'il veut et qui nous éblouit en nous racontant des anecdotes; il trompe tout le monde, ce n'est pas là ce qu'on attendait. Voilà à quoi servent les explications!

Décidément la clarté ne semblait guère venir, on feignait du moins de le croire ainsi dans les camps de tous les radicaux de gauche ou de droite, tandis qu'au contraire elle se faisait peu à peu et à demi pour tous les hommes sensés et modérés. Et pourquoi cette clarté n'apparaissait-elle pas aux esprits extrêmes? A quoi tenait ce malentendu obstiné entre le gouvernement marchant d'accord avec la commission d'un côté, et les interpellateurs, les provocateurs d'explications d'un autre côté? La raison est bien simple, c'est parce que dans cette œuvre des trente, torturée dans tous les sens et par tous les bouts, on cherchait ce qu'on ne pouvait trouver, ce qui n'y était pas. Ce qu'on cherchait, c'était ce qui pouvait flatter la droite ou la gauche, ce qui répondait à l'arrière-pen-

sée qu'on portait dans le débat, la monarchie ou la république. Ce qu'on demandait au gouvernement, c'était un gage qu'il n'avait pas le droit de donner, c'était une affirmation dont on pût se servir dans l'intérêt d'une restauration monarchique ou au profit de l'affermissement définitif du régime républicain. Tout est là, c'est la clé de notre histoire parlementaire depuis deux ans, depuis quatre mois surtout. On oublie ce qui fait les affaires du pays, il s'agit d'abord de savoir ce qui peut conduire à la monarchie restaurée ou à la république définitivement fondée. On suit le vent et les circonstances pour tirer parti de tout; tantôt on a l'air de se rapprocher d'une possibilité monarchique, tantôt on paraît s'établir plus que jamais dans la république. Seulement, dès que l'un des partis semble prendre l'avance et toucher à la terre promise du définitif qu'il rêve à son profit, il se sent aussitôt impuissant, il se voit de nouveau rejeté en arrière, soit par sa propre faute, soit par le *veto* de tous les autres partis, et de toutes ces luttes, de ces oscillations, que reste-t-il périodiquement? On revient tout simplement à ce provisoire que la loi nouvelle cherche à organiser, à cette trêve des opinions dont on se moque lorsqu'on croit n'en avoir plus besoin, qu'on invoque de nouveau lorsqu'on s'aperçoit qu'on ne peut pas faire ce qu'on voudrait.

C'est la ruine de la France, s'écrient à l'envi les grands docteurs de la légitimité et du radicalisme, le pays ne peut supporter ces incertitudes, il aspire à être fixé sur ses destinées. Ce qui est admirable, c'est l'assurance avec laquelle les esprits absolus se jettent à la poursuite de ce mystérieux définitif dans un temps et dans un pays où depuis quatre-vingts ans tous les régimes se sont succédé, où ils ont tous été plus définitifs les uns que les autres, et où le sol est couvert des ruines qu'ils ont laissées derrière eux. M. Thiers a donné finement cette leçon à tous les partis en leur racontant leur propre histoire et en leur conseillant la modestie. Ils n'en peuvent croire l'histoire, et ils ne sont guère disposés à être modestes. Ils ne s'aperçoivent pas que leur ignorance et leur présomption ne changent rien. A l'heure où nous sommes, en fait de définitif ou de provisoire, il n'y a qu'une chose vraie, la souveraineté nationale, qui domine tout, et une bonne, une prévoyante politique donnant à la France des institutions de première nécessité faites pour la soutenir dans les crises qu'elle peut avoir encore à traverser. C'est là en définitive, à part la puérilité de certains détails, le sens tout simple et tout pratique de cette loi des trente : elle met hors de cause la souveraineté nationale représentée par l'assemblée, et elle offre à tous les esprits sérieux ce programme où elle a inscrit, d'accord avec le gouvernement, la création d'une seconde chambre, la réforme de la loi électorale, la transmission des pouvoirs publics.

Voilà justement toujours la question. Les monarchistes admettent bien cette réserve faite par la loi des trente en faveur du droit consti-

tuant de l'assemblée, parce qu'ils gardent la secrète espérance de pouvoir s'en servir. Ce qu'ils n'admettent plus du tout, c'est ce programme d'institutions politiques à créer, parce qu'ils craignent que, si on donne une apparence d'organisation régulière au régime actuel, la république ne finisse par s'établir insensiblement, de façon à être acceptée sans avoir même besoin d'être proclamée!.. Ce n'est point impossible. Il faut bien s'entendre cependant : si les monarchistes se croient en mesure de se servir de ce pouvoir constituant qu'ils revendiquent avec une sorte d'âpre jalousie, que le vigilant M. de Belcastel a voulu même, par un amendement, soustraire au terrible et menaçant droit de *veto* conféré à M. le président de la république, si les monarchistes, usant de ce pouvoir constituant qu'ils ont réservé dans toute son intégrité, croient pouvoir rétablir la royauté, pourquoi ne la rétablissent-ils pas? S'ils se sentent impuissans, à qui la faute, si ce n'est à eux-mêmes? Si la monarchie n'a pas été restaurée depuis deux ans, ce n'est à coup sûr ni par la faute du gouvernement, ni même par la faute des républicains, qui ne leur ont certes pas opposé des prodiges de génie et d'habileté. Ils n'ont rien fait, parce qu'ils ne pouvaient rien faire, et même aujourd'hui ils ne trouvent rien de mieux que de se succéder à la tribune pour réciter des litanies plus ou moins bien cadencées en l'honneur d'un droit royal tout platonique. C'est tout ce qu'ils peuvent, surtout au lendemain du nouveau mécompte qu'ils ont trouvé dans cette fusion tant de fois essayée et tant de fois avortée. Les monarchistes ont vraiment tort de faire trop de bruit, ils devraient suivre les conseils de modestie que M. Thiers a donnés à tout le monde, parce qu'en fin de compte on pourrait prouver que, si la monarchie n'existe pas depuis deux ans, c'est qu'ils ont été absolument au-dessous du rôle que les circonstances semblaient leur avoir un moment attribué. C'est là le fait brutal; mais si les royalistes de l'extrême droite ne peuvent rien pour leur principe, de quel droit refuseraient-ils à la France les institutions organiques dont elle a besoin? Pourquoi ces récriminations si vives et si amères contre la commission, qui n'a eu d'autre tort que de se prêter à l'étude de ces institutions nécessaires? La vérité est que les royalistes de l'extrême droite se sont fait un instant l'illusion qu'ils allaient trouver dans la commission des trente un instrument de leurs desseins ou de leurs passions. Ils ont été déçus en voyant la transaction qui s'est produite, et alors, irrités contre les membres de la commission, qu'ils ont traités de défectionnaires, ils sont tombés dans cette opposition acrimonieuse dont le dernier mot est de tout refuser, de tout empêcher, puisqu'ils ne pouvaient arriver à leur but. Les légitimistes à outrance reviennent à cette politique toute négative qu'ils ont si longtemps pratiquée et qui leur a si bien réussi!

A quel mobile ont obéi de leur côté les républicains de l'extrême gauche, les radicaux, en combattant l'œuvre de la commission des

trente, en se rencontrant dans la plupart des votes et dans le scrutin définitif avec les royalistes de l'extrême droite? Que les radicaux contestent à l'assemblée le droit constituant, on le comprend encore; mais ce qu'il y a de singulier, c'est qu'ils n'admettent pas même ce programme d'institutions organiques qui est une partie de la loi nouvelle, c'est qu'ils semblent considérer l'idée de revoir la loi électorale, de créer une seconde chambre, comme une sorte d'attentat à la république, dont ils sont naturellement les seuls interprètes jurés. En quoi donc une réforme de la loi électorale conçue de façon à garantir la sincérité et l'honnêteté du vote en respectant le suffrage universel est-elle incompatible avec la république? En quoi le régime républicain exclut-il forcément l'institution d'une seconde chambre? M. Gambetta, qui commence à parler un français assez baroque dans ses discours, assure qu'une seconde chambre ne cadre pas avec la république, M. Louis Blanc l'a répété; mais ni l'un ni l'autre n'ont prouvé absolument rien. Une seule chose reste vraie, il y a dans le monde deux républiques sérieuses, les États-Unis et la Suisse, et en Suisse comme aux États-Unis il y a deux chambres.

Quand on réfléchit un peu, une seconde chambre, institution de résistance, de contrôle ou de pondération, comme on voudra l'appeler, est un des ressorts essentiels de tout régime régulier, république ou monarchie, de même qu'une loi électorale assurant la sincérité du suffrage populaire est une nécessité de toutes les organisations politiques qui aspirent à durer. Voilà pourquoi la commission et le gouvernement, sans mettre en question le régime définitif de la France, ont pu proposer ces grands objets d'étude, ces réformes ou ces créations nécessaires qui dans toutes les circonstances et dans toutes les conditions peuvent être une garantie ou une force. Les partis extrêmes, en combattant jusqu'au bout la loi nouvelle, ont achevé de lui donner le caractère politique qui lui manquait peut-être à l'origine, ou qui disparaissait sous des minuties d'étiquette parlementaire. Assurément c'est une coalition édifiante et instructive que celle qui peut réunir dans un même vote M. de Belcastel et M. Naquet, M. le duc de La Rochefoucauld et M. Ordinaire, les confidens de M. le comte de Chambord, les compagnons de M. Gambetta et les survivans de l'empire. La loi des trente n'y perd pas, elle y gagne au contraire de mieux apparaître comme une œuvre acceptée par tous les esprits sensés et modérés de la monarchie constitutionnelle et de la république. Ce n'est pas une majorité invariable sans doute, c'est du moins le large et solide point d'appui d'une politique qui peut se consacrer désormais à préparer la libération du territoire d'abord, à garantir ensuite la sécurité et la paix intérieure de la France.

La saison parlementaire est ouverte à peu près dans tous les pays. Elle s'est inaugurée assez vivement en Angleterre; elle est ouverte en Alle-

magne, à Berlin, où à côté des chambres prussiennes le parlement fédéral se réunit en ce moment; elle se déroule en Espagne au milieu des péripéties d'une révolution, et en Portugal au milieu des craintes qu'excite cette révolution d'où est sortie la république espagnole.

Reprenons un instant. Il est certain qu'en Angleterre tout d'abord, dans ce pays des fortes institutions et de la liberté pratique, le parlement s'est ouvert sous les plus favorables auspices. Le ministère Gladstone, ce ministère qui a vécu cinq ans, ne semblait point très menacé, quoiqu'il ait traversé de formidables crises extérieures, quoique dans ces crises et dans la plupart des affaires qu'il a conduites il n'ait pas assuré à l'orgueil britannique les plus victorieuses satisfactions. Sa force, c'était d'avoir donné la paix à l'Angleterre au milieu de tous les conflits et d'être un ministère libéral. C'est à peine si lord Derby dans la chambre des pairs et M. Disraeli dans la chambre des communes l'avaient effleuré au début de la session de quelques critiques sommaires et générales, qui ne l'avaient guère ébranlé, qui ne révélaient même pas un plan de campagne sérieusement organisé contre lui. Les vraies difficultés sont survenues lorsque le ministère a présenté un bill sur la réorganisation de l'université d'Irlande. Ces questions irlandaises ont assez souvent le privilége de soulever les passions, de devenir des occasions de conflits, et elles ont coûté la vie à plus d'un cabinet anglais. Le nouveau bill a eu dès son apparition le tort de toutes les œuvres de transaction : il n'a contenté personne, ni les catholiques qui se sont irrités de voir l'instruction sécularisée, ni les protestans qui se sont révoltés contre les concessions faites aux catholiques, ni les libéraux qui ont trouvé que, par un esprit de ménagement excessif pour les influences religieuses, on mettait trop de restrictions dans les programmes d'enseignement. Il en est résulté aussitôt une situation parlementaire assez laborieuse, que M. Gladstone caractérisait suffisamment l'autre jour dans un banquet en disant que le gouvernement n'était pas sur un lit de roses. Il était menacé en effet de se voir abandonné de nombre de ses amis, tandis que le parti conservateur saisissait naturellement l'occasion de lui livrer bataille en aggravant les dissidences et les conflits.

Malgré tout cependant, le ministère, disposé comme il l'était à tous les accommodemens possibles, pourvu que le principe du bill fût maintenu, le ministère se croyait encore maître du terrain. Il se fiait peut-être à sa fortune, et il s'est trompé. Au moment décisif, dans une des dernières nuits, la lutte s'est resserrée et animée entre M. Gladstone et M. Disraeli. Le ministère est resté en minorité de deux ou trois voix; il a perdu la bataille! M. Gladstone a dû demander sur-le-champ à la chambre des communes de s'ajourner pendant quarante-huit heures pour laisser au gouvernement le temps de prendre une résolution. Une question naissait effectivement de ce vote presque imprévu. La reine appellerait-elle le chef de l'opposition victorieuse, M. Disraeli, pour lui

remettre le pouvoir? Laisserait-elle au contraire à M. Gladstone le soin de rétablir la position momentanément ébranlée? C'est là ce qu'on s'est demandé tout d'abord. La majorité qui s'est prononcée contre le cabinet était, à la vérité, fort peu significative, elle se composait d'élémens très incohérens, elle était le produit instantané et fortuit de circonstances où la politique générale du gouvernement n'était point en jeu. D'un autre côté, la dissolution du parlement, cette dissolution qui semble peu en faveur dans l'opinion, apparaissait désormais comme une nécessité, soit pour raffermir le ministère actuel, soit pour donner à un ministère nouveau les moyens de gouverner. Ainsi se présentaient subitement les choses dans cette récente nuit de combat parlementaire où M. Gladstone a essuyé une défaite à laquelle il ne s'attendait peut-être pas. Quel sera le dénoûment de cette crise? Jusqu'ici il n'y a que deux faits certains. M. Gladstone a décidément offert sa démission et M. Disraeli a été appelé par la reine; mais c'est là moins une solution que le préliminaire d'une solution. Évidemment M. Disraeli ne pourrait exercer le pouvoir avec quelque chance de succès dans les condtions où il se trouve placé. Il n'a point de majorité dans la chambre des communes. La majorité qui a renversé le ministère ne lui appartient pas. Il ne reste donc que trois issues: ou une dissolution immédiate du parlement suivie d'élections auxquelles présiderait M. Disraeli, ou la rentrée de M. Gladstone au pouvoir avec la même faculté de dissoudre au besoin le parlement, ou un ministère de transition conduisant la session jusqu'à la fin de l'été, de façon à ne rien précipiter. Dans tous les cas, la politique anglaise n'en sera pas sans doute sérieusement affectée.

Le parlement fédéral de l'empire d'Allemagne vient de s'ouvrir à Berlin. Que l'empereur Guillaume parle dans son discours de la réorganisation du système de fortification, de la répartition de l'indemnité de guerre, des projets pour la création de la flotte, d'une loi militaire générale, ce sont là des questions qui regardent surtout l'Allemagne. Il y a du moins dans le discours d'inauguration une parole faite pour avoir un certain retentissement en France. L'empereur Guillaume ne méconnaît pas la fidélité scrupuleuse de la France à ses obligations, ni même l'empressement qu'elle met à devancer les termes du paiement de l'indemnité qui lui a été infligée. Il laisse entrevoir la possibilité de règlemens financiers dont la conséquence doit être l'évacuation complète des territoires occupés à une époque plus rapprochée qu'on ne l'avait cru. C'est une sanction indirecte et souveraine des négociations qu'on prétend être déjà engagées, quoiqu'elles ne puissent conduire à un résultat définitif qu'après l'acquittement complet, et maintenant assez prochain d'ailleurs, du quatrième milliard de notre lourde rançon. Nous en sommes là, l'empereur Guillaume lui-même ne refuse pas cet hommage à la vérité. Après deux années qu'on dit quelquefois si mal employées, nous aurons payé quatre milliards! L'Allemagne peut se les partager. Le

parlement de l'empire va sans doute s'occuper de ces questions, et en attendant le parlement prussien, qui est depuis quelque temps en session à Berlin, est tout entier aux affaires particulières de la Prusse, si la Prusse a aujourd'hui des affaires particulières. La chambre des seigneurs vient de voter une modification des articles de la constitution qui règlent les rapports de l'état et de l'église. M. de Bismarck a cru devoir intervenir lui-même dans le débat, et il a fait le plus singulier discours pour démontrer au parti conservateur que c'est lui qui, par ses divisions, par ses résistances aux volontés du gouvernement, contribue le plus aux progrès indubitables du libéralisme. La seconde chambre de son côté a été surtout occupée dans ces derniers temps d'une question soulevée par un député libéral, M. Lasker, qui a fait les plus graves, les plus étranges révélations sur les abus des concessions et des administrations de chemins de fer. Il s'est même trouvé qu'un haut fonctionnaire, très favorisé du gouvernement, ancien directeur de la *Gazette de la croix*, M. Wagener, a été fort compromis dans tous ces tripotages de finance et d'industrie. On s'est hâté de nommer une commission d'enquête pour désarmer M. Lasker, et M. de Bismarck a même fait décider que désormais tout ce qui avait trait aux chemins de fer serait soumis non pas au seul ministre des travaux publics, mais au conseil des ministres tout entier. Il est donc vrai, la vertu allemande n'est pas à l'abri des faiblesses, et les moralistes germaniques qui sont toujours occupés à chercher la corruption en France feraient bien de regarder un peu dans les affaires de leur propre pays, de surveiller de près l'agiotage effréné qui est devenu depuis quelque temps une des plaies de la société berlinoise.

La république a pu naître assez facilement à Madrid dans le vide laissé tout à coup par l'abdication imprévue du roi Amédée; elle a plus de peine à vivre, à s'établir d'une façon respectable ou même saisissable, à se dégager à demi victorieuse des difficultés qui l'ont assaillie dès sa naissance. Le ministre des affaires étrangères de la république nouvelle, M. Emilio Castelar, fidèle aux usages diplomatiques, n'a point négligé sans doute de parler à l'Europe sous la forme d'une circulaire adressée aux représentans de l'Espagne à l'étranger. Il s'est efforcé de décrire le déclin moral de la monarchie au-delà des Pyrénées, l'origine légale et régulière de la république. Sa circulaire est assurément l'œuvre d'un homme de talent et même d'un esprit sagace et habile, qui sent par-dessus tout la nécessité de dissiper les défiances, de rassurer les gouvernemens sur les caractères du régime qui vient de s'inaugurer un peu brusquement à Madrid. M. Castelar n'hésite point à demander le concours moral de l'Europe en retour de l'énergie que l'Europe a le droit de demander au gouvernement dont il fait partie. Malheureusement la brillante diplomatie de M. Emilio Castelar, un peu modelée sur la diplomatie de Lamartine en 1848, n'a point eu jusqu'ici un succès décisif.

La république espagnole n'a point encore conquis son rang parmi les puissances régulières, et, sauf les États-Unis et la Suisse, les cabinets semblent mettre une prudente lenteur à la reconnaître. Il s'est même produit ces jours derniers dans le parlement de Londres un incident qui témoignerait assez du peu d'empressement de l'Angleterre à s'engager au-delà de simples relations de fait avec la république de Madrid. Les autorités judiciaires anglaises se sont précisément fondées sur l'absence de toute reconnaissance officielle pour se refuser à des mesures de répression contre un comité carliste fonctionnant publiquement et organisant des souscriptions à Londres. En un mot, tout semble indiquer jusqu'ici que l'Europe n'est pas pressée de répondre aux éloquentes, aux pathétiques avances de M. Castelar, et de sortir d'une certaine attitude de circonspection. La vraie question d'ailleurs n'est point dans les chancelleries, elle est en Espagne même, dans ce malheureux pays livré à toutes les agitations, à toutes les anxiétés de l'avenir le plus obscur.

La question de l'existence de la république espagnole est à Barcelone, à Malaga, aux camps des carlistes en Navarre et en Catalogne, dans les faubourgs de Madrid. Si la politique se faisait avec de bonnes intentions, les hommes qui sont au pouvoir ont certes montré de la modération et de la prudence. Ils n'ont rien fait pour exciter les passions, ils ont fait ce qu'ils ont pu pour les contenir, pour empêcher qu'une guerre civile de démagogie vînt se joindre à la guerre civile engagée par les carlistes; ils ne peuvent cependant pas changer les conditions d'incohérence où ils vivent, d'où peut sortir à tout moment la crise qu'ils redoutent, qui a failli déjà éclater à plusieurs reprises et qu'on n'a pu conjurer qu'en subissant des pressions extérieures menaçantes. C'est en effet une situation pleine de sourdes complications. La république est née de l'alliance des anciens républicains et des radicaux qui avaient soutenu jusque-là la monarchie du roi Amédée, qui sont restés en majorité dans les cortès réunies à Madrid. Le premier ministère formé après le départ du roi était le résultat de ce rapprochement des deux partis dans la périlleuse vacance du pouvoir. Sous les dehors d'une alliance, c'était en réalité un antagonisme organisé qui devait inévitablement aboutir à la défaite d'un des deux élémens coalisés. Tout est là depuis un mois.

Une première fois il s'agissait, dans l'intérêt de l'unité du gouvernement, de créer un ministère républicain homogène, c'est-à-dire d'exclure les ministres radicaux qui étaient passés sans façon du dernier cabinet du roi Amédée dans le cabinet de la république naissante. Les radicaux résistaient naturellement et ils étaient appuyés par leurs amis de la majorité des cortès. Alors les républicains de Madrid, formant ce qu'on pourrait appeler le parti d'action, commençaient à s'agiter, prenaient leurs positions de combat, faisaient des barricades, menaçaient l'assemblée, et la bataille était sur le point de s'engager dans les

rues, quand les radicaux finissaient par céder. Première victoire de la pression extérieure! Le ministère républicain homogène était conquis, il ne restait pas moins en présence d'une majorité assez hostile retranchée dans les cortès et irritée de sa défaite. Ces jours derniers la lutte s'est ravivée plus dangereuse encore peut-être. Cette fois il s'agissait de décréter l'élection d'une assemblée constituante, et en attendant le ministère voulait obtenir la suspension des cortès actuelles. Les radicaux se sont montrés aussitôt fort récalcitrans; ils ont nommé une commission opposée au projet du gouvernement; le rapport était déjà prêt. Le ministère de son côté déclarait qu'il se retirerait s'il voyait ses propositions repoussées. Jusqu'à la dernière heure un conflit a paru inévitable. Qu'est-il arrivé au moment décisif? Toute cette opposition s'est évanouie. Le président même des cortès, M. Martos, qu'on disait le promoteur de cette résistance, a rendu les armes devant le ministère. Le projet du gouvernement repoussé par la commission a été voté. Le secret de cette soumission de la majorité, c'est que, tandis qu'on délibérait, la multitude ameutée se répandait dans Madrid et autour de l'assemblée, prête à courir aux armes s'il y avait un vote hostile. Il y a mieux, à Barcelone déjà on faisait mine de proclamer la république fédérale, « l'état autonome catalan; » on se disposait à secouer l'autorité de Madrid, et plus d'une grande ville allait en faire autant. Il a fallu que le chef du gouvernement, M. Figueras, allât lui-même à Barcelone pour essayer de calmer cette effervescence provoquée par la simple possibilité d'un acte d'indépendance de la majorité des cortès, et une apparence de paix a été rétablie pour le moment. M. Figueras a été reçu avec toutes les pompes usitées, au milieu des « ovations populaires; » il représentait aux yeux des républicains catalans le triomphe du gouvernement sur une chambre réputée désormais réactionnaire.

Certainement après cela les radicaux de l'assemblée n'ont plus rien à faire à Madrid. Ils sont au bout de leur rôle et, il faut le dire, ce rôle n'a pas été brillant. Depuis deux ans, ils ont servi la monarchie d'Amédée de façon à la perdre, et le jour est venu où ils se sont vus abandonnés par cette royauté même dont ils se faisaient un jouet. Ils se sont faits les parrains de la république, et ils sont aujourd'hui évincés par la république malgré la majorité dont ils disposent dans le parlement. Ils n'ont point eu tort de se résigner, puisque, s'ils avaient résisté jusqu'au bout, c'était la guerre civile dans les vingt-quatre heures, comme on l'a dit, et qu'ils n'avaient aucune autorité morale pour faire face à l'immense anarchie qui allait éclater; mais enfin c'est ainsi, il n'y a plus désormais de représentation nationale à Madrid. L'assemblée qui existe encore va se séparer après avoir voté pour la forme deux ou trois lois qu'on lui demande, et elle ne laissera derrière elle qu'une commission de permanence qui n'aura qu'un caractère consultatif. Les élections doivent se faire le 10 mai, une assemblée constituante doit se réunir le

1er juin. Que reste-t-il dans cet intervalle de près de trois mois? Le gouvernement plus ou moins omnipotent, plus ou moins ballotté d'une république qui ne sait pas elle-même ce qu'elle sera. Voilà la vérité des choses!

Le parti républicain reste donc seul maître de la situation après ces dernières crises. C'est là justement pour lui le danger. Que peut-il faire? S'il se rapproche des classes conservatrices dans un intérêt d'ordre public, il est exposé à provoquer toute sorte de manifestations fédérales, de sécessions anarchiques, de résistances à main armée. S'il donne des gages à ses amis les républicains de toutes les nuances, il risque fort de jeter aussitôt dans une hostilité déclarée et peut-être active toutes les opinions modérées, tous les intérêts conservateurs. S'il ne fait rien, il met tout le monde contre lui. Pendant ce temps, l'insurrection carliste profite de la confusion pour s'étendre et s'organiser. En Catalogne elle gagne chaque jour du terrain, et on en est réduit à ne plus même la combattre pour le moment. En Navarre et dans les provinces basques elle coupe les télégraphes et les chemins de fer, si bien que les relations entre l'Espagne et la France n'ont plus rien de régulier. Les carlistes ont leur quartier-général, leurs postes dont ils sont maîtres. L'autre jour, à Madrid même, il s'est formé une bande qui est allée tenir la campagne, et ce qu'il y a de plus dangereusement significatif, c'est que dans cette bande il y avait d'assez nombreux déserteurs de l'armée régulière. L'armée en est là, elle est démoralisée et ne sait plus sous quel drapeau elle marche. Les bataillons se débandent et refusent de marcher contre les carlistes, on l'a vu sur certains points. Le général qui commande en Catalogne a renvoyé récemment une multitude d'officiers dont il se croyait sans doute peu sûr. Le gouvernement a demandé aux cortès les moyens nécessaires pour lever 45,000 volontaires. Il fera sa levée s'il peut, et il est fort à craindre que ces volontaires, suivant leur nom, ne fassent que ce qu'ils voudront. Jusqu'ici l'impuissance militaire semble complète à Madrid.

On a fait dernièrement un certain bruit de l'adhésion de quelques-uns des anciens chefs de l'armée, du général Serrano, du général Concha, qui auraient offert leur épée. Ce n'est point impossible assurément que des chefs militaires qui ont eu de l'autorité sur les troupes aient fait offre de leurs services dans une telle crise où s'agitent les destinées de leur pays. Le fait est qu'ils ne figurent encore nulle part, à aucun titre, et le gouvernement reste seul avec une armée qui se décompose, avec son projet de lever des volontaires, avec des moyens d'action qui diminuent chaque jour, en face de cette insurrection carliste qui n'aurait aucune chance de succès, qui ne serait même pas sérieusement redoutable, si elle trouvait devant elle toutes les forces libérales et conservatrices de l'Espagne unies sous un même drapeau. Voilà la situation au milieu de laquelle se débat cette nation espagnole qui,

avant de rentrer dans les conditions fixes des puissances régulières, a besoin de se défendre de la désorganisation complète dont elle est temporairement menacée. CH. DE MAZADE.

LES RUSSES DANS L'ASIE CENTRALE.

L'EXPÉDITION DE KHIVA.

L'attention de la Russie et de l'Angleterre se porte de nouveau du côté de l'Asie centrale. L'Europe ne saurait rester indifférente. Il s'agit là d'une question qui, en d'autres temps, aurait éveillé la sollicitude de toutes les chancelleries, car elle se rattache directement au grand problème de l'équilibre européen. Deux grandes puissances se disputent la prépondérance en Asie. La Russie, fidèle aux traditions de Pierre le Grand, poursuit sa marche vers le sud; l'Angleterre, maîtresse de l'Inde, s'avance vers le nord. Les deux états doivent se rencontrer, se heurter peut-être, et cette éventualité, qui chaque jour se rapproche, est grosse de complications pour l'avenir de la politique européenne. Depuis plus de trente ans, c'est un petit pays, le khanat de Khiva, oasis fertile plantée au milieu des déserts, qui est le principal théâtre de la lutte d'influence à laquelle se livrent la Grande-Bretagne et l'empire des tsars. Khiva est, pour ainsi dire, le nœud de la question asiatique. La *Revue* a déjà consacré d'importans travaux à l'étude de ces lointaines régions. Un publiciste qui avait fait un long séjour dans l'Inde, M. de Jancigny, et un homme d'état éminent, M. Thouvenel, ont exposé, dès 1840 et 1841 (1), les plans de la politique russe et les manœuvres de la diplomatie anglaise à l'intérieur de l'Asie. Il n'est pas sans intérêt de rappeler aujourd'hui ce court fragment de l'article remarquable publié en 1841 par M. Thouvenel : « Le commerce avec l'Asie centrale serait susceptible d'une grande extension, si la Russie parvenait, sinon à conquérir la province de Khiva, du moins à y faire prédominer son influence. Il serait facile alors d'ouvrir à travers les steppes des Turcomans, qui de la mer Caspienne à Ourghendj couvrent une étendue de 800 verstes, une route protégée par plusieurs forts. On a même songé à lier par un canal l'Oxus à la mer Caspienne... L'un ou l'autre de ces travaux une fois achevé, la mer Caspienne verrait renaître son ancienne activité, et la Russie, mise en contact avec le Turkestan, la Chine et le Caboul, n'aurait plus qu'un pas à faire pour étendre son commerce jusque dans les factoreries de l'Inde anglaise. On comprend donc aisément toute l'im-

(1) *L'Hindoustan, l'expédition de Khiva*, par M. A. de Jancigny, livraison du 15 mai 1840; — *Progrès de la Russie dans l'Asie centrale*, par M. Thouvenel, livraison du 15 décembre 1841.

portance qu'elle doit attacher à la possession de ce khanat, et tôt ou tard sans doute elle tentera de nouveaux efforts pour se le procurer. »

Ces prévisions étaient fondées. La Russie est à la veille d'entreprendre une expédition contre Khiva. Les notes qui vont suivre nous ont été transmises par M. Arminius Vambéry, professeur à l'université de Pesth, qui a visité, il y a plusieurs années, les contrées de l'Asie centrale. Il serait superflu de faire ressortir l'intérêt que présentent, dans les circonstances actuelles, les renseignemens géographiques et les observations politiques de M. Vambéry.

La population du khanat de Khiva ne saurait être évaluée à plus de 500,000 habitans. La portion sédentaire comprend les *Euzbegs*, propriétaires du sol, et les *Sarts*, qui exercent généralement les professions commerciales. La portion nomade se compose de diverses tribus, parmi lesquelles il convient de citer les *Yomouths*, qui habitent la région du sud-ouest, où ils commencent à se livrer à des travaux agricoles, les *Tchaoudors*, qui promènent leurs tentes sur le plateau de Ust-Yort et se considèrent comme les maîtres du désert qui s'étend de la rive gauche de l'Oxus à la mer Caspienne, les *Kirghiz* et les *Karakalpaks*, qui errent avec leurs troupeaux sur la rive droite de l'Oxus et dans les environs du lac d'Aral, sur la côte est, où la domination de Khiva n'est que nominale.

Le khanat comptait autrefois plusieurs villes importantes; ses écoles jouissaient même d'une grande renommée : Zamakhchari, le plus savant lexicographe arabe, et le célèbre médecin Avicenna ont professé dans les universités de Kharezm. Il ne reste plus rien aujourd'hui de ces brillantes traditions. L'invasion mongole a tout emporté; puis sont venues les hordes turques, qui ont chassé la population iranienne en introduisant dans cette malheureuse contrée la barbarie et le désordre. L'histoire de Khiva ne présente après cette période qu'une série non interrompue de révolutions. Tantôt ce sont les Euzbegs ou les Kirghiz ou même les nomades Karakalpaks qui s'emparent du pouvoir; tantôt c'est la Boukharie ou la Perse qui domine. La dynastie actuelle, de la branche Kungrat, occupe le trône depuis les premières années de ce siècle; mais elle n'a pu maintenir son autorité qu'au prix de luttes continuelles. Les villages sont constamment à la merci des tribus nomades, qui les pillent ou les rançonnent impunément. Les ruines s'accumulent, les champs autrefois bien cultivés demeurent en friche, et la steppe gagne.

Dans de telles conditions, Khiva ne peut entretenir de relations amicales ni même régulières avec les états voisins. La cour de Téhéran ne saurait voir avec indifférence les marchés du khanat, où les hordes du Turkestan viennent vendre comme esclaves les prisonniers enlevés dans les villages de la frontière persane. On a compté jusqu'à 20,000 de ces prisonniers qui étaient occupés à labourer les champs des Euzbegs ou à

travailler dans les petites fabriques du pays. Il est probable que ce chiffre n'a point diminué, car le marché des esclaves est toujours très actif. Plus d'une fois le gouvernement de Téhéran a menacé de demander compte au khanat des déprédations qu'il protége ou qu'il tolère; il a projeté des expéditions et commencé quelques armemens. Il n'a jamais eu la force d'aller jusqu'au bout, mais son ressentiment contre Khiva n'en est que plus vif. Quant à la Boukharie, elle a également à se plaindre des incursions auxquelles se livrent sur son territoire les tribus khiviennes; ses émirs en sont réduits à une guerre d'escarmouches, qui n'a d'autre effet que de perpétuer l'animosité séculaire entre les deux pays sans réprimer le brigandage. Une seule puissance peut agir efficacement contre Khiva, c'est la Russie.

Maîtresse d'une partie de l'Asie centrale, la Russie a toujours considéré que l'indépendance de Khiva, indépendance qui ne se maintient que dans le désordre et par le pillage, est une disgrâce pour elle, un défi, presque un péril. Elle ne peut conserver son influence dans ces régions qu'en y exerçant une sorte de police et en protégeant contre les incursions khiviennes les populations qui lui sont plus ou moins directement soumises. En outre le khanat est devenu le refuge des tribus kasaks qui occupent les environs de la mer Caspienne, et qui se mettent fréquemment en révolte contre le gouvernement russe. Bien que les droits de ce gouvernement sur les Kasaks et sur la plupart des autres tribus des steppes soient fort contestables, l'hospitalité bienveillante dont jouissent à Khiva les fugitifs et les prétendus rebelles est très mal vue par la Russie. Enfin il n'est pas douteux que le commerce européen, c'est-à-dire le commerce russe, dans une partie de l'Asie centrale est entravé par la détestable administration de Khiva. La Russie veut y mettre ordre. Son intérêt, comme sa dignité, lui conseille de ne point se laisser braver par un état aussi faible. Elle assure d'ailleurs qu'elle prend en main la cause de la civilisation européenne contre l'insolent exclusivisme de la doctrine asiatique, doctrine que les gens de Khiva aiment à répéter : « à nous, le droit d'aller sur vos terres avec nos caravanes, d'y porter nos marchandises, d'en tirer vos produits; à vous, défense de mettre le pied sur notre sol; sinon, vous êtes les fils de la mort! » La Russie, qui a besoin de conserver et d'étendre son influence en Asie, n'est pas d'humeur à subir ces ridicules sommations.

Dans les premiers temps, alors que la Russie n'avait pas encore porté son drapeau dans le Samarkand et dans le Krasnovodsk, les khans de Khiva ne s'inquiétaient guère des menaces du tsar. Ils accueillaient les envoyés russes avec une apparente courtoisie, leur faisaient mille promesses, sauf à n'en tenir aucune, et s'engageaient très facilement à contenir les pillards de la frontière. Au fond de leurs déserts, ils se croyaient suffisamment garantis contre toute attaque. Depuis que la domination russe s'est rapprochée par la conquête et par les entreprises

commerciales, le gouvernement khivien a compris le péril, et il s'est appliqué à le conjurer. Il a d'abord envoyé de nombreuses députations dans le Khokand, dans l'Yarkend et au Caboul, pour solliciter des alliances. Des émissaires ont parcouru, durant ces dernières années, toutes les régions du Turkestan, afin d'organiser la guerre sainte contre les infidèles. En même temps, le khan s'adressait à Constantinople; puis il se rabattit sur Calcutta, implorant l'intervention amicale du vice-roi de l'Inde ou un envoi d'armes et d'argent. Lord Northbrook se contenta de lui transmettre de bons conseils sur la nécessité de vivre en paix avec ses voisins, de respecter le droit des gens et de protéger le commerce. Ces avis charitables, mais peu compromettans, n'étaient point de nature à rassurer le khan de Khiva contre la perspective d'une attaque russe qui lui apparaissait déjà très menaçante. La Russie venait en 1869 d'établir des postes militaires sur la côte orientale de la mer Caspienne; elle avait construit, à la limite du désert, un fort considérable, d'où étaient déjà sorties, comme avant-gardes sur la route de Khiva, plusieurs explorations scientifiques. Après avoir vainement invoqué l'assistance de ses voisins, prêché la guerre sainte et frappé à toutes les portes, même à celles des infidèles, le khan jugea qu'il ne lui restait plus qu'à fléchir son redoutable adversaire et à se mettre à sa merci.

Vers la fin de 1871, le khan expédia en Russie deux ambassades. L'une, composée de six personnes, sous la direction de Mehemmed-Emin, arriva le 27 février à Alexandrovsk, pour de là se rendre à Tiflis et remettre au grand-duc une dépêche très amicale, par laquelle on s'engageait à rendre à la liberté les sujets russes retenus en esclavage à Khiva. Bien accueillis par le colonel Lamakin, commandant la place d'Alexandrovsk, les envoyés ne purent dépasser Temir-Khan-Choura, dans le Daghestan; le grand-duc fit dire qu'il n'était pas disposé à les voir, et il leur ordonna de rebrousser chemin. L'autre ambassade ne fut pas plus heureuse. Son chef, Atalik-Irnazar, gouverneur du district des Karakalpaks, devait aller à Saint-Pétersbourg, et il portait au tsar de nombreux cadeaux, parmi lesquels figurait une paire de magnifiques chevaux; mais, arrivé à Orenbourg, il reçut l'ordre de s'en retourner. L'échec était donc complet, le khan voyait repousser ses diplomates, ses promesses et ses cadeaux; après ce double affront, il ne lui était plus permis de se faire illusion sur les visées de la politique moscovite, et il ne lui restait qu'à préparer ses moyens de défense.

Khiva peut mettre en campagne près de 25,000 hommes de cavalerie fournis par les Euzbegs, et quelques escadrons auxiliaires provenant des tribus qui parcourent les steppes. Il n'est pas besoin de dire que ces troupes sont mal commandées, indisciplinées et pourvues d'armes très primitives; elles n'ont pour elles que l'habitude du climat et la connaissance parfaite du terrain; ces avantages, si précieux qu'ils soient, ne leur suffisent pas pour lutter avec quelque chance de succès contre

des troupes européennes. Le meilleur rempart pour Khiva, c'est le désert qui l'entoure. Voilà le seul obstacle qui soit de nature à contrarier la marche de l'expédition russe, mais il est des plus sérieux.

Il ne saurait être question de rechercher sur la carte les routes militaires qui de la frontière russe aboutissent à Khiva; il n'y a là que des traces de caravanes, dont les lignes indécises sont noyées à chaque saison sous la mer de sables. On peut seulement indiquer les principales directions entre lesquelles l'expédition devra faire son choix pour pénétrer à l'intérieur du pays. — De la rive gauche de l'Oxus aux rivages de la mer Caspienne, une route, ou du moins ce qu'on appelle une route, longue d'environ 100 milles, conduit d'un côté à Tach-Kale (la forteresse de pierre) ou au fort russe Alexandrovsk, et de l'autre, par Mangichlak, au promontoire de Karagan, sur la baie du même nom. Elle était anciennement fréquentée par les caravanes, mais elle paraît impraticable pour une armée. Il faut quelquefois franchir des étapes de trois journées de marche sans rencontrer d'eau potable; en hiver, le froid est glacial, et la neige tombe abondamment; pendant l'été, les chaleurs sont accablantes. — Une seconde route part de la station de Saraïtchik sur le cours inférieur de l'Oural. Ce fut celle que suivit au XVII[e] siècle Hetman Netschay et dans laquelle s'engagea, en 1817, la malheureuse expédition de Bekovitch Tcherkafsky; mesurant une longueur de 1,000 verstes environ, d'après les calculs de Venyukoff, elle commence dans les plaines basses de Sagich, se dirige en ligne diagonale vers le plateau d'Ust-Yort, par Barsa-Kilmez, le long de la côte occidentale du lac d'Aral, et aboutit à Kungrat. On ne trouve un peu d'herbe et d'eau salubre que sur un tiers de ce grand parcours. — Il y a une troisième route qui d'Orenbourg conduit également à Kungrat en passant par le fort Embinsk élevé en 1839 contre les invasions des tribus khiviennes et en contournant le lac Ay-Beugur. Elle a une longueur de 1,395 verstes, et, d'après les indications des itinéraires russes, l'eau et le fourrage y sont extrêmement rares. — Il existe enfin une quatrième route, d'Orsk à Kazalinsk (739 verstes) et de Kazalinsk à Khiva (770 verstes); la distance totale entre les deux points extrêmes est de 1,509 verstes. La première partie du parcours, fréquentée par les tribus nomades et par les caravanes de la Boukharie, est relativement assez facile; mais de Kazalinsk à Geurlen, sur la frontière du khanat, ce n'est plus qu'un pays de steppes arides et sablonneuses. — Telles sont les routes dont le savant géographe Venyukoff a étudié les différentes directions.

Dans le cours de ces dernières années, le gouvernement russe a cherché à faire ouvrir une nouvelle voie du fort Perovsky à Khiva; ce projet n'a pas eu de suite. Les mêmes obstacles se rencontrent sur d'autres points, notamment dans les steppes de Kizil-Koum et de Batkak-Koum qui séparent la Boukharie du Khokand, ainsi que dans les steppes hyrcaniennes. J'ai traversé ces diverses régions qui sont décrites dans la

relation de mon voyage, et je n'ai plus à retracer les tribulations et les souffrances réservées au voyageur qui s'aventure au milieu de ces affreuses contrées. Croirait-on cependant que certains politiques russes, de faciles rêveurs qui du fond de leur cabinet à Saint-Pétersbourg entreprennent la conquête de l'Asie centrale pour la plus grande gloire des tsars, avaient imaginé de lancer un chemin de fer à travers les steppes, des monts Balkans aux rives de l'Oxus! Quand ce beau projet fit son apparition, — il y a environ trois ans, — je crus devoir en dire ma façon de penser et déclarer qu'il était ridicule. Toute la presse moscovite se déchaîna contre moi. J'avais eu l'audace d'exprimer un doute sur la puissance de la sainte Russie! Fort heureusement la récente expédition scientifique de MM. Stebnitski et Radde a confirmé mon témoignage : ces savans, partis du fort Krasnovodsk, ont pénétré assez loin dans l'intérieur des steppes, et leur rapport non suspect a mis à néant le projet de voie ferrée.

Je viens d'indiquer avec des détails géographiques qui ont peut-être semblé trop arides, mais que mon voyage dans ces régions m'a permis de rendre plus précis, les diverses routes qui aboutissent à Khiva, j'ai décrit en même temps les obstacles de toute nature qui rendent cette région à peine abordable. Il paraît toutefois certain que le gouvernement russe, après avoir successivement avancé ses stations et ses forts jusque sur la frontière, est décidé à pénétrer sur le territoire du khanat et à frapper au cœur ce peuple, ou plutôt cette peuplade, qui, se croyant abritée par ses déserts, l'a si longtemps bravé. Les préparatifs ont été faits avec un soin et une patience qui, en dépit des difficultés, donnent lieu de compter sur le succès de l'expédition. Selon toute apparence, le khanat sera envahi par trois côtés à la fois. L'attaque principale partira du fort n° 1, et suivra la rive orientale du lac d'Aral : c'est la voie la moins pénible; les deux autres points d'attaque seront à la ligne de fortification sur le cours inférieur de l'Emba et à Krasnovodsk sur la côte orientale de la mer Caspienne. Le printemps est la saison la plus convenable pour la traversée des steppes; l'herbe nouvelle est assez épaisse pour donner des fourrages suffisans, les fondrières creusées dans le terrain argileux contiennent encore des mares d'eau qui proviennent des pluies de l'hiver ou de la fonte des neiges, enfin les ouragans sont moins à craindre. Quant aux opérations militaires, il n'est pas probable que les Khiviens osent risquer une bataille rangée, leur tactique ne peut consister que dans une guerre d'escarmouches; ils lanceront dans le désert leurs colonnes mobiles qui tenteront des coups de surprise sur les flancs de l'armée ennemie, sur les détachemens isolés et sur les convois. Le jour où, après avoir franchi les steppes, l'expédition russe aura gagné les régions cultivées et enlevé les premiers villages, Khiva sera complétement sans défense, et le khan n'aura plus qu'à faire sa soumission.

Dans la correspondance diplomatique échangée récemment entre lord

Granville et le comte Schouvalof, ce dernier a déclaré que la Russie ne songeait à diriger contre Khiva qu'un détachement de quatre bataillons et demi de troupes régulières. Si lord Granville et la presse anglaise ont bien voulu ajouter foi à cette modeste déclaration, il faut qu'ils se soient bien mal rendu compte des conditions nécessaires de l'expédition ou qu'ils aient le parti-pris d'accepter, de la part du cabinet russe, les assertions les plus invraisemblables. Quatre bataillons et demi pour aller à Khiva! Quatre bataillons et demi ayant à leur tête un prince impérial, le frère du tsar! Ajoutons que, d'après les appréciations les plus modérées et en supposant que l'attaque s'effectue seulement sur un ou deux points, l'on devra emmener 5,000 à 6,000 chameaux pour transporter l'artillerie de campagne démontée pièce à pièce, les vivres et les approvisionnemens d'eau potable. Non, ce n'est pas avec d'aussi faibles troupes que la Russie s'engagera dans cette entreprise où elle ne veut certainement pas s'exposer à un échec, et l'Angleterre, qui s'y connaît en fait d'expéditions asiatiques, ne saurait croire un seul instant à cet effectif ridicule de quatre bataillons. Ce qui est vrai, c'est que les deux gouvernemens ont intérêt à donner le change sur l'importance de cette expédition; ils pensent rapetisser la question, — une question qui engage les susceptibilités internationales, — en réduisant au chiffre le plus minime l'effectif du corps d'armée qui doit porter dans l'Asie centrale le drapeau de la Russie.

Il y a dix ans, au retour de mon voyage dans les contrées asiatiques, j'exprimais toute ma surprise au sujet de l'indifférence, de l'apathie des Anglais devant les progrès incessans de la Russie. Témoin de l'état de barbarie dans lequel se trouvaient le Turkestan et la plupart des régions de l'Asie centrale, je n'hésitais pas à déclarer que l'influence européenne pouvait seule y ramener l'ordre, la civilisation, l'échange fructueux des produits. La domination de toute puissance européenne, de la Russie à défaut d'une autre, était mille fois préférable à l'anarchie qui désolait ces contrées. Tel est mon sentiment fondé sur un principe général et non pas inspiré par une prédilection particulière et systématique en faveur de la puissance russe. D'un autre côté il convient, dans l'intérêt de la paix du monde, d'éviter les conflits, les chocs entre les deux grandes nations, l'Angleterre et la Russie, qui sont destinées par la situation géographique et par la force des choses à s'étendre en Asie, et qui, s'avançant l'une par le nord, l'autre par le sud, finiront par se rencontrer. Pourquoi dès lors ne point tracer à l'avance une zone intermédiaire entre les Indes et le Turkestan russe, zone qui serait neutralisée, respectée par les deux puissances, ouverte par leur double influence aux communications du commerce et creusant pour ainsi dire entre les frontières de chacune d'elles un large fossé qui limiterait leur ambition et conjurerait les périls du contact? Cette politique prévoyante a été dédaignée par les ministères whigs et par l'école de Manchester; il

est juste de reconnaître qu'elle avait été entrevue par le ministère tory et qu'elle avait même reçu un commencement d'exécution.

Lord Mayo, vice-roi des Indes, nommé par le ministère tory, s'était mis en relations avec le roi des Afghans. Chir-Ali-Khan, fils et successeur de Dost-Mohammed, vint à Umballah, et, dans une entrevue avec le vice-roi, il se plaça sous le protectorat britannique, duquel il obtenait en retour le paiement d'un subside annuel et la garantie de sa couronne. On s'en émut à Saint-Pétersbourg. La presse russe vit dans l'alliance conclue entre Chir-Ali et lord Mayo le prélude d'une ligue offensive; elle rappela que précédemment l'Angleterre avait accordé son appui moral et son concours matériel à la Boukharie contre la Russie; allégation inexacte, mais bien faite pour réveiller en Russie la défiance de l'opinion publique. Afin de couper court à de fauses interprétations, le cabinet de Saint-James crut devoir envoyer à Saint-Pétersbourg l'un des fonctionnaires les plus éminens de l'administration anglo-indienne, M. F.-D. Forsyth, avec mission d'exposer la nature et la portée réelle des engagemens contractés avec Chir-Ali, et de proposer un règlement général de la question asiatique par l'établissement d'une zone intermédiaire qui garantirait, en le limitant, le champ d'action et d'influence des deux pays. La chute du ministère tory mit fin à ces négociations, que les whigs ne jugèrent pas à propos de poursuivre. — Pas de discussions! pas d'embarras! Laissez faire! Ce mot d'ordre de l'école de Manchester devait recevoir son application dans les affaires d'Asie comme dans les affaires d'Europe. L'histoire dira si cette politique, uniquement vouée aux intérêts matériels et aux choses du présent, est bien conforme à la dignité et à la prospérité de la Grande-Bretagne. Quoi qu'il en soit, depuis la chute du ministère tory tout examen des questions asiatiques était relégué au dernier plan; les interpellations faites au parlement n'avaient point d'écho et ne recevaient que d'évasives réponses; la presse anglaise se détournait de ces questions lointaines et fâcheuses. Le *Times* lui-même, peu de jours avant l'arrivée du comte Schouvalof à Londres, traitait de rêves, de contes de fées, les préoccupations que certains esprits ressentaient au sujet de l'Asie centrale; il déclarait même qu'après tout il valait mieux pour l'Angleterre avoir pour voisins dans l'Inde les Russes que les Afghans!

Cette indifférence, plus ou moins feinte, fit place au désappointement le plus vif lorsque l'on apprit à Londres que décidément la Russie allait entreprendre une expédition contre Khiva. Il ne s'agissait plus cette fois de paroles, de projets, de combinaisons à longue échéance; c'était un acte immédiat, dont l'opinion nationale en Angleterre, si longtemps froide sur ces questions, allait maintenant exagérer la portée et les conséquences. Le ministère de M. Gladstone fut donc obligé de sortir de sa réserve et d'inviter le cabinet de Saint-Pétersbourg à faire connaître ses intentions sur l'ensemble de la politique asiatique,

ainsi que le but de l'expédition annoncée contre Khiva. En même temps, il offrit de reprendre les négociations engagées par le ministère précédent pour arriver à une délimitation de frontière, et à la création d'une zone neutre qui pourrait, à l'avenir, prévenir les conflits. Si lord Granville, au nom du cabinet anglais, avait voulu préciser les griefs et provoquer une discussion définitive, il aurait dû serrer la question de plus près, notamment exiger que la Russie cessât de donner asile et de payer des subsides aux princes afghans qui n'ont pas accepté le compromis stipulé entre Chir-Ali et lord Mayo, demander quelques explications sur les postes que la Russie a établis à Krasnovodsk et à Tchekrichlar, sur la côte orientale de la mer Caspienne, postes dont la création doit avoir un tout autre objet qu'une simple campagne contre Khiva. Bref, il y avait, dans ce dossier que M. Gladstone avait laissé grossir depuis trois ans, une série de questions à éclaircir et à résoudre. La correspondance échangée entre lord Granville et le comte Schouvalof se garde bien d'y toucher. Il semble même que le diplomate russe ait eu quelque pitié bienveillante pour le ministère anglais, qu'il voyait aux prises avec l'opinion publique; il a promis, pour rassurer le parlement et les Anglais, que l'expédition contre Khiva ne se composerait que de quatre bataillons et demi, et que cette petite troupe se retirerait de Khiva aussitôt après avoir infligé au khan le châtiment qu'il mérite; il a offert de laisser à l'Afghanistan, allié et tributaire de l'Angleterre, une province, celle de Bedakhchan, qui n'appartient à personne, ni à la Russie, ni à l'Angleterre, ni aux Afghans, et qui ne contient que des montagnes séparées par d'incultes vallées de sables. Ces assurances, ces engagemens, ces dons n'ont en eux-mêmes aucune valeur; mais ils sont destinés à fournir à lord Granville de beaux argumens devant le parlement, à tirer le ministère de M. Gladstone d'une situation épineuse et à endormir l'opinion publique. Entre gouvernemens alliés, on se doit de tels services. Le cabinet de Saint-Pétersbourg laisse volontiers au cabinet anglais l'apparence d'une sorte de victoire diplomatique, pourvu qu'il conserve en réalité les coudées franches dans les manœuvres de sa politique asiatique.

Lorsque les Russes seront entrés à Khiva, nous verrons quand et à quelles conditions ils en sortiront. Ce sera le plus sûr commentaire des négociations qui se sont récemment poursuivies entre les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Saint-James. ARMINIUS VAMBÉRY.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.